L

Transports et télécommunications

Chapitre L.01

Transports ferroviaires

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Effectifs, recettes et investissements de la SNCF.
2. Lignes et installations de la SNCF.
3. Matériels ferroviaires, moteur et remorqué en service.
4. Trafic commercial de voyageurs.
5. Trafic commercial de marchandises.
6. Trafic ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises.
7. Accidents de chemin de fer.
8. Transports publics parisiens.
9. Accidents d'exploitation dans les transports parisiens.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports (Observatoire économique et statistique des transports) en liaison avec la division statistique du département méthodes et systèmes de la direction de contrôle de gestion de la SNCF et la RATP.

1. MÉTHODOLOGIE

Effectifs de personnel SNCF

Ces effectifs sont ventilés selon l'organisation SNCF en place depuis 1972, articulée suivant trois grandes classes :

— direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes;

— SERNAM;

— établissement par fonction.

Les statistiques du trafic voyageurs sont issues de deux sources :

— Informations disponibles au moment de l'émission : décomptes détaillés des titres émis par période de vente;

— Informations disponibles au jour de circulation, avec identification du train.

La première source sert de base aux statistiques des nombres de voyageurs et de voyageurs-km par catégorie tarifaire. La seconde source permet, notamment, la détermination de trafics particuliers (TGV par exemple).

Régie autonome des transport parisiens (RATP)

Les statistiques relevant du domaine de la RATP comprennent celles du réseau ferré : métro et RER, lignes A et B (pour la partie qu'elle exploite), ainsi que celles du réseau d'autobus : Paris et banlieue. D'autres données concernent l'entreprise prise globalement (effectifs, recettes, investissements, etc.).

2. DÉFINITIONS

Accidents

Sont pris en compte les accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement et ayant provoqué des morts ou des blessures graves. Les tués comprennent les victimes décédées le jour ou le lendemain de l'accident. Les blessés comprennent les victimes hospitalisées plus de trois jours.

Prestations des engins moteurs

Elles comprennent les parcours et les tonnes-kilomètres brutes remorquées.

Tonne-kilomètre

L'unité de mesure de trafic correspond au transport d'un poids taxé d'une tonne sur une distance de taxation d'un kilomètre. Pour un transport international, le calcul des tonnes-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

Trafic marchandise

— Le trafic « expéditions » : trafic assuré désormais par le SERNAM (Service national des messageries) pour les envois de messageries, express..., et les journaux neufs.

— Le trafic des wagons à charge et les transports routiers : affrètements routiers assurés par la SCETA (Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires).

Trafic voyageurs

— Le trafic de la banlieue parisienne relatif aux déplacements effectués avec des titres de transport propres à la zone du Syndicat des transports parisiens (depuis le décret du 11 avril 1975).

— Le trafic du réseau principal, ne relevant pas de la tarification ci-dessus, composé du trafic des trains rapides et express, des services ferroviaires et routiers régionaux.

Transport international

Est compté comme transport international, tout envoi à destination ou en provenance de l'étranger, soit par point-frontière terrestre (avec ou sans transbordement), soit par les ports maritimes et fluviaux. Les pays indiqués sont en principe ceux de destination finale ou d'origine des marchandises transportées.

Voyageur-kilomètre

L'unité de mesure de trafic correspond au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre. Pour un parcours international, le calcul des voyageurs-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes

— Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports :

  Observatoire économique et statistique des transports (OEST).

— SNCF :

  Division « statistiques » du département méthodes et systèmes de la direction du contrôle de gestion; centre de documentation.

— RATP :

  Département commercial.

Publications :

Mémento de statistique des transports, observatoire économique et statistique des transports (annuel).

Note de conjoncture (mensuelle), OEST.

Dépliant de statistiques SNCF, division « statistiques » du département méthodes et systèmes de la direction du contrôle de gestion (annuel).

Rapport annuel d'activité, SNCF.

Mémento statistique, département commercial, RATP (annuel).

Rapport annuel, département commercial RATP.

Statistiques mensuelles, département commercial RATP.

Recueil des statistiques annuelles, département commercial RATP.

*
* *

TABLEAU L.01-1

Effectifs, recettes et investissements de la S.N.C.F.

Situation au 31 décembre

Source : S.N.C.F. Direction du Contrôle de Gestion. Département Méthodes et Systèmes.

Unité : Millier

	1986	1987	1988	1989	1990
Recettes totales (hors taxes) (1)	42.721	42.817	44.437	46.460	47.899
Investissements totaux (2)	**8.966**	**9.245**	**11.024**	**11.896**	**18.451**
Réseau principal	8.262	8.481	9.716	10.794	17.188
Banlieue parisienne (3)	704	764	1.308	1.102	1.263
Personnel en activité :					
Direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes	30,8	29,9	29,1	28,5	28,2
Autres fonctions	188,7	180,4	172,8	168,5	165,6
Transport	77,0	73,1	70,6	69,7	68,2
Commercial voyageurs	25,6	25,3	24,8	25,7	25,8
Commercial fret	4,8	4,6	4,0	3,0	2,7
Matériel	34,4	32,5	30,4	28,6	28,0
Equipement	46,9	44,9	43,0	41,5	40,9
Service national des messageries (SERNAM)	8,9	7,9	7,5	7,0	6,5
Total	**228,4**	**218,2**	**209,4**	**204,0**	**200,3**
Personnel bénéficiant de pensions de retraite :					
Anciens agents (sauf auxiliaires)	240,0	237,8	235,4	232,9	230,0
Veuves et orphelins (4)	146,7	145,3	143,6	141,9	140,2

(1) Produit du trafic, non compris contributions de l'Etat et des collectivités locales.
(2) Y compris lignes nouvelles TGV, armement naval et matériel acquis en location-vente.
(3) Hors programme «banlieue parisienne» financé par subventions et prêts spéciaux.
(4) Veuves et orphelins d'agents décédés en service ou en retraite.

TABLEAU L.01-2

Lignes et installations de la S.N.C.F

Situation au 31 décembre

Source : S.N.C.F. Direction du Contrôle de Gestion. Département Méthodes et Systèmes.

	1986	1987	1988	1989	1990
Longueur totale des lignes exploitées (en km)	34.639	34.647	34.563	34.322	34.070
dont : lignes électrifiées	11.583	11.692	12.008	12.430	12.609
dont : banlieue parisienne (1)	894	894	901	901	901
Lignes ouvertes au trafic voyageurs (2)	23.897	23.887	23.782	23.882	23.875
Lignes ouvertes au trafic fret	33.885	33.880	33.769	33.380	32.367
Lignes à voie unique	19.130	19.135	19.066	18.637	18.284
Lignes à deux voies	14.844	14.848	14.833	15.019	15.107
Lignes à trois voies et plus	665	664	664	666	680
Consistance administrative : «nombre de points de vente» ouverts au trafic commercial	6.649	6.448	6.169	5.941	5.766
dont : voyageurs et fret	2.832	2.735	2.466	2.148	1.786
voyageurs seulement	2.710	2.726	2.777	2.898	3.166
fret seulement	1.107	987	926	895	814
Nombre de passages à niveaux (3)	21.775	21.622	21.505	21.421	21.268
dont : gardés	3.663	3.533	3.525	3.606	3.570
à signalisation automatique	11.343	11.481	11.551	11.576	11.610

(1) Les limites conventionnelles de la banlieue S.C.N.F. sont ramenées à partir de 1976 à celles de la Région des Transports Parisiens définies par le décret du 11 avril 1975.
(2) Ces lignes sont également ouvertes au trafic de marchandises à l'exclusion de quelques tronçons exploités uniquement en trafic voyageurs.
(3) Sont exclus les passages à niveau isolés réservés aux piètons et les passages à niveau privés. Non compris les passages à niveau sur les lignes neutralisées.

TABLEAU L.01-3

Matériels ferroviaires moteur (1) et remorqué (2) en service (voie normale)

Situation au 31 décembre

Source : S.N.C.F. Direction du Contrôle de Gestion. Département Méthodes et Systèmes.

Nature du matériel	1986	1987	1988	1989	1990
MATERIEL A MOTEUR					
Locomotives diesel	1.977	1.977	1.930	1.904	1.904
TGV (3) (4)	109	109	107	138	181
Automotrices électriques (5)	745	762	786	806	808
Autorails (5)	728	715	700	702	700
Locomotives électriques	2.313	2.285	2.237	2.221	2.257
Turbotrains (5)	52	52	52	52	52
Locotracteurs	1.404	1.420	1.417	1.423	1.376
MATERIEL A VOYAGEURS					
Voitures d'express	7.212	7.086	6.989	6.920	6.617
Voiture des services d'intérêt régional	1.710	1.722	1.701	1.671	1.546
Voitures de la banlieue parisienne	1.086	1.085	1.081	1.073	1.251
TGV (4) (6)	872	872	856	1.156	1.592
Automotrices électriques (6)	2.485	2.521	2.594	2.681	2.726
Autorails + turbotrains (6)	1.858	1.800	1.751	1.721	1.696
Total matériel à voyageurs	**15.223**	**15.086**	**14.972**	**15.222**	**15.428**
Capacité [millier de places offertes] (7)	1.644,0	1.650,3	1.660,5	1.641,4	1.665,5
MATERIEL A MARCHANDISES (millier)					
Wagons SNCF	126,6	108,7	100,7	96,4	89,1
Wagons de particuliers (8)	73,4	71,7	72,6	71,5	72,9
Wagons de service	13,3	15,4	15,7	16,2	17,1
Capacité [million de tonnes de charge utile] (9)	8,5	7,8	7,5	7,4	7,2

(1) Effectif à l'inventaire diminué des unités louées à des tiers, garées (ne pouvant être utilisées qu'après révision), en réparation différée ou en utilisation spéciale. Non compris les automotrices à voies étroites.
(2) Effectif à l'inventaire corrigé du nombre de véhicules pris ou donnés en location ou en gérance et diminué des véhicules en réparation différée; non compris les véhicules en garage ou en utilisation spéciale.
(3) Nombre de rames.
(4) Y compris TGV Atlantique.
(5) Nombre d'éléments.
(6) Véhicules moteurs (lorsqu'ils offrent des places voyageurs) et véhicules remorques.
(7) Non compris les voitures-lits; y compris les places transformables en couchettes en position de nuit.
(8) Y compris les wagons SNCF donnés en location ou en gérance à des particuliers.
(9) Non compris les wagons de service .

TABLEAU L.01-4

Trafic commercial de voyageurs

Source : S.N.C.F. Direction du Contrôle de Gestion.
Département Méthodes et Systèmes.

	1986	1987	1988	1989	1990
VOYAGEURS TRANSPORTES					
Total voyageurs (million)	**779**	**782**	**810**	**825**	**843**
Banlieue parisienne (1) (2) (3)	482	482	499	511	530
Total réseau principal (4)	**297**	**300**	**311**	**314**	**312**
dont : 1re classe	19	19	20	21	21
Total rapides et express	127	128	128	*r* 124	*p* 111
dont : TGV (5)	15,8	17,2	18,3	20,7	29,9
Services régionaux de voyageurs (7)	154	155	165	169	*p* 171
VOYAGEURS-KILOMETRES					
Total voyageurs-kilomètres (milliard)	**59,86**	**59,97**	**63,29**	**64,49**	**63,96**
Banlieue parisienne (1) (2) (3)	8,61	8,65	8,91	9,13	8,99
Total réseau principal	**51,25**	**51,32**	**54,38**	*r* **55,42**	**54,6**
dont : 1re classe	7,11	7,17	7,87	8,21	8,44
Total rapides et express	**45,08**	**45,14**	**47,80**	*r* **48,67**	**48,17**
TGV (5)	8,93	9,81	10,49	11,51	14,92
Autres trains rapides et express (6)	36,15	35,33	37,31	*r* 37,16	33,25
Services régionaux de voyageurs (7)	6,17	6,18	6,58	*r* 6,75	6,43

(1) Le trafic de la banlieue parisienne est relatif à la zone d'action du syndicat des Transports parisiens définie par le décret du 11 avril 1975.
(2) Non compris les voyageurs et les voyageurs-kilomètres relatifs aux parcours effectués dans les trains de banlieue sur la région des Transports parisiens par les voyageurs « Réseau principal ».
(3) En 1990, les règles de décompte du trafic cartes Orange ont été modifiées.Les résultats1989 rendus comparables sont 525 millions de voyageurs et 8,82 milliards de voyageurs-kilomètres.
(4) A partir du 1er janvier 1980, calcul des nombres de voyages et voyageurs-kilomètres des abonnements hebdomadaires et ordinaires du réseau principal selon des nouvelles bases forfaitaires par carte.
(5) A partir de 1986, y compris les TGV spéciaux.
(6) Y compris les voyageurs et les voyageurs-kilomètres relatifs aux parcours effectués dans les trains de banlieue sur la région des Transports parisiens par les voyageurs « Réseau principal ».
(7) Y compris les services routiers de substitution à tarification SNCF.

TABLEAU L.01-5

Trafic commercial de marchandises

Source : S.N.C.F. Direction du Contrôle de Gestion. Département Méthodes et Systèmes

	1980	1985	1987	1988	1989	1990
TONNES TRANSPORTEES (million)						
Trains entiers	113,5	85,3	76,5	79,6	81,8	81,0
Transports combinés	10,0	11,1	11,3	11,9	12,5	12,2
Autres transports par wagon	82,3	62,0	51,2	49,9	48,5	45,3
Total wagons complets	**205,8**	**158,4**	**139,0**	**141,4**	**142,8**	**138,5**
dont : en wagons de particuliers	120,2	92,0	83,4	84,3	86,6	85,4
Affrètement routier	1,3	1,3	1,5	1,6	1,8	1,7
Transport par expédition	2,1	1,9	1,8	1,9	2,0	2,2
Total du trafic	**209,1**	**161,6**	**142,3**	**144,9**	**146,5**	**142,4**
dont : Trafic international.						
Exportations	32,87	28,44	23,30	24,68	24,63	23,21
Importations	36,19	23,59	19,16	19,01	19,83	20,36
Transit	8,59	8,65	8,95	9,16	9,42	9,41
Total international	**77,64**	**60,67**	**51,41**	**52,85**	**53,88**	**52,98**
TONNES-KILOMETRES TAXEES [milliard] (1)						
Trains entiers	27,00	23,90	22,99	24,01	24,98	24,24
Transports combinés	5,94	6,71	6,78	7,17	7,43	7,29
Autres transports par wagon	31,83	23,61	20,02	19,48	19,15	18,15
Total wagons complets	**64,77**	**54,22**	**49,79**	**50,67**	**51,56**	**49,68**
dont : en wagons de particuliers	33,98	30,67	29,98	30,46	31,24	30,69
Affrètement routier	0,65	0,66	0,73	0,76	0,82	0,87
Transports par expédition	0,95	0,90	0,81	0,86	0,89	0,89
Total du trafic	**66,37**	**55,78**	**51,33**	**52,28**	**53,27**	**51,53**
dont : Trafic international.						
Exportations	11,21	9,95	8,52	9,09	9,52	8,81
Importations	8,90	6,33	5,46	5,71	6,19	6,17
Transit	5,21	5,55	5,67	5,63	5,68	5,71
Total international	**25,32**	**21,82**	**19,64**	**20,44**	**21,38**	**20,69**

(1) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-6

Trafic ferroviaire commercial de marchandises (1) par nature de marchandises

Source : S.N.C.F Direction du Contrôle de Gestion. Département Méthodes et Systèmes.

Nature de marchandises	1986	1987	1988	1989	1990
TONNAGE TAXE (million de tonnes)					
Produits agricoles et animaux vivants	13,37	14,02	14,24	13,9	14,29
Denrées alimentaires et fourrages	12,28	13,12	13,16	13,31	13,26
Combustibles minéraux solides	14,58	12,58	10,85	11,22	10,57
Produits pétroliers	12,48	10,94	10,9	10,81	10,81
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	10,66	9,73	9,42	9,62	8,9
Produits métallurgiques	22,42	21,24	23,05	23,55	23,2
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	19,22	19,51	21,84	21,99	20,75
Engrais	7,44	6,87	6,62	6,56	6,05
Produits chimiques	10,36	11,09	10,87	10,82	10,45
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	21,16	21,4	22,03	22,76	21,94
Total (2)	**143,97**	**140,5**	**142,98**	**144,54**	**140,22**
TONNES-KILOMETRES [milliard] (3)					
Produits agricoles et animaux vivants	5,95	5,88	6,12	5,96	5,84
Denrées alimentaires et fourrages	5,50	5,66	5,63	5,73	5,65
Combustibles minéraux solides	2,37	2,42	2,18	2,35	1,99
Produits pétroliers	3,82	3,44	3,51	3,58	3,66
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	2,10	2,06	1,83	1,97	1,85
Produits métallurgiques	6,19	6,03	6,69	6,91	6,77
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	5,68	5,72	6,13	6,15	5,88
Engrais	3,24	2,99	2,86	2,86	2,53
Produits chimiques	4,16	4,42	4,19	4,24	4,07
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	11,79	11,90	12,29	12,63	12,3
Total (2)	**50,82**	**50,52**	**51,43**	**52,38**	**50,54**

(1) Non compris les bagages et la poste.
(2) Non compris détail et colis; non compris le tonnage et le tonnage kilométrique forfaitaires des wagons de particuliers vides; y compris le trafic routier (affrètements SCETA).
(3) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-7

Accidents de chemin de fer (1)

Source : S.N.C.F. Direction du Contrôle de Gestion. Département Méthodes et systèmes

	1986	1987	1988	1989	1990
ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER					
Nombre d'accidents (1)	**532**	**468**	**454**	**462**	**501**
Accidents de trains	112	84	87	89	109
Accidents de cars	1	1	2	—	—
Accidents individuels (2)	252	232	218	228	220
Autres accidents (3)	167	151	147	145	172
Nombre de tués (4)	**116**	**112**	**193**	**146**	**131**
Agents en service (5) (6)	11	11	21	16	14
Voyageurs (6)	43	36	80	44	30
dont : voyageurs par accidents de train (6)	—	2	52	—	—
Autres personnes (7)	62	65	92	86	87
Nombre de blessés graves (8)	**153**	**160**	**153**	**108**	**122**
Agents en service (5) (6)	13	13	15	12	10
Voyageurs (6)	111	109	87	54	63
dont : voyageurs par accidents de train (6)	—	22	22	1	3
Autres personnes (7)	29	39	51	42	49
ACCIDENTS DE PASSAGE A NIVEAU (9)					
Nombre d'accidents	**286**	**294**	**255**	**227**	**233**
Collision de véhicules ferroviaires et routiers sur passages à niveau :					
Gardés	11	11	16	13	7
Avec signalisation automatique	179	178	148	137	155
Non gardés (sans barrières ni signalisations)	66	72	58	51	50
Accidents de piétons	30	33	33	26	21
Nombre de tués (10)	**79**	**71**	**56**	**69**	**57**
Nombre de blessés graves (10)	**39**	**34**	**29**	**24**	**18**

(1) Accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car S.N.C.F.) en mouvement. Toutefois, ne sont pris en compte que ceux ayant entraîné une « conséquence grave » : morts, blessures graves, avaries importantes au matériel, à la voie et autres installations, perturbation importante dans la circulation des trains.
(2) Notamment : chute d'un train, heurt par un train...(non compris les suicides et tentatives de suicides).
(3) Par exemple : avaries en pleine voie de véhicule moteur, rupture de caténaire, etc.
(4) Personnes décédées le jour ou le lendemain de l'accident.
(5) Il s'agit d'une partie des accidents du travail survenus lors d'accidents entrant dans le cadre de la définition (1) .
(6) Y compris les agents victimes de collisions aux passages à niveaux.
(7) Y compris les ouvriers d'entreprises travaillant sur le réseau S.N.C.F.
(8) Est considéré comme blessé grave toute personne dont la gravité des lésions corporelles a entraîné (ou aurait entraîné), une hospitalisation de plus de trois jours.
(9) Non compris dans la rubrique «accidents de chemin de fer».
(10) Non compris les agents et voyageurs victimes de collisions aux passages à niveaux.

TABLEAU L.01-8

Transports publics parisiens.

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	Unités	1986	1987	1988	1989	1990
Longueur du réseau exploité au 31 décembre :						
Métro	km	198	199	199	199	199
RER	»	103	103	103	103	103
Autobus : Paris	»	514	518	521	522	525
Banlieue (1)	»	2.004	2.005	2.049	2.079	2.159
Matériel affecté à l'exploitation au 31 décembre :						
Métro : Motrices	nombre	1.801	1.811	1.802	1.810	1.803
Remorques	»	1.106	1.111	1.111	1.107	1.111
RER : Motrices	»	412	416	460	484	504
Remorques	»	322	350	382	406	480
Autobus : Paris	»	1.377	1.379	1.378	1.382	1.366
Banlieue (1)	»	2.411	2.415	2.434	2.451	2.477
Voyages effectués :						
Métro	million	1.166	1.176	1.1 90	1.219	1.221
RER	»	291	292	292	326	362
Autobus : Paris	»	319	316	330	328	330
Banlieue (1)	»	448	447	465	483	489
Voyageurs-kilomètres :						
Métro (2)	»	5.622	5.670	5.739	5.886	5.883
RER (2)	»	3.065	3.076	3.071	3.432	3.595
Autobus	»	2.065	2.048	2.128	2.160	2.162
Véhicules-kilomètres :						
Métro	»	196	197	194	197	196
RER	»	66	66	64	72	72
Autobus : Paris	»	42	42	42	42	41
Banlieue (1)	»	99	99	99	100	100
Places-kilomètres offertes :						
Métro	milliard	31,6	31,7	31,3	31,7	31,5
RER	»	17,5	17,8	17,4	19,3	19,6
Autobus : Paris	»	3,2	3,2	3,2	3,3	3,3
Banlieue (1)	»	7,7	7,7	7,7	7,8	7,8
Effectif moyen à disposition	millier	38,8	38,5	38,2	38,2	38,1
Recettes du trafic HT	MF	5.234	5.533	5.872	6.010	6.602
Investissements totaux	»	7.716	3.331	3.223	3.476	5.122

(1) Y compris les services communaux, hors desserte des villes nouvelles.
(2) Y compris le funiculaire de Montmartre.

TABLEAU L.01-9

Accidents d'exploitation (1)

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	1986	1987	1988	1989	1990
Nombre d'agressions :					
Métro, RER	2.894	2.947	2.347	2.931	2.820
Autobus	558	790	867	1.003	1.067
Nombre de personnes accidentées : (2)					
Métro, RER	17.993	18.621	17.866	18.004	17.287
Autobus	2.953	2.664	2.550	2.538	2.730

(1) Non compris le funiculaire de Montmartre.
(2) Suicides et malaises inclus.

Chapitre L.02

Transports routiers

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur entreprise.
2. Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
3. Auxiliaires de transports terrestres et fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
4. Longueur du réseau routier.
5. Immatriculations des véhicules par genre.
6. Immatriculations des voitures particulières et commerciales par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs.
7. Parc des véhicules par genre.
8. Trafic routier de marchandises par distance en charge.
9. Trafic routier de marchandises par nature de marchandise.
10. Trafic routier de voyageurs.
11. Accidents corporels de la circulation routière.
12. Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports (Observatoire économique et statistique des Transports).

1. MÉTHODOLOGIE

Transports routiers de marchandises (NAP 6911, 6912,6924 et 6925)

Le secteur des transports routiers de marchandises regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transports routiers de marchandises en zone longue, ou de transports routiers de marchandises en zone courte ou le déménagement ou la location de véhicules industriels.

Transports urbains et routiers de voyageurs (NAP 6921 et 6922).

Le secteur des transports urbains et routiers de voyageurs regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transports urbains de voyageurs ou de transports routiers de voyageurs.

Auxiliaires de transports terrestres (NAP 7403, 7405 et 7408)

Le secteur des auxiliaires de transports terrestres regroupe les deux sous-secteurs élémentaires : collecte de fret terrestre ou fluvial, manutention terrestre ou fluviale et gestion de parcs de conteneurs.

Parc des véhicules

L'Observatoire économique et statistique des transports procède, chaque année, au dépouillement du Fichier des véhicules utilitaires de moins de 10 ans d'âge pour dénombrer les véhicules immatriculés à la date du 1er janvier de l'année (abstraction faite des véhicules immatriculés par les administrations civiles et militaires, ou, à titre temporaire, dans les séries TT et IT).

Les résultats obtenus à partir du fichier dépassent le parc existant parce que les destructions ne sont pas toujours signalées aux préfectures.

Transports de marchandises (enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises)

Une enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises est effectuée chaque année par l'Observatoire économique et statistique des Transports.

Le champ de l'enquête ne comprend que les véhicules de 3 tonnes et plus de charge utile et de moins de 15 ans d'âge.

Cette enquête permet de décrire le transport routier de marchandises en faisant ressortir la part des transporteurs publics (c'est-à-dire d'entreprises effectuant des transports rémunérés pour le compte d'autrui) dans l'ensemble des transports routiers.

Les améliorations apportées à cette enquête en 1981, 1983 et 1990 ont été prises en compte dans les tableaux. Les séries antérieures ont été recalculées.

Transports urbains et routiers de voyageurs (enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes).

L'enquête sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes a été totalement refondue au 1er janvier 1978.

Elle porte sur l'utilisation des autobus et autocars d'au moins 10 places assises, à l'exception des véhicules de la RATP. Il convient de noter que cette enquête, effectuée par sondage au 1/10 à partir du fichier des cartes grises des véhicules de transport en commun de personnes, couvre aussi bien le transport professionnel que le transport privé.

2. DÉFINITIONS

Accidents de la circulation

Sont comptées comme « blessées » les victimes d'accidents ayant subi un traumatisme nécessitant un traitement médical (avec ou sans hospitalisation); si ce traitement requiert six jours d'hospitalisation au moins, la blessure est qualifiée de grave.

Sont comptées comme « tuées » les victimes d'accidents décédées sur le coup ou dans les six jours. La statistique internationale allonge ce délai jusqu'à 30 jours.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports :

  Observatoire économique et statistique des transports (OEST).

  Service d'études techniques des Routes et Autoroutes (SETRA).

— INSEE.

Publications :

Mémento de statistiques des transports, OEST (annuel);

Note de conjoncture, OEST (mensuelle);

Enquête annuelle d'entreprise dans les transports, OEST :

— transports routiers de marchandises,
— transports urbains et routiers de voyageurs,
— auxiliaires des transports terrestres;

Le marché des véhicules (fichier central des automobiles et des immatriculations), OEST (annuel);

Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises, OEST (annuel);

Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers, OEST (tous les cinq ans);

Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes, OEST (annuelle);

Enquête sur les voitures particulières, OEST;

SITRAM : Système d'information sur les transports de marchandises : Résultats généraux (Trafic intérieur, trafic international), OEST (banque de données sur les transports de marchandises par route, chemin de fer et voies navigables);

Liste des publications périodiques des transports, OEST;

Notes de synthèse, OEST (mensuel);

« Les comptes des transports en 1991 », *INSEE-Résultats,* n° 57, juillet 1992.

*
* *

TABLEAU L.02-1

Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 6911, 6912, 6924 et 6925)

Année 1989

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur, salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	28.653	77,9	59.404	21,8	20990,4	16,9	2171,6	17,2
6 à 9 salariés	2.942	8,0	22.845	8,4	10670,3	8,6	1097,1	8,7
10 à 19 salariés	2.462	6,7	34.118	12,5	15653,1	12,6	1615,2	12,8
20 à 49 salariés	2.016	5,5	62.994	23,1	30215,9	24,3	3283,5	26,0
50 à 99 salariés	438	1,2	30.331	11,1	15567,7	12,5	1498,4	11,9
100 à 199 salariés	162	0,4	22.577	8,3	10905,1	8,8	1064,7	8,4
200 salariés et plus	89	0,2	40.377	14,8	20148,3	16,2	1900,4	15,0
Total	**36.762**	**100,0**	**272.646**	**100,0**	**124150,9**	**100,0**	**12.631,0**	**100,0**

TABLEAU L.02-2

Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 6921 et 6922)

Année 1989

Source : Ministère de l'Equipement, Logement et des Transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur, salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	1.292	45,4	4.212	5,0	976,1	5,1	160,4	5,9
6 à 9 salariés	379	13,3	3.040	3,6	883,4	4,6	124,6	4,6
10 à 19 salariés	482	16,9	7.005	8,4	2.073,8	10,8	257,4	9,5
20 à 49 salariés	435	15,3	13.711	16,4	3.860,0	20,1	568,6	21,0
50 à 99 salariés	111	3,9	7.701	9,2	2.238,6	11,7	295,3	10,9
100 à 199 salariés	73	2,6	10.182	12,2	2.415,6	12,6	288,7	10,6
200 salariés et plus	72	2,5	37.791	45,2	6.748,4	35,2	1.016,5	37,5
Total	**2.844**	**100,0**	**83.642**	**100,0**	**19.195,9**	**100,0**	**2.711,5**	**100,0**

TABLEAU L.02-3

Auxiliaires de transports terrestres et fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 7403, 7405 et 7408)

Année 1989

Source : Ministère de l'Equipement, du logement et des Transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports

Effectif salarié permanent de l'entreprise au 31 décembre	Entreprises du secteur		Effectif permanent total du secteur salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	510	38,1	1.412	1,9	3.193,4	5,0	63,3	3,7
6 à 9 salariés	209	15,6	1.590	2,2	1.961,6	3,1	52,0	3,1
10 à 19 salariés	188	14,1	2.622	3,6	3.103,7	4,9	113,4	6,7
20 à 49 salariés	233	17,4	7.696	10,6	7.074,8	11,1	176,4	10,4
50 à 99 salariés	89	6,7	6.468	8,9	4.862,7	7,7	162,4	9,6
100 à 199 salariés	51	3,8	7.387	10,2	5.734,2	9,0	196,2	11,6
200 salariés et plus	57	4,3	45.571	62,6	37.628,9	59,2	929,1	54,9
Total	**1.337**	**100,0**	**72.746**	**100,0**	**63.559,2**	**100,0**	**1.692,9**	**100,0**

TABLEAU L.02-4

Longueur du réseau routier

Situation au 31 décembre

Sources : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique
(Direction des Collectivités locales)

Unité : Kilomètre

	1986	1987	1988	1989	1990
Autoroutes	6.019	6.206	6.328	6.680	6.824
dont : autoroutes concédées	4.700	4.864	4.987	5.337	5.475
Routes nationales	28.257	28.395	28.153	28.192	28.274
Chemins départementaux	347.000	352.000	352.000	352.000	352.000
Voies communales	421.000	421.000	421.000	421.000	421.000
Total du réseau national	**802.276**	**807.601**	**807.481**	**807.872**	**808.098**

TABLEAU L.02-5

Immatriculations des véhicules par genre

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports

Unité : Véhicule

	1986	1987	1988	1989	1990
IMMATRICULATIONS DES VEHICULES NEUFS					
Voitures particulières et commerciales	1.911.521	2.105.180	2.217.149	2.274.307	2.309.130
dont : diesel	299.425	384.113	522.384	678.146	762.054
Autocars et autobus (1)	4.119	4.130	4.076	4.075	4.210
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	367.038	394.769	404.351	421.764	420.619
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	342.667	367.687	374.701	392.087	392.303
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	24.371	27.082	29.650	29.677	28.316
Tracteurs routiers	15.923	19.166	21.049	22.570	22.154
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	37.957	39.679	42.492	39.707	37.232
Remorques	2.328	2.916	3.258	3.551	3.444
Semi-remorques	11.662	15.440	18.661	21.162	19.481
Total	**2.350.548**	**2.581.280**	**2.711.036**	**2.787.136**	**2.816.270**
Motocycles (3)	86.092	93.098	104.068	113.170	125.225
IMMATRICULATIONS DES VEHICULES D'OCCASION					
Voitures particulières et commerciales	4.119.411	4.373.675	4.490.488	4.568.313	4.758.750
dont : diesel	454.259	510.264	638.362	773.560	925.766
Autocars et autobus (1)	6.739	6.950	6.816	7.207	7.446
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	557.285	600.000	634.146	648.414	691.408
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	506.901	549.503	581.417	598.959	641.462
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	50.384	50.497	52.729	49.455	49.946
Tracteurs routiers	21.518	22.566	22.945	22.094	22.850
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	103.128	101.836	105.254	98.781	100.459
Remorques	4.245	4.437	4.674	4.534	4.905
Semi-remorques	22.381	23.714	24.169	24.585	25.709
Total	**4.834.707**	**5.133.178**	**5.288.492**	**5.373.928**	**5.611.527**
Motocycles (3)	227.271	231.035	238.512	259.291	273.930

(1) Autocars et autobus d'au moins 10 places assises.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Motocycles de plus de 50 cm^3.

TABLEAU L.02-6

Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales, par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports

Unité : Véhicule

Profession du propriétaire	Puissance							
	1 à 3 CV	4 et 5 CV	6 et 7 CV	8 et 9 CV	10 à 16 CV	17 CV et plus	**Total 1989**	Total 1988
Véhicules neufs								
Agriculteurs exploitants	56	5.097	5.184	668	501	36	**11.542**	13.717
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	128	25.122	28.527	9.656	8.773	1.312	**73.518**	84.711
Cadres et professions libérales	233	37.113	39.160	14.917	11.405	852	**103.680**	120.164
Professions intermédiaires	198	47.541	50.543	10.289	4.578	128	**113.277**	145.837
Employés	1.702	355.163	285.519	48.325	22.273	1.080	**714.062**	717.626
Ouvriers	379	80.889	72.748	9.333	4.270	188	**167.807**	173.469
Retraités, étudiants et sans profession	1.292	113.887	105.353	15.934	8.671	439	**245.576**	271.815
Profession non indiquée	1.056	160.050	145.026	30.940	18.506	1.226	**356.804**	293.603
Sous-total particuliers	**5.044**	**824.862**	**732.060**	**140.062**	**78.977**	**5.261**	**1.786.266**	1.820.942
Sous-total sociétés	**423**	**203.269**	**216.558**	**49.997**	**47.385**	**5.232**	**522.864**	453.365
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	206	86.297	87.423	19.809	17.203	1.607	**212.545**	190.653
location mobilier (voitures)	29	46.583	38.700	9.682	5.563	404	**100.961**	76.820
Total 1989	**5.467**	**1.028.131**	**948.618**	**190.059**	**126.362**	**10.493**	**2.309.130**	///
Année 1988	6.513	1.015.300	942.319	193.049	107.597	9.529	///	2.274.307
Véhicules d'occasion								
Agriculteurs exploitants	3.136	26.358	37.671	6.913	3.516	86	**77.680**	80.936
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	4.125	44.234	65.043	27.953	26.229	2.985	**170.569**	179.235
Cadres et professions libérales	5.062	77.117	85.305	35.112	27.224	2.745	**232.565**	215.209
Professions intermédiaires	8.533	121.160	138.881	36.372	21.187	809	**326.942**	305.388
Employés	45.121	672.570	708.326	164.094	86.884	3.360	**1.680.355**	1.615.567
Ouvriers	30.657	286.151	395.105	92.434	45.627	859	**850.833**	859.289
Retraités, étudiants et sans profession	20.672	218.609	199.033	38.337	23.616	1.119	**501.476**	500.072
Profession non indiquée	20.813	277.697	327.651	92.521	60.340	3.816	**782.838**	691.808
Sous-total particuliers	**138.209**	**1.723.896**	**1.957.015**	**493.736**	**294.623**	**15.779**	**4.623.258**	4.447.504
Sous-total sociétés	**1.799**	**42.599**	**54.319**	**16.344**	**17.497**	**2.934**	**135.492**	120.809
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	338	12.896	14.767	3.125	2.727	247	**34.100**	33.817
location mobilier (voitures)	12	974	760	239	258	69	**2.312**	1.820
Total 1989	**140.008**	**1.766.495**	**2.011.334**	**510.080**	**312.120**	**18.713**	**4.758.750**	///
Année 1988	158.411	1.606.200	1.970.558	503.346	313.922	15.876	///	4.568.313

TABLEAU L.02-7

Parc des véhicules par genre (1)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports

Unité : Véhicule

	1986	1987	1988	1989	1990
Voitures particulières et commerciales (2)	21.500.000	21.970.000	22.520.000	23.010.000	23.550.000
dont : diesel	2.125.000	2.390.000	2.800.000	3.265.000	3.775.000
Autocars et autobus (3)	49.054	47.446	45.878	45.386	44.669
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	3.086.607	3.204.499	3.321.885	3.441.867	3.567.766
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (3)	2.818.578	2.940.737	3.055.876	3.174.403	3.299.152
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (3)	268.029	263.762	266.009	267.464	268.614
Tracteurs routiers	138.714	143.724	151.294	159.868	166.809
Remorques	23.358	23.900	25.000	26.183	26.960
Semi-remorques	111.578	114.258	121.429	131.024	138.024
Total	**24.909.311**	**25.503.827**	**26.185.486**	**26.814.328**	**27.494.228**
Motocycles (4)	823.000	784.000	798.000	824.000	806.000

(1) Le parc estimé des véhicules utilitaires tire sa source du « Fichier central des automobiles, parc et immatriculations » et ne concerne donc que les véhicules de moins de 10 ans. L'estimation du parc des voitures particulières et commerciales est celle du Comité des constructeurs français d'automobiles.
(2) Autocars et autobus d'au moins 10 places assises. Les autobus de la RATP sont inclus.
(3) PTAC : poids total autorisé en charge.
(4) Motocycles, vélomoteurs et scooters de plus de 50 cm^3. L'estimation du parc des motocycles est celle de la Chambre syndicale nationale du cycle et motocycle.

TABLEAU L.02-8

Trafic routier de marchandises par distance en charge

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports

	1986	1987	1988	1989	1990
TONNES (1)					
Compte d'autrui :					
Moins de 50 km	315	318	400	415	368
De 50 à 150 km	113	121	137	151	148
150 km et plus	133	148	169	183	199
Total	**561**	**587**	**706**	**749**	**715**
Compte propre :					
Moins de 50 km	486	509	570	555	555
De 50 à 150 km	116	118	123	127	126
150 km et plus	52	53	56	59	61
Total	**654**	**680**	**749**	**741**	**742**
Ensemble :					
Moins de 50 km	801	827	970	970	923
De 50 à 150 km	229	239	260	278	274
150 km et plus	185	201	225	242	260
Total	**1.215**	**1.267**	**1.455**	**1.490**	**1.457**
TONNES-KILOMETRES (2)					
Compte d'autrui :					
Moins de 50 km	5,1	5,1	6,2	6,6	5,9
De 50 à 150 km	8,7	9,5	10,6	11,5	11,0
150 km et plus	47,1	52,4	60,9	65,2	69,2
Total	**60,9**	**67,0**	**77,7**	**83,3**	**86,1**
Compte propre :					
Moins de 50 km	6,2	6,9	7,3	7,0	6,9
De 50 à 150 km	7,8	7,8	8,2	8,1	8,0
150 km et plus	13,2	13,3	13,9	14,0	13,8
Total	**27,2**	**28,0**	**29,4**	**29,1**	**28,7**
Ensemble :					
Moins de 50 km	11,3	12,0	13,5	13,6	12,8
De 50 à 150 km	16,5	17,3	18,8	19,6	19,0
150 km et plus	60,3	65,7	74,8	79,2	83,0
Total	**88,1**	**95,0**	**107,1**	**112,4**	**114,8**
VEHICULES-KILOMETRES (3)					
Compte d'autrui	6.892	7.430	8.466	9.116	9.182
Compte propre	5.690	5.751	5.960	6.076	6.055
Total	**12.582**	**13.181**	**14.426**	**15.192**	**15.237**

(1) Million de tonnes.
(2) Milliard de tonnes-kilomètres.
(3) Million de véhicules-kilomètres.

TABLEAU L.02-9

Trafic routier de marchandises par nature de marchandise

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement, et des Transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports

	1986	1987	1988	1989	1990
TONNES (1).					
Produits agricoles et animaux vivants	133.210	137.259	143.804	153.373	138.945
Denrées alimentaires et fourrages	157.061	158.473	168.137	176.291	172.219
Combustibles minéraux solides	12.384	14.014	13.623	10.169	7.905
Produits pétroliers	63.443	62.287	65.326	66.228	58.249
Minerais et déchets pour la métallurgie	25.475	22.343	22.991	21.951	26.348
Produits métallurgiques	24.891	23.495	24.959	25.577	23.168
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matière première pour industrie chimique	596.832	640.026	789.141	790.989	786.448
Engrais	28.080	30.509	34.521	35.197	34.608
Produits chimiques	27.751	29.128	34.412	36.131	37.305
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	146.365	149.548	157.795	174.093	171.509
Total	**1.215.492**	**1.267.082**	**1.454.709**	**1.489.999**	**1.456.704**
Dont compte d'autrui :					
Produits agricoles et animaux vivants	65.103	62.644	66.981	82.496	73.073
Denrées alimentaires et fourrages	58.400	59.105	71.049	79.394	78.876
Combustibles minéraux solides	9.595	8.181	8.700	6.707	5.840
Produits pétroliers	26.081	25.284	28.847	31.385	26.641
Minerais et déchets pour la métallurgie	14.545	11.601	12.140	8.569	11.684
Produits métallurgiques	16.218	16.830	18.450	18.636	17.349
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction	246.992	271.523	350.892	362.599	344.206
Engrais	12.982	12.554	16.438	16.855	17.154
Produits chimiques	19.551	20.764	25.051	26.346	28.201
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	91.883	98.255	107.101	116.312	111.638
Total	**561.350**	**586.741**	**705.649**	**749.299**	**714.662**
MILLIONS-TONNES-KILOMETRES (1)					
Produits agricoles et animaux vivants	10.997,8	11.409,8	13.087,8	13.782,5	13.640,5
Denrées alimentaires et fourrages	19.396,8	20.561,1	22.901,3	23.315,6	24.217,7
Combustibles minéraux solides	570,6	627,3	543,6	578,8	599,3
Produits pétroliers	4.743,3	5.020,8	5.253,5	4.968,1	4.733,3
Minerais et déchets pour la métallurgie	1.114,7	988,7	1.294,7	1.313,1	1.515,9
Produits métallurgiques	4.360,2	4.681,2	5.223,4	5.481,4	5.225,7
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	16.059,5	17.852,9	20.600,3	21.818,3	22.242,6
Engrais	1.951,0	2.238,6	2.565,2	2.671,4	3.007,4
Produits chimiques	5.955,7	6.749,6	7.712,2	7.956,0	8.488,8
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	23.029,2	24.946,9	27.954,1	30.519,9	31.154,6
Total	**88.178,8**	**95.076,9**	**107.135,6**	**112.405,1**	**114.825,8**
Dont compte d'autrui :					
Produits agricoles et animaux vivants	6.461,5	6.995,8	8.394,2	9.215,9	9.145,6
Denrées alimentaires et fourrages	11.707,8	12.530,0	14.884,2	16.032,2	17.045,3
Combustibles minéraux solides	505,1	568,8	474,8	517,8	523,9
Produits pétroliers	2.771,5	3.051,6	3.351,8	3.235,7	3.069,2
Minerais et déchets pour la métallurgie	769,2	656,2	913,9	872,8	1.007,3
Produits métallurgiques	3.696,7	4.044,7	4.496,2	4.716,8	4.629,3
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction	10.121,8	11.460,6	13.295,0	14.382,5	14.723,2
Engrais	1.378,0	1.625,8	1.859,3	1.984,0	2.256,8
Produits chimiques	5.043,7	5.840,2	6.723,6	6.972,4	7.479,7
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	18.480,6	20.264,2	23.306,9	25.362,0	26.199,0
Total	**60.935,9**	**67.037,9**	**77.699,9**	**83.292,1**	**86.079,3**

(1) Tonnes et tonnes-kilomètres en millions.

TABLEAU L.02-10

Trafic routier de voyageurs

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports

Unités : Million de voyageurs-kilomètres
Million de véhicules-kilomètres

	1986	1987	1988	1989	1990
Transport en commun de personnes					
Transport urbain (1) :					
Voyageurs-kilomètres	13.370	14.941	14.803	14.097	14.638
Véhicules-kilomètres	428,5	430,4	426,3	419,8	440,1
Transport interurbain (2) :					
Voyageurs-kilomètres	8.186	8.770	8.104	7.658	8.683
Véhicules-kilomètres	299,8	309,6	291,2	285,3	308,6
Transport scolaire (3) :					
Voyageurs-kilomètres	11.463	11.677	11.631	10.878	11.140
Véhicules-kilomètres	297,3	301,1	309,9	290,0	298,6
Transport de personnel :					
Voyageurs-kilomètres	6.172	6.089	5.102	4.659	4.139
Véhicules-kilomètres	193,7	192,7	163,6	153,7	144,4
Transport occasionnel (4) :					
Voyageurs-kilomètres	15.834	17.265	18.596	17.366	18.294
Véhicules-kilomètres	404,8	445,0	470,6	452,3	484,7
Total en charge :					
Voyageurs-kilomètres	**55.025**	**58.742**	**58.236**	**54.658**	**56.894**
Véhicules-kilomètres	**1.624,1**	**1.678,8**	**1.661,6**	**1.601,1**	**1.676,4**
A vide :					
Véhicules-kilomètres	274,3	285,2	275,2	258,9	289,6
Total Véhicules-kilomètres	**1.898,4**	**1.964,0**	**1.936,8**	**1.860,0**	**1.966,0**
Voitures particulières					
Voyageurs-kilomètres	517.300	533.600	554700.	576.100	587.700
Véhicules-kilomètres	279.603,4	288.423,5	299.862,6	311.425,2	317.772,0

(1) Y compris les lignes régulières A.P.T.R. (Association professionnelle des Transports routiers)
(2) Transports par lignes régulières interurbaines, y compris les lignes régulières internationales et les services affrétés SNCF.
(3) Services spéciaux de transport scolaire.
(4) Mise à disposition du véhicule pour un transport de groupe ou transport à la place (excursion); y compris transport péri-scolaire et transport de clientèle. périscolaire.

TABLEAU L.02-11

Accidents corporels de la circulation routière

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Observatoire National Interministériel de Sécurité Routière

	1986	1987	1988	1989	1990
Accidents corporels	184.626	170.994	175.887	170.590	162.573
dont : En agglomération	132.890	123.544	126.723	122.422	115.430
Véhicules impliqués :					
Cycles sans moteur	10.349	9.572	9.627	9.842	9.283
Cycles avec moteur	50.300	48.132	50.540	50.080	47.697
Voitures particulières (1)	237.928	218.469	224.219	215.893	205.693
Autres véhicules (2)	24.634	24.301	25.263	25.065	23.797
Total	**323.211**	**300.474**	**309.649**	**300.880**	**286.470**
Victimes tuées (3) :					
Piétons	1.639	1.479	1.592	1.472	1.472
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	438	419	401	407	401
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	1.504	1.468	1.579	1.618	1.603
Conducteurs et passagers de voitures particulières	6.867	6.000	6.437	6.513	6.295
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	513	489	539	518	583
Total	**10.961**	**9.855**	**10.548**	**10.528**	**10.289**
dont : en agglomération	4.085	3.642	3.858	3.724	3.629
Victimes blessées :					
Piétons	30.775	29.256	29.760	28.339	26.666
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	9.277	8.548	8.565	8.762	8.257
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	48.756	46.694	49.051	48.485	46.556
Conducteurs et passagers de voitures particulières	161.170	144.233	147.261	141.006	135.173
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	9.037	8.907	9.405	9.407	9.208
Total	**259.015**	**237.638**	**244.042**	**235.999**	**225.860**
dont : Grièvement (4)	63.500	57.902	58.172	55.086	52.578
dont : En agglomération	174.730	161.021	165.452	159.483	150.529

(1) Y compris taxis et ambulances
(2) Autres véhicules : camionettes, camions, tracteurs, autobus et véhicules non précisés
(3) Victimes décédées dans les dix jours
(4) Victimes blessées ayant nécessité une hospitalisation d'au moins six jours

TABLEAU L.02-12

Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière

Année 1990

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Observatoire National Interministériel de Sécurité Routière

Âge des victimes	Piétons	Bicyclettes	Cyclo-moteurs	Moto-cyclettes	Conducteur et passagers de voitures particulières	Autres véhicules (1)	**Total**
Victimes décédées dans les six jours :							
Moins de 15 ans	152	62	16	7	226	18	**481**
De 15 à 20 ans	74	45	257	212	868	35	**1.491**
De 21 à 24 ans	51	20	50	289	990	62	**1.462**
De 25 à 64 ans	604	180	262	428	3.409	423	**5.306**
65 ans et plus	512	93	72	10	771	45	**1.503**
Indéterminés	14	1	—	—	31	—	**46**
Total	**1.407**	**401**	**657**	**946**	**6.295**	**583**	**10.289**
Blessés :							
Moins de 15 ans	7.553	1.961	1.016	158	9.290	522	**20.500**
De 15 à 20 ans	2.587	1.584	15.224	5.657	18.686	869	**44.607**
De 21 à 24 ans	1.366	554	2.378	5.044	21.184	1.167	**31.693**
De 25 à 64 ans	9.870	3.271	6.117	10.043	76.089	6.126	**111.516**
65 ans et plus	5.111	867	708	135	9.184	483	**16.488**
Indéterminés	179	20	41	35	740	41	**1.056**
Total	**26.666**	**8.257**	**25.484**	**21.072**	**135.173**	**9.208**	**225.860**

(1) Camionnettes, camions, tracteurs, autobus, véhicules non précisés.

Chapitre L.03

Transports de navigation intérieure

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure.
3. Réseau des voies navigables par gabarit.
4. Flotte de bateaux.
5. Trafic effectué sur le réseau français.
6. Trafic des voies navigables par « chapitre » de marchandises.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports (Observatoire économique et statistique des transports) en liaison avec la Direction des voies navigables de France.

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports fluviaux de marchandises (NAP classe 70) regroupe les entreprises employant 6 salariés et plus, dont l'activité principale est le transport, pour compte d'autrui, de marchandises sur les rivières, canaux et lacs ou le poussage et remorquage de bateaux ou le flottage du bois.

2. DÉFINITIONS

Barges

La barge est un bateau sans moyen de propulsion mécanique propre, construit ou transformé spécialement pour être poussé.

Bateau de canal

Sont appelés bateaux de canal, les bateaux de 38,50 à 39 m de longueur, de 5 à 5,10 m de largeur et portant 245 à 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Bateau de rivière

Sont appelés bateaux de rivière, les bateaux de plus de 39 m de longueur, de plus de 5,10 m de largeur et portant plus de 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Pousseur

Le pousseur est un bateau pourvu de force motrice, construit spécialement pour le poussage, ou un remorqueur transformé pour le même usage.

Transporteurs privés

Les transporteurs privés sont les propriétaires de bateaux (industriels, commerçants...) qui transportent habituellement des marchandises leur appartenant ou faisant l'objet de leur industrie, de leur commerce ou de leur exploitation, mais dont l'activité principale n'est pas le transport.

Voies navigables

L'ensemble des fleuves, rivières, lacs, étangs et canaux accessibles en bateaux et convois constitue le réseau des voies navigables français. La longueur des voies navigables fréquentées ou non est calculée en fin d'année.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports :

Observatoire économique et statistique des transports.

— Office national de la navigation.

Publications :

Voies navigables de France :

— *Statistiques mensuelle et annuelle des transports visés dans les bureaux d'affrètement;*

— *Statistiques mensuelle et annuelle commerciales;*

— *Statistique annuelle de la navigation intérieure par sections de voies navigables;*

— *Statistique annuelle de la flotte fluviale en exploitation.*

Le transport de commerce extérieur (Statistiques du commerce extérieur de la France), publié chaque année par la direction générale des Douanes et Droits indirects du ministère du Budget.

Mémento de statistiques des transports, chapitre navigation intérieure (annuel), publié par le ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports [Observatoire économique et statistique des transports] (annuel).

* * *

TABLEAU L03-1

Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP classe 70)

Transports fluviaux de marchandises pour compte d'autrui. Entreprises employant 6 salariés et plus

Année 1989

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel			Chiffre d'affaires net (hors taxes en millions de francs)	Investissements corporels du secteur d'entreprise (1) (en millions de francs)
		Ensemble	Personnel sédentaire	Personnel navigant		
6 à 9 salariés	7	11	1	10	4,0	0,1
10 à 99 salariés	5	63	23	40	24,5	3,9
100 salariés et plus	4	629	254	375	649,9	23,9
Total	**16**	**703**	**278**	**425**	**678,4**	**27,9**

(1) Hors apports.

TABLEAU L.03-2

Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France

Catégorie	1986	1987	1988	1989	1990
TRANSPORTS PUBLICS ET PRIVES (1) :					
Travailleurs indépendants	2.337	2.137	1.997	1.840	1.656
dont : retraités en activité	33	21	14	11	10
Salariés	2.438	2.319	1.655	1.648	1.587
dont : Salariés de la flotte française de navigation rhénane	291	265	227	225	212
de nationalité française	228	210	177	176	168
Personnel de la traction sur berges	20	20	20	25	22
Personnel administratif et technique des compagnies de navigation (2)	585	585	500	(3) 350	350
PERSONNELS ASSURANT LE FONCTIONNEMENT DES VOIES NAVIGABLES (sauf entretien) :					
Conducteurs des TPE (4)	516	518	(5) 510	483	392
Agents des TPE (4)	3.115	2.237	(5) 1.726	1.749	4.290
Eclusiers auxiliaires	546	233	(5) 161	100	94
PERSONNEL DES BUREAUX D'AFFRETEMENTS	89	89	(5) 87	81	79

(1) Y compris le personnel des remorqueurs.
(2) Effectif pour lequel l'Office National de la Navigation (ONN) ne possède pas d'éléments directs d'information.
(3) Ce chiffre ne comprend que les personnels administratifs des armements et des petites flottes de marchandises générales.
(4) Postes statutaires (décrets n^{os} 66-900 et 66-901 du 18 novembre 1966). TPE (Travaux publics de l'Etat).
(5) A partir de 1989, source : ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et de la Mer.

TABLEAU L.03-3

Réseau des voies navigables par gabarit

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France — *Unité :* Kilomètre

Classes (1) Voies accessibles aux bateaux ou convois poussés d'un port en lourd	(2)	1986	1987	1988	1989	1990
0. De moins de 250 tonnes	a	1.880	1.880	1.880	1.880	1.880
	b	231	302	309	222	206
1. De 250 à 399 tonnes	a	3.904	3.904	3.904	3.904	3.904
	b	3.662	3.666	3.662	3.626	3.626
2. De 400 à 649 tonnes	a	266	266	266	266	266
	b	227	213	213	213	213
3. De 650 à 999 tonnes	a	441	441	441	441	441
	b	327	350	322	322	322
4. De 1.000 à 1.499 tonnes	a	91	91	91	91	91
	b	41	41	41	41	41
5. De 1.500 à 2.999 tonnes	a	271	271	271	271	271
	b	248	249	249	249	249
6. De 3.000 tonnes et plus (3)	a	1.647	1.647	1.647	1.647	1.647
	b	1.588	1.588	1.588	1.579	1.540
Total (3)	a	**8.500**	**8.500**	**8.500**	**8.500**	**8.500**
	b	**6.324**	**6.409**	**6.384**	**6.252**	**6.197**

(1) Classes de voies navigables définies par l'Office statistique des Communautés européennes.
(2) a. : longueur totale du réseau, b. : longueur fréquentée.
(3) Y compris 43 kilomètres de sections maritimes.

TABLEAU L.03-4

Flotte de bateaux

Bateaux munis d'un permis d'exploitation

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France

	1986	1987	1988	1989	1990
Nombre de bateaux porteurs	4.599	4.296	3.845	3.672	3.078
dont : appartenant à des transporteurs publics	3.719	3.431	3.113	2.954	2.492
Nombre de remorqueurs et pousseurs	233	231	227	223	214
dont : appartenant à des transporteurs publics	134	131	127	123	114
Capacité totale des bateaux porteurs (millier de tonnes)	2.229	2.091	1.914	1.843	1.655
dont : appartenant à des transporteurs publics	1.863	1.729	1.589	1.521	1.380

TABLEAU L.03-5

Trafic effectué sur le réseau français (1)

Source : Voies Navigables de France

	1986	1987	1988	1989	1990
TONNAGE (million de tonnes)					
a. Trafic intérieur :					
Transport pour compte d'autrui	18,07	17,41	18,21	20,15	21,23
Transport pour compte propre	11,68	11,21	10,40	10,52	11,64
Total intérieur	**29,75**	**28,62**	**29,61**	**30,67**	**32,87**
dont : part du pavillon français (%)	98,70	98,60	98,70	98,30	97,00
b. Trafic international :					
Importations	10,97	10,61	10,89	12,19	12,16
Exportations	17,77	17,33	18,83	17,63	18,54
Transit	4,63	4,16	4,11	3,41	2,52
Total international	**33,37**	**32,10**	**33,83**	**33,23**	**33,22**
dont : part du pavillon français (%)	11,20	11,50	13,43	10,10	10,80
Total général (a + b)	**63,12**	**60,72**	**62,44**	**63,90**	**66,09**
TONNES-KILOMETRES(milliard de tonnes-kilomètres).					
a. Trafic intérieur :					
Transport pour compte d'autrui	3,19	2,94	2,65	3,03	3,25
Transport pour compte propre	0,93	0,94	0,91	0,89	1,02
Total intérieur	**4,12**	**3,88**	**3,56**	**3,92**	**4,27**
dont : part du pavillon français (%)	98,40	98,50	98,60	98,50	97,30
b. Trafic international (partie effectuée sur le réseau français seulement) :					
Importations	1,32	1,32	1,19	1,30	1,28
Exportations	1,55	1,49	1,66	1,53	1,61
Transit	0,78	0,68	0,66	0,56	0,42
Total international	**3,65**	**3,49**	**3,51**	**3,39**	**3,31**
dont : part du pavillon français (%)	22,90	23,90	24,50	21,90	21,90
Total général (a + b)	**7,77**	**7,37**	**7,07**	**7,31**	**7,58**

(1) Les données indiquées ne concernent que le trafic effectué sur le réseau français par des bateaux fluviaux, français et étrangers, à l'exclusion des bateaux de mer.

TABLEAU L.03-6

Trafic (public et privé) des voies navigables par «chapitre» de marchandises

Source : Voies Navigables de France

Chapitre de marchandises	1986	1987	1988	1989	1990
Tonnage transporté (millier de tonnes)					
Produits agricoles	8.012	7.093	6.854	6.831	7.034
Denrées alimentaires et fourrages	2.477	2.755	2.993	2.735	2.793
Combustibles minéraux solides	4.618	3.332	3.733	3.236	4.123
Produits pétroliers	9.735	9.381	8.146	7.813	7.325
Minerais et déchets pour la métallurgie	2.447	2.135	3.411	4.092	3.582
Produits métallurgiques	2.754	2.260	2.254	2.424	2.110
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et Matières premières pour industrie chimique	29.710	30.025	31.450	33.215	35.677
Engrais	1.638	1.843	1.675	1.502	1.553
Produits chimiques	1.340	1.483	1.483	1.537	1.459
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	387	413	441	420	420
Total	**63.118**	**60.720**	**62.440**	**63.904**	**66.086**
Tonnes-kilométrique (million de tonnes-kilomètres)					
Produits agricoles	1.587	1.384	1.254	1.246	1.153
Denrées alimentaires et fourrages	520	559	575	480	451
Combustibles minéraux solides	766	449	338	390	665
Produits pétroliers	1.109	1.068	982	967	894
Minerais et déchets pour la métallurgie	164	156	193	235	226
Produits métallurgiques	436	343	361	407	362
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et Matières premières pour industrie chimique	2.472	2.649	2.706	2.942	3.239
Engrais	409	427	332	297	293
Produits chimiques	248	277	266	271	235
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	56	58	62	75	63
Total	**7.767**	**7.370**	**7.069**	**7.310**	**7.581**

Chapitre L.04

Transports maritimes

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Auxiliaires de transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
3. Personnel de la flotte de commerce en activité embarqué au 31 décembre de chaque année.
4. Flotte de commerce française en service.
5. Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains.
6. Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie.
7. Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes selon les principaux pavillons.
8. Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer.
9. Place des ports français dans le monde.
10. Accidents de la mer.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports (Observatoire économique et statistique des transports), en liaison avec la Direction des ports et de la navigation maritime.

1. MÉTHODOLOGIE

Transports maritimes

Le secteur des transports maritimes (NAP classe 71) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport maritime — long cours ou cabotage — de passagers, de marchandises ou de produits pétroliers (pétrole brut, produits pétroliers raffinés, gaz naturels liquéfiés). Ce secteur comprend également la navigation côtière et d'estuaire.

Auxiliaires des transports martimes

Ce secteur regroupe les entreprises ayant pour activité principale :

— la collecte de fret maritime (NAP 7401) : commissionnaires de transport maritime et commissionnaires agréés en douanes transitaires;

— la manutention portuaire (NAP 7404);

— les services spécifiques d'auxiliaires des transports maritimes (NAP 7406) : courtiers, agents et consignataires maritimes.

Trafic

Sont exclus du trafic les bateaux de pêche et leur cargaison (voir chap. I.03 Pêche maritime) et la navigation de plaisance.

Ne sont retenus que les mouvements de navires de commerce, y compris les aéroglisseurs transportant des marchandises ou des passagers, et se rapportant à un trafic à la fois commercial et maritime.

Trafic passagers

Les séries publiées concernent le nombre de passagers débarqués ou embarqués dans les ports de France métropolitaine. Le trafic correspondant à la navigation côtière est exclu. Le trafic passagers est ventilé, depuis 1970, en trafic international (relations entre un port métropolitain et un port étranger) et cabotage national (relations entre ports métropolitains, principalement trafic entre la France continentale et la Corse).

2. DÉFINITIONS

Accidents de mer

Il s'agit des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe. Ils portent également sur les navires de pêche et les bateaux de plaisance.

Tonnage

Le tonnage (ou jauge) brut total d'un navire de commerce de la navigation maritime représente le volume de la coque. Le tonnage brut s'obtient à partir de ce tonnage total par déduction du volume des espaces inutilisables.

Enfin, le tonnage net est égal au tonnage brut diminué de l'espace réservé aux machines et au logement de l'équipage. L'unité est le tonneau international égal à 100 pieds cubes anglais, soit 2,83 m^3.

Personnel embarqué

Il s'agit du personnel considéré comme effectivement embarqué, c'est-à-dire des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés [en est donc exclu le personnel non embarqué (congés, maladies, stages...)]. Les pilotins sont également exclus, ainsi que les personnels de la navigation portuaire (remorquage, lamanage et pilotage).

Personnel employé

Le nombre total de marins employés dans la Marine marchande s'obtient en multipliant le nombre de postes embarqués par un coefficient qui exprime, notamment, l'incidence des relèves et des congés. Ce coefficient, variable selon les genres de navigation et les compagnies, peut être toutefois estimé globalement à 1,9 pour les officiers et à 1,8 pour le personnel subalterne.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère délégué chargé de la Mer :
  — Direction de la flotte de commerce.
  — Direction des gens de mer et de l'Administration générale.
  — Direction des ports et de la navigation maritime.
  — Centre administratif des affaires maritimes.
— Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer :
  — Observatoire économique et statistique des transports.
— Comité central des armateurs de France (CCAF).

Publications :

— Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports, Direction des ports et de la navigation maritime :
Statistiques maritimes françaises (trimestriel);
Statistiques mensuelles des ports maritimes de commerce;
Activité des ports maritimes de commerce (annuel);
Résultats de l'exploitation des ports maritimes (annuel);
Statistique plaisance (annuel).
— Observatoire économique et statistique des transports :
Mémento des statistiques des transports (OEST);

Enquête annuelle d'entreprise : *Les transports maritimes. Les auxiliaires des transports maritimes* (OEST);

Comment évaluer la part du trafic maritime né de notre commerce extérieur qui échappe aux ports français. Application du système d'information sur les transports de marchandises (OEST);

Le transport maritime français, Comité central des armateurs de France (annuel).

* * *

TABLEAU L.04-1

Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP classe 71)

Année 1989

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel salarié			Chiffre d'affaires net (hors taxes)	Investissements corporels du secteur d'entreprise (1) (en millions de francs)	
		Ensemble	Personnel sédentaire	Personnel navigant	En millions de francs	**Total**	dont matériel naval
0 à 5 salariés (2)	71	93	52	41	3.723,1	**178,7**	173,9
6 à 9 salariés (2)	13	99	38	61	255,8	**2,6**	0,6
10 à 19 salariés (2)	11	142	57	85	167,1	**5,7**	2,8
20 à 49 salariés	18	569	224	345	955,6	**141,3**	101,2
50 à 99 salariés	11	813	356	457	1.237,6	**184,4**	129,1
100 à 199 salariés	6	893	314	579	2.253,4	**351,4**	349,6
200 salariés et plus	15	11.234	4.867	6.367	12.557,4	**1.859,1**	469,3
Total	**145**	**13.843**	**5.908**	**7.935**	**21.150,0**	**2.723,2**	**1.226,6**

(1) Hors apports.
(2) Le classement par taille des entreprises de transport maritime est à utiliser avec précaution en raison de la diversité des entreprises de la tranche «0 à 19 salariés»; celle-ci regroupe les petits armements, des groupements d'intérêt économique ainsi que des sociétés-mères qui réalisent les investissements du groupe et confient la gérance technique des navires à des filiales.

TABLEAU L.04-2

Auxiliaires de transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 7401, 7404 et 7406)

Année 1989

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié permanent de l'entreprise au 31 décembre	Entreprises du secteur		Effectif permanent total du secteur salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	292	45,8	2.068	10,1	1730,4	8,6	39,8	8,1
6 à 9 salariés	88	13,8	1.002	4,9	1074,1	5,3	13,2	2,7
10 à 19 salariés	87	13,7	1.629	7,9	1652,9	8,2	26,4	5,3
20 à 49 salariés	105	16,5	4.187	20,4	3768,3	18,6	136,7	27,7
50 et plus	65	10,3	11.627	56,6	12012,1	59,4	277,4	56,3
Total	**637**	**100,0**	**20.513**	**100,0**	**20237,7**	**100,0**	**493,5**	**100,0**

TABLEAU L.04-3

Personnel de la flotte de commerce en activité (1)

Embarqué au 31 décembre

Source : Direction des gens de Mer et de l'Administration générale — *Unité :* nombre

Catégorie de personnel	1986	1987	1988	1989	1990
Officiers	3.654	3.020	3.079	2.824	2.051
Maîtres et marins	6.461	4.316	4.251	3.634	3.713
Indéterminés (2)	352	—	—	—	—
Total	**10.467**	**7.336**	**7.330**	**6.458**	**5.764**

(1) L'utilisation d'un fichier distinct de celui de l'Enquête Annuelle d'Entreprise ne permet pas une comparaison directe de leurs effectifs respectifs.
(2) A compter de 1987 les indéterminés constitués par les personnels hors hiérarchie ont été classés dans la catégorie «officiers».

TABLEAU L.04-4

Flotte de commerce française en service (1)

Situation au 31 décembre

Source : Direction de la Flotte de Commerce — *Unité :* Jauge en milliers de tonneaux

Catégorie de navires	1986		1987		1988		1989		1990	
	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute
Navires à passagers (2)	26	173	27	171	25	167	30	224	29	228
Cargos	191	2.175	172	1.823	158	1.693	136	1.516	133	1.401
Pétroliers	66	2.614	62	2.394	58	2.269	55	2.110	56	2.084
Total	**283**	**4.962**	**261**	**4.389**	**241**	**4.129**	**223**	**3.870**	**218**	**3.713**

(1) De plus de 100 tonneaux de jauge brute.
(2) Y compris les cargos mixtes de plus de 12 passagers et les aéroglisseurs.

TABLEAU L.04-5

Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes

	1986	1987	1988	1989	1990
NAVIRES DE COMMERCE ENTRES					
Nombre	74.008	73.972	71.749	75.492	76.933
Jauge nette (millier de tonneaux)	1.597.747	1.617.250	1.167.401	(1) 1.564.075	(1) 1.681.491
MARCHANDISES [non compris pêche et avitaillement] (millier de tonnes)					
Produits pétroliers débarqués	133.979	129.804	131.636	125.703	124.791
Autres marchandises débarquées	72.092	73.115	77.726	86.623	88.422
Total marchandises débarquées	**206.071**	**202.919**	**209.362**	**212.326**	**213.213**
Produits pétroliers embarqués	20.000	17.026	15.503	16.059	17.700
Autres marchandises embarquées	55.271	60.661	77.297	68.202	66.278
Total marchandises embarquées	**75.271**	**77.687**	**92.800**	**84.261**	**83.978**
PASSAGERS EMBARQUES ET DEBARQUES [services côtiers non compris] (millier)					
Calais	9.188	9.151	8.691	10.534	10.682
Boulogne	2.955	2.648	1.912	1.659	2.975
Autres ports	9.650	9.335	10.241	12.400	11.624
Total	**21.793**	**21.134**	**20.844**	**24.593**	**25.281**

(1) Volume taxable en milliers de mètres cube

TABLEAU L.04-6

Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie

Trafic international et cabotage national.Métropole

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* millier de tonnes

Catégorie de marchandises	Marchandises débarquées (1)					Marchandises embarquées (1)				
	1986	1987	1988	1989	1990	1986	1987	1988	1989	1990
Produits agricoles et animaux vivants	4.461,5	4.345,8	4.423,1	4.397,2	4.318,3	17.399,0	18.742,9	18.591,2	19.302,4	20.294,8
Denrées alimentaires et fourrages	7.245,6	8.131,1	7.938,8	7.898,6	8.376,7	6.591,6	7.597,5	7.688,4	7.507,0	7.022,0
Combustibles minéraux solides	14.090,4	10.761,1	10.772,6	14.707,0	16.359,3	687,5	771,9	1.257,6	1.072,3	1.052,1
Produits pétroliers	133.978,7	130.147,9	132.237,8	125.703,4	125.095,9	20.000,9	17.140,5	15.661,3	16.059,4	17.842,6
Minerais et déchets pour la métallurgie	17.681,5	17.315,7	18.876,8	20.417,0	19.993,3	361,1	908,7	1.239,8	1.195,4	953,8
Produits métallurgiques	1.117,7	1.355,0	1.229,4	1.388,5	1.330,9	3.864,3	4.249,8	3.920,0	3.805,7	3.231,2
Minerais bruts ou manufacturés et matériaux de construction	4.395,4	4.796,2	5.719,1	5.603,7	4.925,5	4.888,2	4.035,8	4.192,7	4.320,9	4.800,2
Engrais	6.144,5	7.718,7	7.808,6	8.222,7	7.904,9	389,6	517,4	496,1	540,4	570,8
Produits chimiques	3.529,9	3.835,1	4.170,2	4.865,1	5.437,1	4.848,7	6.680,8	5.174,7	8.236,6	6.167,9
Autres (2)	13.426,2	14.846,3	16.269,3	19.122,3	19.775,1	16.240,2	17.136,7	19.142,2	22.221,1	22.381,8
Total des marchandises	**206.071,4**	**202.948,5**	**209.445,6**	**212.325,5**	**213.517,0**	**75.271,1**	**77.799,8**	**77.363,9**	**84.261,2**	**84.317,2**

(1) Non compris aéroglisseurs et hydrofoils.
(2) Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales.

TABLEAU L.04-7

Trafic des navires de commerce suivant les principaux pavillons

Année 1990 (1)

Unités : marchandises en tonnes
passagers en nombres
navires en nombres

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes

Pavillons	Navires entrés	Passagers débarqués	Passagers embarqués	Marchandises débarquées	Marchandises embarquées
France	**19.918**	**3.757.128**	**3.730.526**	**29.885.017**	**16.625.197**
Angleterre	21.667	6.109.509	6.123.600	17.530.188	10.683.600
Allemagne (ex R.F.A.)	2.902	4.203	2.825	3.809.533	3.003.186
Panama	1.425	630	607	8.874.506	2.470.933
Pays-Bas	1.567	2	—	1.875.475	1.625.107
Italie	1.324	3.405	4.342	6.110.260	3.241.393
U.R.S.S (ex)	1.359	13.304	9.064	10.391.606	3.678.251
Grèce	691	2.897	3.313	14.935.768	2.902.941
Libéria	1.141	8	2	26.696.444	3.446.848
Espagne	704	3.166	3.421	2.952.474	1.530.322
Danemark	876	—	—	3.301.482	1.314.506
Norvège	1.135	—	—	19.139.155	2.089.101
Finlande	363	71.322	79.752	509.293	228.900
Suède	313	—	—	1.626.659	476.344
Belgique	616	20.121	19.758	2.132.843	502.352
Etats-Unis	106	—	—	516.428	242.102
Autres pavillons	17.917	2.637.448	2.701.267	63.229.875	30.256.139
Total	**74.024**	**12.623.143**	**12.678.477**	**213.517.006**	**84.317.222**

(1) Avitaillement non compris

TABLEAU L.04-8

Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer

Unités : millier de voyageurs
millier de tonnes
navire

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes

	1986	1987	1988	1989	1990
Navires entrés	**3.413**	**3.869**	**4.435**	**4.943**	**6.041**
dont : Guadeloupe	1.099	1.255	1.458	1.618	2.557
Martinique	1.129	1.329	1.413	1.513	1.782
Guyane	233	225	269	288	284
Réunion	402	412	418	455	466
Voyageurs débarqués	**285**	**379**	**468**	**604**	**735**
dont : Guadeloupe	70	74	64	198	293
Martinique	214	305	388	390	426
Voyageurs embarqués	**285**	**377**	**467**	**601**	**735**
dont : Guadeloupe	70	73	63	195	292
Martinique	214	304	389	390	427
Marchandises débarquées	**3.915**	**4.476**	**5.050**	**5.602**	**6.245**
dont : Guadeloupe	1.071	1.218	1.331	1.659	2.099
Martinique	1.208	1.490	1.577	1.547	1.689
Guyane	273	302	418	480	522
Réunion	1.240	1.466	1.565	1.713	1.672
Marchandises embarquées	**1.494**	**1.440**	**1.627**	**1.665**	**1.701**
dont : Guadeloupe	429	394	464	429	388
Martinique	679	667	707	735	799
Guyane	51	53	60	65	66
Réunion	325	326	338	368	379

TABLEAU L.04-9

Place des ports français dans le monde

Année 1989

Source : Journal de la Marine Marchande

Unité : millier de tonnes

Principaux ports	Total du trafic marchandises (1)	Dont produits pétroliers (2)	Entrées	Sorties
Rotterdam (Pays Bas)	291.871	...	225.456	66.415
Singapour (Singapour)	173.298	...	97.367	75.931
Chiba (Japon)	164.182	83.056	121.286	42.896
Anvers (Belgique)	95.400	22.241	56.926	38.474
Marseille (France)	**93.419**	**63.593**	**75.673**	**17.746**
Hong-Kong (Hong-Kong)	85.395	...	55.269	30.126
Kaohsiung (Taïwan)	78.147	26.303	63.877	14.270
Philadelphie (U.S.A.)	71.758	49.618	66.233	5.525
Corpus christi (U.S.A.)	69.377	54.766	38.963	30.414
Long Beach (U.S.A.)	65.217	...	49.017	16.200
Vancouver (Canada)	64.025	...	6.351	57.674
Houston (U.S.A.)	62.625	25.327	39.843	22.782
Los Angeles (U.S.A.)	62.492	17.773	42.851	19.641
Hombourg (Ex-R.F.A.)	57.582	...	36.630	20.952
Richard's Bay (Afrique du sud)	55.578	...	1.490	54.088
Tampa (U.S.A.)	53.212	11.968	28.409	24.803
Le Havre (France)	**52.240**	**31.919**	**40.156**	**12.084**
Gênes (Italie)	41.306	...	37.574	3.732
Tees-Hartlepool (Royaume-Uni)	39.292	...	16.043	23.249
Dunkerque (France)	**39.141**	**16.619**	**28.573**	**10.568**
Grimsby-Immigham (Royaume-Uni)	36.831	19.648	25.705	11.126
Port Hedland (Australie)	36.206	...	235	35.971
Newcastle (Australie)	35.300	194	5.500	29.800
Gladstone (Australie)	29.395	637	8.148	21.247
Nantes-Saint-Nazaire (France)	**23.984**	**10.724**	**19.540**	**4.444**

(1) Marchandises tous produits sauf avitaillement
(2) Pétrole brut,produits raffinés et gaz liquéfié

TABLEAU L.04-10

Accidents de la mer

Source : Bureau de la Navigation de Plaisance
Centre Administratif des Affaires Maritimes

Unité : nombre

	1986	1987	1988	1989	1990
NOMBRE D'EVENEMENTS DE MER AYANT NECESSITE DES OPERATIONS	3.923	2.167	2.312	4.470	5.137
REPARTITION PAR TYPES D'EVENEMENT :					
Naufrages, abordages, échouements,chavirements	612	543	556	667	627
Incendies, explosions, pannes, avaries diverses aux navires	982	1.001	1.012	1.333	1.671
Voies d'eau, accidents individuels à personnes embarquées et non embarquées, fausses alertes diverses	1.657	623	685	2.579	2.960
CONSEQUENCES DES EVENEMENTS DE MER SUR LES PERSONNES :					
Assistées	...	1.552	1.781	7.189	8.385
Retrouvées/sauvées	8.030	6.902	8.720	807	1.103
Blessées	265	224	227	259	262
Disparues	99	48	54	74	76
Décédées	151	57	79	169	151
REPARTITION PAR GENRE DE NAVIGATION (suivant le nombre d'événements de mer dans lesquels sont impliqués des navires) :					
Commerce	132	106	134	131	211
Pêche	434	503	519	530	674
Plaisance	3.780	1.498	1.659	2.373	2.085

Chapitre L.05

Transports aériens

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel des principales compagnies de transport aérien.
3. Flotte de transport des principales compagnies de transport aérien.
4. Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français.
5. Trafic commercial.
6. Trafic de relations.
7. Trafic d'aérodromes. Trafic local.
8. Trafic d'aérodromes. Trafic de passagers.
9. Trafic d'aérodromes. Fret, Poste.
10. Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux.
11. Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère chargé des Transports (Direction générale de l'aviation civile).

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur des transports aériens

Le secteur des transports aériens (NAP classe 72) regroupe l'ensemble des entreprises qui ont une activité commerciale de transport public de passagers, de poste et marchandises, que ce transport soit effectué par lignes régulières ou à la demande (charters ou taxi aérien).

Ce secteur groupe autour de la compagnie nationale Air France, les compagnies UTA et Air Inter et comporte environ 150 entreprises d'importance diverse.

Activité des principales compagnies de transport aérien

Les résultats d'exploitation des grandes compagnies : Air France, UTA et Air Inter sont donnés par faisceau de lignes (la ligne étant définie comme une suite fixe et ordonnée d'escales reliées par un même vol et le faisceau comme un groupe de lignes appartenant à un même secteur géographique).

Le trafic ne concerne que les passagers payants.

Trafic des aérodromes

Les mouvements d'appareils comprennent les atterrissages et décollages sur chaque aérodrome.

Le trafic de passagers et marchandises concerne les transports payants et non payants.

Les passagers en transit direct, c'est-à-dire originaires d'une escale antérieure et à destination d'une escale ultérieure du même vol ne sont compris qu'une fois dans les statistiques.

Les passagers en transit de correspondance qui continuent leur voyage avec un autre appareil, sous un autre numéro de ligne, ne sont pas distingués des passagers locaux : ils sont donc comptés à l'arrivée et au départ de l'aérodrome.

Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure de transit direct.

2. DÉFINITIONS

Accidents

Interviennent les seuls accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils immatriculés en France (aviation commerciale ou privée). Les tués comprennent les victimes décédées dans les trois jours.

Coefficient d'utilisation (trafic global)

Rapport du nombre de tonnes-kilomètres transportées au nombre de tonnes-kilomètres offertes (offre d'une tonne de chargement sur un kilomètre).

Coefficient d'utilisation (trafic passagers)

Rapport du nombre de passagers-kilomètres payants transportés au nombre de sièges-kilomètres offerts (offre d'une place sur un kilomètre).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports :
Observatoire économique et statistique des Transports (OEST).
Direction générale de l'aviation civile, Bureau Statistiques et Documentation.
— Bureau Véritas.
— Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Publications :

Mémento des statistiques, OEST (annuel).

Enquête annuelle d'entreprise : transports aériens, OEST.

Bulletin statistique, Direction générale de l'aviation civile, Direction des transports aériens (annuel).

Bulletin technique du bureau Véritas, bureau Véritas (mensuel).

Annuaire statistique de l'OACI, statistiques de l'aviation civile dans le monde, OACI.

Recueil des statistiques de l'OACI, OACI.

*
* *

TABLEAU L.05-1

Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise

Année 1989

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Observatoire Economique et Statistique des Transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise Au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Effectif total salarié et non salarié	Répartition du personnel salarié total (1)		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
			Personnel salarié sédentaire	Personnel salarié navigant	en millions de F	par personne occupée (millier de F)	Montant (million de F)	*dont :* matériel de transport
0 à 9 salariés	89	280	123	99	428	1.526	70	44
10 à 19 salariés	17	225	106	108	282	1.251	10	8
20 à 99 salariés	20	865	503	342	2.296	2.655	261	235
100 salariés et plus	16	5.753	3.452	2.285	7.640	1.326	1.015	987
Grandes compagnies (2)	3	49.543	34.794	11.230	50.327	1.016	9.902	6.399
Total	**145**	**56.676**	**38.978**	**14.064**	**60.973**	**7.774**	**11.258**	**7.572**

(1) Non compris le personnel hors métropole.
(2) Air France, Air Inter, UTA.

TABLEAU L.05-2

Personnel des principales compagnies de transport aérien (1)

Source : Ministère de l'Equipement , du Logement et des Transports
Direction générale de l'Aviation civile

Compagnie de transport aérien	Personnel navigant			Personnel au sol (4)	**Total général**
	Personnel technique de bord (2)	Personnel commercial de bord (3)	**Total**		
Air France	2.310	5.539	**7.849**	30.528	**38.377**
UTA	934	1.998	**2.932**	7.960	**10.892**
Air Inter	402	975	**1.377**	5.576	**6.953**
Total au 31 décembre 1989	**3.646**	**8.512**	**12.158**	**44.064**	**56.222**
Air France	2.291	5.760	**8.051**	31.060	**39.111**
UTA	858	1.751	**2.609**	7.441	**10.050**
Air Inter	376	951	**1.327**	5.460	**6.787**
Total au 31 décembre 1988	**3.525**	**8.462**	**11.987**	**43.961**	**55.948**
31 décembre 1988 (5)	3.284	7.435	**10.719**	35.633	**46.352**
31 décembre 1987	3.232	6.948	**10.180**	40.608	**50.788**
31 décembre 1986	3.168	6.413	**9.581**	40.618	**50.199**

(1) Air France, Air Inter, UTA
(2) Pilotes, copilotes et mécaniciens navigants
(3) Stewards et hôtesses
(4) Personnel d'entretien du matériel aéronautique et personnel administratif et commercial
(5) Pour 1988, personnel hors métropole exclu

TABLEAU L.05-3

Flotte de transport des principales compagnies de transport aérien

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Direction générale de l'Aviation civile

Unité : Appareil

Compagnie de transport aérien et type d'appareils	1986	1987	1988	1989	1990
AIR FRANCE	**106**	**105**	**105**	**111**	**121**
Concorde (1)	7	5	5	5	5
Boeing 747 Cargo	7	8	8	8	9
Boeing 747 (100 et 200)	26	26	26	27	27
Boeing 727-200	29	25	25	22	21
Boeing 737-200	14	16	16	16	19
Airbus A 300	17	14	14	15	17
Airbus A 310	6	7	7	9	9
Airbus A 320	///	4	4	9	14
UTA	**11**	**11**	**11**	**13**	**13**
Boeing 747	4	4	4	6	5
Boeing 747 cargo	*r* 1	*r* 1	*r* 1	*r* 1	1
Douglas DC 10-30	6	6	6	6	6
AIR INTER	**43**	**45**	**45**	**52**	**55**
Airbus A 300	17	18	18	19	22
SE 210 « Caravelle XII »	12	12	12	12	8
Mercure	11	11	11	11	11
Airbus A 320	///	4	4	10	14

(1) Certains de ces appareils ne volent plus mais continuent à figurer dans la flotte car on y prélève des pièces de rechange pour ceux qui volent. Ils peuvent ne pas figurer dans l'inventaire de la flotte de certaines sources statistiques.

TABLEAU L.05-4

Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français

Situation au 31 décembre

Source : Bureau Veritas

Unité : Appareil

Catégorie d'utilisateurs	1986	1987	1988	1989	1990
AVIONS :					
Transports publics	*r* 527	563	634	655	728
Aviation générale	5.374	5.430	5.589	5.745	5.964
CNRA et CNRAC (1)	*r* 875	935	1.019	1.110	1.145
Total	***r* 6.776**	**6.928**	**7.242**	**7.510**	**7.837**
HELICOPTERES :					
Transports publics	134	148	171	189	211
Aviation générale	351	366	446	487	539
Total	**485**	**514**	**617**	**676**	**750**
Planeurs	1.815	1.859	1.888	1.909	2.022
Aérostats (ballons libres)	318	367	433	486	549
Total des aéronefs inscrits au registre	**9386**	**9.668**	**10.180**	**10.581**	**11.158**

(1) CNRA : Certificat de navigabilité restreinte avions ou planeurs, appareils non conformes aux normes de l'OACI (Organisation aérienne civile internationale) ou appareils anciens de collections ; ils ne peuvent survoler les territoires étrangers, sauf autorisation particulière des états survolés.

TABLEAU L.05-5

Trafic commercial

Unités : Million de passagers-km
Millier de passagers
Million de tonnes-km
Million de sièges-km

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Direction générale de l'Aviation civile

	1986	1987	1988	1989	1990
TRAFIC COMMERCIAL D'AIR FRANCE :					
Passagers payants	12.045	13.412	14.806	16.100	15.731
Passagers-km transportés PKT (1)	27.641	31.671	34.463	36.847	36.778
Sièges-km offerts SKO (2)	42.383	45.558	49.155	52.270	53.190
Coefficient d'utilisation des sièges-km (%)	65,2	69,5	70,1	70,5	69,1
Tonnes-km offertes (TKO)	8.014	8.716	9.649	10.224	10.535
Tonnes-km transportées TKT (3)	5.252	5.885	6.348	6.698	6.884
dont : fret et poste	2.765	3.035	3.297	3.381	3.573
Coefficient de chargement (%)	65,5	67,5	65,8	65,5	65,3
TRAFIC COMMERCIAL D'AIR -INTER :					
Passagers payants	11.806	12.804	13.750	15.688	16.163
Passagers-km transportés PKT (1)	6.421	6.976	7.491	8.595	8.939
Sièges-km offerts SKO (2)	9.362	10.039	10.921	12.222	13.082
Coefficient d'utilisation des sièges-km (%)	68,6	69,5	68,6	70,3	68,3
Tonnes-km offertes (TKO)	911	987	1.076	1.239	1.322
Tonnes-km transportées TKT (3)	549	598	645	774	806
dont : fret et poste	23	26	31	35	37
Coefficient de chargement (%)	60,3	60,6	59,9	62,5	60,9
TRAFIC COMMERCIAL D 'UTA :					
Passagers payants	904,5	894	835	854	937
Passagers-km transportés PKT (1)	5.474	5.697	5.533	5.537	6.156
Sièges-km offerts SKO (2)	8.125	8.481	8.041	7.963	9.091
Coefficient d'utilisation des sièges-km (%)	67,4	67,1	68,8	69,9	67,7
Tonnes-km offertes (TKO)	1.640	1.694	1.738	1.796	2.012
Tonnes-km transportées TKT (3)	1.503	978	1.029	1.048	1.144
dont : fret et poste	1.010	465	531	550	590
Coefficient de chargement (%)	58,4	57,7	59,2	58,4	56,9
TRAFIC COMMERCIAL DES TRANSPORTEURS AERIENS REGIONAUX ET COMPLEMENTAIRES (4) :					
Passagers payants	4.135	4.964	5.831	6.481	7.277
Passagers-km transportés PKT (1)	5.426	7.149	9.687	11.575	13.273
Tonnes-km de fret et poste TKT (3)	35	47	31	80	130

(1) PKT : Passagers-kilomètres transportés. L'unité de compte est le transport d'un passager sur un kilomètre.
(2) SKO : Sièges-kilomètres offerts. L'unité de compte est l'offre d'un siège sur un kilomètre.
(3) TKT : Tonnes-kilomètres transportées. L'unité de compte est le transport d'une tonne de chargement sur un kilomètre. Dans ce décompte le passager est taxé d'un poids forfaitaire de 90 kg.
(4) Pour les compagnies basées sur les aéroports de Paris autres que CDG et Orly, les résultats sont partiels car aucune statistique n'est disponible en raison du caractère non commercial de ces plates-formes. Du fait de la politique d'affrètement inter-compagnies et du système de collecte statistique, le trafic de certaines compagnies peut être mal affecté par attribution au « tracteur » et non pas à « l'affréteur ».

TABLEAU L.05-6

Trafic de relations (1)

Trafic deux sens

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Direction générale de l'Aviation civile

Unité : Millier de passagers

	1980		1989		1990	
	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret
RELATIONS DOMESTIQUES (2) :						
Métropole/Radiales						
Nice-Paris	1.327	6.091	2.583	11.135	2.558	10.888
Marseille-Paris	1.194	6.485	2.073	15.783	2.153	16.031
Toulouse-Paris	805	4.587	1.975	16.003	2.073	17.063
Bordeaux-Paris	622	3.157	1.494	8.216	1.508	7.183
Strasbourg-Paris	325	1.023	975	3.285	1.014	3.641
Autres radiales	3.623	10.866	7.672	20.473	8.020	23.912
Total radiales	**7.896**	**32.209**	**16.772**	**74.895**	**17.326**	**78.718**
dont : exploitants français	8.676	32.219	16.738	74.199	17.277	78.292
Métropole/Transversales						
Bastia-Marseille	217	350	246	1.052	274	891
Ajaccio-Marseille	205	303	230	656	264	1.463
Lyon-Nice	82	52	196	180	202	183
Lyon-Lille	88	70	187	344	190	450
Bordeaux-Lyon	46	44	154	209	183	142
Lyon-Nantes	62	27	167	165	176	195
Autres transversales	1.120	5.462	2.284	4.895	2.286	3.753
Total transversales	**1.820**	**6.308**	**3.464**	**7.501**	**3.575**	**7.077**
dont : exploitants français	1.820	6.308	3.458	7.446	3.567	6.995
Outre-Mer/Paris						
Pointe-à-Pitre-Paris	271	5.393	489	9.714	484	9.092
Fort-de-France-Paris	218	5.047	520	10.956	479	10.889
Saint-Denis-Paris	111	3.507	309	10.980	344	11.684
Autres relations	74	3.174	217	4.890	229	6.856
Total Outre-Mer-Paris	**674**	**17.121**	**1.535**	**36.540**	**1.536**	**38.521**
dont : exploitants français	674	16.113	1.535	36.455	1.536	38.521
Outre-Mer/Province						
Total Outre-Mer-Paris	—	—	**209**	**3.061**	**221**	**2.603**
dont : exploitants français	—	—	209	3.061	221	2.603
Fort-de-France-Pointe-à-Pître	169	2.126	342	2.495	307	2.276
Tahiti-Moorea	249	—	171	1	153	1
Autres relations	...	...	785	3.093	847	3.777
Total Outre-Mer-Intérieur	...	...	**1.298**	**5.589**	**1.307**	**6.054**
dont : exploitants français	...	...	1.297	5.589	1.302	6.148
Total relations domestiques	**10.496**	**38.527**	**23.278**	**127.586**	**23.965**	**132.973**
dont : exploitants français	10.496	38.527	23.237	126.750	23.903	132.559
RELATIONS FRANCE-EUROPE :						
Total France-Europe (2) (3) (4)	**12.461**	**120.907**	**21.073**	**180.213**	**23.061**	**191.939**
dont : exploitants français	5.683	52.229	10.035	88.760	10.487	92.649
Pays de la CEE (3) (4)	8.655	98.079	16.732	146.033	18.264	15.620
RELATIONS FRANCE-AFRIQUE :						
Total France-Afrique	**5.864**	**197.618**	**7.878**	**171.423**	**7.513**	**177.700**
dont : exploitants français	2.949	119.056	3.980	98.265	3.533	106.434
Pays du Maghreb	4.395	36.204	5.299	38.607	4.790	40.019
RELATIONS FRANCE-AMERIQUE :						
Total France-Amérique	**2.025**	**149.521**	**4.825**	**277.991**	**5.132**	**286.112**
dont : exploitants français	995	50.501	1.910	203.196	2.034	211.335
Amérique du Nord (EU, Alaska, Canada)	1.630	125.567	3.774	214.761	4.082	224.396
dont : Pays Centre et Sud	395	23.954	1.051	63.230	1.050	61.716

N.B. : Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU L.05-6 (suite et fin)

Trafic de relations (1)

Trafic deux sens

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Direction générale de l'Aviation civile

Unité : Millier de passagers

	1980		1989		1990	
	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret
RELATIONS FRANCE-ASIE (2) :						
Total France-Asie	**1.584**	**101.124**	**2.356**	**168.075**	**2.473**	**179.283**
dont : exploitants français	792	59.496	1.032	105.921	1.077	117.259
Japon	244	17.006	558	36.622	596	40.922
Thaïlande	88	3.866	236	17.896	254	19.823
RELATIONS FRANCE-OCEANIE :						
Total France-Océanie	**28**	**2.129**	**244**	**8.023**	**228**	**7.540**
dont : exploitants français	24	1.770	119	3.879	123	4.040
Total (5)	**21.975**	**571.772**	**36.377**	**805.725**	**38.409**	**842.598**
dont : exploitants français	10.482	330.679	17.076	500.023	17.254	531.725

(1) Le trafic est classé par ordre décroissant du nombre de passagers.
(2) Les flux incluent l'intégralité du trafic Bâle-Mulhouse avec la France.
(3) Hors France-Espagne Canaries.
(4) Y compris Hong-Kong.
(5) Y compris France-Pays indéterminés.

TABLEAU L.05-7

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) des mouvements d'appareils commerciaux. Métropole

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des transports
Direction de l'Aviation civile

Unité : Décollage ou atterrissage

	1986	1987	1988	1989	1990
MOUVEMENTS PAR NATIONALITE DE L'EXPLOITANT :					
Française	560.616	629.604	687.020	737.768	785.898
dont : Air France, UTA et Air Inter	334.859	360.426	384.092	415.590	431.865
Etrangère	223.137	228.621	252.164	281.137	310.715
MOUVEMENTS PAR NATURE DE VOL :					
Vol régulier	658.167	714.882	779.298	839.292	890.803
Vol non régulier	125.717	143.343	159.972	179.613	206.100
Total des mouvements commerciaux (trafic local)	**783.884**	**858.222**	**(1) 939.270**	**1.018.905**	**1.096.903**

(1) En 1988, la somme de la ventilation du trafic par nationalité n'atteint pas le total général, les arrondis n'ayant pu être calculés de la même manière dans les deux ventilations.

TABLEAU L.05-8

Trafic d'aérodromes

Trafic de passagers (arrivées + départs). Métropole

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des transports
Direcrtion de l'Aviation civile

Unité : Millier de passagers

	1986	1987	1988	1989	1990
TRAFIC LOCAL					
Exploitants français	**43.744,0**	**48.468,0**	**52.689,5**	**58.397,5**	**59.924,5**
dont : Air France, UTA et Air Inter	39.237,2	42.959,3	46.050,3	51.371,5	51.909,9
Vols réguliers	40.596,3	44.874,3	48.553,9	54.083,7	55.158,5
Vols non réguliers	3.147,7	3.593,7	4.135,6	4.313,8	4.766,0
Exploitants étrangers	**14.387,2**	**15.384,8**	**16.726,3**	**18.667,2**	**20.570,0**
Vols réguliers	12.561,4	13.433,4	14.611,8	16.302,2	17.396,4
Vols non réguliers	1.825,8	1.951,4	2.114,5	2.365,0	3.173,4
Total	**58.141,8**	**63.852,8**	**69.415,8**	**77.064,7**	**80.494,5**
Arrivées	29.043,5	31.934,4	34.743,1	38.598,7	40.286,9
Départs	29.098,3	31.918,4	34.672,7	38.466,1	40.218,2
Trafic de transit direct (1)	**1.361,1**	**1.520,2**	**1.393,5**	**1.588,2**	**1.569,0**
Total du trafic	**59.502,9**	**65.373,0**	**70.809,3**	**78.653,0**	**82.074,1**

(1) Les passagers en transit direct sont les passagers qui arrivent à un aérodrome par un vol donné et qui en repartent par le même vol. Ils ne sont comptés, dans les statistiques du présent chapitre, qu'une seule fois.

TABLEAU L.05-9

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) de fret (véhicules compris) et de poste (1) - Métropole

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports
Direction générale de l'Aviation civile

Unité : Tonne

	1986	1987	1988	1989	1990
FRET					
Par nationalité de l'exploitant :					
Française	583.690	633.676	677.824	688.470	734.732
dont : Air France, UTA et Air Inter	556.824	603.526	637.381	628.346	662.541
Etrangère	234.584	257.035	277.875	299.348	305.821
Par nature du vol :					
Vol régulier	789.347	860.193	916.444	946.390	989.017
Vol non régulier	28.928	30.518	39.385	41.427	51.553
Total	**818.274**	**890.711**	**(2) 955.829**	**(2) 987.820**	**1.040.570**
POSTE	127.465	131.896	137.015	146.050	147.442

(1) Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(2) En 1988 et 1989, la somme de la ventilation du trafic par nationalité n'atteint pas le total général, les arrondis n'ayant pas été réalisés de la même manière dans les deux ventilations.

TABLEAU L.05-10

Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux

Unités : Mouvements d'appareils : millier
Passagers : millier
Fret : millier de tonnes

Source : Aéroports magazine

Pays et aéroport	Mouvements d'appareils commerciaux				Passagers				Fret			
	1987	1988	1989	1990	1987	1988	1989	1990	1987	1988	1989	1990
Allemagne (ex-RFA) :												
Francfort	254,7	281,5	303,5	320,7	23.288	25.222	26.709	29.631,4	909,2	1.007,1	1.083,7	1.115,3
Munich	136,7	145,9	158,3	147,9	9.575	9.956	10.485	11.423,8	54,1	46,5	51,8	56,8
Belgique :												
Bruxelles	139,3	161,0	...	193,1	6.401	7.050	...	8.450,0	233,5	242,7	...	282,0
Danemark :												
Copenhague	191,8	181,9	198,5	212,7	11.373	11.647	12.029	12.768,1	148,9	154,6	127,4	139,6
France :												
Bordeaux	23,2	27,7	31,6	34,1	2.035	2.220	2.483	2.572,0	9,7	11,0	11,5	10,1
Lyon	59,2	64,2	67,5	65,8	2.993	3.255	3.747	3.853,8	12,4	12,7	15,9	17,1
Marseille	53,5	55,8	56,4	61,0	4.329	4.556	4.910	4.982,8	26,3	28,1	30,2	33,2
Nice	78,5	90,7	110,5	121,7	4.694	5.043	5.570	5.725,8	14,9	18,1	20,7	21,8
Paris	383,2	362,7	398,1	424,4	37.048	40.780	44.958	46.835,8	764,0	814,1	832,8	872,4
Irlande :												
Dublin	99,4	75,3	87,9	95,0	3.551	4.412	7.195	5.509,5	35,9	42,9	42,5	...
Italie :												
Milan	111,8	122,4	127,8	133,7	9.706	10.230	10.516	11.798,0	119,2	142,2	144,0	144,0
Rome	143,2	151,2	172,2	183,5	14.721	14.945	16.699	18.442,4	200,8	202,1	231,1	242,8
Pays-Bas :												
Amsterdam	174,9	186,8	191,5	202,3	13.628	14.989	15.668	16.471,0	513,7	575,3	582,6	604,5
Royaume-Uni :												
Londres	494,7	539,5	570,8	592,7	55.407	55.976	62.793	65.558,8	786,7	862,7	932,0	950,7
Espagne :												
Madrid	113,6	128,7	147,4	170,9	11.794	13.661	14.534	16.701,7	164,4	178,9	208,2	220,9
Portugal :												
Lisbonne	39,5	47,6	53,6	061,7	3.881	4.284	4.757	5.282,3	60,3	64,8	74,3	75,8
Norvège :												
Oslo	88,7	107,7	116,1	104,5	5.724	7.276	6.989	6.622,0	43,3	42,8	42,5	43,8
Suède :												
Stockholm	201,9	224,8	253,9	254,6	12.050	13.337	14.278	14.946,7	63,8	72,1	80,8	74,6
Suisse :												
Zurich	136,8	151,1	163,6	172,2	10.615	11.227	12.151	12.694,5	229,5	241,5	258,4	255,5
Etats-Unis d'Amérique :												
Chicago	841,0	980,3	1.114,7	972,4	64.122	66.347	67.756	64.480,5	787,0	772,2	(1) 977,2	760,6
Los Angeles	566,7	671,9	...	815,6	49.448	49.197	50.999	51.230,6	1.271,1	1.212,1	1.247,3	1.388,3
New York	943,5	1.036,9	958,7	972,6	77.894	77.820	74.409	74.795,5	1.416,9	1.639,3	1.716,7	1.720,8
Japon :												
Osaka	...	...	...	129,6	...	20.120	...	23.511,6	...	384,4	...	235,8
Tokyo	...	255,2	273,1	204,7	...	49.453	56.089	61.860,4	...	1.632,9	1.350,5	1.424,4

(1) Fret express inclus.

TABLEAU L.05-11

Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes
y compris le personnel navigant

Accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils d'immatriculation ou d'exploitation française

Source : IGACEM. Bureau enquêtes-accidents

	1986	1987	1988	1989	1990
AVIATION COMMERCIALE (1)					
Nombre d'accidents corporels	2	4	8	6	1
Nombre de morts	5	27	33	192	—
Nombre de blessés	2	2	44	14	1
AVIATION GENERALE (2)					
Nombre d'accidents corporels	110	124	144	117	136
Nombre de morts	84	77	105	109	83
Nombre de blessés	103	124	165	89	164
TRAVAIL AERIEN (3)					
Nombre d'accidents corporels	9	10	17	12	8
Nombre de morts	3	6	10	8	2
Nombre de blessés	6	11	10	8	9

(1) Avions et hélicoptères (compagnies et sociétés).
(2) Avions, hélicoptères et ULM (aéroclubs, écoles, sociétés, privés).
(3) Avions, hélicoptères et ULM (sociétés et privés : épandage agricole, photo cinéma, publicité aérienne, surveillance, hélitreuillage, ...).

Chapitre L.06

La Poste et les Télécommunications

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Effectifs de la poste.
2. Parc des véhicules.
3. Nombre de bureaux de poste.
4. Transport du courrier.
5. Courrier déposé par les particuliers et les entreprises.
6. Mandats émis.
7. Mandats payés.
8. Le personnel de France Télécom.
9. Le téléphone.
10. Les autres moyens de communication.
11. La communication d'entreprise.
12. Le compte financier.
13. Le trafic international.

1. MÉTHODOLOGIE

La Poste

Jusqu'au 31 décembre 1990, la Poste était une administration d'État relevant du budget annexe des P et T.

Depuis le 1er janvier 1991, la Poste est un exploitant autonome de droit public créé par la loi n° 90-568 du 1er juillet 1990. L'objet de la Poste est principalement :

— d'assurer, dans les relations intérieures et internationales le service public du courrier et du transport de la presse;

— d'assurer, dans le respect des règles de la concurrence tout autre service de collecte, de transport et de distribution d'objets et de marchandises;

— d'offrir, dans le respect des règles de la concurrence des prestations relatives aux moyens de paiement et de transport de fonds, aux produits de placement et d'épargne, à la gestion des patrimoines, à des prêts d'épargne logement et à tous les produits d'épargne.

Les résultats de l'activité courrier s'appliquent à l'ensemble du trafic payant déposés. Ils sont obtenus par une méthode de détermination du volume du trafic qui utilise la technique des sondages.

Les renseignements concernant l'activité des chèques postaux figurent avec ceux relatifs aux banques (voir au chapitre N.01 : Monnaie, crédit, épargne).

Les renseignements concernant la Caisse nationale d'épargne figurent avec ceux relatifs aux caisses d'épargne et de prévoyance (voir au chapitre N.01 : Monnaie, crédit, épargne).

L'activité concernant les mandats est décrite dans le présent chapitre.

France Télécom

France Télécom est un exploitant public créé depuis le 1er janvier 1991.

L'objet de France Télécom est principalement d'assurer tous les services publics de télécommunications dans les relations intérieures et internationales; d'établir, de développer et d'exploiter les réseaux publics nécessaires à la fourniture de ces services et d'assurer leur connexion avec les réseaux étrangers. Et de fournir, dans le respect des règles de la concurrence tous autres services, installations et réseaux de télécommunications, ainsi que d'établir des réseaux distribuant par câble des services de radiodiffusion sonore ou de télévision et de concourir, par des prises de participation, à l'exploitation de ces derniers réseaux.

Le ministère chargé des Postes et Télécommunications, tutelle de France Télécom, prépare le contrat de plan de France Télécom et veille au respect des dispositions du cahier des charges et du contrat de plan.

Le contrat de plan pour la période 1991-1994 a été signé le 5 novembre 1991. C'est un « contrat cadre » qui établit entre l'État et France Télécom les objectifs de l'opérateur pour quatre ans. Par ailleurs, il précise le cadre financier et tarifaire dans lequel s'inscrivent les actions permettant d'atteindre ces objectifs et en particulier d'accomplir les missions de service public.

2. DÉFINITIONS

Objets de correspondance

L'analyse du courrier fait apparaître deux grands ensembles de courrier parmi les catégories d'objet de correspondance :

— le courrier déposé par les particuliers et les entreprises qui regroupe les correspondances, les journaux et écrits périodiques, la messagerie (colissimo J + 2, colieco tarif général...) et la prospection commerciale (catalogue, postimpacts, échantillons cadeaux, postcontacts, postréponses);

— les plis de service et les correspondances admises à circuler en franchise.

Recettes de plein exercice

Établissements qui participent dans la plupart des cas, à toutes les opérations relatives aux services postaux, financiers, télégraphiques et téléphoniques. L'exercice de ces multiples activités les fait souvent dénommer bureaux mixtes ou bureaux de plein exercice.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de la Poste et des Télécommunications :

— Direction générale de la Poste.

— Direction générale de France Télécom.

Publications :

— *Statistique des services postaux,* Union postale universelle (annuel).

— *Annuaire statistique des Télécommunications,* Union internationale des Télécommunications (UIT).

*
* *

TABLEAU L.06-1

Effectifs de la poste.

Source : La Poste

Catégories	1986	1987	1988	1989	1990
Titulaires (1)	281.962	279.303	272.670	273.616	272.872
Autres personnels (2)	23.344	22.341	22.427	22.791	22.390

(1) Effectifs au 31 décembre de l'année.
(2) Equivalent agent / année. Personnel utilisé en renfort ou en remplacement.

TABLEAU L.06-2

Parc des véhicules

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier

Source : La Poste

Catégorie	1987	1988	1989	1990	1991
TGV Postal (1)	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Wagons poste (2)	231	231	221	229	229
Wagons allèges (3)	299	299	299	310	310
Rames automobiles postales	8	8	8	8	8
Véhicules automobiles	90.357	91.037	91.235	91.037	91.235
Véhicules automobiles	37.226	38.382	38.919	39.853	40.872
Motocycles	11.342	11.391	11.269	11.354	11.232
Matériel de transbordements (tracteurs et chariots,tricycles) (4)	24.060	24.983	25.498	25.992	26.115

(1) Deux rames et demie mises en service le 1er octobre 1984.
(2) Wagons spécialement équipés pour permettre le tri.
(3) Wagons servant uniquement au transport des sacs postaux.
(4) Utilisés pour le transbordement du courrier postal dans les centres de tri et les gares.

TABLEAU L.06-3

Nombre de bureaux de poste (1)

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Situation au 31 décembre

Source : La Poste

	1986	1987	1988	1989	1990
Total (2)	**17.187**	**17.089**	**17.028**	**16.999**	**16.967**
dont : DOM	193	195	198	198	204
Recettes de plein exercice	9.804	9.821	9.846	9.879	9.910
dont : DOM	131	133	133	136	136
Recettes rurales	3.039	3.011	2.978	2.916	2.842
dont : DOM	2	2	2	1	1

(1) Y compris les agences postales, les correspondants postaux et les guichets annexes fixes et mobiles.
(2) Y compris Saint-Pierrre-et-Miquelon.

TABLEAU L.06-4

Transport du courrier

Situation au 31 décembre

Source : La Poste

	Unités	1986	1987	1988	1989	1990
Transports ferroviaires (1)						
Wagons-poste et allèges en trains-poste autonomes	Million de véhicules/km	17,60	18,24	19,7	20,81	23,49
Wagons-poste et allèges en trains de voyageurs	//	21,45	20,78	19,82	18,40	14,94
Fourgons SNCF en trains-poste autonomes	//	0,47	0,41	0,31	0,27	0,09
Fourgons SNCF en trains de voyageurs	//	6,36	5,78	5,16	3,98	1,78
Wagons SNCF	//	28,14	22,70	18,12	17,50	14,27
Rames automotrices postales	Million de trains/km	0,71	0,71	0,67	0,48	0,41
TGV postal	//	0,42	0,43	0,39	0,43	0,42
Transports par route						
Kilomètres parcourus	Millier	*r* 553,4	559,9	566,5	571,2	572,0
Transports aériens						
Tonnes transportées	Nombre	41.015	44.951	48.235	48.497	52.610
Kilomètres parcourus	Millier	4.313	4.779	4.500	4.441	5.750
Heures de vol	Nombre	13.995	16.000	17.983	17.998	17.897

(1) Les relations PTT/SNCF sont régies par une nouvelle convention signée en juin 1985. La nouvelle tarification ne prend plus en compte la notion de tonne-kilomètre brute remorquée (TKBR). La quantité taxable devient le véhicule/kilomètre.

TABLEAU L.06-5

Courrier déposé par les particuliers et les entreprises

Source : La Poste — *Unité :* Million

Catégories d'objets	1986	1987	1988	1989	1990	Variation en % 1990/89
Correspondances :						
Lettres jusqu'à 20 g et cartes postales urgentes	3.805,8	4.260,5	4.530,4	4.736,9	4.928,9	4,1
Lettres de plus de 20 g	688,7	758,2	833,5	882,4	966,7	9,6
Lettres recommandées	121,5	130,5	134,5	140,6	145,4	3,4
Ecoplis jusqu'à 20 g et cartes postales non urgentes	3.103,1	3.292,4	3.265,2	3.315,5	3.195,5	—3,6
Ecoplis de plus 20 g	377,6	395,6	417,6	416,1	434,6	4,4
Objets avec valeur déclarée	2,9	3,0	2,9	3,0	2,8	—6,7
Journaux et écrits périodiques	2.050,8	1.971,7	2.039,0	2.061,4	2.107,0	2,2
Messagerie :						
Colissimo J + 2, paquets urgents (ordinaires)	47,8	46,7	43,1	42,6	47,9	12,4
Colissimo J + 1 (ordinaire)	—	5,5	6,4	8,1	9,5	18,0
Coliéco tarif général (ordinaire)	52,4	43,4	43,6	51,3	46,4	—9,6
Coliéco tarifs spéciaux (ordinaires et recommandés)	164,5	174,9	184,3	187,3	185,4	—1,0
Colis non tarifs spéciaux (recommandés)	32,5	32,9	31,4	31,4	29,7	—5,4
Colis postaux	1,3	1,0	1,0	0,9	1,0	3,4
Prospection commerciale :						
Catalogues (TS et guichet)	73,6	85,0	88,2	93,8	91,4	—2,6
Postimpact (ex-PNU tarifs spéciaux)	2.008,8	2.407,0	2.683,9	2.983,2	3.080,3	3,3
Postimpacts Echantillons Cadeaux (PEC)	—	—	—	—	3,6	—
Postcontact , PCC, PC Plus	1.300,9	1.679,0	2.100,5	2687,9	3211,1	12,5
Postréponses	50,7	58,8	62,7	71,1	74,6	4,9
Total	**13.882,9**	**15.346,1**	**16.468,2**	**17.713,5**	18.561,8	4,8
Plis ordinaires jusqu'à 20 g	2.052,9	1.548,0	1.322,5	1.227,1	1.247,4	1,7
Plis ordinaires de plus 20 g	391,4	219,3	370,0	261,9	199,7	—23,7
Paquets ordinaires, journaux, annuaires	60,9	57,2	54,4	53,2	52,3	—1,7
Plis chargés et recommandés	71,1	61,8	66,0	63,6	66,5	4,6
Total	2.576,0	1.886,3	1.812,9	1.605,8	1.565,9	—2,5
Courrier total déposé	**16.458,9**	**17.232,4**	**18.281,1**	**19.319,3**	**20.127,7**	**4,2**

TABLEAU L.06-6

Mandats émis

Source : La Poste

Unités : Montant million de francs
Nombre : millier

Pays de destination	1986	1987	1988	1989	1990
Métropole et DOM					
Nombre	93.967	88.205	80.359	75.829	71.148
Montant	764.975	815.570	811.936	830.827	919.643
Pays étrangers					
Nombre	6.471	7.759	7.167	6.746	6.704
Montant	11.897	11.056	9.353	8.813	8.878
Total général					
Nombre	100.438	95.564	87.526	82.575	77.852
Montant	776.272	826.626	821.289	839.640	928.521

TABLEAU L.06-7

Mandats payés

Source : La Poste

Unités : montant million de francs
nombre : millier

Pays de destination	1986	1987	1988	1989	1990
Métropole et DOM					
Nombre	93.452	88.031	79.724	75.348	71.013
Montant	504.765	495.728	460.126	445.053	462.703
Pays étrangers					
Nombre	2.646	2.113	1.914	1.941	1.851
Montant	3.451	3.198	2.890	3.078	3.171
Total général					
Nombre	**96.188**	**902.444**	**81.638**	**77.289**	**72.864**
Montant	**508.216**	**498.926**	**463.016**	**448.131**	**465.874**

TABLEAU L.06-8

Le personnel

Source : France Télécom

Unité : Millier

	1987	1988	1989	1990	1991
Effectifs	161,6	158,5	156,4	155,9	156,2
Recrutement extérieur à France Télécom	1,4	2,6	3,9	5,5	4,5
PRODUCTIVITE					
Valeur ajoutée dégagée sur effectifs	432	470	526	545	592

TABLEAU L.06-9

Le téléphone

Source : France Télécom

	1987	1988	1989	1990	1991
Parc de lignes principales (en millions)	24,8	25,8	26,9	28,1	29,1
dont : Electronique	17,3	19,6	22,1	24,3	25,9
Numérisation du réseau :					
Transmission numérique (%)	63,0	70,0	77,0	82,0	86,0
Commutation temporelle (%)	55,0	64,0	70,0	75,0	79,0
Parc de publiphones à cartes (en milliers)	29,4	41,6	56,0	72,9	89,2
Télécartes vendues (en millions)	17	29	43	60	72
Facturation détaillée (en milliers)	722,3	1.265,4	1.825,5	2.456,1	3167,3
Services Confort (en milliers)	437,8	772,8	1.236,6	1.696,2	2258,9

TABLEAU L.06-10

Les autres moyens de communication

Source : France Télécom

	1987	1988	1989	1990	1991
LE VIDEOTEX					
Trafic Télétel et annuaire électronique (en millions d'heures)	62,5	73,0	85,0	100,0	105,1
dont : Trafic « Kiosque »	34,6	36,0	40,0	45,0	47,1
L'IMAGE RESEAUX CÂBLES					
Nombre de prises commandées (en milliers cumulés)	2.000	2.870	3.730	4.470	5.100
Nombre de prises livrées cerclées (en milliers cumulés)	339	1.019	2.000	2.800	3.750
LES MOBILES					
Nombre d'abonnements Radiocom 2000 (en milliers)	40	98	170	230	290
Nombre d'abonnements Radiomessageries (en milliers)	114	143	195,5	243	278

TABLEAU L.06-11

La communication d'entreprise

Source : France Télécom

	1987	1988	1989	1990	1991
Parc liaisons TRANSFIX bas débit	2.700	5.400	11.500	22.500	32.300
NUMERIS					
Nombre de canaux B commercialisés	///	///	///	25.000	150.000
TRANSPAC					
Nombre d'accès directs (en milliers)	51	60	70	82	89

TABLEAU L.06-12

Le compte financier (1)

Source : France Télécom — *Unité :* Million

	1987	1988	1989	1990
CHARGES				
Charges d'exploitation	77.885	72.896	77.743	80.698
Charges financières	13.969	12.641	11.895	11.995
Charges exceptionnelles	8.849	8.773	10.100	13.935
Total des charges	**100.703**	**94.310**	**99.738**	**106.628**
PRODUITS				
Chiffre d'affaires	95.550	88.221	95.148	102.958
Production immobilisée	10.696	5.657	5.901	6.471
Autres produits d'exploitation	340	435	373	462
Produits financiers	1.904	698	1.963	959
Produits exceptionnels	1.487	1.094	933	1.262
Total des produits	**109.977**	**96.105**	**104.318**	**112.132**
Investissements	30.126	29.180	30.642	(2) 33.017
Résultat net (3)	9.274	1.795	4.580	5.504
Capacité d'autofinancement	30.821	26.741	30.818	33.549
Dette financière	(4) 114.965	119.305	118.466	120.705

(1) Hors taxes à compter du 1er novembre 1987.
(2) Hors immobilisations financières.
(3) Hors versement au budget général.
(4) Dette au coût réel.

TABLEAU L.06-13

Le trafic international

Source : France Télécom

	1987	1988	1989	1990	1991
Trafic international (millions de minutes taxées)	1.253	1.489	1.687	1.900	2.200
Prix à la minute en francs constants	100,0	84,1	80,3	77,9	74,9

M

Commerce et services marchands

Chapitre M.01

Commerce intérieur

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Hypermarchés et supermarchés.
2. Défaillances d'entreprises du secteur commerce.
3. Nombre de salariés des établissements du commerce.
4. Chiffres d'affaires du commerce.
5. Répartition des achats des ménages entre le commerce de détail et les opérateurs non détaillants.
6. Vente (TTC) du commerce de détail alimentaire.
7. Vente (TTC) du commerce de détail non alimentaire.
8. Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise.
9. Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Division « Commerce » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

Hypermarchés et supermarchés

Les renseignements relatifs aux supermarchés et hypermarchés, résultent d'un arbitrage réalisé par l'INSEE entre les diverses sources professionnelles : principalement l'Institut français du libre-service et la revue « Points de vente ».

Défaillances d'entreprises

Le nombre de jugements, de règlements judiciaires, de liquidations de biens ou d'ouverture de redressement judiciaire (1) selon une ventilation assez détaillée pour le commerce, est donné par l'exploitation du *Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales* (BODACC).

Réalisé à partir de statistiques publiées chaque année par l'UNEDIC, le tableau « Nombre de salariés des établissements du commerce » présente les effectifs salariés correspondant aux divers secteurs d'établissement du commerce selon la NAP. On y a introduit certains producteurs (boulangerie-pâtisserie) dont l'activité est ressentie comme proche de celle des commerçants.

Le lecteur tiendra compte du fait qu'il s'agit des effectifs au 31 décembre (données ponctuelles), et non d'une moyenne sur l'année. L'utilisation de ces chiffres nécessite donc quelques précautions, en particulier pour les secteurs à activité saisonnière.

Chiffres d'affaires du commerce

L'INSEE présente chaque année des évaluations des chiffres d'affaires hors taxes du commerce de gros et du commerce de détail, à la Commission des comptes commerciaux de la nation (CCCN), après examen de toutes les informations disponibles sur le sujet, notamment fiscales : ces données sont conformes à la nouvelle base de comptabilité nationale (année de base 1980).

Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (EAEC)

Réalisée depuis 1971 par l'INSEE, c'est une enquête par sondage, portant sur les entreprises dont l'activité principale est le commerce. Ses objectifs sont d'étudier les structures des différents secteurs d'activité du commerce et leur modification au cours du temps. Cette optique sectorielle, visant les études des entreprises, diffère de l'approche des statistiques d'établissement. Les résultats pour l'exercice 1989 concernent l'ensemble du commerce de gros, les intermédiaires du commerce et le commerce de détail. Environ 40.000 entreprises ont été interrogées, par sondage, parmi celles employant moins de 20 salariés et de façon exhaustive pour les entreprises dont l'effectif est égal ou supérieur à 20 salariés. Compte tenu de ces remarques, les résultats figurant dans les tableaux peuvent différer de ceux présentés dans d'autres parties de cet ouvrage ou mentionnés en sources de documentation.

Un des intérêts principaux de cette source statistique est sa cohérence interne et le fait qu'elle permette aux utilisateurs de calculer de nombreux ratios de gestion.

Par contre, des reclassements d'entreprises étant effectués chaque année, il n'est pas pertinent de comparer les résultats de deux années consécutives pour des niveaux fins. Des tableaux complémentaires sont disponibles (cf. sources de documentation) permettant de répartir, pour les informations données dans les tableaux de ce chapitre, les entreprises suivant le nombre de salariés ou de personnes occupées; de même sont publiés les comptes de résultat par sous-secteurs pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Cette enquête est complétée tous les trois ans, en moyenne, par une enquête sur les établissements (points de vente, entrepôts, bureaux, ...) destinée à établir des statistiques selon leurs caractéristiques propres et leur localisation géographique.

2. DÉFINITIONS

Le commerce

Le commerce est l'activité de revente en l'état, sans transformation, de produits achetés à des tiers. Cette activité peut comporter accessoirement des activités de production (ex. : torréfaction) ou de prestation de services (ex. : réparation).

On distingue les entreprises :

— de commerce de gros (alimentaire : NAP classe 57; non alimentaire : NAP classe 58; et interindustriel : NAP classe 59) qui revendent en l'état, à titre principal ou exclusif, à des utilisateurs professionnels, à d'autres commerçants, à des collectivités, des marchandises achetées en nom propre;

— de commerce de détail (NAP classe 61 à 64) qui revendent, à titre principal ou exclusif, aux consommateurs;

— d'intermédiaire du commerce (NAP classe 60), personne physique ou morale, dont l'activité consiste, à titre exclusif ou principal, à mettre en rapport acheteurs et vendeurs, ou à agir pour le compte d'un tiers dans des opérations de commerce. Les courtiers et commissionnaires, les agents commerciaux, les représentants non salariés, les centrales et groupements d'achats, les chaînes volontaires, ... sont des intermédiaires du commerce.

L'hypermarché

C'est une grande unité de vente au détail présentant un très large assortiment en alimentation comme en marchandises générales, avec une prédominance de l'alimentation, et une surface de vente de 2.500 m^2 minimum.

---

1. Ouverture de redressement judiciaire pour les affaires jugées selon la nouvelle législation (applicable à compter du 1er janvier 1986), règlement judiciaire ou liquidation de biens pour les affaires jugées selon l'ancienne législation.

Le supermarché

C'est un magasin constituant à lui seul un établissement à prédominance alimentaire, avec une surface de vente comprise entre 400 et 2.500 m^2.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;
— UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce);
— Banque de France;
— IFLS (Institut français du libre service);
— CECOD (Centre d'étude de la commercialisation et de la distribution);
— COE (Centre d'observation économique) de la Chambre de commerce;
— ACM (Association pour le commerce moderne);
— CTCOE (Centre textile de conjoncture et d'observation économique);
— IPEA (Institut de promotion et d'études de l'ameublement).

Publications :

Les recensements de la population, 1975, 1982, 1990 (volumes bordeaux), INSEE;

Bulletin mensuel de statistiques de l'INSEE;

Informations rapides, série D, INSEE;

Informations rapides, série G, INSEE;

« Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1987 », *INSEE-Résultats,* n° 5;

« Consommation et lieux d'achats des produits alimentaires en 1989 », *INSEE-Résultats,* série Consommation, mode de vie, n° 43-44;

« L'emploi dans le commerce de 1962 à 1986 : rupture en 1968 et 1982 », *Économie et statistique,* n° 196, février 1987;

« Les comptes du commerce en 1990. Rapport de la commission des comptes commerciaux de la nation », *INSEE-Résultats,* n° 44-45;

« Statistiques et indicateurs des régions françaises (SIRF) », édition 1992, *INSEE-Résultats,* n° 49-51;

Bulletin de liaison de l'UNEDIC;

Fascicules annuels de la Centrale des bilans par secteurs, Banque de France;

Enquête mensuelle de conjoncture, Banque de France;

Atlas des supermarchés et hypermachés au 1er janvier 1989, IFLS;

Indicateurs (mensuel), COE;

Statistiques mensuelles de l'Association pour le commerce moderne, ACM.

*
* *

TABLEAU M.01-1

Hypermarchés et supermarchés

Situation au 1er janvier

Source : INSEE (IFLS) et points de vente

Forme de commerce	1986	1987	1988	1989	1990
HYPERMARCHES					
Nombre d'hypermarchés appartenant à des :					
Entreprises gérant des grandes surfaces	253	279	287	303	310
Indépendants	124	151	195	239	271
Succursalistes (1)	195	194	183	184	191
Magasins populaires	25	24	26	26	25
Total	**597**	**648**	**691**	**752**	**797**
Surface de vente (millier de m^2)	3.372	3.653	3.849	4.127	4.337
SUPERMARCHES					
Nombre de supermarchés :					
Indépendants et succursalistes (1)	5.466	5.720	5.912	6.128	6.380
Nombre de magasins populaires	479	458	467	405	396
Total	**5.945**	**6.178**	**6.379**	**6.533**	**6.776**
Surface de vente (millier de m^2)	5.275	5.626	5.890	6.132	6.506

(1) Y compris les établissements précédemment classés en coopératives de consommateurs.

TABLEAU M.01-2

Défaillances d'entreprises du secteur commerce

Nombre d'entreprises ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure de redressement judiciaire (1)

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Activité économique	Numéro de la NAP	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Commerce de gros alimentaire	57	492	545	693	756	854	848
Commerces de gros non alimentaire, interindustriel et intermédiaires du commerce	58, 59, 60	1.743	1.973	2.294	2.570	3.175	3.928
Commerce de détail alimentaire	61, 62	1.397	1.654	1.997	2.332	2.417	2.378
Commerce de détail non alimentaire	63, 64	3.419	3.535	4.164	5.181	5.396	5.961
dont : Textiles et cuirs	6411 à 6414	1.181	1.303	1.677	2.077	2.069	2.149
Equipement du foyer	6421 à 6425	1.070	1.027	1.029	1.299	1.339	1.500
Hygiène, culture, loisirs, sport	6430 à 6449	1.159	1.180	1.423	1.737	1.918	2.251
Total Commerce		**7.051**	**7.707**	**9.148**	**10.839**	**11.842**	**13.115**

(1) Nouvelle législation appliquable au 1er janvier 1986 .

TABLEAU M.01-3

Nombre de salariés des établissements du commerce

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC — *Unité :* Salarié

Activité économique	Numéro de la NAP (1)	1986	1987	*r* 1988	*p* 1989	*p* 1990
BOULANGERIE - PATISSERIE (sauf boulangerie industrielle)	**38**	**135.330**	**136.033**	**137.450**	**138.145**	**136.582**
Boulangerie - Pâtisserie	3840	108.657	109.671	110.644	111.447	110.378
Pâtisserie	3850	26.673	26.362	26.786	26.698	26.204
COMMERCE DE GROS ALIMENTAIRE	**57**	**235.901**	**236.661**	**232.702**	**231.162**	**230.170**
Commerce de gros de matières premières agricoles	5701	22.405	22.349	22.566	23.091	22.919
Commerce de gros de bestiaux	5702	5.748	5.560	5.177	5.029	5.114
Commerce de gros de fruits et légumes	5703	36.264	36.708	35.990	36.176	35.746
Commerce de gros de viandes sans abattage	5704	20.557	21.000	20.832	19.314	18.723
Commerce de gros de produits laitiers	5705	17.453	16.369	15.504	15.549	15.353
Commerce de gros de volailles et gibiers	5706	5.997	5.770	5.357	5.010	4.955
Commerce de gros de poissons	5707	9.196	9.364	9.537	9.593	9.540
Commerce de gros de vins, spiritueux, liqueurs	5708	45.206	44.006	42.687	41.011	39.601
Commerce de gros d'autres boissons	5709	11.949	11.945	11.915	11.771	11.926
Commerce de gros d'épicerie	5710	36.383	36.378	34.360	33.287	33.577
Commerce de gros spécialisé de produits alimentaires divers	5711	24.741	27.212	28.773	31.327	32.712
COMMERCE DE GROS NON ALIMENTAIRE	**58**	**268.342**	**275.298**	**283.332**	**295.459**	**301.001**
Commerce de gros d'accessoires automobiles et de matériel de garage	5801	23.351	23.416	24.460	24.467	23.632
Commerce de gros de pneumatiques, cycles et motocycles	5802	8.457	8.758	9.233	9.102	8.961
Commerce de gros de quincaillerie et d'appareils ménagers	5803	22.467	22.995	22.459	22.916	22.783
Commerce de gros de matériel électrique et électronique	5804	67.529	70.559	73.333	78.529	81.012
Commerce de gros des textiles	5805	12.550	12.501	12.367	12.512	12.500
Commerce de gros de l'habillement, des chaussures et de la maroquinerie	5806	29.557	29.904	28.721	29.083	29.799
Commerce de gros de produits pharmaceutiques	5807	19.700	20.591	22.042	22.870	23.095
Commerce de gros de parfumerie, produits de beauté	5808	6.230	6.120	6.894	6.911	7.298
Commerce de gros de droguerie, de produits d'entretien	5809	20.474	21.473	21.602	21.927	21.859
Commerce de gros de céramique et verrerie	5810	5.079	5.036	4.730	4.779	4.570
Commerce de gros de jouets, papeterie et articles de fumeurs	5811	14.204	14.355	14.966	15.122	15.202
Commerces de gros divers	5812	38.740	39.546	42.525	47.241	50.290
COMMERCE DE GROS INTERINDUSTRIEL	**59**	**361.769**	**371.759**	**383.335**	**395.823**	**403.807**
Commerce des textiles bruts	5901	2.542	2.436	1.738	1.817	1.823
Commerce de gros de cuirs et peaux	5902	2.899	2.629	2.446	2.205	2.024
Commerce de gros de charbon, minerais et minéraux	5903	15.796	14.535	13.612	12.446	12.111
Commerce de gros de produits pétroliers	5904	26.501	27.159	25.657	24.619	23.673
Commerce de métaux	5905	26.005	24.094	25.078	25.753	26.303
Commerce de produits chimiques industriels	5906	17.884	17.766	17.473	18.305	18.255
Commerce du bois	5907	15.496	15.962	15.437	15.294	15.598
Commerce de matériaux de construction, de verre à vitres et d'appareils sanitaires	5908	67.638	70.716	74.410	76.790	76.972
Commerce de matériel agricole	5909	32.671	32.938	33.872	34.062	33.192
Commerce d'équipement et de fournitures pour l'industrie	5910	61.337	62.197	67.103	72.206	76.569
Commerce de matériel et mobilier de bureaux	5911	39.509	44.064	47.513	49.944	52.480
Commerce de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	5912	15.888	17.577	17.416	18.377	18.532
Commerce de fournitures diverses pour les utilisateurs professionnels du commerce et des services	5913	29.748	31.642	33.640	36.193	38.288
Commerce de papiers et cartons en l'état	5914	7.674	7.874	7.779	7.812	7.987
INTERMEDIAIRES DU COMMERCE	**60**	**66.065**	**66.768**	**67.167**	**67.802**	**69.072**
Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et demi-produits	6001	1.936	1.936	1.923	2.146	2.308
Intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques pour l'industrie	6002	2.877	2.505	2.319	2.348	2.475
Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction	6003	1.238	1.195	1.328	1.498	1.499
Intermédiaires du commerce en machines, matériel et véhicules	6004	4.268	4.045	3.829	4.034	4.159
Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménages et quincaillerie	6005	1.284	1.405	1.434	1.548	1.535
Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	6006	2.572	2.597	2.513	2.462	2.430
Intermédiaires du commerce spécialisés en produits alimentaires	6007	8.484	8.395	7.806	7.907	7.198
Centrales d'achats en produits alimentaires	6008	8.777	8.074	9.546	10.032	10.260
Intermédiaires du commerce spécialisés en produits non désignés ailleurs	6009	15.878	16.428	16.896	17.260	17.788
Intermédiaires du commerce en produits divers (sans prédominance)	6010	15.247	15.191	15.434	14.471	15.018
Centrales d'achats en produits non alimentaires	6011	3.500	3.993	4.123	4.277	4.387
COMMERCE DE DETAIL ALIMENTAIRE (2)	**61, 62**	**525.733**	**529.961**	**539.880**	**552.555**	**559.207**
Commerce de détail d'alimentation générale	6101 à 6222	390.780	397.893	409.697	423.401	432.812
Coopératives alimentaires d'entreprise ou d'administration	6230	2.445	2.313	2.330	2.248	2.063
Commerce de détail de fruits et légumes	6241	11.561	11.262	11.197	11.500	11.553
Commerce de détail de produits laitiers	6242	6.000	5.534	5.034	4.535	4.317
Commerce de détail des viandes	6243	86.510	83.543	80.533	77.111	73.899

N.B— Voir notes en fin de tableau

TABLEAU M.01-3 (suite et fin)

Nombre de salariés des établissements du commerce

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC — *Unité :* Salarié

Activité économique	Numéro de la NAP (1)	1986	1987	*r* 1988	*p* 1989	*p* 1990
Commerce de détail de poissons et coquillages	6244	8.848	8.650	8.473	8.614	8.419
Commerce de détail de vins et boissons	6245	5.336	5.064	5.553	5.913	5.813
Commerce de détail de confiserie et commerces de détail alimentaires divers	6246	14.239	15.687	17.050	19.231	20.324
COMMERCE DE DETAIL NON ALIMENTAIRE NON SPECIALISE	**63**	**74.936**	**73.672**	**73.021**	**74.468**	**74.535**
Grands magasins	6301	39.851	38.006	35.983	36.306	35.897
Autres grandes surfaces non spécialisées non alimentaires	6302	6.454	5.807	5.411	5.218	4.702
Grandes surfaces semi-spécialisées non alimentaires	6303	6.040	6.085	6.563	7.053	7.733
Entreprises de vente par correspondance à assortiment général	6304	17.739	17.869	18.572	18.234	17.667
Autres commerces non alimentaires non spécialisés	6305	4.852	5.905	6.492	7.657	8.536
COMMERCE DE DETAIL NON ALIMENTAIRE SPECIALISE	**64**	**634.572**	**651.275**	**660.251**	**681.773**	**688.197**
Commerce de détail de l'habillement	6411	133.124	134.334	134.372	137.636	138.424
Commerce de détail de la chaussure	6412	34.847	34.961	34.086	33.711	33.438
Commerce de détail de la maroquinerie et des articles de voyage	6413	6.220	6.292	6.202	6.595	6.624
Commerce de détail des textiles pour la maison	6414	11.788	12.838	13.066	13.192	13.247
Commerce de détail du meuble	6421	45.547	48.242	49.848	52.372	51.442
Commerce de détail de quincaillerie et d'appareils ménagers	6422	37.176	38.821	39.707	41.209	42.092
Commerce de détail de la droguerie, couleurs, vernis	6423	16.079	15.299	14.946	15.130	14.673
Commerce de détail de matériel électrique, radioélectrique et électro-ménager	6424	47.850	51.560	53.786	55.089	55.712
Autres commerces de détail de l'équipement du foyer	6425	19.910	20.701	21.873	23.919	24.408
Pharmacies	6430	90.813	93.539	95.276	97.326	97.704
Commerce de détail d'articles médicaux et de produits de beauté	6440	19.713	20.426	20.313	21.066	21.211
Commerce de détail et réparation de motocycles, cycles et véhicules divers	6441	9.880	9.998	10.193	10.878	11.183
Commerce de détail des charbons et combustibles	6442	14.612	14.192	13.462	12.906	11.862
Commerce de détail de livres, papeterie et fournitures de bureau	6443	44.702	45.398	45.289	46.662	46.327
Commerce de détail d'optique (médicale et non médicale) et de photographie	6444	16.860	17.033	17.600	18.503	19.797
Commerce de détail de l'horlogerie-bijouterie	6445	17.858	17.760	17.611	17.913	18.171
Commerce de détail de fleurs, graines et petits animaux d'agrément	6446	17.796	18.323	19.409	21.233	22.050
Commerce de détail d'articles de sport et de campement	6447	17.446	18.252	19.226	20.156	21.996
Commerce de détail du tabac	6448	3.389	3.268	3.143	3.080	3.053
Commerce de détail divers	6449	28.955	30.032	30.840	33.197	35.082

(1) L'activité économique de certains établissements n'a pu être renseignée que dans la nomenclature regroupée à 2 chiffres. Ceci explique que la somme des effectifs des postes détaillés soit parfois inférieure aux effectifs des postes regroupés correspondants.
(2) Certaines anomalies ont conduit à regrouper les classes 61 «Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface» et 62 «Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé»et, dans ces classes, les postes 6101 à détail d'alimentation générale».

TABLEAU M.01-4

Chiffres d'affaires du commerce (1)

Evaluations de base 1980

Source : INSEE (CCCN) — *Unité :* Million de francs

Forme de commerce	Numéro de nomenclature (NAP)	*r* 1986	*r* 1987	(2) 1988	(2) 1989	(2) 1989
Commerce de gros alimentaire	57	789.829	787.187	820.497	883.369	900.158
Commerce de gros non alimentaire	58	365.974	389.827	422.795	454.104	477.475
Commerce de gros interindustriel	59	590.619	610.260	672.652	738.963	767.552
Total du commerce de gros		**1.746.422**	**1.787.274**	**1.915.944**	**2.076.436**	**2.145.185**
Commerce de détail d'alimentation générale	61 et 6211 à 6230	472.113	511.707	549.690	597.687	642.414
Commerce de détail d'alimentation spécialisée	6241 à 6246	133.552	132.630	130.839	129.949	132.884
Commerce de détail non alimentaire non spécialisé	63	52.394	55.485	57.550	60.324	63.078
Commerce de détail non alimentaire spécialisé	64	503.330	527.241	555.956	590.101	623.750
Total du commerce de détail		**1.161.389**	**1.227.063**	**1.294.035**	**1.378.061**	**1.462.126**

(1) Chiffres d'affaires hors taxes des sociétés et entreprises individuelles.
(2) Ces données sont susceptibles de révision.

TABLEAU M.01-5

Répartition des achats des ménages entre le commerce de détail et les opérateurs non détaillants

Année 1990

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

Produits distribués \ Secteur d'activité	Total commerce de détail	Boulangerie-pâtisserie	Commerces de gros et intermédiaires du commerce	Prestataires de services : Commerces de l'automobile	Prestataires de services : Autres prestataires de services	Ventes directes des producteurs	Total des ventes	Correction pour biens existants	Consommation intermédiaire	Consommation commercialisable (1)
Pain, pâtisserie fraîche	9.019	43.018	157	—	70	120	52.384	—	2.526	49.860
Boissons	85.124	188	2.662	31	299	7.405	95.710	—	705	95.004
Epicerie, produits agricoles divers	137.092	6.497	2.534	463	714	675	147.975	—	2.037	145.940
Fruits et légumes frais	74.147	212	702	—	174	2.210	77.444	—	607	76.839
Crémerie et autres produits laitiers	106.529	841	1.897	—	342	5.522	115.130	—	1.445	113.683
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	182.973	273	3.491	—	329	11.144	198.208	—	3.198	195.009
Poissons, crustacés, coquillages	20.126	109	—	—	42	254	20.530	—	—	20.529
Total alimentaire	**615.010**	**51.138**	**11.443**	**494**	**1.970**	**27.330**	**707.381**	**—**	**10.518**	**696.864**
Produits pétroliers raffinés	80.345	34	4.310	90.755	744	18.077	194.265	—	19.065	175.204
Produits combustibles non pétroliers	2.528	—	—	226	—	154	2.908	—	—	2.910
Pneumatiques	3.101	—	—	6.240	—	977	10.317	—	2.701	7.616
Pièces détachées automobiles	12.201	—	—	67.214	97	8.462	87.975	—	15.259	72.717
Total énergie et produits automobiles	**98.175**	**34**	**4.310**	**164.435**	**841**	**27.670**	**295.465**	**—**	**37.025**	**258.447**
Habillement	179.869	56	6.476	—	96	13.954	200.449	—	440	200.010
Chaussures	41.366	—	187	228	85	3.063	44.931	—	—	44.932
Maroquinerie	10.793	—	64	—	—	241	11.096	—	—	11.096
Textiles pour la confection et pour la maison	24.057	—	1.689	—	—	447	26.192	—	—	26.191
Total équipement de la personne	**256.085**	**56**	**8.416**	**228**	**181**	**17.705**	**282.668**	**—**	**440**	**282.229**
Meubles	67.790	—	134	—	—	6.826	74.750	—	—	74.750
Quincaillerie	42.084	—	95	176	33	492	42.881	—	5.421	37.464
Droguerie	44.512	63	288	—	51	2.368	47.283	—	1.810	45.473
Matériel électroménager	103.924	—	1.624	472	447	3.804	110.271	—	450	109.821
Autres produits de l'équipement du foyer	30.832	—	151	—	—	1.066	32.046	16.952	2.697	12.395
Total équipement du foyer	**289.142**	**63**	**2.292**	**648**	**531**	**14.556**	**307.231**	**16.952**	**10.378**	**279.903**
Produits pharmaceutiques	**96.636**	**—**	**—**	**—**	**853**	**—**	**97.489**	**—**	**—**	**97.489**
Cycles, motocycles et accessoires	10.317	—	—	—	—	68	10.385	—	—	10.386
Parfumerie et articles médicaux	41.741	—	114	—	27	3.504	45.383	—	147	45.237
Produits de la librairie	58.651	58	4.897	—	897	3.073	67.577	—	—	67.577
Optique-Photographie	18.224	—	20	206	846	325	19.622	—	—	19.623
Articles de sport	13.378	—	84	529	18	1.032	15.040	—	—	15.040
Total hygiène, culture, loisir, sport	**142.311**	**58**	**5.115**	**735**	**1.788**	**8.002**	**158.007**	**—**	**147**	**157.863**
Tabac et allumettes	24.263	163	—	—	19.117	352	43.897	—	—	43.897
Produits de l'horlogerie-bijouterie	26.469	—	463	375	36	1.390	28.734	—	—	28.734
Plantes, fleurs et graines	19.521	66	1.302	—	82	3.205	24.177	—	—	24.175
Autres produits divers	40.638	13	66	20	156	912	41.803	—	—	41.801
Total produits divers	**110.891**	**242**	**1.831**	**395**	**19.391**	**5.859**	**138.611**	**—**	**—**	**138.607**
Total non alimentaire	**993.240**	**453**	**21.964**	**166.441**	**23.585**	**73.792**	**1.279.471**	**16.952**	**47.990**	**1.214.538**
Total alimentaire et non alimentaire TTC (2)	**1.608.250**	**51.591**	**33.407**	**166.935**	**25.555**	**101.122**	**1.986.852**	**16.952**	**58.508**	**1.911.402**

(1) Produits susceptibles d'être achetés par les ménages auprès des commerçants.
(2) TTC : toutes taxes comprises.

TABLEAU M.01-6

Ventes (TTC) du commerce de détail alimentaire

Année 1990

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Secteur d'activité / Produits distribués	Commerce d'alimentation générale					Détail alimentaire spécialisé							
	Total des hypermarchés	Total des supermarchés	Total des magasins populaires	Total des supérettes, mini-libre-services et magasins traditionnels	Total de l'alimentation générale	Fruits et légumes	Produits laitiers	Poissons	Vins et boissons	Confiserie et autres	Total alimentaire spécialisé	Boucheries Charcuteries	Total détail alimentaire
Pain, pâtisserie fraîche	4.141	2.405	279	1.330	8.155	13	4	—	—	773	790	16	8.961
Boissons	27.416	29.615	1.967	16.179	75.177	144	100	—	8.537	240	9.021	96	84.294
Epicerie, produits agricoles divers	44.881	44.142	3.337	24.999	117.359	254	211	—	207	12.267	12.939	2.242	132.540
Fruits et légumes frais	21.462	22.684	1.840	11.355	57.341	15.825	90	96	—	112	16.123	94	73.558
Crémerie et autres produits frais	33.591	38.202	3.559	19.467	94.819	440	7.768	30	71	1.569	9.878	815	105.512
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	47.583	46.764	5.355	11.027	110.729	74	292	26	—	—	392	70.464	181.585
Poissons, crustacés, coquillages	4.318	3.739	313	1.436	9.806	241	—	9.930	—	20	10.191	37	20.034
Total alimentaire	**183.392**	**187.551**	**16.650**	**85.793**	**473.386**	**16.991**	**8.465**	**10.082**	**8.815**	**14.981**	**59.334**	**73.764**	**606.484**
Produits pétroliers raffinés	33.724	17.670	149	812	52.365	—	—	—	174	—	174	—	52.529
Produits combustibles non pétroliers	12	—	—	282	294	—	—	—	—	—	—	—	294
Pneumatiques	2.712	83	—	—	2.795	—	—	—	—	—	—	—	2.795
Pièces détachées automobiles	11.619	261	—	—	11.880	—	—	—	—	—	—	—	11.880
Total énergie et produits automobiles	**48.067**	**18.014**	**149**	**1.094**	**67.324**	**—**	**—**	**—**	**174**	**—**	**174**	**—**	**67.498**
Habillement	20.323	5.108	2.994	599	29.024	—	—	—	—	—	—	—	29.024
Chaussures	4.654	1.213	733	216	6.816	—	—	—	—	—	—	—	6.816
Maroquinerie	1.382	232	212	—	1.826	—	—	—	—	—	—	—	1.826
Textiles pour la confection et pour la maison	4.171	1.024	616	—	5.811	—	—	—	—	—	—	—	5.811
Total équipement de la personne	**30.530**	**7.577**	**4.555**	**815**	**43.477**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**43.477**
Meubles	6.763	105	211	—	7.079	—	—	—	—	—	—	—	7.079
Quincaillerie	2.014	1.889	224	843	4.970	—	—	—	—	34	34	—	5.004
Droguerie	8.754	8.303	359	6.222	23.638	—	—	—	—	—	—	52	23.690
Matériel électroménager	28.562	4.238	922	1.988	35.710	—	—	—	—	28	28	—	35.738
Autres produits de l'équipement du foyer	2.618	2.866	446	109	6.039	—	—	—	—	—	—	—	6.039
Total équipement du foyer	**48.711**	**17.401**	**2.162**	**9.162**	**77.436**	**—**	**—**	**—**	**—**	**62**	**62**	**52**	**77.550**
Produits pharmaceutiques	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
Cycles, motocycles et accessoires	581	61	—	—	642	—	—	—	—	—	—	—	642
Parfumerie et articles médicaux	6.109	258	1.611	114	8.092	—	—	24	72	—	96	—	8.188
Produits de la librairie	5.280	22	813	—	6.115	—	—	17	—	—	17	—	6.132
Optique-Photographie	739	—	—	—	739	—	—	—	—	—	—	—	739
Articles de sport	959	—	343	—	1.302	—	—	—	—	—	—	—	1.302
Total hygiène, culture, loisir, sport	**13.668**	**341**	**2.767**	**114**	**16.890**	**—**	**—**	**41**	**72**	**—**	**113**	**—**	**17.003**
Tabac et allumettes	—	—	—	421	421	—	—	—	210	—	210	—	631
Produits de l'horlogerie-bijouterie	4.252	226	1.072	—	5.550	—	—	—	—	—	—	—	5.550
Plantes, fleurs et graines	217	19	71	—	307	37	—	—	—	197	234	—	541
Autres produits divers	2.854	144	331	42	3.371	—	—	—	—	50	50	—	3.421
Total produits divers	**7.323**	**389**	**1.474**	**463**	**9.649**	**37**	**—**	**—**	**210**	**247**	**494**	**—**	**10.143**
Total non alimentaire	**148.299**	**43.722**	**11.107**	**11.648**	**214.776**	**37**	**—**	**—**	**456**	**309**	**843**	**52**	**215.671**
Total alimentaire et non alimentaire	**331.691**	**231.273**	**27.757**	**97.441**	**688.162**	**17.028**	**8.465**	**11.073**	**9.271**	**15.290**	**60.177**	**73.816**	**822.155**
Démarque inconnue	— 3.897	— 3.766	— 562	— 1.776	— 10.001	— 129	— 70	— 85	— 81	— 117	— 476	— 569	— 11.046
Autres activités	14.195	12.449	942	3.671	31.257	390	803	368	1.509	604	3.639	2.838	37.734
Chiffres d'affaires	341.989	239.956	28.137	99.336	709.418	17.289	9.198	11.356	10.699	15.777	63.340	76.085	848.843

TABLEAU M.01-7

Ventes (TTC) du commerce de détail non alimentaire

Année 1990

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

Secteur d'activité / Produits distribués	Détail non alimentaire non spécialisé				Détail non alimentaire spécialisé							
	Grands magasins	Vente par correspondance	Autres non alimentaires non spécialisés	**Total non alimentaire non spécialisé**	Equipement de la personne	Equipement du foyer	Pharmacies	Hygiène, loisirs, culture et sport	Bureaux de tabac	Autres commerces de produits divers	**Total non alimentaire spécialisé**	**Total détail non alimentaire**
Pain, pâtisserie fraîche	58	—	—	**58**	—	—	—	—	—	—	—	**58**
Boissons	492	84	18	**594**	—	—	—	—	23	213	**236**	**830**
Epicerie, produits agricoles divers	1.004	30	158	**1.192**	—	31	1.789	174	278	1.108	**3.360**	**4.552**
Fruits et légumes frais	589	—	—	**589**	—	—	—	—	—	—	—	**589**
Crémerie et autres produits laitiers	992	—	25	**1.017**	—	—	—	—	—	è	—	**1.017**
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	1.373	—	15	**1.388**	—	—	—	—	—	—	—	**1.388**
Poissons, crustacés, coquillages	92	—	—	**92**	—	—	—	—	—	—	—	**92**
Total alimentaire	**4.600**	**114**	**216**	**4.930**	**—**	**31**	**1.789**	**174**	**301**	**1.321**	**3.596**	**8.526**
Produits pétroliers raffinés	—	—	451	**451**	—	1.021	—	2.716	40	23.588	**27.365**	**27.816**
Produits combustibles non pétroliers	—	—	50	**50**	—	75	—	24	—	2.085	**2.184**	**2.234**
Pneumatiques	275	—	—	**275**	—	—	—	31	—	—	**31**	**306**
Pièces détachées automobiles	—	141	—	**141**	—	—	—	180	—	—	**180**	**321**
Total énergie et produits automobiles	**275**	**141**	**501**	**917**	**—**	**1.096**	**—**	**2.951**	**40**	**25.673**	**29.760**	**30.677**
Habillement	8.825	8.673	1.360	**18.858**	125.285	188	—	5.664	15	835	**131.987**	**150.845**
Chaussures	455	467	170	**1.092**	28.745	—	—	4.477	—	236	**33.458**	**34.550**
Maroquinerie	438	326	96	**860**	7.836	101	—	51	—	119	**8.107**	**8.967**
Textiles pour la maison et la confection	1.286	2.657	1.097	**5.040**	10.537	1.860	763	—	—	46	**13.206**	**18.246**
Total équipement de la personne	**11.004**	**12.123**	**2.723**	**25.850**	**172.403**	**2.149**	**763**	**10.192**	**15**	**1.236**	**186.758**	**212.608**
Meubles	2.637	3.733	645	**7.015**	493	52.738	—	—	—	465	**53.696**	**60.711**
Quincaillerie	964	338	1.582	**2.884**	18	32.836	—	281	—	1.061	**34.196**	**37.080**
Droguerie	378	153	2.642	**3.173**	449	16.587	—	61	—	552	**17.649**	**20.822**
Matériel électroménager	2.668	2.093	718	**5.479**	56	60.855	—	1.668	31	97	**62.707**	**68.186**
Autres produits de l'équipement du foyer	387	69	407	**863**	47	23.622	—	—	—	261	**23.930**	**24.793**
Total équipement du foyer	**7.034**	**6.386**	**5.994**	**19.414**	**1.063**	**186.638**	**—**	**2.110**	**31**	**2.436**	**192.178**	**211.592**
Produits pharmaceutiques	—	—	—	—	—	—	96.636	—	—	—	**96.636**	**96.636**
Cycles, motocycles et accessoires	79	48	—	**127**	—	—	—	9.548	—	—	**9.548**	**9.675**
Articles médicaux et parfumerie	3.537	44	292	**3.873**	340	270	11.150	17.333	38	549	**29.680**	**33.553**
Produits de la librairie	1.879	78	143	**2.100**	36	84	—	47.500	2.195	604	**50.419**	**52.519**
Optique-photographie	708	134	171	**1.013**	—	147	49	16.124	—	152	**16.472**	**17.485**
Articles de sport	408	82	144	**634**	215	18	—	10.797	—	412	**11.442**	**12.076**
Total hygiène, culture, loisir, sport	**6.611**	**386**	**750**	**7.747**	**591**	**519**	**11.199**	**101.302**	**2.233**	**1.717**	**117.261**	**125.308**
Tabac et allumettes	—	—	—	—	—	—	—	6.250	16.110	1.272	**23.632**	**23.632**
Produits de l'horlogerie-bijouterie	1.302	159	36	**1.497**	282	146	—	500	117	18.477	**19.422**	**20.919**
Plantes, fleurs et graines	101	41	143	**285**	—	105	—	37	—	18.553	**18.695**	**18.980**
Autres produits divers	1.076	1.013	1.107	**3.196**	805	778	—	2.706	1.494	28.238	**34.021**	**37.217**
Total produits divers	**2.479**	**1.213**	**1.286**	**4.978**	**1.087**	**1.029**	**—**	**9.393**	**17.721**	**66.540**	**95.770**	**100.748**
Total non alimentaire	**27.403**	**20.249**	**11.254**	**58.906**	**175.144**	**191.431**	**108.598**	**125.848**	**20.040**	**97.602**	**718.663**	**777.569**
Total alimentaire et non alimentaire	**32.003**	**20.363**	**11.470**	**63.836**	**175.144**	**191.462**	**110.367**	**126.022**	**20.341**	**98.923**	**722.259**	**786.095**
Chiffre d'affaires toutes activités réunies (TTC)	**33.547**	**20.778**	**11.657**	**65.982**	**176.169**	**201.851**	**108.712**	**112.006**	**7.351**	**103.002**	**709.091**	**775.073**

TABLEAU M.01-8

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise

Année 1989

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAP	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel (1)				
Commerce de gros alimentaire	**57**	**28.771**	**264.120**	**245.021**	**21.794**	**772.325**	**60.420**	**14,0**	**9.326**
Commerce de gros de matières premières agricoles	5701	4.337	52.953	50.311	4.120	255.633	12.210	9,2	3.952
Commerce de gros des bestiaux	5702	5.258	14.711	9.498	2.253	68.990	2.819	7,6	484
Commerce de gros de fruits et légumes	5703	4.515	46.411	44.009	5.059	75.320	9.324	20,2	1.357
Commerce de gros de viandes sans abattage	5704	1.994	18.760	17.636	1.232	48.521	4.083	15,4	314
Commerce de gros de produits laitiers	5705	1.872	18.554	17.359	1.078	51.737	3.367	12,3	403
Commerce de gros de volailles et de gibiers	5706	501	3.238	2.989	497	6.212	572	14,3	50
Commerce de gros de poissons	5707	1.416	11.127	10.353	790	22.777	2.283	17,4	209
Commerce de gros de vins, spiritueux, liqueurs	5708	3.725	29.343	26.806	2.161	55.617	9.574	30,3	920
Commerce de gros d'autres boissons	5709	1.283	13.411	12.577	707	21.342	3.618	24,5	334
Commerce de gros d'épicerie	5710	937	25.926	25.340	1.525	71.175	5.855	14,9	721
Commerce de gros spécialisés de produits alimentaires divers	5711	2.933	29.686	28.143	2.372	95.000	6.716	12,8	583
Commerce de gros non alimentaire	**58**	**27.424**	**282.941**	**272.025**	**19.114**	**449.445**	**73.684**	**26,0**	**5.346**
Commerce de gros d'accessoires automobiles et de matériel de garage	5801	1.777	26.082	25.462	1.236	25.184	5.474	29,9	370
Commerce de gros de pneumatiques cycles et motocycles	5802	611	8.759	8.561	431	14.615	2.043	21,3	193
Commerce de gros de quincaillerie et d'appareils ménagers	5803	1.227	20.781	20.405	916	23.427	5.140	31,4	337
Commerce de gros de matériel électrique et électronique	5804	4.622	65.389	63.992	2.876	118.234	19.471	24,7	1.415
Commerce de gros des textiles	5805	1.434	10.273	9.968	791	17.416	3.135	29,2	117
Commerce de gros de l'habillement, des chaussures et de la maroquinerie	5806	5.327	32.395	29.953	2.812	54.006	8.554	30,1	715
Commerce de gros de produits pharmaceutiques	5807	202	20.824	20.767	2.613	65.468	4.590	9,4	527
Commerce de gros de parfumerie, produits de beauté	5808	692	6.989	6.628	1.844	9.742	2.043	42,7	100
Commerce de gros de droguerie, de produits d'entretien	5809	2.094	24.260	23.592	1.236	27.381	5.967	35,1	466
Commerce de gros de céramiques et verrerie	5810	330	5.135	5.044	246	7.285	1.355	27,4	125
Commerce de gros de jouets, papeteries et articles de fumeurs	5811	2.512	25.181	23.982	1.383	30.752	6.805	33,8	377
Commerce de gros divers	5812	6.596	36.873	33.671	2.730	55.937	9.107	28,4	604
Commerce de gros interindustriel	**59**	**34.039**	**405.698**	**393.061**	**20.798**	**728.386**	**114.859**	**21,5**	**13.168**
Commerce des textiles bruts	5901	370	2.488	2.351	260	6.927	403	18,4	25
Commerce de gros de cuirs et peaux	5902	326	1.883	1.785	266	5.355	503	18,2	21
Commerce de gros de charbon, minerais et minéraux	5903	81	968	956	75	2.972	243	13,1	22
Commerce de gros de produits pétroliers	5904	825	21.753	21.482	856	130.978	7.659	9,2	1.159
Commerce de métaux	5905	909	25.568	25.355	604	70.347	8.457	16,4	728
Commerce de produits chimiques industriels	5906	1.151	17.948	17.503	655	55.715	6.836	17,9	682
Commerce du bois	5907	1.267	13.617	13.231	775	24.424	3.406	22,3	339
Commerce de matériaux de construction, de verre à vitres et d'appareils sanitaires	5908	5.773	72.789	70.884	3.889	98.558	17.383	25,4	2.339
Commerce de matériel agricole	5909	4.555	39.842	36.768	3.196	51.072	8.427	20,9	484
Commerce d'équipements et de fournitures pour l'industrie	5910	6.109	70.052	68.482	3.663	94.126	21.387	31,6	1.367
Commerce de matériel et mobilier de bureaux	5911	5.651	76.001	73.908	2.620	98.189	23.072	26,9	4.114
Commerce de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	5912	1.211	14.152	13.796	602	24.051	4.308	21,4	616
Commerce de fournitures diverses pour les utilisateurs professionnels du commerce et des services	5913	4.761	39.243	37.672	2.716	41.316	9.924	34,8	877
Commerce de papiers et cartons en l'état	5914	1.050	9.394	8.888	621	24.359	2.853	19,4	395

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.

TABLEAU M.01-9

Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise

Année 1989

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAP	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffres d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel (1)				
Commerce de détail d'alimentation générale		**32.903**	**442.881**	**408.961**	**113.296**	**569.714**	**69.308**	**17,1**	**12.111**
Exploitation de supermarchés	6101	3.954	158.877	158.063	36.659	214.359	23.700	15,7	4.032
Exploitation de magasins populaires	6102	161	22.939	22.904	5.313	22.165	3.411	21,6	605
Exploitation d'hypermarchés	6103	330	190.223	190.204	61.240	281.902	34.374	17,0	6.540
Alimentation générale indépendante	6211	25.087	46.217	16.100	5.671	28.795	4.862	23,6	429
Exploitation de supérettes indépendantes	6212	3.265	20.317	17.392	3.997	18.699	2.392	19,3	394
Alimentation générale succursaliste	6221	13	3.472	3.469	163	3.207	494	26,2	82
Exploitation de supérettes succursalistes	6222	5	527	525	205	254	50	26,5	27
Coopératives alimentaires d'entreprises	6230	88	309	304	48	333	25	9,8	2
Commerce de détail alimentaire spécialisé		**87.042**	**230.295**	**129.960**	**42.174**	**116.214**	**28.273**	**32,2**	**3.386**
Fruits et légumes	6241	14.217	28.524	11.510	3.609	15.424	3.283	29,0	333
Produits laitiers	6242	4.305	8.968	4.372	1.299	6.285	1.164	25,7	69
Viandes	6243	41.963	125.023	73.900	28.018	59.714	15.404	30,8	1.568
Poissons et coquillages	6244	5.835	15.099	8.448	2.597	8.395	1.897	33,2	318
Vins et boissons	6245	4.102	10.601	7.081	1.286	7.085	162	37,4	112
Confiserie, produits alimentaires divers	6246	16.620	42.040	24.649	5.365	19.312	4.863	37,8	986
Commerce de détail non alimentaire non spécialisé		**1.898**	**62.457**	**60.594**	**14.460**	**55.282**	**10.518**	**33,9**	**1.229**
Grands magasins	6301	36	34.483	34.483	10.187	24.245	5.517	33,3	756
Autres grandes surfaces non spécialisées	6302	187	2.849	2.778	255	2.408	476	32,8	51
Grandes surfaces semi-spécialisées	6303	269	8.709	8.536	1.208	8.421	1.610	28,0	209
Ventes par correspondance	6304	142	12.870	12.747	2.135	18.018	2.540	38,1	198
Autres commerces non spécialisés	6305	1.264	3.546	2.050	675	2.189	376	30,3	15
Commerce de détail habillement, textile, cuir		**94.944**	**278.822**	**193.636**	**53.335**	**144.363**	**35.968**	**39,7**	**4.220**
Habillement	6411	73.559	210.410	143.876	43.264	106.464	26.509	39,7	3.360
Chaussure	6412	9.398	36.673	28.592	5.113	21.820	4.883	37,4	425
Maroquinerie, articles de voyage	6413	4.162	9.679	6.001	1.690	5.221	1.603	45,3	134
Textile pour la maison	6414	7.825	22.060	15.167	3.268	10.859	2.973	42,0	301
Commerce de détail d'équipement du foyer		**52.507**	**240.235**	**195.106**	**48.016**	**160.253**	**35.419**	**35,1**	**4.397**
Meubles	6421	7.700	59.528	55.484	8.031	52.340	11.639	38,4	1.496
Quincaillerie, appareils ménagers	6422	8.820	61.440	54.449	15.762	37.891	8.597	32,9	1.152
Droguerie, produits d'entretien	6423	5.302	23.358	18.156	11.452	7.200	2.080	41,6	153
Matériel électrique électroménager, téléviseurs	6424	11.343	55.844	46.496	8.100	42.621	7.961	28,1	1.070
Autres commerces d'équipement	6425	19.342	40.065	20.521	4.671	20.202	5.143	42,7	527
Pharmacies		**22.223**	**125.426**	**99.112**	**41.917**	**92.275**	**27.472**	**34,1**	**1.705**
Pharmacies	6430	22.223	125.426	99.112	41.917	92.275	27.472	34,1	1.705
Commerce de détail d'hygiène, culture, loisir		**47.891**	**140.297**	**95.622**	**21.546**	**81.874**	**21.652**	**35,6**	**2.380**
Appareils médicaux, produits de beauté	6440	6.440	23.656	18.048	3.805	12.875	3.614	39,3	430
Motocycles, cycles	6441	6.999	17.356	10.165	2.089	14.538	2.403	21,5	332
Livres, papeterie	6443	22.207	54.894	32.944	8.438	26.130	7.605	36,4	519
Optique, photographie	6444	5.309	20.388	16.572	3.341	11.811	4.688	53,2	498
Articles de sport et de campement	6447	6.936	24.003	17.893	3.873	16.520	3.343	31,3	603
Commerce de détail spécialisé divers		**51.817**	**125.249**	**70.773**	**19.012**	**68.961**	**16.472**	**33,7**	**2.029**
Charbons et combustibles	6442	3.311	13.309	10.748	1.127	19.028	2.488	16,8	308
Horlogerie, bijouterie	6445	10.317	28.889	17.904	3.221	13.430	4.164	45,8	456
Fleurs, graines	6446	17.066	40.034	22.191	8.149	16.249	4.581	44,0	625
Tabac	6448	7.208	13.900	4.340	1.758	7.955	2.031	20,3	207
Autres commerces spécialisés, divers	6449	13.915	29.117	15.590	4.757	12.299	3.209	40,2	433

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.

Chapitre M.02

Services marchands rendus principalement aux entreprises

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de salariés des établissements de services rendus aux entreprises.
2. Nombre d'établissements employeurs de services rendus aux entreprises.
3. Nombre de créations d'entreprises de services rendus aux entreprises dans le fichier SIRENE.
4. Quelques indicateurs des entreprises de services rendus aux entreprises.
5. Effectifs et frais de personnel de la branche ingénierie, études et conseil.
6. Facturations de la branche études techniques.
7. Facturations de la branche études économiques et sociologiques.
8. Facturations des branches études informatiques et d'organisation et travaux à façon informatiques.
9. Investissements des secteurs du crédit-bail.
10. Investissements destinés au crédit-bail par secteur d'entreprises clientes.
11. Ventilation par nature des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail mobilier sur le marché intérieur.
12. Ventilation par nature des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail immobilier.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Services » de l'INSEE et le ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (SESSI).

1. MÉTHODOLOGIE

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services

Lancée par l'INSEE en 1982 (exercice 1981) sur un champ réduit, l'EAE dans les services a été étendue à 42 secteurs en 1983 (exercice 1982) et enfin à 67 secteurs à partir de 1989. Une partie de ces secteurs correspond au poste T33 « Services marchands rendus principalement aux entreprises » (traités dans ce chapitre) du regroupement au « niveau 40 » de la NAP (nomenclature d'activités et de produits); le reste des secteurs enquêtés concerne les services marchands à destination des ménages (objet du chapitre M.03 « services marchands à destination des ménages »).

Le terme de « services marchands rendus principalement aux entreprises » est entendu ici dans un sens restrictif, celui de la comptabilité nationale. Ce poste ne regroupe en effet que les classes 56, 76 à 80, 82 et 83 de la nomenclature d'activités et de produits (NAP), excluant de ce fait de nombreuses autres activités de services utilisés par les entreprises (commerce interindustriel, assurances, crédit,...).

Le champ de l'enquête est limité aux classes 56 et 77 à 80 (1).

Les activités reprises dans ce champ apparaissent nettement créatrices d'emplois, du fait notamment de la prise en compte de fonctions autrefois exercées à l'intérieur des établissements industriels (externalisation des services comptables, informatiques,...).

Ces activités sont d'autre part très hétérogènes : selon les secteurs, les emplois peuvent être très qualifiés (ingénierie), ou peu (gardiennage); la part prise par le travail à temps partiel est, elle aussi, très variable et il y a lieu d'en tenir compte pour apprécier la progression globale des emplois salariés.

L'enquête annuelle de branche « Ingénierie, études et conseil »

Cette enquête, réalisée par le SESSI (Service des statistiques industrielles, ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur) depuis l'année de constat 1981, concerne les entreprises exerçant à titre principal ou secondaire, l'une des activités suivantes :

7701. Études techniques (ingénierie et contrôle).

7702. Études économiques et sociologiques (y compris études de marché).

7703. Études informatiques et d'organisation (les cabinets de conseil, les études informatiques, les prestations intellectuelles informatiques).

7704. Travaux à façon informatiques (service de traitement).

Ces quatre branches constituent la partie essentielle de cette profession des services qui concourt à la production des investissement non matériels.

Il faut distinguer deux catégories d'entreprises :

— les entreprises exerçant à titre principal une activité d'ingénierie, d'études ou de conseil;

— les entreprises exerçant à titre secondaire une activité d'ingénierie, d'études ou de conseil.

Les entreprises retenues sont celles d'activité principale 7701, 7702, 7703 et 7704 ayant un effectif de 6 salariés ou plus, les entreprises industrielles ayant déclaré exercer une activité de services à titre secondaire, les entreprises non industrielles à partir de 1.000 salariés. Les résultats de chaque branche sont constitués par la sommation de ces trois catégories d'entreprises.

L'enquête annuelle « crédit-bail »

L'enquête « crédit-bail » est réalisée annuellement par l'INSEE depuis 1967.

La loi du 2 juillet 1966 a officialisé l'existence du crédit-bail et codifié l'exercice de son activité. Elle fait obligation aux entreprises de se faire inscrire sur la liste des banques ou de se faire enregistrer comme établissement financier par le Conseil national du crédit. Elle facilite le recours de ces entreprises au réescompte.

L'ordonnance du 28 septembre 1967 a adapté cette réglementation au crédit-bail immobilier et créé le statut des « sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie » (SICOMI). Cette ordonnance introduit la distinction entre « crédit-bail mobilier » et « crédit-bail immobilier », et accorde aux SICOMI un certain nombre d'avantages sur le plan fiscal (exonération partielle de l'impôt sur les sociétés, droits de mutation réduits,...).

En 1970, apparaît une nouvelle formule destinée à financer, par des opérations de crédit-bail, une partie des investissements des postes et télécommunications (P et T). La loi du 24 décembre 1969 et l'arrêté du 24 février 1970 créent le statut des « sociétés agréées pour le financement des télécommunications ». Ces sociétés concourent au financement des P et T dans le cadre de conventions signées avec l'administration des Postes et Télécommunications. L'originalité du statut réside dans la possibilité donnée aux « sociétés agréées » de financer les investissements destinés aux P et T par des contrats de crédit-bail mobilier et immobilier. Les sociétés ont par ailleurs, de même que les autres SICOMI, la possibilité de procéder à la location d'immeubles à usage industriel ou commercial non équipés, soit sous la forme de crédit-bail soit sous la forme de location ordinaire.

On a donc trois secteurs de financement, celui du crédit-bail mobilier (durée des contrats de trois à cinq ans), celui du crédit-bail immobilier (quinze ans) et celui du crédit-bail destiné aux P et T (de même quinze ans) et deux types d'opérations (crédit-bail mobilier et immobilier).

1. La recherche — services marchands (classe 83) et non marchands — fait l'objet du chapitre F.02 de cet annuaire.

2. DÉFINITIONS

Auxiliaire d'assurances (NAP 78)

Les auxiliaires d'assurances se chargent, soit de la représentation des compagnies d'assurances auprès des assurés (agents d'assurance), soit de la représentation des assurés auprès des compagnies d'assurances (courtiers en assurances).

Le crédit-bail

L'opération de crédit-bail permet aux entreprises désireuses d'avoir à leur disposition des biens d'équipement, sans immobiliser de fonds propres, de louer du matériel d'outillage, de transport ou des biens immobiliers à usage professionnel, auprès d'entreprises qui les ont achetés spécialement en vue de cette location et qui en demeurent propriétaires. Mais, à la différence d'une simple location, le crédit-bail donne au locataire la faculté d'acquérir tout ou partie des biens loués, à la fin du contrat dont la durée et les modalités sont fixées à l'avance. Le rachat du bien se fait moyennant un prix convenu qui tient compte des versements effectués au titre des loyers.

De même que le crédit-bail se distingue de la location, il se distingue de la location-vente car la promesse de vente est unilatérale. L'entreprise de crédit-bail s'engage à vendre le bien pour la valeur résiduelle en fin de contrat, mais rien n'oblige le locataire à lever cette option d'achat. Dans la pratique, on observe que dans la plupart des cas le bien est effectivement acheté en fin de contrat.

Le crédit-bail n'inclut pas les opérations de leasing par des organismes non agréés pour exercer le crédit-bail, ni les opérations de location financière.

Études, conseils et assistance (NAP 77)

Dans ce secteur, les activités, les qualifications, les évolutions sont très diverses, on distingue :

● Les activités d'ingénierie, ou, d'une façon plus large, d'aide à la conception et à la décision. Le niveau de qualification y est relevé. Dans ce groupe sont classés :

— les cabinets d'études techniques, dont le rôle consiste en la conception et la réalisation pour compte de tiers (allant parfois jusqu'à la livraison « clés en main ») de bâtiments, d'infrastructures ou d'usines. Les activités de contrôle et vérifications techniques, d'assistance technique (aide à la mise en œuvre de matériels complexes) relèvent également de cette activité;

— les cabinets d'études économiques et sociologiques, qui réalisent les enquêtes d'opinion, les études de marché et celles d'urbanisme;

— les cabinets d'organisation, dont le rôle consiste à aider les entreprises en matière de direction, d'organisation, de gestion. Les conseils en recrutement du personnel et les cabinets de formation du personnel des entreprises sont également classés dans cette rubrique;

— les services et les travaux à façon informatiques. Les services en informatique consistent en la livraison de logiciels spécifiques ou standard ou en la conception d'un système informatique. Les travaux à façon informatiques (saisie de données, location d'heures machines...,) excluant toute activité de conception, ne relèvent donc pas de l'ingénierie, mais les activités de travaux à façon sont tellement imbriquées avec celles de services informatiques qu'il vaux mieux les classer dans un même ensemble;

— les cabinets de conseils en information et en documentation, qui ont également un rôle d'aide à la décision. Leurs activités vont de la documentation (conseils, recherche, diffusion) aux relations publiques (notamment, organisation de congrès, foires, salons). Les banques de données (les serveurs) sont également classées dans cette activité.

● Les services connexes de la construction, qui comprennent les cabinets d'architectes et ceux de métreurs et de géomètres. Ces activités sont exercées pour l'essentiel sous la forme libérale. Les évolutions sont évidemment très dépendantes de celle du bâtiment et génie civil :

— les architectes et agréés en architecture ont essentiellement pour rôle la conception architecturale d'ouvrages de bâtiment. Outre la conception, ils peuvent également effectuer la maîtrise d'œuvre;

— les métreurs, et métreurs-vérificateurs, établissent des devis descriptifs d'ouvrages, mesurent ou vérifient l'avancement des travaux, effectuent le suivi des coûts réels des travaux;

— les géomètres effectuent les levés de terrains et d'ouvrages, établissent des cartes et plans à partir de ces levés.

● Les activités juridiques et comptables, qui regroupent les cabinets juridiques et offices publics et ministériels d'une part, les cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière de l'autre :

— les cabinets juridiques et offices publics et ministériels incluent de nombreuses professions, mais excluent celles qui relèvent de la magistrature. Ce groupe comprend les activités de conseil ou d'assistance en matière juridique : les avocats, avoués et agréés près les tribunaux de commerce, les syndics et administrateurs judiciaires, les conseils en propriété industrielle. Les officiers publics et ministériels incluent les notaires, les huissiers et les commissaires-priseurs;

— les cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière regroupent les activités des experts-comptables et comptables agréés et des conseils et analystes financiers.

● La publicité comprend les services des créateurs en publicité, des agences-conseils et les ventes d'espace de publicité.

Les régies publicitaires commercialisent, pour le compte des propriétaires de supports (journaux, cinémas, radios, télévisions, emplacements d'affichage,...) l'espace publicitaire. Certaines régies créent leur propre espace publicitaire (régies de journaux gratuits, régies de mobilier urbain). Les régies publicitaires vendent l'espace soit directement à l'annonceur, soit, cas le plus fréquent, aux agences-conseils qui l'achètent pour le compte de l'annonceur.

Les créateurs et intermédiaires en publicité regroupent les agences-conseils en publicité et les créateurs et producteurs publicitaires qui travaillent soit comme sous-traitants des agences-conseils, soit directement avec les annonceurs.

Les agences-conseils en publicité conçoivent et exécutent la campagne pour le compte de l'annonceur; selon le cas, elles exécutent directement ou sous-traitent les travaux de création ou de production publicitaires; enfin, elles achètent à la régie, pour le revendre à l'annonceur, l'espace ou le temps publicitaire.

Dans les intermédiaires en publicité sont également classés les établissements de distribution de prospectus et de promotion des ventes; ils emploient de nombreux salariés à temps (très) partiel.

● Les travaux à façon et les services divers rendus aux entreprises incluent de nombreuses activités :

— les travaux à façon divers, reprographie, dactylographie, secrétariat, traduction, ne comportent aucun apport de conception ou d'initiative particulière;

— les services divers rendus aux entreprises comprennent, outre les établissements de transports de fonds et de gardiennage, ceux d'assistance non spécialisée qui interviennent, pour le compte de tiers, dans tous les domaines des services et parfois même de la fabrication, et également les établissements d'activités auxiliaires réalisées pour le compte d'un groupe d'entreprises.

● Le travail temporaire.

● Les ordres et syndicats professionnels.

Holding (NAP 76)

Un holding gère les participations financières des entreprises d'un groupe (holding financier). D'autres, ou les mêmes, exercent un rôle de conseil et d'assistance vis-à-vis des entreprises du groupe auquelles elles appartiennent. Pour qu'il y ait holding, il faut qu'il existe un contrôle financier (par le biais de la gestion des participations financières) ou un contrôle de direction (par le biais des prestations de services incluant celles d'état-major). Si ce n'est pas le cas, l'activité relève des « Études, conseils et assistance ».

Location et crédit-bail mobiliers (NAP 80)

La « location et crédit-bail mobiliers » comprend les activités de location de longue ou de courte durée portant sur des biens d'équipement (à l'exclusion de véhicules industriels).

La mise à disposition d'un matériel avec le personnel de conduite nécessaire est interprétée comme un travail à façon et classée en conséquence en fonction de l'activité exercée (ainsi la location de véhicules particuliers avec chauffeur est assimilée à l'activité de taxi).

Les entreprises fabriquant puis louant des biens d'équipement (par exemple des ordinateurs) sont classées dans la rubrique de fabrication correspondante et non en location, bien que leurs recettes soient constituées de produits de location.

Le crédit-bail immobilier n'appartient pas au champ des « services marchands rendus principalement aux entreprises », tel qu'il est défini en comptabilité nationale. Il est traité dans ce chapitre en raison de l'importance que représentent, pour les entreprises, les investissements en crédit-bail.

Promotion et sociétés immobilières (NAP 79)

Les promoteurs et sociétés immobilières regroupent les promoteurs, les administrateurs de biens et les agents immobiliers. Les établissements de locations immobilières sont exclus de ce secteur.

● La promotion d'immeubles, d'infrastructures, de zones industrielles ou commerciales consiste à réunir des moyens techniques et financiers en vue de la réalisation d'un programme. Elle peut s'exercer sous deux formes :

— le promoteur agit en tant que prestataire de services et gère une société de construction-vente créée à l'occasion d'un programme. À l'achèvement du programme, la société disparaît ou se transforme en syndicat de copropriété (qui relève du service du logement et non de la promotion);

— le promoteur agit pour son propre compte, il achète le terrain, paie les travaux de construction puis revend le programme. Il agit en tant que commerçant.

● L'administration d'immeubles et d'infrastructures consiste à gérer, pour le compte des propriétaires, l'ensemble des services nécessaires au bon fonctionnement des biens gérés. L'administrateur est rémunéré par des honoraires. La gestion des infrastructures de transport (gares routières, aéroports, parkings) n'est pas classée ici, mais dans les services annexes de transports.

● Les agents immobiliers effectuent des transactions (achat, vente, location) sur des biens immobiliers ou des fonds de commerce. Ils agissent comme mandataires de leurs clients et sont rémunérés par des commissions.

Les marchands de biens achètent, en leur nom propre, des biens immobiliers, terrains..., en vue de les revendre en l'état, ou éventuellement après restauration.

Récupération (NAP 56)

Ce secteur regroupe les activités de collecte, démolition, préparation, triage de biens usagés métalliques ou non métalliques (papiers, textiles, plastique, verre,...), en vue de leur réutilisation comme matière première.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes

— UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

— INSEE.

— Ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (SESSI).

Publications :

« Les entreprises de location-promotion et les sociétés immobilières en 1987 », *INSEE-Résultats,* n° 25 (Système productif, novembre 1989).

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1987 (services) », *INSEE-Résultats,* n° 36 (Système productif, décembre 1989).

« Les services marchands rendus principalement aux entreprises 1970-1988 », *INSEE-Résultats,* n° 97 (Économie générale, septembre 1990).

« Les comptes de services en 1990 », *INSEE-Résultats,* nos 46-48 (Économie générale, décembre 1991).

Enquête annuelle d'entreprise (annuel), INSEE.

Enquête annuelle « Crédit-bail » (annuel), INSEE.

*
* *

TABLEAU M.02-1

Nombre de salariés des établissements de services rendus aux entreprises (1)

Effectif au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)

Activité économique	Numéro de NAP	1986	1987	1988	1989	*p* 1990
Récupération	**56**	**20.542**	**19.777**	**21.094**	**22.739**	**22.908**
Récupération de ferraille et vieux métaux non ferreux	5601	9.690	9.125	9.753	10.910	10.753
Récupération de produits divers	5602	10.842	10.647	11.341	11.829	12.155
Holdings	**76**	**10.417**	**12.540**	**16.280**	**20.031**	**22.464**
Holdings	7600	10.417	12.540	16.280	20.031	22.464
Activités d'études de conseil et d'assistance	**77**	**850.373**	**948.736**	**1.084.502**	**1.211.838**	**1.272.453**
Cabinets d'études techniques	7701	130.385	135.298	144.317	154.354	164.452
Cabinets d'études économiques et sociologiques	7702	17.748	19.439	20.937	23.200	24.799
Cabinets d'études informatiques et d'organisation	7703	70.577	83.613	99.383	118.815	132.563
Travaux à façon informatiques	7704	34.627	35.145	36.009	37.879	39.534
Cabinets d'architecte	7705	25.307	26.999	29.138	31.156	32.608
Cabinets de métreur et de géomètre	7706	12.196	12.414	12.791	13.215	13.455
Cabinets de conseils en information et documentation	7707	13.016	16.849	18.910	23.387	25.425
Cabinets juridiques et offices publics et ministériels	7708	87.787	90.875	94.167	97.528	100.655
Cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière	7709	91.883	93.864	96.371	100.614	104.344
Créateurs et intermédiaires en publicité	7710	52.320	59.350	64.054	68.477	70.993
Régies publicitaires	7711	21.090	22.696	25.671	27.004	29.359
Travaux à façon divers	7712	17.326	16.382	16.994	18.033	19.259
Prestation temporaire de personnel	7713	130.642	179.963	252.472	302.809	302.386
Services divers rendus aux entreprises	7714	124.745	135.416	152.941	174.748	192.256
Ordres et syndicats professionnels	7715	19.899	20.061	20.347	20.619	20.365
Auxiliaires financiers et d'assurances	**78**	**58.920**	**62.528**	**62.419**	**68.138**	**69.572**
Auxilaires financiers	7801	12.244	15.475	15.309	17.142	18.416
Auxiliaires d'assurances	7802	46.676	47.051	47.110	50.996	51.156
Promoteurs et sociétés immobilières	**79**	**134.286**	**138.272**	**144.579**	**150.852**	**156.749**
Promotion immobilière	7901	21.132	20.950	21.277	22.487	22.699
Promotion en infrastructure	7902	1.622	1.467	1.886	2.175	2.538
Supports juridiques de programme	7903	9.846	9.623	9.080	8.703	8.812
Administration d'immeubles	7904	55.961	55.495	55.521	56.938	57.903
Administration d'infrastructures	7905	5.901	5.978	7.089	5.759	6.010
Agences immobilières	7906	39.810	44.747	49.726	54.790	58.787
Location et crédit-bail mobiliers	**80**	**41.274**	**42.424**	**44.051**	**47.260**	**49.606**
Location de machines et équipements agricoles	8001	1.389	1.049	749	667	690
Location de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	8002	6.724	7.476	8.699	9.562	10.569
Location de matériel de bureau	8003	6.441	6.398	5.965	5.573	5.509
Location de voitures particulières	8004	7.775	8.306	8.621	9.643	10.190
Location de wagons	8005	1.095	822	824	1.359	1.232
Location de biens de consommation	8006	9.344	9.526	9.463	10.090	10.523
Crédit-bail mobilier	8007	2.329	2.589	3.303	3.384	3.340
Location d'autres biens d'équipement	8008	6.177	6.258	6.427	6.982	7.553

(1) La ventilation partielle des groupes d'activités (2 chiffres) en postes à 4 chiffres est due au fait que, pour un certain nombre d'établissements, le code APE complet (à 4 chiffres) n'a pu être déterminé.

TABLEAU M.02-2

Nombre d'établissements employeurs de services rendus aux entreprises (1)

Au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)

Activité économique	Numéro de NAP	1986	1987	1988	1989	*p* 1990
Récupération	**56**	**2.660**	**2.554**	**2.605**	**2.771**	**2.753**
Récupération de ferraille et vieux métaux non ferreux	5601	1.350	1.307	1.334	1.467	1.461
Récupération de produits divers	5602	1.306	1.247	1.271	1.304	1.291
Holdings	**76**	**715**	**930**	**1.278**	**1.783**	**2.374**
Holdings	7600	715	930	1.278	1.783	2.374
Activités d'études de conseil et d'assistance	**77**	**86.366**	**92.769**	**99.568**	**108.473**	**114.053**
Cabinets d'études techniques	7701	10.535	11.254	11.961	13.045	13.964
Cabinets d'études économiques et sociologiques	7702	1.587	1.719	1.877	2.092	2.220
Cabinets d'études informatiques et d'organisation	7703	6.315	7.479	8.743	10.354	11.406
Travaux à façon informatiques	7704	2.469	2.642	2.720	2.873	2.938
Cabinets d'architecte	7705	7.135	7.562	7.964	8.591	8.761
Cabinets de métreur et de géomètre	7706	2.509	2.535	2.552	2.591	2.562
Cabinets de conseils en information et documentation	7707	1.985	2.349	2.747	3.348	3.733
Cabinets juridiques et offices publics et ministériels	7708	16.902	17.272	17.610	17.951	18.026
Cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière	7709	11.500	11.764	12.066	12.616	12.946
Créateurs et intermédiaires en publicité	7710	5.374	5.891	6.413	7.023	7.187
Régies publicitaires	7711	1.281	1.404	1.505	1.637	1.667
Travaux à façon divers	7712	2.123	2.232	2.418	2.836	3.034
Prestation temporaire de personnel	7713	2.990	3.269	3.617	4.072	4.678
Services divers rendus aux entreprises	7714	10.290	11.995	13.935	16.040	17.541
Ordres et syndicats professionnels	7715	3.365	3.397	3.437	3.404	3.390
Auxiliaires financiers et d'assurances	**78**	**14.277**	**14.443**	**14.598**	**15.237**	**15.492**
Auxiliaires financiers	7801	900	1.014	1.160	1.463	1.750
Auxiliaires d'assurances	7802	13.377	13.429	13.437	13.774	13.740
Promoteurs et sociétés immobilières	**79**	**38.886**	**40.547**	**41.923**	**44.066**	**45.321**
Promotion immobilière	7901	4.783	4.917	5.029	5.242	5.345
Promotion en infrastructure	7902	235	238	260	303	341
Supports juridiques de programme	7903	2.240	2.224	2.178	2.188	2.131
Administration d'immeubles	7904	19.398	20.038	20.359	20.842	20.954
Administration d'infrastructures	7905	1.009	1.076	1.042	912	929
Agences immobilières	7906	11.210	12.054	13.055	14.579	15.621
Location et crédit-bail mobiliers	**80**	**3.692**	**3.908**	**4.265**	**4.748**	**4.999**
Location de machines et équipements agricoles	8001	125	91	71	77	82
Location de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	8002	754	834	930	1.078	1.204
Location de matériel de bureau	8003	135	129	140	144	139
Location de voitures particulières	8004	981	1.065	1.175	1.335	1.396
Location de wagons	8005	113	105	103	102	97
Location de biens de consommation	8006	803	841	914	981	1.014
Crédit-bail mobilier	8007	120	138	200	227	221
Location d'autres biens d'équipement	8008	661	705	732	804	846

(1) La ventilation partielle des groupes d'activités (2 chiffres) en poste à 4 chiffres est due au fait que, pour un certain nombre d'établissements, le code APE complet (à 4 chiffres) n'a pu être déterminé.

TABLEAU M.02-3

Nombre de créations d'entreprises de services rendus aux entreprises dans le fichier SIRENE (1)

Source : INSEE (SIRENE)

Activité économique	Numéro de NAP	1987	1988	1989	1990	1991
Récupération	**56**	**386**	**396**	**475**	**364**	**279**
Récupération de ferraille et vieux métaux non ferreux	5601	223	233	316	212	140
Récupération de produits divers	5602	163	163	159	152	139
Holdings	**76**	**963**	**1.647**	**2.340**	**3.150**	**3.064**
Holdings	7600	963	1.647	2.340	3.150	3.064
Activités d'études de conseil et d'assistance	**77**	**28.639**	**30.151**	**31.979**	**33.903**	**29.985**
Cabinets d'études techniques	7701	3.508	3.561	3.810	4.152	3.772
Cabinets d'études économiques et sociologiques	7702	819	842	933	1.026	920
Cabinets d'études informatiques et d'organisation	7703	3.746	4.148	5.183	5.456	5.084
Travaux à façon informatiques	7704	752	706	756	671	647
Cabinets d'architecte	7705	2.422	2.483	2.227	2.096	1.607
Cabinets de métreur et de géomètre	7706	284	284	262	213	183
Cabinets de conseils en information et documentation	7707	1.664	1.966	2.385	2.362	2.263
Cabinets juridiques et offices publics et ministériels	7708	1.983	2.007	2.083	3.069	1.971
Cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière	7709	1.251	1.350	1.369	1.428	1.201
Créateurs et intermédiaires en publicité	7710	2.916	3.052	2.483	2.550	2.336
Régies publicitaires	7711	773	755	955	949	861
Travaux à façon divers	7712	2.206	2.385	2.637	2.572	2.206
Prestation temporaire de personnel	7713	154	141	169	152	138
Services divers rendus aux entreprises	7714	6.155	6.463	6.718	7.202	6.796
Ordres et syndicats professionnels	7715	6	8	9	5	-
Auxiliaires financiers et d'assurances	**78**	**2.431**	**3.063**	**3.702**	**4.387**	**4.629**
Auxiliaires financiers	7801	561	955	1.833	2.340	2.576
Auxiliaires d'assurances	7802	1.870	2.108	1.869	2.047	2.053
Promoteurs et sociétés immobilières	**79**	**14.534**	**15.888**	**18.400**	19.629 **1.552**	**14.185**
Promotion immobilière	7901	1.022	1.027	1.390	211	1.194
Promotion en infrastructure	7902	153	214	205	6.383	222
Supports juridiques de programme	7903	6.231	6.545	6.529	1.928	4.492
Administration d'immeubles	7904	1.818	1.630	2.165	80	1.063
Administration d'infrastructures	7905	130	99	75	9.475	65
Agences immobilières	7906	5.180	6.373	8.036	2.131	7.149
Location et crédit-bail mobiliers	**80**	**2.268**	**2.222**	**2.152**	**2.131**	**2.005**
Location de machines et équipements agricoles	8001	434	356	266	346	289
Location de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	8002	180	225	265	238	223
Location de matériel de bureau	8003	19	26	20	22	9
Location de voiture particulière	8004	549	551	396	328	311
Location de wagons	8005	22	19	9	10	16
Location de biens de consommation	8006	649	614	620	703	789
Crédit-bail mobilier	8007	11	20	29	21	17
Location d'autres biens d'équipement	8008	404	411	547	463	351

(1) Création et non-« reprise ».

TABLEAU M.02-4

Quelques indicateurs des entreprises de services rendus aux entreprises

Année 1989

Source : INSEE (EAE services — Enquête crédit-bail) *Unité :* Million de francs

Activité économique	Numéro de la NAP	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12		Effectif non salarié au 31-12	Salaires bruts	Investissements	Ventes hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
			Total	dont à temps partiel					
Activités de récupération	**56**	**4.767**	**20.627**	**1.267**	**5.290**	**2.157**	**1.188**	**31.422**	**6.443**
Récupération de ferrailles et métaux non ferreux	5601	3.611	13.741	845	4.068	1.471	874	25.414	4.687
Récupération de produits divers	5602	1.156	6.886	422	1.222	686	314	6.008	1.756
Activités d'études, de conseil et d'assistance	**77**	**164.551**	**1.148.666**	**297.912**	**197.382**	**138.866**	**16.803**	**542.422**	**279.740**
Cabinets d'études techniques	7701	17.075	116.533	7.632	17.590	18.414	2.532	80.687	35.692
Cabinets d'études économiques et sociologiques	7702	2.693	23.606	14.920	2.644	1.927	220	6.562	3.596
Cabinets d'études informatiques et d'organisation	7703	21.172	125.304	8.647	21.325	21.487	3.102	71.670	39.504
Travaux à façon informatiques	7704	4.182	42.757	2.220	4.181	6.075	1.984	26.084	12.108
Cabinets d'architecte	7705	20.383	26.989	5.495	23.251	3.061	705	18.462	10.472
Cabinets de métreur et géomètre	7706	4.985	13.194	2.147	5.838	1.254	194	4.916	3.407
Cabinets de conseils en information et documentation	7707	5.127	17.457	4.422	5.281	2.262	483	13.222	4.797
Cabinets juridiques et offices publics et ministériels	7708	22.416	96.274	17.384	32.008	10.953	1.409	49.424	34.902
Cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière	7709	13.402	99.303	10.621	12.081	14.714	1.032	36.704	27.385
Créateurs et intermédiaires en publicité	7710	11.757	83.677	34.831	12.361	8.838	1.050	73.823	17.588
Régies publicitaires	7711	1.624	20.841	2.217	1.697	2.986	617	34.233	7.131
Travaux à façon divers	7712	10.336	17.009	1.769	10.773	1.874	437	9.066	4.701
Prestation temporaire de personnel	7713	867	283.569	152.645	752	25.665	317	43.294	40.352
Services divers rendus aux entreprises	7714	28.532	182.153	32.962	47.600	19.358	2.720	74.276	38.105
Auxilières d'assurances	**78**	**22.316**	**43.906**	**9.602**	**25.956**	**4.722**	**881**	**21.979**	**14.362**
Auxiliaires d'assurances	7802	22.316	43.906	9.602	25.956	4.722	881	21.979	14.362
Promotion et sociétés immobilières (1)	**79**	**37.294**	**99.054**	**12.689**	**40.014**	**14.140**	**13.457**	**153.992**	**50.759**
Promotion immobilière	7901	4.815	16.820	1.594	4.654	2.866	1.481	45.035	12.171
Promotion en infrastructure	7902	2.266	6.421	586	2.273	1.160	7.128	31.522	7.353
Administration d'immeubles	7904	3.961	25.797	3.324	3.722	3.365	1.979	11.203	6.556
Administration d'infrastructures	7905	626	5.781	634	448	789	560	5.192	2.335
Agences immobilières	7906	25.626	44.235	6.551	28.917	5.961	2.309	61.040	22.344
Location et crédit-bail mobiliers	**80**	**11.054**	**42.463**	**2.875**	**8.087**	**4.716**	**32.178**	**45.787**	**27.751**
Location de machines et équipements agricoles	8001	3.840	842	463	658	42	425	734	360
Location de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	8002	1.555	10.761	364	1.469	1.233	2.700	7.624	3.605
Location de matériel de bureau	8003	205	2.724	71	154	480	10.796	11.475	7.352
Location de voitures particulières	8004	974	7.719	467	923	874	12.720	11.273	7.912
Location de wagons	8005	177	465	78	112	92	689	1.822	610
Location de biens de consommation	8006	2.898	14.575	976	3.191	1.369	1.633	6.424	3.944
Location d'autres biens d'équipement	8008	1.405	5.377	456	1.580	626	3.215	6.435	3.967

(1) Sauf 7903, supports juridiques de programme.

TABLEAU M.02-5

Effectifs et frais de personnel de la branche ingénierie, études et conseil (1)

Source : Ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (SESSI) — *Unité :* Million de francs

	Etudes techniques		Etudes économiques et sociologiques		Etudes informatiques et d'organisation, travaux à façon inform.	
	NAP 7701		NAP 7702		NAP 7703-7704	
	1988	1989	1988	1989	1988	1989
Nombre de fractions d'entreprises	2.057	2.249	327	317	2.409	2.748
Effectifs :						
France	80.289	92.496	15.830	14.926	91.187	110.340
Etranger	1.451	1.628	—	—	328	369
Total personnel salarié	**81.740**	**94.124**	**15.830**	**14.926**	**91.515**	**110.709**
Personnel extérieur à l'entreprise	6.071	6.986	123	274	3.101	2.405
Rémunérations :						
France	13.685	16.396	1.232	1.361	15.803	20.379
Etranger	379	442	—	—	91	93
Total personnel salarié	**14.064**	**16.838**	**1.232**	**1.361**	**15.894**	**20.472**
Personnel extérieur à l'entreprise	1.317	1.555	18	44	651	709

(1) Le nombre des unités enquêtées varie d'une année à l'autre (créations, disparitions). Il y a lieu de tenir compte de cette variation dans l'observation de l'évolution des effectifs et de leur rémunération.

TABLEAU M.02-6

Facturations de la branche études techniques [NAP 7701] (1)

Source : Ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (SESSI) — *Unité :* Million de francs

	1988			1989		
	Etudes et prestations de services	Facturations totales	Dont exportation	Etudes et prestations de services	Facturations totales	Dont exportation
ENSEMBLE DE LA BRANCHE (2)						
Nombre de fractions d'entreprises	2.057	—	—	2.249	—	—
Ingénierie bâtiment	5.979	7.316	981	8.125	9.777	774
Ingénierie infrastructures	4.786	5.738	1.631	7.235	8.741	2.175
Ingénierie industrielle	19.364	26.737	7.604	22.482	34.595	12.999
Sous-total ingénierie	**30.129**	**39.791**	**10.216**	**37.842**	**53.113**	**15.948**
Autres études techniques	3.096	3.297	280	3.969	4.194	631
Contrôle, vérifications techniques spécialisés	5.376	5.443	554	7.795	7.934	741
Total	**38.601**	**48.531**	**11.050**	**49.606**	**65.231**	**17.320**
INGENIERIE PROFESSIONNELLE (3)						
Nombre de fractions d'entreprises	1.601	—	—	1.759	—	—
Ingénierie bâtiment	5.725	7.025	918	7.829	9.481	747
Ingénierie infrastructures	4.270	5.118	1.341	6.831	8.287	2.021
Ingénierie industrielle	15.234	22.009	6.243	18.115	27.906	9.608
Total ingénierie	**25.229**	**34.152**	**8.502**	**32.775**	**45.674**	**12.376**

(1) Le nombre des unités enquêtées varie d'une année à l'autre (créations, disparitions). Il y a lieu de tenir compte de cette variation dans l'observation de l'évolution des effectifs et de leur rémunération.
(2) La cohérence comptable n'est pas toujours assurée en raison d'arrondis effectués.
(3) L'ingénierie professionnelle comprend exclusivement les entreprises exerçant à titre principal l'activité d'ingénierie.

TABLEAU M.02-7

Facturations de la branche études économiques et sociologiques [NAP 7702] (1)

Source : Ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (SESSI) — *Unité :* Million de francs

	1988		1989	
	Facturations totales	Dont exportation	Facturations totales	Dont exportation
Nombre de fractions d'entreprises	327	///	317	///
Etudes sociologiques	402	23	342	21
Etudes de marché	2.065	184	2.495	161
Etudes économiques	883	256	969	244
Autres études	125	3	162	8
	280	32	209	21
Total	**3.755**	///	**4.177**	///

(1) Le nombre des unités enquêtées varie d'une année à l'autre (créations, disparitions). Il y a lieu de tenir compte de cette variation dans l'observation de l'évolution des effectifs et de leur rémunération.La cohérence comptable n'est pas toujours assurée en raison d'arrondis effectués.

TABLEAU M.02-8

Facturations des branches études informatiques et d'organisation (1) et travaux à façon informatiques (NAP 7703-7704)

Source : Ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (SESSI) — *Unité :* Million de francs

	1988			1989		
	Etudes et prestations de services	Facturations totales	Dont exportation	Etudes et prestations de services	Facturations totales	Dont exportation
Nombre de fractions d'entreprises	2.409	///	///	2.748	///	///
Etudes d'organisation, conseil	5.522	5.663	723	7.371	7.610	1.021
Etudes informatiques	28.742	32.055	2.984	36.751	41.517	2.766
Etudes informatiques et d'organisation (7703)	**34.264**	**37.718**	**3.707**	**44.122**	**49.127**	**3.787**
Travaux à façon informatiques (7704)	14.740	15.697	210	18.457	19.560	341
Total	**49.005**	**53.414**	**3.917**	**62.579**	**68.687**	**4.128**
dont : services informatiques	43.482	47.751	3.194	55.208	61.077	3.108

(1) Le nombre des unités enquêtées varie d'une année à l'autre (créations, disparitions). Il y a lieu de tenir compte de cette variation dans l'observation de l'évolution des effectifs et de leur rémunération.La cohérence comptable n'est pas toujours assurée en raison d'arrondis effectués.

TABLEAU M.02-9

Investissements des secteurs du crédit-bail

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail)

Unité : Million de francs

	1983	1984	1985	1986	1988
Crédit-bail mobilier :					
Investissements destinés au crédit-bail (1)	17.015	20.163	24.325	32.917	55.500
Crédit-bail immobilier :					
Investissements destinés au crédit-bail (1)	5.413	9.551	9.324	9.906	16.053
Sociétés agréées pour le financement des télécommunications :					
Investissements destinés au crédit-bail (1)	2.764	2.966	2.025	2.584	2.680

(1) Hors taxes déductibles.

TABLEAU M.02-10

Investissements (1) destinés au crédit-bail par secteur d'entreprises clientes

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail)

Unité : Million de francs

Secteurs clients (2)	N° NAP	1983	1984	1985	1986	(3) 1988
Crédit-bail mobilier						
Agriculture, sylviculture, pêche	U 01	701	1.090	1.265	1.405	3.386
Industries agricoles et alimentaires	U 02	788	882	843	1.192	2.276
Energie	U 03	145	116	238	159	222
Industrie des biens intermédiaires	U 04	1.539	1.746	2.055	3.376	6.105
Industrie des biens d'équipement	U 05	2.446	2.008	2.110	3.177	5.051
Industrie des biens de consommation courante	U 06	1.290	1.674	2.190	3.397	6.161
Industrie de mise en oeuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	U 07	1.023	1.126	1.483	2.144	4.052
Commerces	U 08	2.824	3.422	3.792	4.896	6.216
Transports et télécommunications	U 09	4.447	5.050	4.741	6.516	10.168
Services marchands	U 10	3.656	4.618	5.357	7.028	10.600
Location et crédit-bail immobiliers	U 11	36	28	27	44	55
Assurances	U 12	52	101	303	230	277
Organismes financiers	U 13	480	719	1.377	1.235	1.721
Services non marchands	U 14	314	465	515	545	1.220
Total		**19.741**	**23.045**	**26.296**	**35.344**	**57.510**
Crédit-bail immobilier						
Agriculture, sylviculture, pêche	U 01	13	3	4	78	16
Industries agricoles et alimentaires	U 02	65	72	184	168	602
Energie	U 03	20	177	89	64	33
Industrie des biens intermédiaires	U 04	126	173	283	494	736
Industrie des biens d'équipement	U 05	742	3.728	3.275	1.215	1.187
Industrie des biens de consommation courante	U 06	242	213	364	587	1.706
Industrie de mise en oeuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	U 07	68	115	85	123	385
Commerces	U 08	2.807	3.039	3.003	3.303	3.880
Transports et télécommunications	U 09	152	252	177	264	937
Services marchands	U 10	844	1.327	1.195	2.574	4.749
Location et crédit-bail immobiliers	U 11	26	99	114	384	1.689
Assurances	U 12	1	7	69	300	67
Organismes financiers	U 13	322	343	462	454	602
Services non marchands	U 14	23	3	74	55	134
Total		**5.451**	**9.551**	**9.378**	**10.063**	**16.723**

(1) Hors taxes déductibles.
(2) La nomenclature utilisée est celle du « Système élargi de comptabilité nationale » (en 14 postes).
(3) Faute d'un nombre suffisant de réponses au questionnaire, les résultats de l'enquête 1987 n'ont pas pu être exploités.

TABLEAU M.02-11

Ventilation par nature des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail mobilier sur le marché intérieur

hors taxes déductibles

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs

	1983	1984	1985	1986	(1) 1988
Produits du travail des métaux	165	293	60	251	444
Machines agricoles	504	853	956	1.052	1.721
Machines outils	744	791	1.396	2.409	4.163
Equipement industriel	2.047	2.478	2.633	5.252	7.604
Matériel de manutention, matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil	1.363	1.560	1.461	2.555	5.661
Matériel de traitement de l'information	4.081	4.913	7.498	7.447	10.376
Machines de bureau	1.342	1.570	1.445	1.267	943
Matériel électrique	87	187	262	289	389
Matériel électronique	3.786	4.442	3.335	4.987	6.284
Véhicules automobiles de moins de 2 tonnes de charge utile	1.381	1.427	1.883	2.494	2.997
Véhicules automobiles de 2 tonnes et plus de charge utile	2.817	3.117	4.021	5.762	12.099
Matériel ferroviaire roulant	33	31	29	30	111
Produits de la construction navale	19	32	19	38	222
Produits de la construction aéronautique	96	105	264	182	1.110
Instruments et matériels de précision	889	687	642	1.148	1.110
Meubles	47	34	392	181	333
Autres	340	525	—	—	1.943
Total	**19.741**	**23.045**	**26.296**	**35.344**	**57.510**
dont : Investissements réalisés par les sociétés agréées pour le financement des télécommunications (concernent les rubriques « Matériel électrique », « Matériel électronique »)	2.726	2.882	1.972	2.427	2.010

(1) Faute d'un nombre suffisant de réponses aux questionnaires, les résultats de l'enquête 1987 n'ont pas pu être exploités.

TABLEAU M.02-12

Ventilation par nature des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail immobilier

hors taxes déductibles

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs

	1983	1984	1985	1986	(1) 1988
Achats de terrains, construction et génie civil	**3.506**	**4.595**	**4.704**	**7.213**	**11.821**
Magasins et commerces	1.915	2.303	1.996	2.428	3.027
Usines et entrepôts	856	1.213	1.354	2.105	3.362
Bureaux	406	747	806	1.432	3.048
Cliniques et hôpitaux	15	12	28	97	558
Autres	314	320	520	1.151	1.826
Achats de bâtiments existants	**1.945**	**4.956**	**4.673**	**2.850**	**4.902**
Magasins et commerces	665	727	1.210	904	858
Usines et entrepôts	642	3.438	2.202	706	1.323
Bureaux	499	600	1.011	797	2.216
Cliniques et hôpitaux	16	9	12	3	134
Autres	123	182	238	440	371
Total	**5.451**	**9.551**	**9.377**	**10.063**	**16.723**
dont : Investissements réalisés par les sociétés agréées pour le financement des télécommunications	38	83	53	157	670

(1) Faute d'un nombre suffisant de réponses aux questionnaires, les résultats de l'enquête 1987 n'ont pas pu être exploités.

Chapitre M.03

Services marchands à destination des ménages

1. Méthodologie.

2. Définitions.

3. Sources de documentation.

4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de salariés des établissements de services à destination des ménages.
2. Nombre d'établissements employeurs de services à destination des ménages.
3. Nombre de créations d'entreprises de services à destination des ménages dans le fichier SIRENE.
4. Quelques indicateurs des entreprises de services à destination des ménages.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Services » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

Les secteurs des services étudiés dans ce chapitre correspondent aux postes T 29 « Réparation et commerce de l'automobile »,T 30 « Hôtels, cafés, restaurants » et à une partie du poste T 34 « Services marchands rendus principalement aux particuliers » du regroupement, au « niveau 40 » de la nomenclature d'activités et de produits (NAP), utilisé par la Comptabilité nationale (voir détail des nomenclatures dans les pages chamois de cet annuaire).

L'information présentée dans les tableaux ci-après est tirée des enquêtes annuelles d'entreprise (EAE) dans le commerce (1) pour le poste T 29 et dans les services (1) pour les autres postes. Les secteurs des services marchands de santé et d'action sociale (qui appartiennent au poste T 34) ne sont pas interrogés par l'EAE dans les services.

2. DÉFINITIONS

Hôtels, cafés, restaurants (NAP classe 67)

Il s'agit en fait d'un ensemble assez hétérogène, constitué par :

— les activités de restauration, hébergement, prestations bars et cafés; y sont inclus tout autant le « café-charbon » que la grande chaîne d'hôtels;

— les cantines et les traiteurs. Les cantines regroupent les établissements de restauration de collectivités (établissements publics, scolaires, universitaires, restaurants d'entreprises). L'effectif employé dans la branche ou les établissements est donc très important, alors qu'il n'en va pas de même dans le « secteur d'entreprise ». Les établissements de traiteurs préparent et livrent des repas ou des plats cuisinés chez des particuliers et surtout à des restaurants de collectivités;

— les autres formes d'hébergement regroupant les wagons-lits et wagons-restaurants, les foyers d'étudiants et de jeunes travailleurs, les installations d'hébergement à équipements légers (camping) et développés (village de vacances).

Réparation et commerce de l'automobile (NAP classe 65)

Ce secteur rassemble des activités commerciales et des prestations de services. Le commerce comprend la vente au détail d'accessoires et d'équipements automobiles, de carburants et de lubrifiants et de véhicules automobiles. Les prestations de services consistent en l'entretien et la réparation des véhicules. Le commerce et la réparation de cycles et motocycles et de matériels agricoles ne sont pas inclus dans ce secteur.

Réparations diverses (NAP classe 66)

La plupart des activités de réparation ne sont pas incluses dans ce secteur car, d'une manière générale, toutes les réparations de biens d'équipement sont classées avec les activités de fabrication; il en est de même pour les réparations liées au bâtiment et à l'habitation, qui sont classées avec le « bâtiment et génie civil et agricole » (NAP 55). En outre, certaines réparations (par exemple, on l'a vu, automobiles) sont classées avec l'activité commerciale correspondante.

Finalement, les réparations diverses comprennent les réparations de chaussures, d'appareils électro-ménagers, de montres, d'horloges, de bijouteries et de biens de consommation, de jouets, ...

Services récréatifs, culturels et sportifs (NAP classe 86) (2)

Outre la radiodiffusion et la télévision et les activités cinématographiques (production, distribution, gestion de salles), sont incluses ici la gestion de salles de spectacle (théâtre, cirque, ...), l'interprétation artistique et la gestion d'équipements sportifs.

Services divers marchands (NAP classe 87)

Ces services comprennent :

— les établissements de blanchisserie, teinturerie de gros ou de détail;

— les salons de coiffure et d'esthétique corporelle;

— les établissements de services funéraires, de studios de photographie, de services personnels divers;

— enfin, les services de nettoyage et d'assainissement, qui constituent davantage des services rendus aux entreprises (nettoyage d'usines, de bureaux, ...) ou à la collectivité (enlèvement et destruction des ordures), que des services rendus aux ménages.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— UNEDIC, Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce;

— INSEE.

Publications :

« Données sectorielles sur les services en 1987 », *INSEE-Résultats* (septembre 1989);

1. Les EAE dans le commerce et les services sont décrites respectivement aux chapitres M.01 et M.02.

2. Pour ce qui concerne l'offre et l'utilisation de ces services, cf. les chapitres E.01 « Communication », E.02 « Culture » et E.04 « Jeunesse et sports ».

« Les services marchands rendus principalement aux entreprises 1970-1988 », *INSEE-Résultats,* septembre 1990;

« Les comptes des services en 1990 », *INSEE-Résultats,* décembre 1991;

Enquête annuelle d'entreprise (annuel), INSEE;

« Les comptes des services en 1991 », *INSEE-Résultats* (à paraître).

*
* *

TABLEAU M.03-1

Nombre de salariés des établissements de services à destination des ménages (1)

Effectif au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)

Activité économique	Numéro de la NAP	1986	1987	1988	1989	1990
Réparation et commerce de l'automobile	**65**	**330.161**	**337.301**	**340.528**	**346.744**	**345.068**
Commerce de détail d'accessoires et équipements automobiles	6501	12.399	14.057	14.339	15.693	16.623
Commerce de détail de carburants et lubrifiants	6502	32.684	31.834	30.922	31.612	30.592
Vente et réparation de véhicules automobiles	6503	195.567	202.103	208.125	214.255	215.557
Réparation de véhicules automobiles	6506	89.510	89.305	87.128	85.184	82.296
Réparations diverses	**66**	**23.510**	**24.143**	**25.056**	**24.579**	**24.448**
Réparation de chaussures et d'autres articles en cuir	6601	4.013	3.964	3.901	3.868	3.395
Réparation d'appareils électriques ménagers	6602	10.679	10.980	11.507	11.775	12.006
Réparation de montres et d'horloges de bijouterie	6603	965	982	945	985	1.035
Réparations non désignées ailleurs et sans spécialisation	6604	7.853	8.217	8.693	7.940	8.001
Hôtels - Cafés- Restaurants	**67**	**478.948**	**496.231**	**519.831**	**556.972**	**576.946**
Restaurants et cafés-restaurants (sans hébergement)	6701	175.226	188.599	200.856	222.196	232.603
Cantines	6702	65.717	66.122	70.019	72.043	73.650
Traiteurs	6703	5.957	6.883	7.944	9.456	10.737
Débits de boissons (sans spectacle)	6704	25.094	23.803	23.247	23.964	24.119
Cafés-tabacs	6705	12.393	11.613	11.184	11.365	10.964
Débits de boissons avec spectacle	6706	8.799	9.218	9.903	10.681	11.041
Cafés associés à une autre activité	6707	7.082	6.604	6.427	6.399	6.243
Hôtels avec restaurant	6708	109.278	113.891	119.766	127.980	131.609
Hôtels sans restaurant	6709	19.958	20.636	21.067	22.910	23.580
Wagons-lits et wagons-restaurants	6710	2.830	2.826	2.888	2.820	2.856
Foyers d'étudiants et de jeunes travailleurs	6711	9.658	9.729	9.574	9.375	10.364
Installations d'hébergement à équipements développés	6712	27.939	26.979	27.146	27.546	28.446
Installations d'hébergement à équipements légers	6713	9.011	9.323	9.804	10.235	10.730
Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands)	**86**	**82.047**	**85.148**	**89.685**	**93.009**	**99.883**
Radiodiffusion et télévision	8601	21.834	21.885	23.550	24.198	25.164
Production de films	8602	2.678	3.520	3.653	4.440	4.587
Distribution de films	8603	1.159	1.115	1.040	1.137	1.183
Gestion de salles de cinéma	8604	8.895	7.600	6.640	6.419	6.375
Gestion de salles de spectacles	8605	4.868	6.509	6.402	7.122	7.199
Autres spectacles et services récréatifs	8606	6.154	6.683	7.515	8.720	9.755
Création et interprétation littéraires et artistiques	8607	3.630	3.570	3.874	4.396	4.491
Services annexes aux spectacles	8608	2.984	3.483	4.508	4.913	5.305
Jeux de hasard et d'argent	8609	11.422	11.261	10.367	10.384	10.378
Gestion d'équipements et centres sportifs	8610	7.619	8.802	10.168	11.663	12.438
Remontées mécaniques	8611	8.072	7.315	8.257	6.104	9.261
Professeurs de sports et sportifs professionnels	8612	2.334	2.820	3.193	3.464	3.665
Services divers (marchands)	**87**	**348.405**	**362.173**	**380.878**	**404.861**	**421.604**
Laverie, blanchisserie, teinturerie de détail	8701	21.675	21.724	21.209	21.144	21.069
Blanchisserie et teinturerie de gros	8702	7.635	7.619	8.333	8.865	8.918
Salons de coiffure	8703	89.641	92.139	95.432	99.301	100.025
Esthétique corporelle	8704	5.139	5.264	5.541	6.034	6.403
Services funéraires	8705	17.202	17.190	17.390	17.346	17.209
Studios de photographie	8706	7.680	7.968	8.697	9.266	9.232
Services personnels divers	8707	4.912	4.885	4.856	5.140	6.030
Services de nettoyage	8708	170.899	180.704	192.442	209.101	221.968
Enlèvement des ordures	8709	15.506	16.385	17.972	18.492	19.822
Autres services d'assainissement	8710	8.116	8.289	9.001	10.172	10.928

(1) La ventilation partielle des groupes d'activités (2 chiffres) en postes à 4 chiffres est due au fait que, pour un certain nombre d'établissements, le code APE complet (à 4 chiffres) n'a pu être déterminé.

TABLEAU M.03-2

Nombre d'établissements employeurs de services à destination des ménages (1)

Au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)

Activité économique	Numéro de NAP	1986	1987	1988	1989	*p* 1990
Réparation et commerce de l'automobile	**65**	**48.471**	**49.108**	**49.670**	**50.606**	**50.089**
Commerce de détail d'accessoires et équipements automobiles	6501	1.967	2.191	2.329	2.512	2.581
Commerce de détail de carburants et lubrifiants	6502	7.607	7.326	7.078	7.057	6.739
Vente et réparation de véhicules automobiles	6503	17.540	18.550	19.732	20.846	21.265
Réparation de véhicules automobiles	6506	21.356	21.040	20.529	20.191	19.504
Réparations diverses	**66**	**5.111**	**5.214**	**5.246**	**5.375**	**5.215**
Réparation de chaussures et d'autres articles en cuir	6601	1.586	1.622	1.605	1.571	1.399
Réparation d'appareils électriques ménagers	6602	2.066	2.134	2.221	2.274	2.302
Réparation de montres et d'horloges de bijouterie	6603	246	218	197	211	210
Réparations non désignées ailleurs et sans spécialisation	6604	1.213	1.240	1.222	1.318	1.303
Hôtels - Cafés - Restaurants	**67**	**92.396**	**94.191**	**97.297**	**102.967**	**104.629**
Restaurants et cafés-restaurants (sans hébergement)	6701	35.939	38.014	40.275	44.056	45.779
Cantines	6702	8.838	8.907	9.151	9.428	9.546
Traiteurs	6703	927	981	1.088	1.266	1.343
Débits de boissons (sans spectacle)	6704	10.175	9.680	9.483	9.737	9.670
Cafés-tabacs	6705	4.918	4.695	4.483	4.564	4.409
Débits de boissons avec spectacle	6706	1.818	1.918	2.035	2.131	2.111
Cafés associés à une autre activité	6707	3.013	2.827	2.785	2.783	2.714
Hôtels avec restaurant	6708	17.685	18.004	18.592	19.262	19.344
Hôtels sans restaurant	6709	3.717	3.773	3.807	4.061	4.036
Wagons-lits et wagons-restaurants	6710	53	58	55	61	61
Foyers d'étudiants et de jeunes travailleurs	6711	1.003	1.022	1.022	992	884
Installations d'hébergement à équipements développés	6712	2.980	2.901	2.975	3.022	3.012
Installations d'hébergement à équipements légers	6713	1.327	1.409	1.544	1.603	1.719
Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands)	**86**	**8.968**	**9.672**	**10.243**	**11.065**	**11.690**
Radiodiffusion et télévision	8601	717	762	779	878	978
Production de films	8602	437	568	565	720	754
Distribution de films	8603	166	159	145	152	151
Gestion de salles de cinéma	8604	1.283	1.175	1.079	1.036	1.029
Gestion de salles de spectacles	8605	442	465	481	526	512
Autres spectacles et services récréatifs	8606	1.727	1.858	2.016	2.167	2.261
Création et interprétation littéraires et artistiques	8607	735	764	818	919	1.001
Services annexes aux spectacles	8608	557	633	762	896	998
Jeux de hasard et d'argent	8609	508	516	549	560	554
Gestion d'équipements et centres sportifs	8610	1.391	1.594	1.830	2.032	2.187
Remontées mécaniques	8611	182	186	196	181	201
Professeurs de sports et sportifs professionnels	8612	751	866	906	980	1.035
Services divers (marchands)	**87**	**51.803**	**53.326**	**55.196**	**57.979**	**58.983**
Laverie, blanchisserie, teinturerie de détail	8701	6.000	6.033	6.039	6.212	6.229
Blanchisserie et teinturerie de gros	8702	317	314	340	357	370
Salons de coiffure	8703	30.830	31.591	32.550	33.748	34.086
Esthétique corporelle	8704	2.119	2.262	2.416	2.718	2.867
Services funéraires	8705	2.712	2.786	2.900	2.989	2.982
Studios de photographie	8706	2.556	2.610	2.700	2.860	2.875
Services personnels divers	8707	1.147	1.248	1.343	1.528	1.618
Services de nettoyage	8708	4.864	5.209	5.595	6.175	6.521
Enlèvement des ordures	8709	551	549	574	619	643
Autres services d'assainissement	8710	707	723	738	773	792

(1) La ventilation partielle des groupes d'activités (2 chiffres) en postes à 4 chiffres est due au fait que, pour un certain nombre d'établissements, le code ADE complet (à 4 chiffres) n'a pu être déterminé.

TABLEAU M.03-3

Nombre de créations d'entreprises de services à destination des ménages dans le fichier SIRENE (1)

Source : INSEE (SIRENE)

Activité économique	Numéro de NAP	1987	1988	1989	1990	1991
Réparation et commerce de l'automobile	**65**	**4.936**	**4.754**	**4.700**	**4.112**	**3.446**
Commerce de détail d'accessoires et équipements automobiles	6501	477	485	436	318	301
Commerce de détail de carburants et lubrifiants	6502	223	210	186	164	117
Vente et réparation de véhicules automobiles	6503	2.067	2.139	2.258	2.066	1.716
Réparation de véhicules automobiles	6506	2.169	1.920	1.820	1.564	1.312
Réparations diverses	**66**	**1.788**	**1.537**	**1.355**	**1.048**	**945**
Réparation de chaussures et d'autres articles en cuir	6601	470	436	348	255	221
Réparation d'appareils électriques ménagers	6603	796	666	644	487	446
Réparation de montres et d'horloges de bijouterie	6603	41	43	44	36	43
Réparations non désignées ailleurs et sans spécialisation	6604	481	392	319	260	235
Hôtels - Cafés - Restaurants	**67**	**8.112**	**8.345**	**8.760**	**8.385**	**7.799**
Restaurants et cafés-restaurants (sans hébergement)	6701	5.423	5.631	5.687	5.467	4.896
Cantines	6702	30	19	31	25	30
Traiteurs	6703	402	334	362	331	292
Débits de boissons (sans spectacle)	6704	537	512	489	373	358
Cafés-tabacs	6705	51	43	53	36	29
Débits de boissons avec spectacle	6706	218	234	188	166	169
Cafés associés à une autre activité	6707	184	168	162	142	99
Hôtels avec restaurant	6708	758	826	1.067	985	854
Hôtels sans restaurant	6709	228	265	346	415	456
Wagons-lits et wagons-restaurants	6710	—	—	1	—	—
Foyers d'étudiants et de jeunes travailleurs	6711	3	3	9	17	7
Installations d'hébergement à équipements développés	6712	75	103	151	165	373
Installations d'hébergement à équipements légers	6713	203	207	214	273	236
Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands)	**86**	**5.507**	**6.052**	**5.910**	**5.856**	**5.291**
Radiodiffusion et télévision	8601	168	131	107	117	121
Production de films	8602	393	381	379	429	395
Distribution de films	8603	27	16	14	22	16
Gestion de salles de cinéma	8604	26	17	14	21	15
Gestion de salles de spectacles	8605	67	61	55	58	48
Autres spectacles et services récréatifs	8606	1.312	1.264	1.162	1.161	994
Création et interprétation littéraires et artistiques	8607	1.183	1.459	1.466	1.628	1.426
Services annexes aux spectacles	8608	510	524	599	595	578
Jeux de hasard et d'argent	8609	69	91	112	80	82
Gestion d'équipements et centres sportifs	8610	769	795	874	778	644
Remontées mécaniques	8611	12	13	8	7	10
Professeurs de sports et sportifs professionnels	8612	971	1.300	1.120	960	962
Services divers (marchands)	**87**	**8.519**	**8.976**	**8.965**	**8.102**	**7.414**
Laverie, blanchisserie, teinturerie de détail	8701	885	1.018	915	710	610
Blanchisserie et teinturerie de gros	8702	22	15	18	19	9
Salons de coiffure	8703	1.913	2.022	2.070	1.941	1.797
Esthétique corporelle	8704	1.121	1.135	1.225	1.010	844
Services funéraires	8705	128	102	112	94	113
Studios de photographie	8706	739	705	708	630	550
Services personnels divers	8707	2.141	2.283	2.219	2.009	1.899
Services de nettoyage	8708	1.443	1.574	1.590	1.548	1.487
Enlèvement des ordures	8709	55	55	37	43	37
Autres services d'assainissement	8710	72	67	71	98	68

(1) Création et non-reprise.

TABLEAU M.03-4

Quelques indicateurs des entreprises de services à destination des ménages

Année 1989

Source : INSEE (EAE services) *Unité :* Million de francs

Activité économique	Numéro de la NAP	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12		Effectif non salarié au 31-12	Salaires bruts	Investissements corporels (1)	Chiffre d'affaires hors taxes (2)	Valeur ajoutée hors taxes
			total	dont à temps partiel					
Réparation et commerce de l'automobile	**65**	**68.366**	**325.522**	**45.598**	**77.383**	**31.126**	**8.599**	**430.186**	**68.669**
Commerce de détail d'accessoires et équipements automobiles	6501	3.323	16.278	1.825	3.690	1.496	460	12.818	3.314
Commerce de détail de carburants et lubrifiants	6502	9.903	26.895	5.016	12.511	2.054	340	21.473	4.334
Vente et réparation de véhicules automobiles	6503	22.661	206.903	21.574	23.677	21.593	6.052	356.908	46.204
Réparation de véhicules automobiles	6506	32.479	75.446	17.183	37.505	5.983	1.748	38.986	14.819
Réparations diverses	**66**	**15.081**	**17.330**	**2.111**	**16.427**	**1.527**	**396**	**8.440**	**4.058**
Réparation de chaussures et d'autres articles en cuir	6601	5.666	2.973	532	6.004	209	97	1.438	826
Réparation d'appareils électriques ménagers	6602	6.608	9.826	1.182	7.374	898	227	5.014	2.224
Réparation de montres et d'horloges de bijouterie	6603	949	342	75	1.047	24	6	240	130
Réparations non désignées ailleurs et sans spécialisation	6604	1.858	4.189	322	2.002	395	68	1.748	878
Hôtels - cafés - restaurants	**67**	**166.544**	**486.409**	**143.613**	**203.593**	**37.095**	**17.551**	**188.867**	**90.374**
Restaurants et cafés-restaurants	6701	71.223	233.651	74.176	89.434	17.295	7.033	83.649	38.745
Cantines	6702	220	1.781	290	180	144	11	515	196
Traiteurs	6703	1.473	57.808	16.069	1.747	4.472	405	16.455	7.431
Débits de boissons	6704	40.856	22.387	7.857	46.763	1.393	1.070	15.069	7.262
Cafés-tabacs	6705	14.260	14.277	4.453	18.748	932	558	9.553	5.082
Débits de boissons avec spectacles	6706	3.024	13.749	6.958	3.699	945	446	4.333	2.262
Cafés associés à une autre activité	6707	6.311	2.064	991	7.221	103	143	2.916	1.002
Hôtels avec restaurant	6708	22.113	118.516	27.647	28.279	9.986	6.485	47.859	23.335
Hôtels sans restaurant	6709	7.064	22.176	5.172	7.522	1.824	1.399	8.518	5.059
Activités audiovisuelles	**86**	**3.979**	**58.590**	**22.704**	**3.747**	**8.100**	**3.013**	**49.022**	**25.338**
Radiodiffusion et télévision	8601	618	29.389	8.880	412	4.496	2.354	30.222	16.067
Production de films	8602	2.291	22.399	11.891	2.416	2.883	446	12.780	6.925
Distribution de films	8603	197	966	87	158	173	28	2.317	796
Gestion de salles de cinéma	8604	873	5.836	1.846	761	548	186	3.704	1.550
Services divers (marchands)	**87**	**94.863**	**388.244**	**165.591**	**102.206**	**21.917**	**4.984**	**75.168**	**47.884**
Laverie, blanchisserie, teinturerie de détail	8701	11.215	16.245	3.745	12.736	1.074	536	5.045	2.773
Blanchisserie et teinturerie de gros	8702	459	7.329	304	490	595	198	1.924	1.206
Salons de coiffure	8703	49.768	99.840	39.390	53.196	5.181	1.073	18.937	13.438
Esthétique corporelle	8704	7.378	4.194	1.794	7.690	207	234	2.003	785
Services funéraires	8705	2.386	16.331	4.019	2.630	1.510	249	6.702	3.122
Studios de photographie	8706	6.724	7.529	2.193	7.674	658	288	5.788	2.117
Services personnels divers	8707	7.714	3.880	2.133	8.007	191	107	1.644	848
Services de nettoyage	8708	7.831	203.698	111.092	8.472	9.500	678	21.193	16.746
Enlèvement des ordures	8709	523	19.625	509	404	1.955	1.299	8.245	4.638
Autres services d'assainissement	8710	865	9.573	412	907	1.046	324	3.687	2.211

(1) Y compris apports.
(2) Chiffre d'affaires net et production immobilisée.

Chapitre M.04

Assurances

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Répartition par forme juridique des entreprises d'assurance.
2. Effectifs du secteur de l'assurance.
3. Primes d'assurance émises par catégorie d'opérations.
4. Primes nettes d'annulations perçues pour les assurances-vie et assurances-dommages.
5. Assurance-vie et capitalisation. Compte d'exploitation simplifié.
6. Assurance-dommages. Compte d'exploitation simplifié.
7. Compte simplifié de pertes et profits des entreprises d'assurance-vie et capitalisation.
8. Cessions en réassurance-dommages : primes cédées en pourcentage des primes nettes de la branche.
9. Montant total des primes émises par les entreprises d'assurances dans quelques pays.
10. Part des primes d'assurance rapportée au produit national brut des principaux pays de l'OCDE.
11. Montant total des primes émises sur le territoire national des principaux pays de l'OCDE et part en pourcentage de l'assurance-dommages.
12. Répartition des placements d'assurances.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la commission de contrôle des Assurances du ministère de l'Économie et des Finances.

1. MÉTHODOLOGIE

Activité des entreprises d'assurance

Les activités des entreprises d'assurance et de capitalisation sont présentées annuellement dans le « Rapport au président de la République » réalisé par la Commission de contrôle des entreprises d'assurance françaises et étrangères (1) établies sur le territoire français. Les statistiques résultent du collationnement et du traitement des états comptables normalisés adressés par ces entreprises à leur autorité de tutelle.

Les tableaux intègrent, non seulement l'activité de l'ensemble des entreprises d'assurance, françaises et étrangères, sur le territoire français, mais aussi les activités des succursales d'entreprises françaises d'assurance à l'étranger (sont incorporées également les opérations effectuées à l'étranger par les succursales en France des sociétés étrangères). En ce qui concerne les effectifs du secteur, les chiffres proviennent d'estimation des organismes professionnels et un décompte de la Caisse nationale de prévoyance. Les comptes d'exploitation simplifiés des principales branches et les soldes d'exploitation des autres risques (d'assurance de dommages) d'une part, les cessions de réassurance d'autre part, complètent l'information sur cette activité apportée par les données sur les primes collectées.

Placements des entreprises d'assurance

Chaque fois qu'elles se reconnaissent une dette vis-à-vis d'un assuré, les entreprises d'assurance constituent des provisions destinées à garantir le paiement de cette dette; c'est le cas, par exemple, en assurance de dommages, lorsqu'un sinistre est déclaré, mais non encore réglé; c'est le cas également en assurance-vie, où une part de chaque prime est affectée aux provisions mathématiques, qui garantissent le paiement des capitaux ou des rentes prévus à l'échéance des contrats. La représentation de ces provisions par des actifs financiers et immobiliers (appartenant aux sociétés ou remis par les réassureurs) est soumise à une réglementation et à un contrôle stricts, destinés à préserver les droits des assurés. Par contre, les compagnies placent librement leurs fonds propres. Les revenus financiers de ces placements permettent aux assureurs de dommages de limiter le montant des primes demandées. Les assureurs-vie, quant à eux, en imputent une part importante aux provisions mathématiques, part qui sera redistribuée aux assurés sous forme de revalorisation des prestations garanties.

2. DÉFINITIONS

Agent général d'assurance

Il est le représentant d'une entreprise d'assurance dans une circonscription déterminée; l'agent général d'assurance exerce une profession libérale.

Cession

C'est le transfert d'un risque à un réassureur et de la prime correspondante.

Contrat de capitalisation

C'est un contrat qui, en contrepartie de versements le plus souvent périodiques, garantit un capital déterminé payable à échéance fixe ou à une date antérieure à cette échéance en cas de sortie, à un tirage, généralement mensuel, du titre de capitalisation qui matérialise le contrat. Le contrat ou titre de capitalisation est établi par les sociétés de capitalisation qui bien que n'étant pas des sociétés d'assurance sont régies comme ces dernières par le code des Assurances.

Mutuelle

La mutuelle ou société mutuelle d'assurance est une société d'assurance dont les membres sont à la fois assureurs et assurés.

Réassurance

C'est une convention de réassurance par laquelle l'assureur s'oblige à céder et le réassureur à accepter simultanément, suivant des modalités et pour une période fixées par cette convention, tous les risques souscrits par la compagnie cédante dans telle ou telle catégorie d'affaire.

Tontine

C'est une association dans laquelle chacun des associés apporte sa contribution à un fonds commun, les parts capitalisées des prémourants (ceux qui meurent les premiers) devant être réparties entre les survivants dans des conditions fixées par les fondateurs.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Commission de contrôle des Assurances;

— Organismes professionnels et Caisse nationale de prévoyance.

---

1. Entreprises régies par le code des Assurances, à l'exception de la Caisse centrale de réassurance et des opérations effectuées avec la garantie de l'État par la Compagnie française d'assurance du commerce extérieur. Les sociétés spécialisées dans la réassurance ne sont pas soumises au contrôle.

Publications :

« Le système intermédiaire d'assurance », *INSEE-Méthodes,* n° 18, mai 1992;

Rapport sur l'activité des organismes d'assurance et de capitalisation (annuel, t. I et II), ministère de l'Économie et des Finances;

Revue *SIGMA,* Compagnie suisse de réassurance.

*
* *

TABLEAU M.04-1

Répartition par forme juridique des entreprises d'assurance (1)

Situation au 31 décembre

Source : Commission de contrôle des assurances

	1985	1986	1987	1988	1989
I. Assurance dommages					
Sociétés nationales	4	4	3	3	3
Sociétés anonymes	98	101	110	111	120
Sociétés à forme mutuelle	96	96	96	97	97
Mutuelles	83	86	88	92	94
Succursales de sociétés étrangères	133	129	129	130	131
Divers	5	5	5	(2) 5	(2) 5
Total	**419**	**421**	**431**	**438**	**450**
II. Assurance vie					
Sociétés nationales	6	6	4	4	4
Sociétés anonymes	58	66	79	89	99
Sociétés à forme mutuelle	16	16	17	17	17
Succursales de sociétés étrangères	17	15	14	14	14
Divers (3)	3	3	3	3	3
Total	**100**	**106**	**117**	**127**	**137**
III. Ensemble des sociétés d'assurance					
Sociétés nationales	10	10	7	7	7
Sociétés anonymes	156	167	189	200	219
Sociétés à forme mutuelle	112	112	113	114	114
Mutuelles	83	86	88	92	94
Succursales de sociétés étrangères	150	144	143	144	145
Divers	8	8	8	8	8
Total	**519**	**527**	**548**	**565**	**587**

(1) Les entreprises pratiquant uniquement la réassurance ne sont pas prises en compte.
(2) Cinq caisses départementales des incendies.
(3) Deux sociétés tontinières et la Caisse nationale de prévoyance.

TABLEAU M.04-2

Effectifs du secteur de l'assurance

Sources : Organismes professionnels et Caisse nationale de prévoyance

	1985	1986	1987	1988	1989
Personnels salariés employés par les sociétés d'assurance (1)	124.572	124.508	124.129	124.654	123.000
Agents généraux (titulaires sans agents employés)	67.700	71.700	71.100	71.420	72.600
dont : Personnel des agences	31.000	39.100	39.100	39.000	39.000
Courtiers	11.700	11.700	11.700	13.700	17.000
dont : Personnel des cabinets de courtage	10.000	10.000	10.000	12.000	15.000
Experts	3.200	3.200	3.300	3.450	4.150
Total	**207.172**	**211.108**	**210.229**	**213.224**	**216.750**

(1) Y compris les salariés de la Caisse nationale de prévoyance.

TABLEAU M.04-3

Primes d'assurance émises par catégorie d'opérations

Source : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* Million de francs

Catégorie d'opérations	1985	1986	1987	1988	1989
Opérations d'assurance sur la vie et de capitalisation					
Assurances individuelles	24.685	29.943	32.130	33.301	37.906
Assurances collectives	29.998	40.122	49.448	71.884	93.924
Opérations de capitalisation	9.850	15.354	25.431	42.418	55.372
Autres opérations : autres affaires, complémentaire, vie, nuptialité, natalité	6.437	6.377	6.551	7.016	7.796
Opérations à forme tontinière	117	133	151	192	210
Total affaires directes France métropolitaine	**71.087**	**91.929**	**113.711**	**154.811**	**195.208**
Départements et territoires d'outre-mer	199	267	396	489	508
Total affaires directes en France	**71.286**	**92.196**	**114.107**	**155.108**	**195.716**
Total affaires directes à l'étranger	**708**	**787**	**746**	**779**	**831**
Total affaires directes	**71.994**	**92.983**	**114.853**	**155.887**	**196.547**
Acceptations	3.313	2.901	3.373	3.636	4.250
Total « Vie et capitalisation »	**75.307**	**95.884**	**118.226**	**159.523**	**200.797**
Opérations d'assurances dommages					
Accidents corporels	10.687	11.455	///	///	///
Maladie	12.573	14.006	///	///	///
Dommages corporels (1)	///	///	26.825	28.933	31.775
Incendie (2)	20.485	21.879	///	///	///
Autres dommages aux biens et grêle (2)	11.737	12.659	///	///	///
Dommages aux biens (2)	///	///	39.602	41.616	43.411
Automobiles	55.244	57.472	61.336	64.014	66.595
Transports (y compris aviation)	5.734	6.140	5.903	6.009	6.253
Responsabilité civile générale	8.332	8.966	7.726	7.439	7.739
Divers (y compris crédit)	4.613	5.105	5.564	6.435	7.422
Assurance construction (Dommages ouvrages et responsabilité civile décennale)	3.274	2.753	3.085	3.315	3.672
Garantie légale des catastrophes naturelles	3.153	3.263	3.447	3.622	3.763
Total affaires directes France métropolitaine	**135.832**	**143.698**	**153.488**	**161.383**	**170.630**
Départements et territoires d'outre-mer	1.241	1.386	1.575	1.759	1.694
Total affaires directes en France	**137.073**	**145.084**	**155.063**	**163.142**	**172.324**
Total affaires directes à l'étranger	**3.600**	**3.629**	**3.641**	**5.234**	**5.330**
Total affaires directes	**140.673**	**148.713**	**158.703**	**168.376**	**177.654**
Acceptations	14.997	13.809	13.259	12.690	13.404
Total général des opérations d'assurance de dommages	**155.670**	**162.522**	**171.963**	**181.066**	**191.058**
Total affaires d'assurance et de capitalisation	**230.977**	**258.406**	**290.189**	**340.781**	**391.855**

(1) A partir de 1987, les assurances « accidents corporels » et « maladie » ont fusionné pour constituer les dommages corporels.
(2) A partir de 1987, les assurances « incendie » et « autres dommages aux biens » ont fusionné pour donner naissance à la rubrique « dommages aux biens ».

TABLEAU M.04-4

Primes nettes d'annulations perçues en assurance sur la vie et en assurance de dommages

Source : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* Million de francs

Branche	Années	Entreprises françaises					Entreprises étrangères	**Total**
		Entreprises nationales	Sociétés anonymes	Sociétés à caractère mutuel	Caisse nationale de prévoyance	Tontines		
Vie et capitalisation	1985	27.681	28.144	6.401	10.458	117	2.505	**75.306**
Dommages (1)	»	40.971	51.808	54.294	—	—	8.597	**155.670**
Total	»	**68.652**	**79.952**	**60.695**	**10.458**	**117**	**11.102**	**230.976**
Vie et capitalisation	1986	34.039	39.261	8.147	11.572	133	2.733	**95.884**
Dommages (1)	»	42.688	54.173	57.091	—	—	8.569	**162.521**
Total	»	**76.727**	**93.434**	**65.238**	**11.572**	**133**	**11.302**	**258.405**
Vie et capitalisation	1987	36.823	53.239	12.213	12.950	151	2.849	**118.225**
Dommages (1)	»	37.371	58.378	68.328	—	—	7.886	**171.963**
Total	»	**74.194**	**111.617**	**80.541**	**12.950**	**151**	**10.735**	**290.188**
Vie et capitalisation	1988	41.728	84.187	14.555	15.795	192	3.256	**159.715**
Dommages (1)	»	39.961	61.078	72.091	—	—	7.933	**181.065**
Total	»	**81.689**	**145.265**	**86.646**	**15.795**	**192**	**11.189**	**340.780**
Vie et capitalisation	1989	49.567	112.571	17.175	17.397	210	3.877	**200.797**
Dommages (1)	»	41.472	65.103	76.281	—	—	8.201	**191.057**
Total	»	**91.039**	**177.674**	**93.456**	**17.397**	**210**	**12.078**	**391.854**

(1) Soit primes nettes mises en recouvrement dans l'exercice, plus rappels, moins annulations au cours de l'exercice, plus variations des primes acquises et non émises; ces comptabilisations sont faites hors taxes, c'est-à-dire hors taxes d'assurance, contribution à la Sécurité sociale (pour l'automobile), contribution au fonds de garantie, contribution pour les catastrophes naturelles.

TABLEAU M.04-5

Assurance-vie et capitalisation. Compte d'exploitation simplifié

Y compris Caisse nationale de prévoyance

Source : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* Million de francs

	1985	1986	1987	1988	1989
Ressources					
Primes	75.189	95.752	118.075	159.523	200.587
Produits nets des placements (1)	27.033	32.291	30.190	44.625	56.077
Autres produits (2)	952	987	1.638	2.569	3.060
Charges incombant aux réassureurs	5.099	5.231	5.862	6.981	6.884
Total	**108.273**	**134.261**	**155.765**	**213.698**	**266.608**
En % des primes	144,0	140,2	131,9	134,0	132,9
Charges					
Prestations	46.370	51.580	59.574	69.650	84.203
Provisions mathématiques (3)	42.679	62.532	72.855	117.526	152.677
Charges de production et de gestion	14.102	16.400	18.572	21.066	24.105
Primes cédées aux réassureurs	4.637	4.544	5.358	6.330	6.330
Total	**107.788**	**135.056**	**156.359**	**214.572**	**267.315**
En % des primes	143,3	141,0	132,4	134,5	133,4
Solde d'exploitation	**485**	**— 795**	**— 594**	**— 874**	**— 707**
En % des primes	0,6	— 0,8	— 0,5	— 0,5	— 0,5

(1) Déduction faite des charges de placement.
(2) Ce poste comprend le total des subventions d'exploitation, des produits accessoires et des travaux faits par l'entreprise pour elle-même.
(3) Ce poste retrace la variation des provisions mathématiques et les virements aux provisions mathématiques, les intérêts servis à la provision pour participation aux excédents, déduction faite de la participation aux excédents des exercices antérieurs incorporés dans l'exercice.

TABLEAU M.04-6

Assurance-dommages. — Compte d'exploitation simplifié

Responsabilité civile et dommages

Source : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* Million de francs

	1985	1986	1987	1988	1989
BRANCHE AUTOMOBILE					
Ressources					
Primes nettes (1)	55.244	57.472	61.336	64.014	66.595
Produits financiers	8.229	8.451	8.340	8.570	8.778
Part des réassureurs dans les charges	2.871	2.779	2.711	3.224	3.735
Autres éléments du crédit	1.050	1.051	845	928	767
Total	**68.394**	**69.753**	**73.232**	**76.736**	**79.875**
En % des primes	122,0	121,0	119,0	120,0	119,9
Charges					
Sinistres payés	39.031	41.031	45.737	47.335	50.242
Dotation aux provisions	6.642	6.684	2.710	4.734	2.781
Commissions	5.385	5.508	5.811	5.953	6.133
Autres charges	10.090	10.872	12.019	12.814	13.464
Primes acquises aux réassureurs	2.834	2.861	2.790	3.116	3.454
Autres éléments du débit	1.517	1.496	1.442	1.342	1.196
Total	**65.499**	**68.452**	**70.509**	**75.294**	**77.270**
En % des primes	119,0	119,0	115,0	118,0	116,0
Solde	**2.895**	**1.301**	**2.723**	**1.442**	**2.605**
En % des primes	+ 3,4	+ 2,3	+ 4,4	+ 2,2	+ 3,9
BRANCHE DOMMAGES AUX BIENS					
Ressources					
Primes nettes (1)	20.485	21.879	39.602	41.615	43.411
Produits financiers	1.436	1.486	2.735	2.913	3.111
Charges incombant aux réassureurs et autres produits	///	///	9.534	7.199	8.839
Total	**21.921**	**23.365**	**51.871**	**51.727**	**55.361**
En % des primes	107,0	106,8	130,9	124,3	127,5
Charges					
Sinistres payés	13.626	13.581	23.261	23.693	24.038
Accroissement net des provisions	1.128	1.045	4.955	997	3.729
Commissions	3.983	4.154	6.643	6.878	7.148
Autres charges	3.653	3.939	7.555	8.059	8.542
Autres éléments de débit	470	513	1.157	1.469	1.383
Solde de la réassurance	60	1.015	8.612	8.419	9.082
Total	**22.920**	**24.247**	**52.183**	**49.515**	**53.922**
En % des primes	111,9	110,8	131,7	119,1	124,2
Solde d'exploitation	**— 999**	**— 882**	**— 312**	**+ 2.212**	**+ 1.439**
En % des primes	— 4,9	— 4,0	— 0,8	+ 5,2	+ 3,3

N.B.—Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.04-6 (suite et fin)

Assurance-dommages. Compte d'exploitation simplifié

Responsabilité civile et dommages

Source : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* Million de francs

	(2) 1985	(2) 1986	1987	1988	1989
BRANCHES DOMMAGES CORPORELS					
Ressources					
Primes nettes (1)	///	///	26.825	28.933	31.775
Produits financiers	///	///	2.253	2.399	2.605
Part des réassureurs dans les charges	///	///	3.442	3.575	4.341
Autres éléments du crédit	///	///	656	1.088	1.142
Total	///	///	**33.176**	**35.995**	**39.863**
En % des primes	///	///	123,7	124,4	125,5
Charges					
Sinistres payés	///	///	18.546	20.535	23.240
Dotation aux provisions	///	///	2.723	3.362	3.000
Commissions	///	///	2.153	2.346	2.555
Autres charges	///	///	4.185	4.564	5.075
Primes acquises aux réassureurs	///	///	1.484	1.556	1.651
Autres éléments du débit	///	///	3.093	3.123	3.517
Total	///	///	**32.184**	**35.486**	**39.038**
En % des primes	///	///	129,0	122,6	122,9
Solde	///	///	**+ 992**	**+ 509**	**+ 825**
En % des primes	///	///	5,3	+ 1,8	+ 2,6

(1) Soit primes nettes mises en recouvrement dans l'exercice, plus rappels, moins annulations au cours de l'exercice, plus variations des primes acquises et non émises : ces comptabilisations sont faites hors taxes, c'est-à-dire hors taxes d'assurance, contribution à la Sécurité sociale (pour l'automobile), contribution au fonds de garantie, contribution pour catastrophes naturelles.
(2) Branche individualisée à partir de 1987.

TABLEAU M.04-7

Compte simplifié de pertes et profits des entreprises d'assurance sur la vie et de capitalisation

Source : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* Million de francs

	1985	1986	1987	1988	1989
Ressources					
Profits d'exploitation	1.209	1.171	1.504	1.632	1.824
Plus-values sur cessions d'éléments d'actif	6.472	10.452	11.159	11.222	15.358
Autres profits exceptionnels	231	322	379	499	224
Divers	624	863	1.424	2.386	1.266
Total	**8.537**	**12.808**	**14.466**	**15.739**	**18.672**
Charges					
Pertes d'exploitation de l'exploitation	766	2.019	2.159	2.544	2.796
Dotations aux réserves et aux provisions	1.294	3.102	3.869	2.889	3.649
Moins-values sur cessions	678	1.258	2.142	2.035	1.956
Autres pertes exceptionnelles	646	607	1.287	1.866	2.391
Divers	340	238	217	333	354
Total	**3.724**	**7.224**	**9.674**	**9.667**	**11.146**
Solde	**+ 4.813**	**+ 5.584**	**+ 4.792**	**+ 6.072**	**+ 7.526**

TABLEAU M.04-8

Cessions en réassurance de dommages : primes cédées en pourcentage des primes nettes de la branche (1) (2)

Source : Commission de contrôle des assurances

Branche	1985	1986	1987	1988	1989
Assurances dommages	17,7	14,8	16,1	15,5	13,1
dont : Transports (y compris aviation)	55,4	53,6	55,0	52,6	49,7
Catastrophes naturelles	70,8	63,3	54,0	*r* 44,4	45,2

(1) Les cessions relatives aux branches vies et capitalisation gérées en capitalisation ne sont pas reprises dans ce tableau, compte tenu de leur faible montant.
(2) Soit primes nettes mises en recrouvement dans l'exercice, plus rappel, moins annulations au cours de l'exercice, plus variations des primes acquises et non émises; ces comptabilisations sont faites hors taxes, c'est -à -dire contribution à la Sécurité sociale (pour l'automobile), contribution au fonds de garantie, contribution pour les catastrophes naturelles.

TABLEAU M.04-9

Montant total des primes émises par les entreprises d'assurances des principaux pays

Source : Revue SIGMA

Unité : % du total mondial des primes

Pays	1985	1986	1987	1988
CEE	21,46	21,56	24,24	22,90
dont : Allemagne (ex-RFA)	7,02	6,91	7,63	6,80
Grande-Bretagne	5,75	5,32	5,98	5,88
France	**4,37**	**4,25**	**4,67**	**4,45**
Italie	1,58	1,68	1,86	1,71
Pays-Bas	1,32	1,33	1,43	1,28
OCDE :				
dont : Etats-Unis	47,70	43,22	38,00	36,84
Japon	17,31	19,67	22,89	24,46
Canada	2,69	2,30	2,13	2,26
Suisse	1,29	1,31	1,50	1,29
Union soviétique (1)	—	4,25	4,67	4,45

(1) Conseil d'aide économique mutuel (CAEM).

TABLEAU M.04-10

Part des primes d'assurance rapportée au produit national brut des principaux pays de l'OCDE

Source : Revue SIGMA

Unité : %

Pays	1985	1986	1987	1988
Allemagne (ex-RFA)	5,90	5,97	6,40	6,69
Australie	5,34	5,19	5,31	6,86
Canada	5,14	5,41	5,41	5,29
Etats-Unis d'Amérique	7,52	8,84	9,07	8,90
France (1)	**4,53**	**4,70**	**5,06**	**5,58**
Italie	2,49	2,19	2,35	2,47
Japon	6,94	8,20	8,69	9,78
Royaume-Uni	7,11	8,34	8,35	8,25
Suisse	7,07	7,54	8,02	8,46

(1) Produit intérieur brut.

TABLEAU M.04-11

Montant total des primes d'assurance émises sur le territoire national des principaux pays de l'OCDE et part en pourcentage de l'assurance-dommages dans ce montant

Source : Revue SIGMA

Unité : Milliard de francs

Pays	1983		1984		1985		*r* 1986		1987	
	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %
Allemagne (ex-RFA)	298,2	58,1	313,6	58,9	197,3	59,0	383,1	57,6	436,0	56,3
Australie	70,6	69,5	84,1	70,5	59,3	69,0	55,7	68,2	56,5	66,4
Belgique	24,1	72,6	26,4	72,3	19,8	72,2	32,4	72,3	35,9	70,5
Canada	133,0	60,5	151,6	54,5	128,2	53,0	127,6	55,0	122,9	51,2
Etats-Unis	1.903,2	64,6	2.430,6	62,9	2.273,8	62,1	2.395,2	59,6	2.174,3	59,3
France	**161,6**	**72,0**	**184,2**	**69,8**	**137,1**	**65,8**	**235,4**	**61,1**	**267,0**	**57,5**
Italie	60,5	87,6	71,2	86,3	63,8	84,4	93,2	81,7	110,6	78,3
Japon	585,4	29,7	709,6	29,7	824,9	28,6	1.089,8	29,8	1.309,5	26,0
Pays-Bas	57,0	55,3	59,5	55,0	33,6	53,3	75,6	54,4	81,9	53,6
Royaume-Uni	232,7	41,6	254,4	40,9	110,2	40,2	294,8	40,6	342,3	37,1
Suisse	52,8	48,9	54,4	50,0	61,5	46,6	72,7	46,3	85,9	44,4

TABLEAU M.04-12

Répartition des placements d'assurances

Valeurs conservées par les entreprises - estimation d'inventaire

Source : Commission de contrôle des Assurances

Unité : Milliard de francs

Nature des valeurs	Année	Branches (France et étranger)		**Total**
		Vie et capitalisation	Dommages	
Valeurs mobilières	1985	214,3	141,7	**356,0**
Immeubles et parts de SCI	»	44,8	35,8	**80,6**
Prêts et effets assimilés	»	21,5	13,4	**34,9**
Cautionnements en espèces	»	2,1	11,7	**13,8**
Total	»	**282,7**	**202,6**	**485,3**
Valeurs mobilières	1986	281,5	174,7	**456,2**
Immeubles et parts de SCI	»	51,2	40,0	**91,2**
Prêts et effets assimilés	»	25,4	15,2	**40,6**
Cautionnements en espèces	»	2,2	11,1	**13,3**
Total	»	**360,3**	**241,0**	**601,3**
Valeurs mobilières	1987	358,4	198,1	**556,5**
Immeubles et parts de SCI	»	58,6	43,9	**102,6**
Prêts et effets assimilés	»	25,2	16,0	**41,1**
Cautionnements en espèces	»	1,8	11,6	**13,4**
Total	»	**444,0**	**269,6**	**713,6**
Valeurs mobilières	1988	465,3	221,5	**686,8**
Immeubles et parts de SCI	»	69,4	46,5	**115,9**
Prêts et effets assimilés	»	45,0	16,9	**61,9**
Cautionnements en espèces	»	2,1	10,2	**12,3**
Total	»	**581,8**	**295,1**	**876,9**

N

Finances

Chapitre N.01

Monnaie, Crédit, Épargne

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Agrégats de monnaie.

1. Nombre de guichets permanents de banque.
2. Nombre des établissements de crédit et établissements relevant de l'article 99 de la loi du 24 janvier 1984.
3. Bilan des établissements de crédit.
4. Bilan de la Banque de France.
5. Les agrégats monétaires.
6. Dépôts à vue par réseau.
7. L'endettement intérieur total.
8. Les actifs monétaires détenus par les non-résidents.
9. Créances sur l'économie : catégories de créances.
10. Crédits : répartition selon l'objet économique et les agents emprunteurs résidents.
11. Opérations des non-résidents.
12. Principaux taux d'intérêt débiteurs.
13. Conditions de rémunération des principales formes d'épargne en vigueur au 31 décembre.
14. Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.
15. Activité de la Caisse nationale d'épargne (CNE) dans les départements d'outre-mer. Répartition des diverses formes d'épargne.
16. Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, « Service des Analyses et Statistiques Monétaires ».

1. MÉTHODOLOGIE

La loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, dite loi bancaire, définit le cadre institutionnel dans lequel s'exerce désormais l'activité des établissements de crédit.

Les statistiques permettant de suivre cette activité sont établies par la Banque de France.

Nomenclature des institutions financières utilisée pour l'établissement des statistiques monétaires et financières

Cette nomenclature est commune aux statistiques monétaires et aux tableaux d'opérations financières de la comptabilité nationale.

Les institutions financières sont classées en trois grandes catégories :

— Établissements de crédit et assimilés;

— Banque de France;

— Établissements de crédit hors Banque de France (y compris CDC) :

Banques;
Banques AFB (non compris BFCE et BCML);
Banque française du commerce extérieur (BFCE);
Banques mutualistes ou coopératives :
Banques populaires;
Crédit agricole;
Crédit mutuel (y compris BCMB, BCML et BFCM);
Crédit mutuel agricole et rural;
Crédit maritime;
Banques du crédit coopératif :
Caisse centrale de crédit coopératif,
Banque française de crédit coopératif;
Crédits municipaux.

Caisse des dépôts et consignations et Caisses d'épargne :
Caisse des dépôts et consignations (y compris Caisse de garantie du logement social IPS);
Réseaux des Caisses d'épargne :
Caisses d'épargne et de prévoyance y compris SOREFI (réseau écureuil),
Caisse nationale d'épargne (réseau La Poste).

Sociétés financières et Maisons de titres (non compris les sociétés de caution mutuelle) :
Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI);
Sociétés pour le financement des économies d'énergie (SOFERGIE);
Sociétés de financement des télécommunications;
Sociétés de crédit différé;
Sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI);
Sociétés financières habilitées à titre individuel (SFHTI);
Caisse de refinancement hypothécaire;
Maisons de titres (art. 99).

Institutions financières spécialisées (non compris SOFARIS) et assimilées :
Comptoir des entrepreneurs;
Crédit foncier de France;
Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME);
Crédit national;
Sociétés de développement régional;
Crédit local de France (ex-CAECL);
Caisse nationale de l'énergie;
Caisse nationale des télécommunications;
Caisse nationale des autoroutes;
Caisse centrale de coopération économique (CCCE);
Matif SA (ex-CCIFP);
Sociétés des bourses françaises.

Institutions financières diverses :
Fonds communs de créances.

Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM).

En outre, le Trésor public et les services financiers de La Poste sont assimilés à des agents financiers.

Les agrégats de monnaie et de placement

D'après la méthodologie des statistiques monétaires adoptée en 1986, les données relatives aux OPCVM étaient appréhendées selon le principe de « transparence » : en application de ce principe, les actifs monétaires figurant dans le portefeuille de l'ensemble des OPCVM étaient considérés non pas comme détenus par ces derniers, mais directement et en totalité par les agents non financiers résidents.

La réforme des statistiques monétaires, entrée en vigueur au début de l'année 1991, porte essentiellement sur les OPCVM, désormais considérés comme des institutions financières à part entière. Leur traitement est maintenant analogue à celui des établissements de crédit.

Le décloisonnement des marchés et la montée du phénomène d'innovation financière en cours depuis plusieurs années ont rendu nécessaire pour les autorités monétaires un suivi attentif, non seulement de la monnaie à proprement parler (correspondant aux agrégats M), mais également d'indicateurs représentatifs des autres catégories de placements financiers détenus par les agents non financiers.

Au-delà de M4, les différents placements non monétaires sont désormais classés en trois sous-ensembles distincts, les agrégats de placement, aussi homogènes que possible, en fonction de leurs caractéristiques propres et par ordre de proximité décroissante avec les avoirs monétaires.

Les placements qui traduisent une volonté d'épargne durable n'entrent pas dans les agrégats monétaires mais ont été regroupés en sous-ensembles distincts et homogènes : les agrégats de placement.

Les agrégats de monnaie et de placement recensent exclusivement les avoirs détenus par les agents non financiers résidents.

Les divers postes d'actif du bilan consolidé sont regroupés en grandes rubriques dénommées « contreparties ». Viennent en déduction les engagements non retenus dans M3. Le choix des regroupements au titre des contreparties a pour but de mettre en lumière les principaux « canaux » de la création monétaire au sens de M3.

On peut distinguer d'abord deux contreparties principales : les créances nettes sur l'extérieur et le crédit interne que l'on peut décomposer en créances sur l'État et créances sur le secteur privé (appelées créances sur l'économie).

Viennent ensuite, en déduction dans les contreparties, les ressources stables nettes des établissements de crédit ainsi que l'épargne contractuelle incluse dans P1 (PEL, LEE, contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé, PEP bancaires).

Enfin, l'ensemble des opérations d'actif et de passif des institutions financières qui ne peuvent être classées dans l'une des rubriques précédentes sont regroupées dans une contrepartie appelée « Divers nets ».

2. DÉFINITIONS

Agent résident

Est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier). La population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité.

L'agrégat M1

L'agrégat M1 regroupe les moyens de paiement utilisables en France, c'est-à-dire :

— les billets émis par la Banque de France sur le territoire métropolitain et détenus par les agents non financiers;

— les monnaies divisionnaires émises par le Trésor et mises en circulation par la Banque de France;

— les dépôts à vue en francs mobilisables par chèques gérés par les établissements de crédit, le Trésor et La Poste (centres de chèques postaux [CCP]).

Sont exclus les dépôts à vue en devises (car il ne s'agit pas de moyens de paiement utilisables en France et leur détention comporte un risque de perte en capital).

L'agrégat M2

L'agrégat M2 comprend, en plus de M1, les placements à vue en francs rémunérés, dont les taux sont actuellement réglementés, effectués auprès des établissements de crédit et du Trésor, en non mobilisables par chèques (comptes sur livrets) :

— les livrets A;
— les livrets A-HLM;
— les livrets bleus;
— les comptes épargne-logement (CEL);
— les CODEVI;
— les livrets d'épargne populaire (LEP);
— les livrets soumis à l'impôt.

L'agrégat M3

L'agrégat M3 inclut, outre M2 :

— les placements monétaires en devises;

— tous les placements à terme non négociables sur un marché, gérés par les établissements de crédit, le Trésor et La Poste (les comptes à terme traditionnels, rémérés (1), pensions, ainsi que les bons de caisse, bons d'épargne des établissements de crédit, du Trésor et de La Poste);

— les titres de créances négociables émis par les établissements de crédit et détenus par le public (certificats de dépôt, bons émis par les sociétés financières et les institutions financières spécialisées ou assimilées), ainsi que les parts de Fonds communs de créances à moins de cinq ans;

— la totalité des parts et titres d'Organismes de placement collectif en valeur mobilières [OPCVM (2)] court terme détenus par les agents non financiers, en tant qu'éléments monétaires inscrits au passif des bilans d'institutions financières.

L'agrégat M4

L'agrégat M4 regroupe, outre M3 :

— les bons du Trésor;
— les billets de trésorerie émis par les entreprises.

À l'instar des séries monétaires, des contreparties ont été construites et rétropolées en accord avec la nouvelle méthodologie. Dès lors que les OPCVM ne sont pas de simples écrans, mais des intermédiaires financiers, il est justifié de les faire figurer dans un tableau d'équilibre agrégats-contreparties. Les contreparties de M3 sont calculées à partir d'une consolidation des bilans des établissements de crédit situés sur le territoire métropolitain — Monaco inclus — et des OPCVM.

L'agrégat P1

L'agrégat P1 rassemble des placements stables par vocation et non négociables sur un marché, c'est-à-dire :

— les plans d'épargne-logement (PEL);
— les livrets d'épargne-entreprise (LEE);
— les contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé;
— les plans d'épargne populaire (PEP);
— les bons de capitalisation (émis par les entreprises d'assurance).

L'agrégat P2

L'agrégat P2 regroupe :

— les obligations;
— les titres d'OPCVM obligataires;
— les réserves techniques d'assurance.

---

1. Vente de titres avec faculté de rachat.
2. Les agents non financiers peuvent souscrire des titres auprès des organismes de placement collectif en valeurs mobilières. Ceux-ci, selon leur objectif de gestion, peuvent placer les fonds ainsi obtenus soit sur des actifs très liquides (ils rémunèrent alors leurs clients à des taux proches du marché monétaire et se dénomment OPCVM cour terme), soit en privilégiant l'investissement en valeurs mobilières classiques majoritairement obligataires ou composées d'actions. La rémunération beaucoup plus aléatoire des titres détenus par l'agent non financier dépend alors des performances du marché financier.

L'agrégat P3

L'agrégat P3 comprend :

— les actions;

— les titres d'OPCVM actions.

Les créances nettes sur l'extérieur

La contrepartie « Extérieur » mesure l'incidence du solde des transactions courantes de la balance des paiements et du solde des mouvements de capitaux à court et long terme des agents non financiers sur les avoirs monétaires des résidents. Elle englobe tous les postes d'actif et de passif des bilans des institutions financières, concernant les relations avec les non-résidents, qu'ils soient des agents financiers ou non.

Les deux composantes de cette contrepartie sont :

— le solde des créances (avoirs bruts de change, postes d'actif du bilan) et des engagements (postes de passif du bilan) de la Banque de France vis-à-vis de l'extérieur;

— la position (ou solde des créances et engagements) des autres institutions financières vis-à-vis de l'extérieur. En ce qui concerne les actifs détenus par les OPCVM, ont été classés dans la contrepartie « Extérieur » :

  — les valeurs mobilières (actions et obligations) étrangères. On suppose qu'il s'agit de titres émis par des non-résidents en devises étrangères, faute d'information sur la nature des devises;

  — les titres courts négociables émis par des non-résidents, ainsi que les avoirs sur des comptes ouverts auprès d'établissements non-résidents;

  — de plus, le montant des titres d'OPCVM détenus par des non-résidents vient en déduction de la contrepartie « Extérieur ».

Le crédit interne regroupe les créances sur l'État et les créances sur l'économie.

Les créances sur l'État

Cette contrepartie retrace l'endettement monétaire de l'État. Elle recense :

— les crédits octroyés à l'État par les établissements de crédit ainsi que les dépôts monétaires gérés par le Trésor ou mis à sa disposition :

  — crédits de la Banque de France : monnaies divisionnaires en stock, concours nets du compte courant au Trésor public, avoirs en CCP;

  — crédits des autres établissements de crédit : avoirs en CCP, dépôts au Trésor, prêts et avances;

  — crédits des ANF (agents non financiers) correspondant au montant des avoirs inclus dans M3 collectés par le Trésor et La Poste.

— les titres émis par l'État acquis par les établissements de crédit et les OPCVM (fonds d'État, bons du Trésor).

Les créances sur l'économie

Il s'agit des financements consentis aux autres agents par les institutions financières. Ces créances se décomposent de la même manière en crédits et titres :

— les crédits — en francs et en devises — comprennent les crédits stricto sensu; les effets à l'encaissement à crédit immédiat; les immobilisations de crédit-bail (non compris les immobilisations non louées, mais y compris les immobilisations en cours) et de location avec option d'achat; les opérations de location simple, exercées à titre complémentaire; les prêts participatifs;

— les titres incluent les titres de placement (obligations hors État et actions) ne donnant pas un droit de contrôle et achetés en vue d'en retirer un revenu direct ou une plus-value, y compris ceux acquis au titre d'interventions sur les marchés secondaires (opérations de trésorerie, activité de contrepartie des établissements de crédit, portefeuille de transactions...) et les billets de trésorerie émis par les entreprises.

Le nouveau traitement des OPCVM conduit, en effet, à inclure dans la contrepartie « Créances sur l'économie » les billets de trésorerie ainsi que toutes les valeurs mobilières émises par d'autres agents que l'État et détenues par les OPCVM.

Les divers nets

Cette contrepartie est constituée par des éléments du bilan cumulé des institutions financières qui ne sont inclus ni dans M3, ni dans les contreparties « Extérieur » et « Crédit interne », ni enfin dans les ressources stables nettes et l'épargne contractuelle. Parmi ces éléments figurent notamment : l'encaissement net; le solde des opérations d'actif et de passif entre institutions financières (décalages et en route entre institutions financières, prêts du FDES aux établissements de crédit).

L'endettement intérieur total

L'endettement intérieur total, anciennement dénommé crédit intérieur total, regroupe l'ensemble des financements obtenus par voie d'endettement auprès des établissements de crédit et sur les marchés de capitaux, tant en France qu'à l'étranger.

Plus large que le crédit interne, qui ne retrace que le financement de l'économie assuré par les établissements de crédit, l'endettement intérieur total, agrégat de financement global, permet de tenir compte de l'importance croissante du financement direct des agents sur les marchés monétaire et financier.

L'endettement intérieur total regroupe trois composantes :

— les crédits des établissements de crédit résidents, subdivisés en crédits à l'État et crédits aux autres agents non financiers;

— les financements obtenus sur les marchés internes (eux-mêmes subdivisés en financements obtenus sur le marché monétaire et financements obtenus sur le marché obligataire); ces financements peuvent émaner de résidents ou de non-résidents;

— les crédits et obligations internationaux.

L'épargne contractuelle (classée dans P1)

Présentée dans les contreparties avec un signe négatif, cette rubrique correspond à des ressources non monétaires au sens de M3 sans pour cela pouvoir être qualifiées de stables. Elle comprend les PEL, les LEE, les contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé et les PEP bancaires.

Opérations avec les non-résidents

Sont détaillées, à ce titre, les composantes de la position des institutions financières vis-à-vis de la clientèle non résidente dans la contrepartie « Extérieur » de M3 : dépôts de la clientèle non résidente, d'une part, crédits aux non-résidents, d'autre part.

Les ressources stables nettes

Présentées dans les contreparties, avec un signe négatif, les ressources stables des institutions financières sont formées :

— des emprunts obligataires émis sur le marché intérieur (nets des amortissements effectués et hors émissions des titres CODEVI émis et détenus simultanément par les établissements de crédit);

— des emprunts participatifs nets des prêts participatifs consentis à des institutions financières;

— des capitaux propres nets calculés en faisant la balance des fonds propres (capital et dotations, réserves, provisions, report à nouveau), d'une part, et des immobilisations, participations, filiales, frais d'établissement, report à nouveau négatif, d'autre part;

— du montant global de l'actif net des OPCVM autres que court terme détenu par des résidents.

Taux d'intérêt

Sont présentés ici les principaux taux d'intérêt débiteurs (coût pour l'emprunteur) et créditeurs (rémunération des placements), ainsi que des taux interbancaires. Certains de ces taux sont réglementés (caisses d'épargne...), d'autres sont observés sur le marché (marché monétaire). Pour le rendement des titres (actions, obligations), voir le chapitre N.02 ci-après, « Marché financier, bourse ».

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Banque de France;
— Conseil national du crédit;
— Ministère de l'Économie et des Finances;
— Caisse nationale d'épargne.

Publications :

Volume annuel des statistiques monétaires, Banque de France;

Compte rendu des opérations de la Banque de France présenté à M. le président de la République;

Rapport annuel du Conseil national de Crédit;

Rapport annuel de la Commission bancaire;

La Banque de France et la monnaie, dernière édition 1986;

Rapports annuels des caisses d'épargne (rapport des caisses d'épargne et de prévoyance, rapport de la Caisse nationale d'épargne);

Banque de France, statistiques mensuelles, trimestrielles et annuelles;

Les agrégats de monnaie (mensuel et trimestriel);

Les contreparties de M3 (trimestriel).

*
* *

Agrégats de monnaie

M1	M2	M3	M4
Monnaies Billets Dépôts à vue en francs			
M2 – M1 Livrets soumis à l'impôt Livrets A et livrets bleus Livrets d'épargne populaire Comptes pour le développement industriel Comptes d'épargne-logement			
M3 – M2 Avoirs en devises étrangères Placements à terme Titres de créances négociables émis par les établissements de crédit Titres d'OPCVM court terme Parts de fonds communs de créances à moins de 5 ans			
M4 – M3 Titres de créances négociables émis par les agents non financiers.			

TABLEAU N.01-1

Nombre de guichets permanents de banques

Métropole, Monaco et outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Banque de France (Bulletin trimestriel) — *Unité :* Guichet

	1986	1987	1988	1989	1990
Banques	**10.209**	**10.251**	**10.270**	**10.160**	**10.311**
Etablissements affiliés à des organes centraux	**15.606**	**15.664**	**15.527**	**15.474**	**15.432**
Banques populaires	1.580	1.598	1.609	1.611	1.620
Crédit agricole	5.688	5.726	5.723	5.706	5.689
Caisses d'Epargne (1)	4.391	4.395	4.324	4.322	4.307
Autres (2)	3.947	3.945	3.871	3.835	3.816
Total	**25.815**	**25.915**	**25.797**	**25.634**	**25.743**

(1) Chiffres non communiqués en ce qui concerne le réseau des caisses d'épargne.
(2) Crédit maritime mutuel, Crédit municipal, Caisse centrale de crédit coopératif, Crédit mutuel et Crédit mutuel agricole et rural.

TABLEAU N.01-2

Nombre des établissements de crédit et établissements relevant de l'article 99 de la loi du 24 janvier 1984

Situation au 31 décembre

Source : Banque de France

	1985	1986	1987	1988	1989
Etablissements de crédit - Métropole - Outre-Mer					
I. Etablissements de crédit agréés en qualité de banques	**357**	**374**	**383**	**397**	**404**
II. Etablissements de crédit agréés en qualité de banques mutualistes ou coopératives	**194**	**192**	**190**	**178**	**176**
● établissements affiliés à la Chambre syndicale des banques populaires	41	40	39	33	33
● établissements affiliés à la Caisse nationale de crédit agricole	95	95	95	93	92
● établissements affiliés à la Caisse centrale de crédit coopératif	16	16	16	15	15
● établissements affiliés à la Confédération nationale du crédit mutuel	23	23	23	23	23
● établissements affiliés à la Fédération centrale du crédit mutuel agricole et rural	15	14	13	10	10
● sociétés coopératives de banque non affiliées à un organe central	4	4	4	4	3
III. Etablissements de crédit agréés en qualité de caisses d'épargne et de prévoyance	**430**	**401**	**364**	**301**	**224**
IV. Etablissements de crédit agréés en qualité de caisses de crédit municipal	**21**	**21**	**21**	**21**	**21**
V. Etablissements de crédit agréés en qualité de sociétés financières	**1.010**	**1.042**	**1.060**	**1.052**	**1.062**
A. Sociétés financières soumises à des dispositions législatives et réglementaires particulières	597	595	588	573	556
1. Sociétés financières affiliées à un organe central :					
a. Sociétés financières affiliées à la Chambre syndicale des banques populaires (sociétés de caution mutuelle « loi de 1917 »)	292	286	273	183	174
b. Sociétés financières affiliées au CENCEP	21	21	21	21	21
2. Sociétés financières adhérant à un organisme professionnel :					
a. Sociétés de caution mutuelle	17	17	18	96	89
b. Sociétés de crédit différé	4	4	4	4	4
c. Sociétés de crédit immobilier	168	167	162	155	148
d. Sociétés de crédit d'outre-mer	6	6	6	5	5
e. Sociétés de financement des télécommunications	5	5	5	5	5
f. Sofergie	20	19	20	25	23
g. Sicomi (dont 1 affiliée à la Caisse centrale de crédit coopératif)	62	68	78	78	87
h. Autres sociétés financières	2	2	1	1	—
B. Sociétés financières habilitées à effectuer les opérations de banque résultant de leur décision individuelle d'agrément	413	447	472	479	506
1. Sociétés financières affiliées à un organe central :					
a. Sociétés financières affiliées à la Caisse nationale de crédit agricole	31	31	32	32	29
b. Sociétés financières affiliées à la Caisse centrale de crédit coopératif	13	20	20	21	20
2. Sociétés financières adhérant à un organisme professionnel	369	396	420	426	457
VI. Etablissements de crédit agréés en qualité d'institutions financières spécialisées	**30**	**31**	**31**	**32**	**32**
Total	**2.042**	**2.061**	**2.049**	**1.981**	**1.919**
Etablissements de crédit - Monaco					
I. Etablissements de crédit agréés en qualité de banques	**10**	**11**	**11**	**11**	**14**
II. Etablissements de crédit agréés en qualité de sociétés financières	**7**	**7**	**7**	**7**	**7**
III. Maisons de titres (établissements relevant de l'article 99 de la loi du 24 janvier 1984)	—	—	—	—	**1**
Total	**17**	**18**	**18**	**18**	**22**
Etablissements relevant de l'article 99 de la loi du 24 janvier 1984					
Total	**67**	**83**	**103**	**124**	**144**
TOTAL GENERAL	**2.126**	**2.162**	**2.170**	**2.123**	**2.085**

TABLEAU N.01-3A

Bilan des établissements de crédit

Source : Banque de France — *Unité :* Encours en milliards de francs

En fin d'année	1986	1987	1988	1989	1990
ACTIF					
Créances sur l'extérieur	**1.967,5**	**2.085,9**	**2.328,9**	**2.596,7**	**2.876,9**
Créances de la Banque de France	**494,5**	**474,3**	**430,4**	**405,4**	**407,2**
Créances des autres établissements de crédit	**1.473,0**	**1.611,6**	**1.898,4**	**2.191,3**	**2.469,7**
Créances sur l'économie	**583,0**	**564,5**	**606,7**	**648,6**	**652,7**
En francs	285,4	279,5	291,4	319,8	299,9
En devises étrangères	297,7	285,0	315,3	328,8	352,8
Créances sur correspondants étrangers	**806,6**	**958,2**	**1.186,3**	**1.404,2**	**1.640,1**
En francs	33,6	65,9	92,6	119,6	196,5
En devises étrangères	773,0	892,2	1.103,7	1.284,6	1.443,6
Autres créances	**83,4**	**88,9**	**105,5**	**138,6**	**176,9**
Créances sur l'Etat	**967,7**	**1.050,0**	**1.099,6**	**1.077,9**	**1.078,0**
Crédits	**350,7**	**406,8**	**397,2**	**393,6**	**402,7**
Etablissements de crédit	**39,8**	**76,1**	**66,6**	**47,7**	**50,4**
Monnaies divisionnaires	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3
Avoirs en comptes courants postaux	1,5	3,5	1,6	1,9	1,8
Dépôts et avances au Trésor public	12,1	36,1	27,0	15,7	8,7
Concours au Trésor public	25,3	36,5	36,9	28,9	38,5
P et T	**143,1**	**145,9**	**149,6**	**155,7**	**162,9**
Trésor public	**167,9**	**184,9**	**181,0**	**190,1**	**189,4**
Monnaies divisionnaires en circulation	12,7	13,6	14,9	16,2	17,1
Dépôts au Trésor public	120,5	137,1	132,4	141,8	142,1
Bons du Trésor sur formules	34,6	34,2	33,7	32,0	30,3
Titres	**617,0**	**643,3**	**702,4**	**684,4**	**675,3**
dont : Titres vendus à réméré	29,5	21,9	22,9	33,5	24,2
Bons	358,4	397,6	397,6	409,6	397,2
dont : Ajustement banques	—1,7	0,6	—	—	—
Obligations	258,6	245,6	304,8	274,7	288,0
Créances sur l'économie	**4.593,5**	**5.105,0**	**5.767,3**	**6.516,4**	**7.106,0**
Crédits	**3.903,3**	**4.224,7**	**4.715,5**	**5.285,8**	**5.854,1**
dont : P et T	8,2	9,8	10,1	10,5	10,5
Titres	**790,2**	**880,3**	**1.051,8**	**1.230,6**	**1.251,9**
Titres de placement	766,6	854,4	1.008,7	1.121,9	1.114,5
Titres vendus à réméré	9,9	1,7	3,6	9,6	7,2
Billets trésorerie (hors CNT)	13,7	24,2	39,5	99,2	130,3
Rubriques déduites des ressources stables	**172,9**	**243,5**	**279,8**	**373,1**	**428,5**
Créances sur les institutions financières résidentes	**3.363,5**	**3.744,9**	**4.102,5**	**4.557,8**	**4.659,6**
Créances de la Banque de France	**130,3**	**212,0**	**237,5**	**271,2**	**161,4**
Comptes des autres EC	**3.233,2**	**3.532,8**	**3.865,1**	**4.296,6**	**4.498,1**
Comptes ordinaires et à terme	2.391,9	2.474,3	2.654,7	2.965,9	2.921,0
Opérations contre effets et titres	779,0	995,8	1.145,7	1.254,6	1.516,3
dont : Certificats de dépôts	46,0	102,5	208,1	298,4	565,0
Bons des SF nég. (1)	—	7,9	16,4	28,2	44,0
Bons des IFS	26,4	32,6	31,7	34,8	46,9
Billets trésorerie (CNT)	—	0,7	2,1	3,3	6,3
Parts de FCC	—	—	—	—	1,4
Titres pour le développement industriel	24,5	21,2	17,8	20,1	15,5
Obligations émises par institutions financières	37,8	41,6	46,9	45,9	45,4
Autres rubriques d'actif	**833,0**	**950,1**	**995,9**	**1.320,5**	**1.553,9**
dont : Opérations d'encaissement	363,5	431,3	466,7	589,4	883,8
Billets et monnaies en caisse	11,7	13,1	11,7	12,9	14,3
Avances à l 'IEDEOM et à l 'IEOM	6,7	7,6	8,4	9,5	10,6
Régularisations	**1,7**	**—8,5**	**—16,4**	**—26,2**	**—44,0**
Créances Etat, titres ajustements banques	1,7	—0,6	—	—	—
Ajustement bons des SF négociables	—	—7,9	—16,4	—26,2	—44,0
Total de l'actif	**11.899,8**	**13.170,9**	**14.557,4**	**16.416,1**	**17.658,8**

(1) Bons des sociétés financières négociables à partir de mars 1987.

TABLEAU N.01-3B

Bilan des établissements de crédit

Source : Banque de France — *Unité :* Encours en milliards de francs

En fin d'année	1986	1987	1988	1989	1990
PASSIF					
Engagements envers l'extérieur	**1.808,8**	**1.954,8**	**2.242,7**	**2.536,9**	**2.917,7**
Engagement de la Banque de France	336,2	372,0	328,6	310,2	252,4
Engagements des autres établissements de crédit	1.472,7	1.582,8	1.914,1	2.226,7	2.665,3
Dépôts de la clientèle	**114,9**	**128,5**	**145,1**	**165,2**	**195,3**
Dépôt à vue	**27,7**	**32,7**	**34,3**	**42,9**	**47,1**
En francs	14,7	15,2	17,6	21,8	25,1
En devises étrangères	13,0	17,4	16,6	21,1	21,9
Autres dépôts	**87,2**	**95,9**	**110,9**	**122,3**	**148,2**
En francs	12,5	16,6	22,5	29,1	37,3
En devises étrangères	74,6	79,3	88,4	93,1	110,9
Titres de créances négociables	**5,1**	**6,9**	**11,6**	**20,4**	**40,8**
Titres court terme émis à l'étranger	**3,2**	**2,5**	**7,6**	**6,9**	**7,1**
Engagements envers correspondants étrangers	**1.088,9**	**1.181,7**	**1.416,2**	**1.655,7**	**1.958,7**
En francs	41,7	71,3	106,0	186,7	386,3
En devises étrangères	1.047,2	1.110,4	1.310,2	1.469,0	1.572,4
Emprunts obligatoires	**203,5**	**201,1**	**239,3**	**258,9**	**296,0**
Autres engagements	**57,2**	**62,0**	**94,3**	**119,6**	**167,6**
Monnaies divisionnaires en circulation	**12,7**	**13,6**	**14,9**	**16,2**	**17,1**
Billets en circulation	**218,0**	**228,9**	**240,7**	**252,5**	**263,3**
Engagements envers l'Etat	**158,2**	**221,8**	**177,0**	**210,6**	**203,3**
Compte courant du Trésor à la BDF	58,6	120,0	75,6	107,0	103,7
Prêts du FDES	15,8	14,8	13,3	11,8	8,0
Fonds publics affectés	22,6	23,0	24,1	23,7	27,4
Dotations et subventions d'Etat (CDC + CGL3)	63,3	64,0	64,0	68,0	64,3
Dépôts des agents non financiers	**2.961,8**	**3.094,9**	**3.205,1**	**3.381,1**	**3.413,0**
Dépôts à vue	**1.191,1**	**1.241,3**	**1.295,6**	**1.412,9**	**1.467,8**
En francs	1.176,6	1.227,2	1.273,0	1.388,0	1.442,2
dont : Trésor public	116,9	133,1	128,0	136,7	136,0
P et T	143,3	146,7	149,9	155,9	163,1
En devises étrangères	14,5	14,1	22,6	24,8	25,5
Placements à vue en francs	**1.198,8**	**1.250,2**	**1.290,3**	**1.296,0**	**1.258,5**
dont : Trésor public (Codevi)	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Placement à terme	**571,9**	**603,3**	**619,1**	**672,3**	**686,7**
En francs	**561,7**	**591,7**	**601,5**	**634,4**	**653,2**
dont : Trésor public	37,6	37,6	37,5	36,5	35,7
dont : Bons sur formules	34,6	34,2	33,7	32,0	30,3
P et T (Bons)	8,0	9,0	9,8	10,3	10,4
En devises étrangères	**10,2**	**11,6**	**17,6**	**37,9**	**33,5**
Titre de créances négociables et autres titres courts	**87,2**	**239,8**	**391,4**	**572,2**	**937,6**
Certificats de dépôt	59,3	193,6	329,8	495,3	824,1
Bons de sociétés financières	0,3	10,5	24,9	34,1	51,3
Bons des instit. finan. spécialisées	27,6	34,7	34,2	38,8	51,4
Billets de trésorerie de la CNT	///	1,0	2,5	4,0	7,0
Parts ordinaires de FCC à 5 ans	///	///	///	///	3,9
Titre d'OPCVM court terme	**382,6**	**522,1**	**718,7**	**860,6**	**1.173,9**
Epargne contractuelle	**295,4**	**351,3**	**408,7**	**448,6**	**454,2**
Plans d'épargne populaire	///	///	///	///	**84,4**
Ressources stables	**1.858,4**	**2.056,2**	**2.418,6**	**2.795,5**	**2.860,7**
dont : autres titres d'OPCVM	593,3	569,3	713,6	850,9	769,1
Engagements envers institutions financières résidentes	**3.266,5**	**3.560,3**	**3.705,3**	**4.111,4**	**3.958,9**
Autres rubriques du passif	**850,0**	**927,2**	**1.034,2**	**1.240,4**	**1.374,7**
dont : opérations d'encaissement	281,0	277,7	366,6	456,0	498,7
Total du passif	**11.899,8**	**13.170,8**	**14.557,4**	**16.416,1**	**17.658,9**
Titres de créances négociables émis par des ANF détenus par des ANF et inclus dans l'agrégat M4.					
Bons du Trésor en comptes courants	12,4	23,9	19,5	36,8	27,7
Billets de trésorerie (hors CNT)	10,3	15,6	21,0	25,9	21,9

TABLEAU N.01-4

Bilan de la Banque de France

Au 31 décembre

Source : Banque de France — *Unité :* Milliards de francs

	1987	1988	1989	1990	1991
Actif					
Créances sur l'extérieur	474,3	430,4	405,4	407,2	396,5
Créances sur l'Etat	49,0	48,2	41,1	63,4	56,7
Créances sur l'économie	3,4	2,2	2,8	3,6	3,8
Rubriques déduites des ressources stables	3,2	3,5	3,9	4,2	4,5
Créances sur les institutions financières résidentes	212,0	237,5	271,2	181,4	166,3
Autres rubriques d'actif	155,3	88,7	107,9	124,6	115,3
Total de l'actif	**897,1**	**810,5**	**832,2**	**784,4**	**743,0**
Passif					
Engagements envers l'extérieur	372,0	328,6	310,2	252,4	259,5
Billets en circulation	228,9	240,7	252,5	263,3	264,0
Engagements envers l'Etat	120,0	75,6	107,0	103,7	85,6
Dépôts des agents non financiers	4,7	3,7	3,8	4,2	3,6
Ressources stables	8,1	8,6	9,5	10,9	12,1
Engagements envers les situations financières résidentes	128,0	114,6	102,9	78,1	68,4
Autres rubriques du passif	35,4	38,8	46,3	51,8	49,8
Total du passif	**897,1**	**810,3**	**832,2**	**764,4**	**743,0**

TABLEAU N.01-5

Les agrégats monétaires

Source : Banque de France — *Unité :* Encours en milliards de francs

	1986	1987	1988	1989	1990
Monnaies divisionnaires	12,7	13,6	14,9	16,2	17,1
Billets	199,6	208,2	220,6	230,2	238,4
Dépôts à vue en francs	1.176,6	1.227,2	1.273,0	1.388,0	1.442,2
M1	**1.388,9**	**1.449,0**	**1.508,6**	**1.634,5**	**1.697,7**
Placements à vue en francs	**1.198,8**	**1.250,2**	**1.290,3**	**1.296,0**	**1.258,5**
Livrets soumis à l'impôt	216,9	222,5	223,7	217,2	197,1
Livrets A ou bleus	760,6	788,5	806,2	802,1	789,2
Livrets d'épargne populaire	56,1	62,1	69,4	75,3	75,2
Comptes pour le développement industriel	75,0	77,3	80,1	82,5	80,3
Comptes d'épargne-logement	90,2	99,8	110,9	118,9	116,7
M2	**2.587,7**	**2.699,1**	**2.798,9**	**2.930,5**	**2.956,2**
Dépôts et titres de créances négociables en devises étrangères	**24,8**	**27,6**	**51,0**	**92,5**	**62,3**
Dépôts à vue	14,5	14,1	22,6	24,8	25,5
Dépôts à terme	9,9	11,6	17,6	37,9	33,5
Bons de caisse et d'épargne	0,3	—	—	—	—
Titres de créances négociables	—	1,9	10,8	29,8	3,2
Placements à terme et titres de créances négociables en francs	**935,3**	**1.168,0**	**1.373,4**	**1.604,5**	**2.018,9**
Dépôts à terme	**197,4**	**222,7**	**226,4**	**249,4**	**284,5**
Comptes créditeurs à terme	182,7	219,2	221,8	239,2	273,2
Opérations à terme sur titres	14,8	3,4	4,5	10,2	11,3
Bons de caisse d'épargne (1)	**364,2**	**369,1**	**375,2**	**384,9**	**368,7**
Titres de créances négociables	**14,8**	**94,2**	**122,4**	**179,6**	**268,2**
Certificats de dépôt	13,3	89,2	111,0	167,1	255,8
Bons négociables	1,5	4,7	11,0	11,9	11,7
Billets de trésorerie (C.N.T)	—	0,3	0,5	0,7	0,7
Titres d'OPCVM court terme	**358,8**	**482,1**	**649,5**	**790,5**	**1.095,0**
Parts de fonds communs de créances	—	—	—	—	**2,5**
M3	**3.547,8**	**3.894,7**	**4.223,3**	**4.627,6**	**5.037,4**
Titres de créances négociables en francs	**22,7**	**39,5**	**40,5**	**62,7**	**49,6**
Bons du Trésor en comptes courants	12,4	23,9	19,5	36,8	27,7
Billets de trésorerie (hors C.N.T)	10,3	15,6	21,0	25,9	21,9
M4	**3.570,6**	**3.934,3**	**4.263,8**	**4.690,3**	**5.087,0**
Pour mémoire :					
M4-M3	22,7	39,5	40,5	62,7	49,6
M4-M2	982,8	1.235,1	1.464,9	1.759,8	2.130,8
M4-M1	2.181,6	2.485,3	2.755,2	3.055,8	3.389,3
M3-M2	960,1	1.195,6	1.424,4	1.697,1	2.081,2
M3-M1	2.158,9	2.445,8	2.714,7	2.993,1	3.339,7
Agrégat de placement P1					
Plans d'épargne-logement	286,7	342,5	400,3	440,8	447,6
Contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé	7,5	6,6	6,3	6,0	5,5
Livrets d'épargne-entreprise	2,2	2,2	2,1	1,8	1,1
Plans d'épargne populaire	—	—	—	—	109,3
Bons de capitalisation	48,7	72,3	112,9	168,5	203,5
P1	**344,1**	**423,7**	**521,6**	**617,1**	**767,0**

(1) Ce poste inclut les bons du Trésor et les bons des P et T sur formules.

TABLEAU N.01-6

Dépôts à vue par réseau

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1986	1987	1988	1989	1990
Total des dépôts à vue	**1.176,6**	**1.227,2**	**1.273,0**	**1.388,0**	**1.442,2**
Etablissement de crédit	**916,4**	**947,4**	**995,1**	**1.095,4**	**1.143.1**
Banque de France	**3,4**	**4,7**	**3,7**	**3,8**	**4,2**
Banques	**762,9**	**801,5**	**841,4**	**919,7**	**952,1**
Banques AFB	**478,2**	**493,1**	**511,7**	**557,7**	**569,0**
Banque française du commerce extérieur	**2,4**	**2,6**	**2,6**	**2,4**	**2,1**
Banques mutualistes ou coopératives	**281,5**	**305,0**	**326,5**	**368,7**	**380,2**
Banques populaires	61,8	66,5	72,7	78,7	84,1
Crédit agricole	188,3	204,3	216,3	238,1	249,9
Crédit mutuel	26,0	28,6	32,2	35,7	40,0
Crédit mutuel agricole et rural (CMAR)	2,2	2,3	1,8	2,3	1,9
Crédit maritime	1,1	1,2	1,3	—	1,5
Banques du crédit coopératif	2,0	2,0	2,2	1,4	2,9
Crédits municipaux	**0,8**	**0,8**	**0,7**	**2,5**	**0,9**
Groupe CDC et caisses d'épargne	**111,7**	**110,5**	**117,2**	**0,9**	**155,8**
Caisse des dépôts et consignations	89,3	82,0	85,6	137,7	116,6
Caisse d'épargne et de prévoyance	22,4	28,5	31,7	103,9	38,2
Sociétés régionales de financement	—	—	—	33,7	—
Sociétés financières et maisons de titres	**11,8**	**15,1**	**19,3**	**—**	**21,6**
Sicomi-Sofergie	0,5	0,8	0,7	23,7	1,3
Sociétés de financement des Télécom	—	—	—	1,0	—
Sociétés de crédits différé	0,7	0,3	0,2	—	0,1
Sociétés anonymes de crédit immobilier	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Sociétés financières habilitées à titre individuel	10,2	13,4	17,9	0,2	19,5
Maisons de titre (article 99)	0,2	0,3	0,3	21,1	0,6
Institutions financières spécialisées	**26,6**	**15,6**	**13,5**	**1,2**	**9,4**
Comptoir des entrepreneurs	0,4	0,6	0,7	10,6	0,7
Crédit foncier de France	3,8	0,9	0,9	0,8	1,8
Crédit d'équipement des PME (CEPME)	0,4	0,3	0,6	1,1	0,5
Crédit national	0,2	—	0,1	0,4	0,1
Sociétés de développement régional	0,3	0,1	0,1	0,2	0,1
Crédit local de France (ex CAECL)	15,6	13,3	11,0	0,1	6,1
Caisse nationale de l'énergie	5,6	—	—	8,0	—
Société des bourses françaises	0,3	0,4	0,1	—	0,1
P et T	**143,3**	**146,7**	**149,8**	**0,2**	**163,1**
Trésor public	**116,9**	**133,1**	**128,0**	**155,9**	**136,0**
Fonds particuliers	10,9	12,3	12,3	13,5	14,0
Autres dépôts	106,0	120,8	115,7	123,2	122,0

TABLEAU N.01-7

L'endettement intérieur total

Source : Banque de France — *Unité :* Milliards de francs

	1986	1987	1988	1989	1990
Endettement intérieur total	**5.329,7**	**5.905,4**	**6.606,3**	**7.381,7**	**8.172,5**
Etat	1.069,5	1.194,7	1.335,7	1.449,6	1.605,1
ANF hors état (1)	4.260,2	4.710,7	5.270,6	5.932,1	6.567,4
Crédit des EC résidents	**3.971,6**	**4.373,3**	**4.910,2**	**5.443,6**	**6.044,2**
Etat	168,3	148,6	194,7	157,8	190,1
ANF hors état	3.803,3	4.224,7	4.715,5	5.285,8	5.854,1
Financement sur les marchés internes	**1.209,9**	**1.385,8**	**1.529,5**	**1.760,5**	**2.043,3**
Sur le marché monétaire	**398,0**	**474,2**	**510,6**	**645,1**	**702,1**
Etat	374,0	434,4	450,0	520,0	549,9
ANF hors état	24,0	39,8	60,6	125,1	152,2
Sur le marché obligatoire	**811,9**	**911,6**	**1.018,9**	**1.115,4**	**1.341,2**
Etat	512,1	596,6	672,5	749,4	938,3
ANF hors état	299,8	315,0	346,4	366,0	402,9
Crédits et obligations internationaux	**148,2**	**146,3**	**166,5**	**177,6**	**185,0**
Crédit des EC non résidents	**89,7**	**88,6**	**93,0**	**93,3**	**96,0**
Etat	15,1	15,1	18,4	22,3	26,8
ANF hors état	74,6	73,5	74,6	71,0	69,2
Obligations émises à l'étranger	**58,5**	**57,7**	**73,5**	**84,3**	**89,0**
ANF hors état	58,5	57,7	73,5	84,3	89,0

(1) ANF : Agents non financiers.

TABLEAU N.01-8

Les actifs monétaires détenus par des non-résidents

Source : Banque de France — *Unité :* Milliards de francs

	1986	1987	1988	1989	1990
DEPOTS A VUE	**27,7**	**32,7**	**34,3**	**43,0**	**47,1**
En Francs	**14,7**	**15,3**	**17,7**	**21,9**	**25,2**
Banques AFB	13,8	14,3	16,3	19,9	22,7
Banque française du commerce extérieur	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1
Banques mutualistes ou coopératives	**0,6**	**0,7**	**0,9**	**1,2**	**1,3**
Banques populaires	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Crédit agricole	0,4	0,4	0,6	0,8	0,9
Sociétés financières et maisons de titres	—	—	0,1	0,6	0,9
Institutions financières spécialisées	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Trésor public	—	—	—	0,1	0,1
En devises étrangères	**13,0**	**17,4**	**16,6**	**21,1**	**21,9**
Banques AFB	12,6	17,2	16,3	20,8	21,4
Banque française du commerce extérieur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Banques mutualistes ou coopératives	**—**	**—**	**—**	**0,1**	**0,3**
Banques populaires	—	—	—	—	0,1
Crédit agricole	—	—	—	0,1	0,3
Institutions financières spécialisées	0,1	0,1	—	—	—
LIVRETS SOUMIS A L'IMPOT	**2,5**	**2,6**	**3,1**	**3,4**	**3,5**
En Francs	2,4	2,6	3,0	3,4	3,4
Banques AFB	2,3	2,4	2,8	3,0	3,1
Banques mutualistes ou coopératives	**0,2**	**0,2**	**0,3**	**0,4**	**0,3**
Banques populaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Crédit agricole	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2
En devises étrangères	0,1	0,1	0,1	—	0,1
Banques AFB	0,1	0,1	0,1	—	0,1
COMPTES D'EPARGNE-LOGEMENT	**0,2**	**0,2**	**0,3**	**0,3**	**0,3**
En Francs	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3
Banques AFB	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3
Banques mutualistes ou coopératives	**—**	**—**	**0,1**	**0,1**	**0,1**
Banques populaires	—	—	—	—	—
Crédit agricole	—	—	—	0,1	0,1

N.B.— Voir note en fin de tableau.

TABLEAU N.01-8 (suite et fin)

Les actifs monétaires détenus par des non-résidents

Source : Banque de France — *Unité :* Milliards de Francs

	1986	1987	1988	1989	1990
DEPOTS A TERME	**94,2**	**92,4**	**105,8**	**115,8**	**142,0**
En Francs	**9,7**	**13,2**	**17,5**	**22,7**	**31,2**
Banques AFB	9,5	13,0	17,0	22,1	30,3
Banque française du commerce extérieur	—	—	—	0,1	0,1
Banques mutualistes ou coopératives	**0,1**	**0,1**	**0,2**	**0,4**	**0,7**
Banques populaires	—	0,1	0,1	0,2	0,2
Crédit agricole	—	—	0,1	0,1	0,2
Crédit mutuel	—	—	0,1	0,1	0,2
Institutions financières spécialisées	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
En devises étrangères	**74,6**	**79,2**	**88,3**	**93,1**	**110,8**
Banques AFB	72,2	75,9	87,4	92,2	108,4
Banque française du commerce extérieur	0,2	0,7	0,7	0,5	0,8
Banques mutualistes ou coopératives	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**0,4**	**1,2**
Banques populaires	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3
Crédit agricole	0,1	0,2	0,1	0,2	0,6
Crédit mutuel	—	—	—	—	0,2
Caisse des dépôts et consignations	2,0	2,2	—	—	—
Institutions financières spécialisées	—	—	—	—	0,4
TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES	**5,1**	**15,8**	**39,0**	**90,2**	**172,8**
En Francs	**0,2**	**10,7**	**34,2**	**82,8**	**161,4**
Bons du trésor	—	8,9	27,4	69,8	132,1
Certificats de dépôt	0,1	1,9	6,8	13,0	27,8
Bons des ISF	—	—	—	—	1,6
En devises étrangères	**4,9**	**5,1**	**4,8**	**7,4**	**11,4**
Banques AFB	4,9	5,1	4,8	7,4	11,4
BONS DE CAISSE ET D'EPARGNE	**0,2**	**0,6**	**1,7**	**2,5**	**2,2**
En Francs	0,2	0,6	1,7	2,5	2,2
Banques AFB	**0,2**	**0,6**	**1,6**	**2,5**	**2,2**
Banques AFB	—	—	—	—	—
PLAN D'EPARGNE-LOGEMENT	**0,7**	**0,9**	**1,1**	**1,3**	**1,4**
En Francs	0,7	0,9	1,1	1,3	1,4
Banques AFB	**0,6**	**0,7**	**1,0**	**1,1**	**1,2**
Banques mutualistes ou coopératives	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,2**	**0,2**
Crédit agricole	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Titres à court terme émis à l'étranger (1)	3,2	2,5	7,6	6,9	7,1

(1) Commercial paper de la caisse nationale des télécommunications (CNT) émis aux Etats-Unis et du CEPME au Royaume-Uni, et «schuldschelne» de la BFCE émis en Allemagne (ex-RFA).

TABLEAU N.01-9

Créances sur l'économie : catégories de créances

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Glissements annuels en %

	1986	1987	1988	1989	1990
Ensemble	**11,0**	**11,1**	**13,0**	**13,0**	**9,0**
Crédits	**6,1**	**11,1**	**11,6**	**12,1**	**10,8**
Crédits stricto sensu	5,1	10,8	11,6	11,7	11,0
Effets à crédit immédiat	3,6	57,2	46,1	9,9	0,8
Immobilisations de crédit-bail	21,4	19,3	26,4	21,7	9,6
Opérations de location simple	53,0	28,9	9,7	28,5	12,2
Parts, comptes courants d'associés, appels de fonds dans les sociétés immobilières de promotion	57,2	76,7	37,4	18,6	2,3
Prêts participatifs	18,5	6,2	32,3	14,8	7,4
Titres	**42,9**	**11,4**	**19,5**	**17,0**	**1,7**
Banques	**6,4**	**16,3**	**16,7**	**17,5**	**16,0**
Crédits	**4,7**	**14,5**	**17,9**	**17,1**	**14,9**
Crédits stricto sensu	4,4	14,9	17,7	17,5	15,0
Effets à crédit immédiat	3,8	57,2	33,5	12,9	2,6
Immobilisations de crédit-bail	35,4	32,4	193,5	19,1	10,6
Opérations de location simple	345,5	120,4	66,7	11,1	69,5
Parts, comptes courants d'associés, appels de fonds dans les sociétés immobilières de promotion	19,1	24,0	2,8	9,0	37,2
Prêts participatifs	13,0	8,3	16,8	15,9	4,1
Titres	**47,3**	**46,1**	**1,5**	**23,4**	**32,2**
Groupe CDC et Caisses d'épargne	**7,0**	**5,4**	**3,2**	**4,0**	**4,1**
Crédits		**5,0**	**2,0**	**3,1**	**3,2**
Crédits stricto sensu	6,8	5,0	2,0	2,8	3,0
Effets à crédit immédiat	—	—	—	—	40,0
Immobilisations de crédit-bail	—	—	—	—	13,5
Opérations de location simple	—	—	—	—	96,4
Parts, comptes courants d'associés, appels de fonds dans les sociétés immobilières de promotion	—	—	—	—	91,5
Prêts participatifs	ε	16,4	53,4	7,7	6,0
Titres	**8,2**	**9,3**	**15,2**	**12,0**	**11,3**
Sociétés financières et maisons de titres (art. 99)	**14,9**	**15,0**	**12,8**	**8,5**	**13,6**
Crédits	**13,0**	**14,6**	**12,6**	**12,7**	**10,1**
Crédits stricto sensu	4,8	10,6	12,2	5,1	10,9
Effets à crédit immédiat	16,0	51,7	152,3	73,9	17,2
Immobilisations de crédit-bail	21,6	20,0	21,7	22,8	9,6
Opérations de location simple	52,7	28,7	8,4	21,1	6,7
Parts, comptes courants d'associés, appels de fonds dans les sociétés immobilières de promotion	899,1	139,5	60,3	12,2	13,3
Prêts participatifs	72,2	0,9	88,6	207,1	0,4
Titres	**40,6**	**19,9**	**17,0**	**34,1**	**76,0**
Institutions financières spécialisées	**5,1**	**6,3**	**4,7**	**4,8**	**4,6**
Crédits	**4,8**	**5,9**	**4,3**	**5,2**	**4,2**
Crédits stricto sensu	6,9	6,3	4,6	5,6	4,7
Effets à crédit immédiat	—	250,0	ε	13,2	28,0
Immobilisations de crédit-bail	7,7	4,4	17,2	13,3	4,8
Parts, comptes courants d'associés, appels de fonds dans les sociétés immobilières de promotion	—	27,7	25,1	41,4	59,6
Prêts participatifs	1,7	6,6	8,0	16,0	37,5
Titres	**35,4**	**36,6**	**31,0**	**12,0**	**24,0**
P et T (crédits)	**9,8**	**19,5**	**2,9**	**4,0**	—
OPCVM (titres)	**51,7**	**3,9**	**25,2**	**21,1**	**9,7**

TABLEAU N.01-10

Crédits : répartition selon l'objet économique et les agents emprunteurs résidents

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Glissements annuels en %

	1986	1987	1988	1989	1990
Crédit à l'économie	6,1	11,1	11,6	12,1	10,8
Trésoreries des entreprises	−7,3	8,0	23,3	19,3	15,6
Exportation	−15,8	−9,5	−29,1	−12,6	−8
Investissement	6,8	9,4	8,8	11,2	9,5
Trésorerie des particuliers	40,9	36,5	24,3	15,4	5,7
Habitat	5,7	10,3	7,9	6,6	6,2
Crédits-promoteurs	15,4	50,4	53,5	75,2	84,6
Autres crédits	32,6	16,4	22,6	25,3	22,2
Banques	4,7	14,5	17,8	17,1	14,9
Trésoreries des entreprises	−7,4	8,5	22,8	17,7	15,0
Exportation	−16,3	−9,5	−29	−13,6	−7,4
Investissement	5,4	13,1	17,1	17,3	14,8
Trésorerie des particuliers	46,1	37,5	23,1	19,6	5,6
Habitat	9,5	17,7	14,6	12,6	10,7
Crédits-promoteurs	4,1	45,3	66,7	74,5	84,6
Autres crédits	17,9	16,4	25,5	25,9	25,7
Groupe CDC et caisses d'épargne	6,9	5,0	2,0	3,1	3,2
Trésoreries des entreprises	−3,8	−66,9	140,0	707,0	18,2
Exportation	3,1	1,9	−2,4	−1,2	0,6
Investissement	—	—	—	—	—
Trésorerie des particuliers	73,4	157,0	14,8	—	5,4
Habitat	9,3	6,2	4,5	1,0	4,3
Crédits-promoteurs	—	—	—	—	21,0
Autres crédits	24,2	16,8	20,1	187,7	−1,9
Sociétés financières et maisons de titres	13,0	14,6	12,5	12,7	10,1
Trésoreries des entreprises	−23,2	17,6	43,1	1,6	23,8
Exportation	61,0	−14,1	−42	90,3	−41,7
Investissement	19,6	17,0	10,7	20,5	10,8
Trésorerie des particuliers	29,1	25,8	29,7	7,8	3,6
Habitat	3,7	5,4	4,4	4,2	2,1
Crédits-promoteurs	69,7	76,5	14,4	56,9	89,4
Autres crédits	25,3	24,2	19,2	7,4	35,3
Institutions financières spécialisées	4,8	5,9	4,3	5,2	4,2
Trésoreries des entreprises	110,4	−41,6	38,7	−1,7	58,0
Exportation	—	−99,8	—	—	—
Investissement	5,6	7,2	5,7	6,3	6,6
Trésorerie des particuliers	353,3	89,0	−21,8	41,8	54,7
Habitat	−6,4	4,2	−0,5	0,5	−2
Crédits-promoteurs	53,4	20,1	57,8	121,4	81,1
Autres crédits	495,2	10,6	15,2	16,6	−5,9
Poste et télécomunication	9,8	19,5	2,9	4,0	—
Investissement	9,8	11,5	9,6	5,2	0,3
Trésorerie des particuliers	73,5	336,5	−65	−35,2	−10,9
Pour mémoire :					
Crédits à l'exportation des résidents et non résidents	−6,9	−10,6	−11,4	−8,3	−6,8

TABLEAU N.01-11

Opérations des non-résidents

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Encours en milliards de francs

	1986	1987	1988	1989	1990
Dépôts à vue	**14,5**	**14,1**	**22,6**	**24,9**	**25,6**
Comptes ordinaires créditeurs	11,4	11,4	18,1	18,9	21,2
Autres sommes dues à la clientèle	3,1	2,7	4,5	5,9	4,3
Sociétés	6,7	6,6	9,4	13,4	15,9
Ménages	0,6	0,7	0,7	0,7	1,0
Autres agents	4,0	4,2	4,1	4,8	4,3
Non répartis	3,1	2,7	8,4	5,9	4,3
Banques	**13,8**	**14,1**	**18,7**	**24, 2**	**25,2**
Sociétés	6,7	6,5	9,4	13,4	15,9
Ménages	0,6	0,7	0,7	0,7	1,0
Autres agents	4,0	4,2	4,1	4,2	4,0
Non répartis	2,5	2,7	4,5	5,9	4,3
Banques AFB	**12,7**	**13,3**	**17,4**	**22,2**	**22,9**
Sociétés	6,2	6,1	8,8	12,2	14,3
Ménages	0,5	0,7	0,5	0,6	0,9
Autres agents	3,7	3,9	3,8	3,7	3,6
Non répartis	2,4	2,7	4,4	5,7	4,0
Banques française du commerce extérieur	**0,8**	**0,5**	**0,8**	**1,5**	**1,7**
Sociétés	0,5	0,3	0,5	1,1	1,1
Autres agents	0,3	0,2	0,2	0,4	0,4
Non répartis	—	—	—	—	0,1
Banques mutualistes ou coopératives	**0,3**	**0,3**	**0,5**	**0,5**	**0,7**
Sociétés	—	0,1	0,1	0,1	0,4
Ménages	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1
Autres agents	—	0,1	0,1	0,1	—
Non répartis	—	0,1	0,1	0,2	0,1
Groupe CDC et Caisse d'épargne	—	—	—	**0,6**	**0,3**
Autres agents	—	—	—	0,6	0,3
Sociétés financières et maisons de titres	**0,7**	—	**3,9**	—	—
Non répartis	0,7	—	3,9	—	—
Placements liquides ou à court terme	**10,2**	**11,6**	**17,6**	**37,9**	**33,5**
Dépôt à terme	9,9	11,6	17,6	37,9	33,4
Bons	0,3	—	—	—	—
Sociétés	8,3	9,0	13,9	31,8	26,7
Ménages	0,4	0,5	0,9	1,5	2,8
Autres agents	1,2	2,1	2,8	4,7	4,9
Non répartis	0,3	—	—	—	—
Banques	**10,2**	**11,6**	**17,6**	**37,9**	**33,5**
Sociétés	9,3	9,0	13,9	31,8	25,7
Ménages	0,4	0,5	0,9	1,5	2,8
Autres agents	1,2	2,1	2,8	4,7	4,9
Non répartis	0,3	—	—	—	—
Banques AFB	**10,1**	**10,6**	**17,0**	**36,8**	**32,6**
Sociétés	8,1	8,2	13,7	30,8	25,1
Ménages	0,4	0,5	0,9	1,5	2,7
Autres agents	1,2	1,8	2,4	4,5	4,7
Non répartis	0,3	—	—	—	—
Banque française du commerce extérieur	**0,2**	**1,0**	**0,5**	**0,9**	**0,6**
Sociétés	0,2	0,8	0,1	0,7	0,5
Autres agents	—	0,2	0,4	0,1	0,2
Banques mutualistes ou coopératives	—	—	**0,1**	**0,3**	**0,2**
Sociétés	—	—	—	0,2	0,2
Ménages	—	—	—	—	0,1

TABLEAU N.01-12

Principaux taux d'intérêt débiteurs

Sources : Banque de France (bulletin trimestriel)
Conseil national du crédit (Rapport annuel)

Unité : En % par an

	1987		1988		1989		1990		1991	
	31 déc.	Moy.(1)	31 déc.	Moy.(1)	31 déc.	Moy.(1)	31 déc.	Moy.(1)	31 déc.	Moy.(1)
Opérations sur appel d'offre	7,75	7,76	7,75	7,16	10,00	*r* 8,64	9,25	9,61	9,60	9,12
Pensions contre bons du Trésor à 5 ou à 10 jours	8,25	*r* 8,32	8,50	7,74	10,75	9,43	10,00	10,35	9,60	9,12
Taux d'escompte	9,50	9,50	9,50	9,50	9,50	9,50	9,50	9,50	9,50	9,50
Taux de base bancaire	9,60	9,60	9,25	*r* 9,45	11,00	*r* 9,91	10,25	10,60	10,35	10,29
Bons du Trésor à 5 ans (2)	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	9,00	9,00	8,50	8,91
Taux premier du crédit national (TPCN)	9,95	9,89	9,70	9,83	10,00	9,65	11,00	10,76	10,00	10,00

(1) Moyenne arithmétique simple.
(2) A intérêts progressifs non négociables jusqu'en 1989, à taux fixe à partir de 1990.

TABLEAU N.01-13

Conditions de rémunération des principales formes d'épargne, en vigueur au 31 décembre

Source : Ministère de l'Economie et des Finances

	1987	1988	1989	1990	1991
COMPTES SUR LIVRET					
Banques (1) :					
Taux d'intérêt (%)	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
Crédit mutuel (livret bleu) :					
Taux d'intérêt (%)	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
Plafond de dépôt (francs)	80.000	80.000	80.000	90.000	(2) 100.000
Caisses d'épargne :					
1er livret :					
Taux d'intérêt (%)	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
Plafond de dépôt (francs)	80.000	80.000	80.000	90.000	100.000
Livret supplémentaire :					
Taux d'intérêt (%)	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
Epargne populaire (3) banques et caisses d'épargne :					
Taux d'intérêt (%)	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50
Plafond de l' impôt sur le revenu (3) (francs)	1.460	1.510	1.620	...	...
Plafond de dépôt (francs)	30.000	30.000	30.000	30.000	(4) 40.000
CODEVI (5) banques et caisses d'épargne :					
Taux d'intérêt (%)	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
Plafond de dépôt (francs)	10.000	10.000	10.000	10.000	15.000
EPARGNE LOGEMENT (banques et caisses d'épargne)					
Compte :					
Taux d'intérêt (%)	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75
Plafond de prime (6) (francs)	7.500	7.500	7.500	7.500	7.500
Plafond de dépôt (francs)	100.000	100.000	100.000	100.000	100.000
Plan :					
Taux d'intérêt (%)	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00
Plafond de prime (7) (francs)	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000
Plafond de dépôt (francs)	300.000	300.000	300.000	300.000	300.000

(1) Hors livret bleu du Crédit Mutuel.
(2) A compter de novembre 1991
(3) Institué à compter de juin 1982, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France et dont l'imposition sur le revenu mise en recouvrement l'année précédente n'excède pas un plafond (dont le montant est révisé chaque année).
(4) A compter de novembre 1991
(5) Compte pour le développement industriel, institué (loi n° 83-607) à compter d'octobre 1983, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France.
(6) Lors de la réalisation d'un prêt, une prime d'épargne d'un montant égal à celui des intérêts produits est versée, mais dans la limite d'un plafond.
(7) A l'expiration du contrat, une prime d'un montant égal à celui des intérêts produits est versée par l'Etat, mais dans la limite d'un plafond.

TABLEAU N.01-14

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990
I. GUADELOUPE			
Composantes de M 3 et L			
Circulation fiduciaire	**1.352**	**1.455**	**1.490**
Billets	1.295	1.385	1.421
Pièces	57	70	69
Dépôts à vue	**3.952**	**5.137**	**5.173**
Total M 1	**5.304**	**6.592**	**6.663**
Comptes sur livrets	2.611	2.970	3.115
Comptes d'épargne-logement	408	446	444
Total M 2	**8.323**	**10.008**	**10.222**
Dépôts à terme	1.034	1.389	1.701
Bons	348	373	374
Total M 3	**9.705**	**11.770**	**12.297**
Plans d'épargne-logement	667	779	868
Plans d'épargne populaire	—	—	129
Livrets d'épargne-entreprise	3	2	2
Total L	**10.375**	**12.551**	**13.296**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	**3.751**	**4.723**	**4.763**
Institut d'émission	1.259	1.500	1.685
	2.492	3.223	3.078
Créances sur le Trésor	**240**	**260**	**359**
Concours à l'économie	**5.714**	**6.787**	**7.175**
Concours de caractère bancaire	**17.185**	**18.766**	**20.339**
Etablissements de crédit locaux	11.008	12.412	13.852
Etablissements de crédit hors zone d'émission	6.177	6.354	6.487
A déduire : ressources non monétaires	**—11.471**	**—11.979**	**—13.164**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 21	— 82	—135
Engagements hors zone d'émission	— 10.365	—11.192	—12.115
Etablissements de crédit locaux	— 4.188	— 4.838	—5.628
Agents non financiers	— 6.177	—6.354	—6.487
Epargne contractuelle	— 670	— 781	—999
Divers	— 415	76	85
Total	**9.705**	**11.770**	**12.297**

TABLEAU N.01-14 (suite 1)

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990
II. GUYANE			
Composantes de M 3 et L			
Circulation fiduciaire	**2.021**	**2.418**	**2.849**
Billets	2.002	2.395	2.825
Pièces	19	23	24
Dépôts à vue	**956**	**1.187**	**1.277**
Total M 1	**2.977**	**3.605**	**4.126**
Comptes sur livrets	418	455	479
Comptes d'épargne-logement	37	47	49
Total M 2	**3.432**	**4.107**	**4.654**
Dépôts à terme	249	307	428
Bons	46	49	31
Total M 3	**3.727**	**4.463**	**5.113**
Plans d'épargne-logement	82	91	105
Plans d'épargne populaire	—	—	23
Total L	**3.809**	**4.554**	**5.241**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	**2.518**	**2.682**	**3.155**
Institut d'émission	2.008	2.291	2.694
Etablissement de crédit	510	391	461
Créances sur le Trésor	**130**	**160**	**199**
Concours à l'économie	**1.079**	**1.621**	**1.759**
Concours de caractère bancaire	**4.447**	**5.435**	**6.229**
Etablissements de crédit locaux	2.521	2.958	3.391
Etablissements de crédit hors zone d'émission	1.926	2.477	2.838
A déduire : ressources non monétaires	**—3.368**	**—3.814**	**—4.470**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	—144	—163	—187
Engagements hors zone d'émission	—2.972	—3.447	—4.020
Etablissements de crédit locaux	—1.046	—970	—1.182
Agents non financiers	—1.926	—2.477	—2.838
Epargne contractuelle	—82	—91	—128
Divers	—170	—113	—135
Total	**3.727**	**4.463**	**5.113**

TABLEAU N.01-14 (suite 2)

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990
III. MARTINIQUE			
Composantes de M 3 et L			
Circulation fiduciaire	**1.377**	**1.537**	**1.651**
Billets	1.317	1.469	1.580
Pièces	60	68	71
Dépôts à vue	**3.614**	**4.069**	**4.474**
Total M 1	**4.991**	**5.606**	**6.125**
Comptes sur livrets	3.360	3.599	3.740
Comptes d'épargne-logement	255	273	284
Total M 2	**8.606**	**9.478**	**10.149**
Dépôts à terme	1.342	1.591	1.830
Bons	429	442	421
Total M 3	**10.377**	**11.511**	**12.400**
Plans d'épargne-logement	571	643	712
Plans d'épargne populaire	—	—	101
Livrets d'épargne-entreprise	7	6	4
Total L	**10.955**	**12.160**	**13.217**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	**4.564**	**4.845**	**5.196**
Institut d'émission	997	1.224	1.303
Etablissement de crédit	3.567	3.621	3.893
Créances sur le Trésor	**178**	**234**	**238**
Concours à l'économie	**5.635**	**6.432**	**6.966**
Concours de caractère bancaire	**15233**	**17188**	**19.078**
Etablissements de crédit locaux	9.782	11.199	12.998
Etablissements de crédit hors zone d'émission	5451	5989	6.080
A déduire : ressources non monétaires	**— 9.598**	**— 10.756**	**—12.112**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 165	— 191	—305
Engagements hors zone d'émission	— 8.597	— 9.624	—10.442
Etablissements de crédit locaux	— 3.146	— 3.635	—4.362
Agents non financiers	— 5.451	— 5.989	—6.080
Epargne contractuelle	— 578	— 649	—817
Divers	— 258	— 292	—548
Total	**10.377**	**11.511**	**12.400**

TABLEAU N.01-14 (suite 3)

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990
IV. REUNION			
Composantes de M 3 et L			
Circulation fiduciaire	**3.157**	**3.447**	**3.774**
Billets	3.089	3.370	3.689
Pièces	68	77	85
Dépôts à vue	**4.225**	**4.893**	**5.281**
Total M 1	**7.382**	**8.340**	**9.055**
Comptes sur livrets	2.654	2.895	3.037
Comptes d'épargne-logement	563	641	686
Total M 2	**10.599**	**11.876**	**12.778**
Dépôts à terme	1.941	2.417	2.931
Bons	944	979	1.014
Total M 3	**13.484**	**15.272**	**16.723**
Plans d'épargne-logement	772	942	1.101
Plans d'épargne populaire	—	—	217
Livrets d'épargne-entreprise	1	1	1
Total L	**14.257**	**16.215**	**18.042**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	**5.158**	**5.964**	**6.461**
Institut d'émission	2.472	2.646	2.973
Etablissement de crédit	2.686	3.318	3.488
Créances sur le Trésor	**222**	**199**	**200**
Concours à l'économie	**8.104**	**9.109**	**10.062**
Concours de caractère bancaire	**23.284**	**27.232**	**29.747**
Etablissements de crédit locaux	14.564	17.160	19.305
Etablissements de crédit hors zone d'émission	9.299	10.072	10.442
A déduire : ressources non monétaires	**— 15.180**	**—18.123**	**—19.685**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 713	— 812	—821
Engagements hors zone d'émission	— 13.353	—15.287	—15.981
Etablissements de crédit locaux	— 4.054	5.215	—5.539
Agents non financiers	— 9.299	—10.072	—10.442
Epargne contractuelle	— 773	— 943	—1.319
Divers	— 851	—1.081	—1.564
Total	**13.484**	**15.272**	**16.723**

TABLEAU N.01-14 (suite 4 et fin)

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990
V. SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON			
Composantes de M 3			
Circulation fiduciaire	**76**	**82**	**89**
Billets	73	79	86
Pièces	3	3	3
Dépôts à vue	**113**	**115**	**117**
Total M 1	**189**	**197**	**206**
Comptes sur livrets	145	142	115
Total M 2	**334**	**339**	**321**
Dépôts à terme	179	243	333
Bons	18	21	25
Total M 3	**531**	**603**	**679**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	**290**	**326**	**342**
Institut d'émission	91	89	78
Etablissement de crédit	199	237	264
Créances sur le Trésor	**85**	**110**	**140**
Concours à l'économie	**156**	**167**	**197**
Concours de caractère bancaire	**408**	**478**	**539**
Etablissements de crédit locaux	280	321	385
Etablissements de crédit hors zone d'émission	128	157	154
A déduire : ressources non monétaires	**— 252**	**— 311**	**—342**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 58	— 63	—72
Engagements hors zone d'émission	— 193	— 253	—270
Etablissements de crédit locaux	— 65	— 96	—116
Agents non financiers	— 128	— 157	—154
Epargne contractuelle	—	—	—
Divers	— 1	5	—
Total	**531**	**603**	**679**

TABLEAU N.01-15

Activité de la Caisse nationale d'épargne (CNE) dans les départements d'outre-mer
Répartition des diverses formes d'épargne

Situation au 31 décembre

Source : CNE (direction générale de la Poste) — *Unité :* Solde : millier de francs

Forme d'épargne	1986	1987	1988	1989
Epargne ordinaire				
Solde dû aux déposants :				
Guadeloupe	307.348	369.324	417.587	549.997
Martinique	67.758	76.928	88.152	96.860
Guyane	155.023	179.029	204.679	229.052
Réunion	508.775	580.416	674.874	754.019
Total	**1.038.904**	**1.205.697**	**1.385.292**	**1.629.928**
Nombre de livrets :				
Guadeloupe	62.940	72.535	83.727	97.687
Martinique	9.089	10.221	11.491	12.824
Guyane	26.145	29.431	33.433	38.450
Réunion	122.425	137.799	159.841	182.428
Total	**220.599**	**249.986**	**288.492**	**331.389**
Epargne-logement				
Solde dû aux déposants :				
Guadeloupe	9.699	12.733	15.108	19.085
Martinique	6.224	7.538	7.921	8.166
Guyane	12.583	14.642	16.082	19.596
Réunion	16.871	16.837	19.523	21.177
Total	**45.377**	**51.750**	**58.634**	**68.024**
Nombre de livrets :				
Guadeloupe	654	874	1.056	1.295
Martinique	325	378	418	464
Guyane	802	923	1.021	1.240
Réunion	865	949	1.056	1.191
Total	**2.646**	**3.124**	**3.551**	**4.190**
Plan d'épargne-logement				
Solde dû aux déposants :				
Guadeloupe	10.037	12.194	14.895	18.187
Martinique	5.574	8.112	11.225	14.777
Guyane	12.985	14.935	16.952	18.240
Réunion	14.356	16.022	19.709	23.511
Total	**42.952**	**51.263**	**62.781**	**74.715**
Nombre de livrets :				
Guadeloupe	288	340	412	530
Martinique	154	202	255	296
Guyane	338	341	348	411
Réunion	340	343	409	489
Total	**1.120**	**1.226**	**1.424**	**1.726**

TABLEAU N.01-15 (suite et fin)

Activité de la Caisse nationale d'épargne (CNE) dans les départements d'outre-mer
Répartition des diverses formes d'épargne

Situation au 31 décembre

Source : CNE (direction générale de la Poste) — *Unités :* Solde : millier de francs

Forme d'épargne	1986	1987	1988	1989
Livret épargne populaire				
Solde dû aux déposants :				
Guadeloupe	684	913	1.346	1.680
Martinique	579	657	909	876
Guyane	881	871	1.034	1.250
Réunion	2.440	2.717	2.618	3.191
Total	**4.584**	**5.158**	**5.909**	**6.997**
Nombre de livrets :				
Guadeloupe	62	79	100	120
Martinique	42	50	63	71
Guyane	112	125	136	153
Réunion	201	212	221	261
Total	**417**	**466**	**520**	**605**
Livret CODEVI				
Solde dû aux déposants :				
Guadeloupe	980	1.123	1.271	1.596
Martinique	434	531	594	635
Guyane	576	575	597	569
Réunion	1.455	1.750	2.052	2.060
Total	**3.445**	**3.979**	**4.514**	**4.860**
Nombre de livrets :				
Guadeloupe	232	270	314	362
Martinique	68	84	93	108
Guyane	77	82	89	94
Réunion	199	243	281	290
Total	**576**	**679**	**777**	**854**

TABLEAU N.01-16

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel)

Unité : Million de francs

	1988	1989	1990
I. ILE DE MAYOTTE			
Composantes de M 3			
Circulation fiduciaire	**271**	**341**	**420**
Billets	269	339	418
Pièces	2	2	2
Dépôts à vue	**75**	**83**	**104**
Total M 1	**346**	**424**	**524**
Comptes sur livrets	11	13	14
Total M 2	**357**	**437**	**538**
Dépôts à terme	16	91	110
Bons	15	19	18
Total M 3	**388**	**547**	**666**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	**327**	**465**	**546**
Institut d'émission	260	329	407
Etablissement de crédit	67	136	139
Créances sur le Trésor	**21**	**37**	**61**
Concours à l'économie	**41**	**45**	**59**
Concours de caractère bancaire	**173**	**244**	**285**
Etablissements de crédit locaux	47	65	77
Etablissements de crédit hors zone d'émission	126	179	208
A déduire : ressources non monétaires	**—131**	**—199**	**—226**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	1	1	1
Engagements hors zone d'émission	—134	—199	—232
EC locaux	—8	—21	—24
Agents non financiers	—126	—178	—208
Divers	1	—1	4
Total	**388**	**547**	**666**

TABLEAU N.01-16 (suite 1)

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990
II. NOUVELLE-CALEDONIE			
Composantes de M 3			
Circulation fiduciaire	**341**	**376**	**389**
Billets	312	345	355
Pièces	29	32	34
Dépôts à vue	**1.907**	**2.119**	**2.208**
Total M 1	**2.248**	**2.495**	**2.597**
Comptes sur livrets	1.188	1.206	1.095
Total M 2	**3.436**	**3.701**	**3.692**
Dépôts à terme	1.474	1.959	2.555
Bons	185	206	233
Total M 3	**5.095**	**5.866**	**6.480**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	**2.261**	**2.315**	**2.195**
Institut d'émission	350	336	409
Etablissement de crédit	1.911	1.980	1.786
Créances sur le Trésor	**118**	**141**	**169**
Concours à l'économie	**2.716**	**3.410**	**4.117**
Concours de caractère bancaire	**7.254**	**8.794**	**9.679**
Etablissements de crédit locaux	4.644	6.124	7.067
Etablissements de crédit hors zone d'émission	2.609	2.671	2.612
A déduire : ressources non monétaires	**— 4.538**	**— 5.384**	**— 5.562**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 308	— 315	—485
Engagements hors zone d'émission	— 3.964	— 4.730	—4.762
Etablissements de crédit locaux	— 1.354	— 2.059	— 2.150
Agents non financiers	— 2.609	— 2.671	— 2.612
Divers	— 266	— 339	— 315
Total	**5.095**	**5.866**	**6.480**

TABLEAU N.01-16 (suite 2)

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	r 1988	*r* 1989	1990
III. POLYNESIE FRANCAISE			
Composantes de M 3			
Circulation fiduciaire	**358**	**363**	**360**
Billets	319	322	316
Pièces	39	42	44
Dépôts à vue	**1.923**	**2.049**	**2.173**
Total M 1	**2.281**	**2.412**	**2.534**
Comptes sur livrets	1.428	1.430	1.313
Total M 2	**3.709**	**3.843**	**3.847**
Dépôts à terme	2.347	2.663	3.524
Bons	829	893	1.080
Total M 3	**6.885**	**7.398**	**8.451**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	**1.407**	**1.966**	**2.403**
Institut d'émission	511	544	502
Etablissement de crédit	897	1.422	1.901
Créances sur le Trésor	—	—	**21**
Concours à l'économie	**5.477**	**5.433**	**6.026**
Concours de caractère bancaire	**10.271**	**11.123**	**12.230**
Etablissements de crédit locaux	7.508	7.769	8.373
Etablissements de crédit hors zone d'émission	2.763	3.354	3.857
A déduire : ressources non monétaires	**— 4.794**	**— 5.691**	**— 6.204**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 404	— 466	— 571
Engagements hors zone d'émission	— 4.403	— 5.235	— 5.744
Etablissements de crédit locaux	— 1.640	— 1.881	— 1.887
Agents non financiers	— 2.763	— 3.354	— 3.857
Divers	13	10	111
Total	**6.885**	**7.398**	**8.451**

TABLEAU N.01-16 (suite 3 et fin)

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990
IV. WALLIS ET FUTUNA			
Composantes de M 3			
Circulation fiduciaire	**7**	**9**	**12**
Billets	7	9	12
Pièces	—	—	—
Dépôts à vue	**35**	**23**	**35**
Total M 1	**42**	**33**	**47**
Comptes sur livrets	6	—	—
Total M 2	**48**	**33**	**47**
Dépôts à terme	23	20	27
Bons	24	—	—
Total M 3	**94**	**53**	**74**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	**54**	**11**	**15**
Institut d'émission	9	11	15
Etablissement de crédit	45	—	—
Créances sur le Trésor	**34**	**42**	**59**
Concours à l'économie	**6**	—	—
Concours de caractère bancaire	**48**	**43**	**59**
Etablissements de crédit locaux	5	—	—
Etablissements de crédit hors zone d'émission	43	43	59
A déduire : ressources non monétaires	**— 42**	**— 43**	**— 59**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	—	—	—
Engagements hors zone d'émission	— 43	— 43	— 59
Etablissements de crédit locaux	—	—	—
Agents non financiers	— 43	— 43	— 59
Divers	1	—	—
Total	**94**	**53**	**74**

Chapitre N.02

Marché financier
Bourse

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Émission des valeurs mobilières.
2. Capitalisation boursière des valeurs françaises.
3. Répartition des transactions sur les valeurs mobilières cotées à la Bourse de Paris.
4. Indices du cours des actions et des obligations cotées à la Bourse de Paris (INSEE).
5. Indices du cours des actions françaises cotées à la Bourse de Paris (Société des bourses françaises).
6. Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année.
7. Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris.
8. Cours de l'or et de certaines devises à Paris.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Statistiques financières » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

Émissions de valeurs mobilières

La statistique des émissions de valeurs mobilières en France, ici présentée, est établie par la direction des études financières du Crédit lyonnais.

Les émissions de valeurs mobilières sont réparties d'après la nature des titres souscrits (actions, obligations) et la qualité de l'émetteur, dans la nomenclature de la comptabilité nationale (sociétés et quasi-sociétés non financières, institutions financières, entreprises d'assurance, administrations publiques, administrations privées, émetteurs étrangers et internationaux).

Indices des cours des valeurs

L'INSEE établit, chaque fin de semaine, à partir d'un échantillon des valeurs cotées à Paris, un indice des cours pour les actions françaises, les actions étrangères et les obligations françaises à revenu fixe. On présente ici, pour chaque année, la moyenne annuelle des indices hebdomadaires (1) :

- Actions françaises.

L'indice INSEE est un indice de Laspeyres. Il est calculé à partir d'un échantillon renouvelé chaque année quant au choix des valeurs et à leurs pondérations. Ces dernières sont proportionnelles à leur capitalisation le dernier jour de bourse de l'année précédente, cette capitalisation ne tenant pas compte, depuis 1985, des parts de capital possédées par des actionnaires ayant chacun plus de 10 % du capital total. Cette nouvelle façon de calculer la pondération a entraîné, depuis 1985, la diminution de 16 à 14 du nombre des sous-groupes de valeurs. Par ailleurs, la Société des bourses françaises, qui s'est substituée à la Compagnie des agents de change calcule aussi un indice des cours pour les actions françaises. Les chiffres publiés sont les moyennes des indices calculés à la fin de chaque semaine.

- Valeurs françaises à revenu fixe ou indexé.

Jusqu'en 1980, il était calculé un indice des cours des valeurs françaises à revenu fixe ou indexé (cf. édition 1984 de cet annuaire).

Depuis 1981, l'INSEE calcule un indice des cours des valeurs françaises à revenu fixe (les valeurs indexées ayant été exclues de ce nouvel indice). La méthode de calcul est analogue à celle présentée plus haut pour l'indice du cours des actions.

- Actions étrangères à revenu variable.

Il n'est pas calculé de capitalisation boursière pour les valeurs étrangères cotées à la Bourse de Paris, le nombre de titres admis à la cote étant dépourvu de signification. L'indice des cours est la moyenne arithmétique simple des indices relatifs à chacune des actions retenues pour le calcul.

Taux de rendement des obligations

On distingue :

- Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année.

Ce calcul est fait mensuellement, mais les chiffres annuels indiqués ici sont des moyennes pondérées pour l'ensemble de l'année. Chaque taux est la moyenne arithmétique, pondérée par le montant de l'émission, des taux actuariels de chaque émission effectuée pendant la période considérée. Toutefois, à partir de novembre 1982, on procède à deux sortes de calculs selon que le taux actuariel considéré est un taux à l'émission ou un taux au règlement.

- Taux de rendement des obligations cotées à la Bourse de Paris.

Pour chaque fin d'année, on donne les taux moyens de six catégories parmi ceux que calcule chaque semaine la Caisse des dépôts et consignations.

Taux de rendement des valeurs françaises à revenu variable

Le calcul du taux moyen de rendement des valeurs françaises à revenu variable s'effectue en rapportant, pour chacune des valeurs retenues dans le calcul de l'indice des cours, le montant du dernier coupon payé à la cotation du dernier vendredi du mois. L'échantillon et les pondérations sont les mêmes que pour l'indice des cours. Les chiffres publiés sont les moyennes des taux des derniers vendredis de chaque mois.

2. DÉFINITIONS

Bourse

Marché entre une offre et une demande de capitaux à long terme dont le rapport est représenté par une valeur mobilière. Elle comprend le marché primaire (émission de titres) et le marché secondaire (échange de titres déjà émis). Trois catégories de marchés existent : le marché officiel (comptant et règlement mensuel), le second marché et le hors-cote. Depuis la loi du 22 janvier 1988, trois instances assurent le fonctionnement des marchés financiers : le Conseil des bourses de valeur, la Société des bourses françaises et l'Association française des sociétés de Bourse.

Capitalisation boursière

Produit des titres cotés par leur cours boursier.

Second marché

Ouvert le 1er février 1983, il complète les marchés traditionnels de la cote officielle. Il est destiné à faciliter l'accès au marché financier pour les entreprises de taille moyenne.

Obligations

Il s'agit essentiellement des obligations classiques hors titres participatifs.

Marché de l'or et des devises

Les informations donnent, pour chaque année, la moyenne des cotations quotidiennes à la Bourse de Paris.

---

1. Les indices hebdomadaires sont publiés dans la partie « Statistiques hebdomadaires » du *Bulletin mensuel de statistique* de l'INSEE; la moyenne mensuelle de ces indices est donnée dans la partie mensuelle du même bulletin.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Économie et des Finances :
— Direction générale de l'INSEE;

Caisse des dépôts et consignations;

Société des bourses françaises;

Crédit lyonnais.

Publications :

Bulletin mensuel de statistique, INSEE (mensuel);

Les statistiques d'émissions de valeurs mobilières, publié par le Crédit lyonnais (mensuel);

Taux de rendement des principales obligations cotées en France, publié par la Caisse des dépôts et consignations (mensuel);

« Rapport annuel de la Commission des opérations de bourse », édité par les Journaux officiels dans la série : *Documents administratifs* (annuel);

Rapport annuel du Conseil national du crédit;

« L'évolution du marché financier », *Les Notes bleues,* ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (annuel);

Statistiques mensuelles de la Bourse de Paris, Société des bourses françaises;

L'année boursière, Société des bourses françaises (annuel).

* * *

TABLEAU N.02-1

Emission des valeurs mobilières (contre apports en espèces)

Source : Crédit Lyonnais — *Unité :* Million de francs

	1990			1991		
	Montant effectif	Déductions	Montant net versé	Montant net versé	Déductions	Montant net versé
SELON LA NATURE DE L'EMISSION						
I. EMISSION D'ACTIONS ET TITRES ASSIMILES						
Actions (et parts)	226.180	5.929	220.251	240.802	5.305	235.497
Certificats d'investissements	1.531	—	1.531	1.372	—	1.372
Total I	**227.711**	**5.929**	**221.781**	**242.174**	**5.305**	**236.869**
dont : Valeurs cotés	63.023	3.549	59.474	49.133	5.305	43.828
dont : Appel public à l'épargne	61.709	3.549	58.160	47.172	5.305	41.867
II. EMISSIONS D'OBLIGATIONS ET TITRES ASSIMILES						
Obligations classiques	317.169	131.816	185.353	325.972	144.517	181.455
A taux fixe	271.109	109.970	161.139	318.619	108.165	210.454
A taux variable	46.060	21.847	24.213	7.352	36.352	—29.000
Titres obligataires à caractère action	21.732	1.679	20.053	10.008	5.106	4.902
Total II	**338.901**	**133.495**	**205.406**	**335.980**	**149.623**	**186.357**
dont : Emploi de fonds « Codevi »	3.500	—	3.500	10.141	—	10.141
Total des émissions de valeurs mobilières (I + II)	**566.612**	**139.424**	**427.188**	**578.154**	**154.927**	**423.226**
SELON LA QUALITE DE L'EMETTEUR						
ACTIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	203.933	5.929	198.004	218.299	5.305	212.994
dont : Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	203.933	5.929	198.004	216.800	5.305	211.495
Institutions financières	20.956	—	20.956	20.320	—	20.321
dont : Etablissements de crédits bancaires (et assimilés)	20.361	—	20.361	18.945	—	18.945
Sociétés financières et assimilées	7.761	—	7.761	5.874	—	5.874
Institutions financières spécialisées et assimilées	588	—	588	1.217	—	1.217
Entreprises d'assurance	2.567	—	2.567	3.370	—	3.370
Administrations publiques	254	—	254	185	—	185
dont : Administrations publiques locales	254	—	254	185	—	185
Total	**277.711**	**5.929**	**221.782**	**242.174**	**5.305**	**236.869**
OBLIGATIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	54.969	24.137	30.832	50.888	17.735	33.153
Grandes entreprises nationales	32.342	16.798	15.544	30.969	9.316	21.653
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	22.626	7.338	15.288	19.919	8.419	11.500
Institutions financières	160.876	77.854	83.022	154.460	101.523	52.937
dont : Etablissements de crédit bancaires (et assimilés)	103.013	48.876	54.137	115.100	72.856	42.244
dont : Caisse d'épargne et Caisse des dépôts	4.974	—	4.974	4.723	—	4
Sociétés financières et assimilées	34.569	13.559	21.010	35.308	14.683	20.625
Institution financières spécialisées et assimilées	55.067	23.530	31.537	35.054	22.958	12.096
Institutions financières diverses	2.796	5.448	— 2.652	4.306	5.709	— 1.403
Entreprises d'assurance	—	—	—	—	—	—
Administrations publiques	119.352	30.939	88.413	126.508	29.741	96.767
Administration publique centrale et sécurité sociale	118.121	29.014	89.107	122.101	27.829	94.272
Administrations publiques locales	1.231	1.926	— 694	4.406	1.912	2.495
Administrations privées	—	—	—	—	—	—
Emetteurs étrangers et internationaux	3.704	565	3.139	4.124	624	3.500
Total	**338.901**	**133.496**	**205.406**	**335.980**	**149.623**	**186.357**

TABLEAU N.02-2

Capitalisation boursière des valeurs françaises (1)

Fin d'année

Source : Société des Bourses françaises — *Unité :* Million de francs

	r 1981	r 1987	r 1988	r 1989	r 1990	r 1991
ACTIONS :						
Marché officiel	227.761	855.749	1.383.119	2.005.610	1.598.644	1.803.071
Second marché	—	111.910	153.943	185.613	138.927	134.689
Total	**227.761**	**967.659**	**1.537.062**	**2.191.223**	**1.737.571**	**1.937.760**
OBLIGATIONS :						
Marché officiel	604.572	2.049.363	2.335.457	2.462.441	2.588.964	2.899.545
Second marché	—	1.499	2.504	7.089	5.850	8.346
Total	**604.572**	**2.050.862**	**2.337.961**	**2.469.530**	**2.594.814**	**2.907.891**
Total des valeurs	**832.333**	**3.018.521**	**3.875.023**	**4.660.753**	**4.332.385**	**4.845.651**

(1) Ce tableau concerne les valeurs françaises inscrites au marché officiel (Règlement mensuel et comptant) et au second marché; il comprend les valeurs de la zone franc.

TABLEAU N.02-3

Répartition des transactions sur les valeurs mobilières cotées à la Bourse de Paris

Source : Société des Bourses françaises (année boursière) — *Unité :* Million de francs

	1981	1987	1988	1989	1990	1991
Actions	65.015	533.360	419.596	677.812	661.208	636.824
Obligations	86.585	2.482.119	3.493.864	3.388.204	3.086.152	3.203.200
Total	**151.600**	**3.015.479**	**3.913.460**	**4.066.016**	**3.747.360**	**3.840.024**

TABLEAU N.02-4

Indices du cours des actions et des obligations cotées à la Bourse de Paris (Indices calculés par l'INSEE. Moyennes des fins de semaine)

Source : INSEE

	1985	1988	1989	1990	1991
Actions françaises					
A. Sur base 100 = moyenne 1949					
Actions françaises : indice général (1)	1.854	2.900	4.095	4.147	3.867
Actions étrangères	3.220	3.707	4.479	4.204	4.193
B. Sur base 100 au 29 décembre 1972					
Actions françaises : indice général (1)	267,5	418,7	591,3	598,7	558,1
dont : Valeurs industrielles	247,0	397,2	579,3	563,2	550,3
Actions étrangères	435,6	504,0	605,7	568,6	567,1
C. Sur base 100 au 31 décembre 1981					
Actions françaises : indice général (1)	232,4	363,7	513,6	520,1	484,9
dont : Valeurs industrielles	216,1	348,6	508,6	494,1	482,8
Actions étrangères	188,5	218,1	262,0	246,0	245,4
D. Sur base 100 au 28 décembre 1984					
Actions françaises : indice général (1)	145,0	185,8	262,3	265,6	247,5
dont : Valeurs industrielles	130,4	181,9	265,3	267,0	260,8
Pétrole, énergie	96,5	118,8	183,2	246,6	278,4
Chimie	141,7	158,9	205,3	192,3	195,4
Métallurgie, mécanique	151,2	211,0	343,6	292,7	389,4
Electricité, électronique	155,1	184,1	253,4	279,2	279,5
Bâtiment et matériaux	184,2	311,6	449,1	371,2	346,1
Industries de consommation non alimentaires	119,6	177,0	248,0	225,7	200,5
Agro-alimentaire	113,8	178,6	277,5	287,2	289,5
Distribution...	154,4	207,4	333,5	330,8	346,2
Transports, loisirs, services	141,8	200,6	308,2	369,0	358,4
Assurances	258,4	293,3	500,3	597,4	544,7
Crédit, banques	166,0	165,5	217,7	225,0	193,5
Sicomi	125,7	112,8	120,7	115,3	101,1
Immobilier et foncier	146,0	153,1	174,3	183,3	157,6
Investissement et portefeuille	209,9	243,7	320,6	321,5	259,8
Actions étrangères	101,7	117,9	141,7	133,1	132,8
Obligations françaises à revenu fixe					
A . sur base 100 au 31 décembre 1972					
Emprunts garantis	99,6	105,0.	104,8	98,0	102,5
Sociétés	108,6	115,1	113,7	106,5	110,4
B. Sur base 100 au 31 décembre 1980					
Indice général	113,2	119,8	119,5	112,4	117,6
Emprunts d'Etat	112,9	118,4	118,9	112,9	118,6
Emprunts garantis et assimilés	113,3	119,6	119,4	111,6	116,7
Sociétés	114,1	121,0	119,6	112,1	116,2

(1) A partir de janvier 1985, l'indice général des actions françaises compte 14 groupes (les 7 premiers groupes constituant les « valeurs industrielles»).

TABLEAU N.02-5

Indices du cours des actions françaises cotées à la Bourse de Paris

Indices calculés par la Société des Bourses françaises. Moyennes des fins de semaine

Source : Société des Bourses françaises

Base 100 au 31 décembre 1981 à partir de 1982

Groupe	1985	1988	1989	1990	1991
Valeurs à revenu variable	218,4	338,7	489,8	494,9	471,8
Valeurs industrielles	208,9	330,9	482,1	482,1	463,7
Produits de base	175,6	222,3	337,0	382,5	405,0
Construction	154,0	356,9	514,6	488,4	466,6
Biens d'équipement	215,1	253,4	350,6	313,4	272,9
Biens de consommation durables	217,8	444,8	616,9	475,9	421,6
Biens de consommation non durables	284,9	461,0	604,5	596,6	606,8
Biens de consommation alimentaires	249,7	467,0	749,1	762,3	762,4
Services	190,6	313,5	459,2	514,9	487,3
Sociétés financières	305,1	414,8	573,0	557,7	487,5
Sociétés françaises exploitant principalement à l'étranger	210,9	336,8	501,6	473,9	439,3

TABLEAU N.02-6

Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année

Sources : Bulletin Annonces Légales Officielles (BALO)
Caisse des Dépôts et Consignations (1)

Unité : %

	1987	1988	1989	1990	1991
Obligations garanties et assimilées	9,38	9,07	8,83	10,09	///
Obligations non garanties	9,88	9,24	8,94	10,25	///
Taux au règlement :					
Obligations garanties et assimilées	9,43	9,14	8,88	10,15	9,35
Obligations non garanties	9,96	9,31	9,00	10,33	9,43

(1) Le calcul du taux moyen à l'émission est effectué depuis novembre 1982 par la Caisse des Dépôts et Consignations tandis que le taux moyen au règlement est calculé par l'INSEE à partir des taux publiés au BALO.

TABLEAU N.02-7

Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris (1)

Fin d'année

Source : Caisse des Dépôts et Consignations

Unité : %

	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Actions cotées	2,55	3,03	3,78	2,65	3,09	3,43
Obligations cotées (2)						
Emprunts d'Etat à court terme	9,23	9,71	8,41	9,74	10,06	9,08
Emprunt d'Etat à long terme	9,07	9,93	8,53	9,34	10,00	8,72
Secteur public à long terme emprunteurs nationaux	9,80	10,56	8,81	10,09	10,53	9,19
Secteur public, emprunteurs régionaux	10,07	11,00	9,62	9,80	///	///
Secteur privé, première signature	9,94	10,94	9,20	9,99	10,84	9,47

(1) Avec crédit d'impôt s'il y a lieu.
(2) Taux calculé sur un échantillon par la Caisse des Dépôts et Consignations, la dernière semaine de l'année.

TABLEAU N.02-8

Cours de l'or et de certaines devises à Paris (moyenne des cotations annuelles)

Source : Société des Bourses françaises (Cote officielle)

	Unité	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Cours libre de l'or :	Franc pour :							
Lingot	1 kg	91.506	81.938	86.527	83.608	78.471	67.668	65.889
Pièces françaises de 20 F (1)	1 pièce	558,44	540,52	529,76	505,16	452,42	411,21	389,92
Etats-Unis	1 $	190,31	158,81	151,98	147,71	138,31	119,14	110,14
Suisse	20 F	549,59	540,64	530,15	532,73	471,20	448,04	399,60
Grande-Bretagne	Souverain	669,76	617,08	629,90	610,41	571,21	500,07	485,78
Cours de devises étrangères :								
Etats-Unis	1 $	8,9852	6,9260	6,0106	5,9565	6,3801	5,4454	5,6416
Canada	1 $ Can.	6,5842	4,9830	4,5283	4,8442	5,3876	4,6643	4,9236
Allemagne (ex.RFA)	1 DM	3,0523	3,1948	3,3450	3,3920	3,3933	3,3699	3,4006
Belgique	1 F.B.	0,1513	0,1552	0,1610	0,1620	0,1619	0,1630	0,1652
Pays-Bas	1 Fl.	2,7064	2,8320	2,9685	3,0140	3,0081	2,9910	3,0178
Italie	100 L	0,4702	0,4651	0,4637	0,4577	0,4651	0,4544	0,4549
Danemark	1 DKK	0,8478	0,8567	0,8792	0,8850	0,8728	0,8804	0,8819
Irlande	1 LEP	9,5051	9,2978	8,9372	9,0725	9,0426	9,0074	9,0829
Grande-Bretagne	1 GBP	11,5500	10,1580	9,8389	10,5948	10,4495	9,6886	9,9467
Grèce	100 GRD	6,5379	4,9542	4,4355	4,2019	3,9301	3,4351	3,0975
Espagne	100 ESP	5,2751	4,9457	4,8707	5,1149	5,3875	5,3442	5,4300
Portugal	1 PTE	0,0523	0,0462	0,0426	0,0413	0,0405	0,0382	0,0390
CEE	1 ECU	6,7955	6,7981	6,9267	7,0356	7,0198	6,9275	6,9783
Suisse	1 CHF	3,6608	3,8621	4,0344	4,0724	3,9009	3,9250	3,9347
Japon	100 JPY	3,7669	4,1255	4,1613	4,6481	4,6316	3,7795	4,1935

(1) 5,806 grammes d'or fin.

0

Commerce extérieur, balance des paiements

Chapitre O.01

Commerce extérieur

1. Commentaire.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Taux de couverture en volume des grands groupes de produits entre 1980 et 1991.

1. Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble.
2. Commerce international. Importations (CAF) et parts de marché de divers pays de la CEE et du monde.
3. Commerce extérieur de la France par zone géographique.
4. Commerce extérieur de la France par pays.
5. Commerce extérieur de la France par produit.
6. Commerce extérieur de la France par produit et par zone géographique.

7A. Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume.

7B. Indices du commerce extérieur de la France : indices des valeurs unitaires.

8. Commerce extérieur de la France : taux de couverture des importations CAF par les exportations FAB en volume (aux prix de 1980) par produit.
9. Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit.
10. Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géographique.
11. Commerce extérieur de la France : taux de croissance des parts de marché des produits manufacturés français par zone géographique.
12. Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur.
13. Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients.
14. Guadeloupe : principaux produits exportés.
15. Guyane : principaux pays fournisseurs et clients.
16. Guyane : principaux produits exportés.
17. Martinique : principaux pays fournisseurs et clients.
18. Martinique : principaux produits exportés.
19. Réunion : principaux pays fournisseurs et clients.
20. Réunion : principaux produits exportés.
21. Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients.
22. Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés.
23. Polynésie française : principaux pays fournisseurs et clients.
24. Polynésie française : principaux produits importés et exportés.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Échanges extérieurs » de l'INSEE.

1. COMMENTAIRE

Le commerce extérieur s'est redressé de façon notable en 1991 : le déficit FAB-FAB (franco à bord) est passé de 49,5 milliards de francs en 1990 à 30,2 milliards de francs, grâce à une augmentation des exportations plus forte que celle des importations (respectivement 3,7 % et 2 % d'accroissement par rapport à 1990). Les exportations de matériel militaire se sont réduites : elles passent de 35 milliards de francs en 1990 à 21 milliards de francs en 1991.

En structure, si on compare les parts de marché des pays de la CEE, on constate que la France est le deuxième importateur derrière l'Allemagne. Le *taux de pénétration* des marchandises communautaires (c'est-à-dire la part des marchandises issues de la CEE dans les importations d'un pays donné) de la France (60 %) est sensiblement le même que celui de l'Espagne (60 %) et de l'Italie (57 %), mais supérieur à celui de l'Allemagne (52 %). On constate l'importance des échanges bilatéraux entre la Suisse et l'Allemagne, ainsi qu'entre le Royaume-Uni et les États-Unis. Par ailleurs, si la CEE fait jeu égal avec le Japon sur le marché des États-Unis, elle est devancée par les États-Unis dans les importations nippones. Le fort dynamisme du commerce extérieur allemand s'apprécie notamment dans le *taux de pénétration* des marchés espagnols et portugais, où il devance les entreprises françaises malgré la proximité géographique et les facilités linguistiques.

L'examen par zone révèle une amélioration très nette de nos échanges avec la CEE, la balance devenant positive pour la première fois depuis de nombreuses années. Par contre, les échanges avec l'OCDE ont continué à se dégrader. Ces phénomènes sont en fait concentrés sur quelques pays : l'Allemagne pour la CEE (avec laquelle le solde s'améliore de 34,4 milliards de francs) et les États-Unis, les Pays-Bas (1) [où le déficit s'accentue respectivement de 14,3 et de 7,1 milliards de francs] et la Suisse (pour laquelle l'excédent traditionnel baisse de 1,7 milliard de francs) pour l'OCDE. Pour les USA, l'aggravation s'explique par des importations accrues de biens d'équipement et d'énergie, alors que pour les Pays-Bas il s'agit d'une baisse des exportations de produits agricoles et agro-alimentaires et de métaux. De plus, le déficit avec le Japon reste stable depuis 1988.

En ce qui concerne les produits, on observe une augmentation sensible en 1991 des importations de produits agricoles et agro-alimentaires, et un maintien de l'accroissement des importations de biens d'équipement professionnels au niveau de 1990 et 1989, c'est-à-dire environ 6 %.

Les exportations de biens d'équipement progressent fortement, à un taux annuel de 12 %. La détérioration de l'excédent traditionnel agricole et agro-alimentaire est compensée par le redressement spectaculaire des *échanges* de métaux, de produits chimiques et de biens d'équipement professionnel. L'automobile, traditionnellement excédentaire, a connu un solde positif exceptionnel avec plus de 33 milliards de francs.

En ce qui concerne la structure produit x zone, on constate :

- à l'importation :
  - la concentration des *échanges* autour des produits agro-alimentaires ou des produits énergétiques pour les pays hors OCDE (à l'exception des « autres pays » qui recouvrent notamment « Les nouveaux pays industrialisés »). La part très importante de l'Amérique du Nord dans les biens d'équipement professionnel;
- à l'exportation :
  - la part énorme du marché communautaire dans les exportations agricoles et automobiles, à l'inverse la faible contribution de la CEE à nos exportations de biens d'équipement.

En matière de prix, les valeurs unitaires montrent une baisse des prix des minerais, métaux et demi-produits non ferreux, du papier carton et des produits de la récupération à l'import et à l'export ainsi qu'une appréciation pour les deux flux des produits de la mécanique. Par contre, la situation est plus différenciée pour le bois-meuble et les véhicules automobiles qui augmentent à l'import, alors que l'électroménager n'augmente qu'à l'export.

En volume, il faut noter l'accroissement des importations et des exportations de produits agro-alimentaires et pour l'automobile la baisse des importations alors que les exportations augmentent.

Les *taux de couverture en volume* restent très différenciés : les faiblesses principales correspondent aux produits énergétiques traditionnellement importés dont le taux est de 20 %, et aux produits électroménagers et électroniques grand public où le niveau bas (47 % en 1991) remonte toutefois régulièrement depuis 1988. Les points forts traditionnels, produits agricoles, agro-alimentaires et l'automobile ont des taux respectivement de 142 %, 115 % et 140 %.

2. MÉTHODOLOGIE

21. Sources statistiques et nomenclatures

Les chiffres publiés dans ce chapitre ont, à l'exception du tableau 2, pour source la Direction générale des douanes et droits indirects, DGDDI (ministère du Budget) en ce qui concerne les résultats en valeur et en quantité, l'INSEE pour ce qui est des indices de valeur unitaire et de volume.

La Direction générale des douanes et droits indirects établit les statistiques mensuelles du commerce extérieur, par produit croisé par pays d'origine ou pays de destination.

À compter du 1er janvier 1988 le Système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises qui a été institué par la Convention internationale du 14 juin 1983 en vue d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur a été appliqué au sein de la Communauté européenne. Au plan communautaire le règlement CEE n° 2658/87 du

1. Il est possible qu'il s'agisse en fait aussi de trafic avec les États-Unis, étant donné l'importance des ports néerlandais dans les échanges avec ce pays.

23 juillet 1987 a créé la Nomenclature combinée (NC) qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et à celles de la statistique. Cette nomenclature adjoint aux 6 chiffres du SH un code à 2 chiffres. L'administration douanière française utilise ainsi depuis janvier 1988 la Nomenclature générale des produits (NGP 9), développement national de la NC comportant un 9e chiffre soit 10.000 positions environ comme la nomenclature précédente.

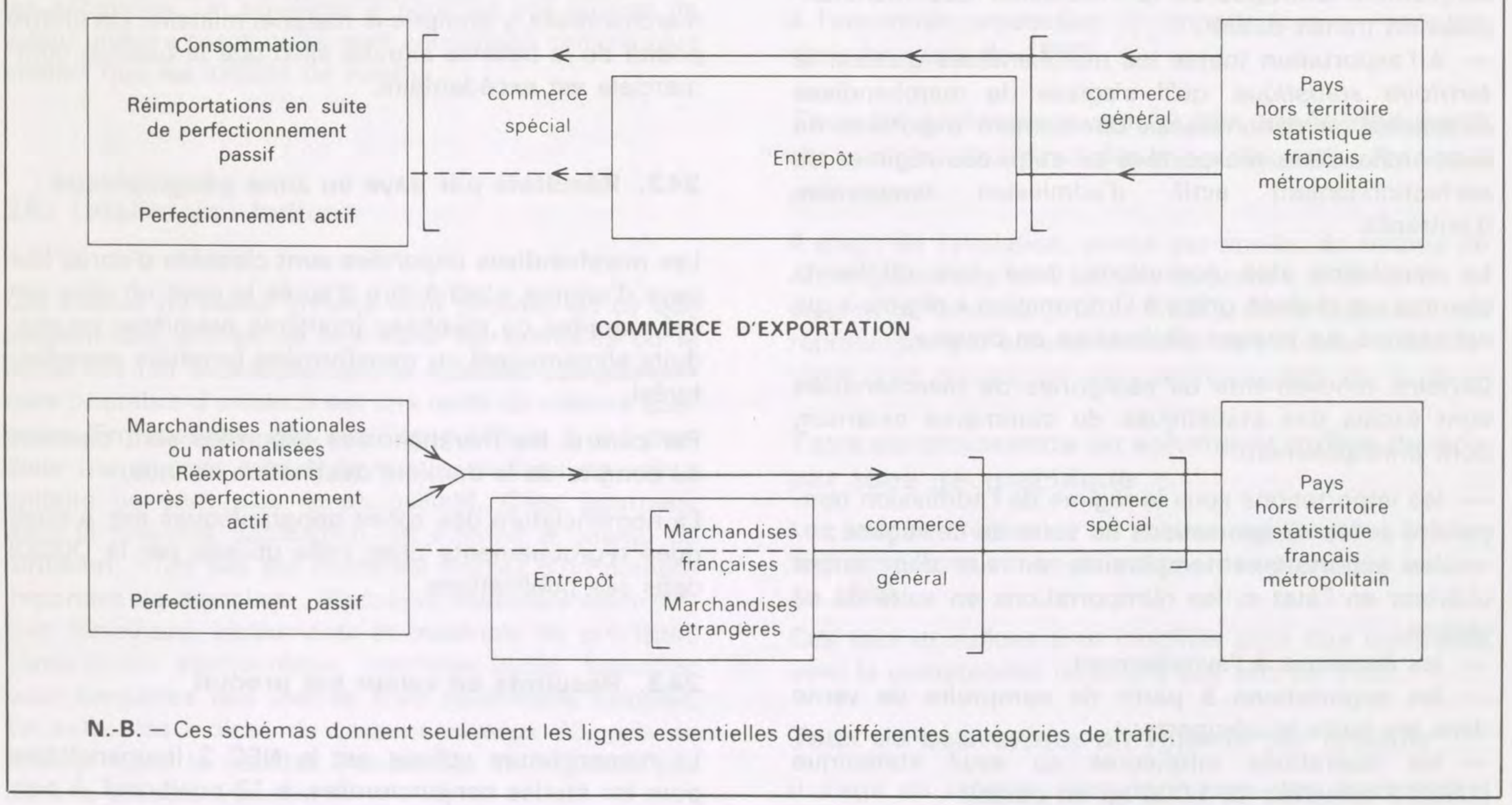
Ceci permet à l'administration douanière de répondre à toutes sortes de demandes d'information très détaillées (par produit à divers niveaux de regroupement, par pays d'importation ou d'exportation ou tout regroupement par zone, enfin selon le régime douanier, et cela au niveau national, régional et départemental) et, en particulier, de fournir les éléments de divers instruments de l'analyse économique (indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur, comptes de la nation, indicateurs).

Trois types de nomenclatures de produits — qui sont en correspondance simple avec la NGP 9 — sont en outre utilisés pour présenter les résultats douaniers :

— pour les comparaisons dans le cadre de la Communauté économique européenne il est fait usage de la Nomenclature combinée (NC), nomenclature à 8 chiffres, comportant 9.600 positions environ, dont est issue la NGP 9;
— en ce qui concerne les comparaisons internationales en général, c'est la classification type pour le commerce international (CTCI) troisième révision, qui est utilisée (3.118 rubriques à 5 chiffres, correspondant à un poste ou à un regroupement de postes du SH, exception faite des produits pétroliers, ou encore le Système harmonisé, lui-même qui comporte 5.000 positions élémentaires dont est issue la nomenclature combinée (et la NGP 9);
— enfin pour les études, le suivi conjoncturel et la comptabilité nationale faisant intervenir des comparaisons entre commerce extérieur et production et consommation, on utilise des nomenclatures élaborées à cet effet qui sont la NAP 600 (Nomenclature officielle d'activités et de produits, niveau 600) et ses regroupements NAP 40, NAP 15, et la NEC (Nomenclature d'études conjoncturelles). À compter de 1988, la table de passage utilisée par la DGDDI entre la nomenclature douanière et la NAP 600 a été profondément modifiée, ce qui a conduit à une rétropolation des résultats diffusés par produit pour les années précédentes.

L'INSEE élabore mensuellement les indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur selon la méthode de calcul exposée plus loin, au niveau 600 pour les importations et les exportations, par zone géographique (CEE à douze pays, reste des pays de l'OCDE, reste du monde) et calcule toutes les agrégations successives : NAP 90, NAP 40, NAP 15, ensemble, par zone ou tous pays.

L'INSEE utilise ces indices pour la confection des équilibres emplois-ressources par branche dans le cadre de la comptabilité nationale où ils sont confrontés à d'autres sources. Les indices de prix auxquels on aboutit diffèrent peu ou prou selon les produits des indices



N.-B. – Ces schémas donnent seulement les lignes essentielles des différentes catégories de trafic.

de départ et il en est de même des volumes. Ces données, établies au niveau de détail de la NAP 600, sont publiées sous une forme agrégée (NAP 40, NAP 15) dans le Rapport annuel sur les Comptes de la nation et dans Tendances de la conjoncture, cahier 2.

22. Contenu des données statistiques

Depuis 1988 (mise en place du document administratif unique) deux systèmes de comptabilisation des échanges sont définis au plan mondial : le système du commerce spécial et le système du commerce général. Ils sont utilisés en France de la manière suivante :

● Le système du commerce spécial qui permet d'élaborer la balance commerciale et l'ensemble des statistiques de commerce extérieur comptabilise :

— à l'importation les marchandises qui pénètrent sur le *territoire statistique* pour y être mises à la consommation, placées sous un régime douanier de perfectionnement « actif » ou qui sont réimportées à l'issue du perfectionnement « passif »;
— à l'exportation les marchandises nationales ou nationalisées qui quittent le *territoire statistique,* les produits réexportés en suite de perfectionnement « actif » et ceux qui sont exportés pour un perfectionnement « passif ».

Toutefois, une dérogation existe pour les produits pétroliers qui, pour des raisons techniques, sont comptabilisés dans la balance commerciale et les statistiques de commerce extérieur en commerce général.

● Le système du commerce général qui sert à l'établissement des statistiques de transport du commerce extérieur conduit à reprendre :

— à l'importation toutes les marchandises qui entrent sur le *territoire statistique,* y compris celles qui y sont simplement entreposées (à l'exclusion des marchandises en transit direct);
— à l'exportation toutes les marchandises quittant le *territoire statistique,* qu'il s'agisse de marchandises nationales ou nationalisées directement exportées ou de marchandises réexportées en suite des régimes de perfectionnement actif, d'admission temporaire, d'entrepôt.

La ventilation des opérations dans ces différents champs est réalisée grâce à l'information « régime » qui est reprise sur chaque déclaration en douane.

Certains mouvements ou catégories de marchandises sont exclus des statistiques du commerce extérieur, dont principalement :

— les importations sous le régime de l'admission temporaire et les réexportations en suite de ce régime;
— les exportations temporaires en vue d'un retour ultérieur en l'état et les réimportations en suite de ce régime;
— les livraisons à l'avitaillement;
— les exportations à partir de comptoirs de vente dans les ports et aéroports;
— les opérations inférieures au seuil statistique (2.500 F en valeur et 1.000 kg en poids);
— le matériel militaire : il est repris globalement dans les résultats du commerce extérieur, mais n'apparaît dans aucune publication au niveau détaillé;
— l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal;
— un certain nombre d'autres échanges dont la liste a été fixée au plan communautaire (marchandises bénéficiant de l'immunité diplomatique, etc.).

23. Valeur et masse des marchandises

À l'importation, comme à l'exportation, les marchandises sont, en principe, prises en charge sur la base de la masse nette.

À l'importation, dans le cas de marchandises taxées ad valorem et pour lesquelles le contenant est déclaré au droit du contenu, c'est la masse nette de la marchandise qui est retenue comme base de dépouillement, le poids des emballages étant négligé.

La valeur dont il est fait état dans les statistiques du commerce extérieur est une valeur franco-frontière nationale fondée :

— pour les échanges avec les pays tiers :
  — à l'importation, sur le règlement 1224/80 du Conseil des communautés européennes,
  — à l'exportation, sur l'article 36 du Code des douanes;
— pour les échanges intracommunautaires, à l'introduction comme à l'expédition, sur la base d'imposition déterminée à des fins fiscales, conformément à la sixième directive 77-388 (CEE) de juin 1977.

24. Spécification par tableau

241. Résultats d'ensemble

Ce tableau est le seul à présenter tous les échanges de marchandises, y compris le matériel militaire. Un chiffre positif de la balance signifie ainsi que la balance commerciale est excédentaire.

242. Résultats par pays ou zone géographique

Les marchandises importées sont classées d'après leur pays d'origine, c'est-à-dire d'après le pays où elles ont été extraites ou récoltées (matières premières ou produits alimentaires) ou transformées (produits manufacturés).

Par contre, les marchandises exportées sont classées au compte de la dernière destination connue.

La nomenclature des zones géographiques est, à quelques regroupements près, celle utilisée par la DGDDI dans ses publications.

243. Résultats en valeur par produit

La nomenclature utilisée est la NEC 2 (nomenclature pour les études conjoncturelles, à 12 positions). À partir de 1988, la DGDDI utilise la nouvelle table de passage dite « agrégée » entre la nomenclature douanière (NGP 9) et la nomenclature officielle de produit (NAP 600). Une nouvelle série est donc rétropolée depuis 1981.

25. Méthode de calcul

L'indice de valeur unitaire est un indice de Paasche (moyenne harmonique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges des mois courants). L'indice de volume est un indice de Laspeyres (moyenne arithmétique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges à la période de base).

Ces indices sont calculés pour trois zones géographiques : CEE à 12 pays, reste de l'OCDE, reste du monde et par agrégation pour l'ensemble « tous pays » à partir de données CAF à l'importation, FAB à l'exportation. Les indices établis par zone géographique retiennent comme valeur unitaire de l'année de base pour chaque produit les valeurs unitaires annuelles de la zone.

Le champ de calcul comprend toutes les marchandises enregistrées par les Douanes exception faite du matériel militaire, de la construction navale et des objets d'art. Mais les valeurs unitaires de certains produits (électronique par exemple) étant très éloignées d'un prix, il a semblé préférable de ne pas diffuser les indices correspondants.

Dans la pratique, on calcule en premier lieu des indices de valeur unitaire par zone géographique au niveau NAP 600, à partir d'indices élémentaires (au niveau NGP 9) fournis par la DGDDI; ces indices sont calculés par rapprochement des statistiques en valeur et en quantité (tonnage le plus souvent) pour chacun des postes entrant dans l'échantillon établi par l'INSEE et caractéristique du marché des trois zones à l'importation et à l'exportation. L'indice de valeur est calculé ensuite sur la totalité des produits et l'indice de volume est obtenu comme quotient de l'indice de valeur par l'indice de valeur unitaire. Des contrôles sont effectués sur les indices élémentaires pour détecter et redresser les anomalies. On privilégie le contrôle des indices de valeur unitaire parce qu'ils sont considérés comme plus stables que les indices de volume.

26. Qualité des indices

Les indices de valeur unitaire sont proches de ce que seraient des indices de prix dans les branches où le poids net (ou éventuellement la quantité complémentaire : nombre d'unités...) est une unité de mesure adéquate. En revanche, dès que l'on a affaire à des produits transformés très élaborés, les indices de valeur unitaire ne sont plus qu'un palliatif. C'est pourquoi, dans la présente publication, on a limité le champ de diffusion; n'ont pas été repris les indices d'un nombre important de branches : électricité, matériels électronique, ferroviaire, instruments et matériels de précision, construction aéronautique, machines-outils, branches pour lesquelles des indices sont néanmoins calculés. En outre, les indices de certains niveaux 90, pris en compte dans le résultat d'ensemble, ne figurent pas dans le présent annuaire.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que ces indices, calculés selon la formule de Paasche, sont sensibles, non seulement aux variations des valeurs unitaires, mais encore à celle de la structure du commerce.

27. Résultats harmonisés avec la comptabilité nationale

Les résultats figurant dans les tableaux 8 à 12 sont issus des comptes nationaux trimestriels à prix constants 1980. Ces nouvelles séries sont calées sur les comptes nationaux annuels jusqu'en 1990. Les chiffres des trois dernières années sont susceptibles de révision.

3. DÉFINITIONS

Pays de l'Est

Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et ex-URSS.

Pays à économie centralisée

Estonie, Lettonie, Lituanie, Union soviétique, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Géorgie, Chine et Corée du Nord.

Pays pétroliers du Moyen-Orient.

Iran, Arabie-Saoudite, Koweit, Qatar, Émirats arabes unis et Oman.

Pays de la zone franc

Martinique, Réunion, Guadeloupe, Guyane française, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Mali, Niger, Sénégal, Côte d'Ivoire, Togo, Cameroun, Gabon et Congo.

Pénétration étrangère sur le marché intérieur

C'est le rapport des importations CAF aux prix de 1980 à l'ensemble production + importations — exportations (aux prix de 1980).

Taux de croissance année par année des parts de marché des produits manufacturés français par zone

Il s'agit de l'évolution, année par année, du volume de nos exportations vers la zone rapporté à la demande en volume de la zone (prix de 1980). Cette demande est représentée par les importations de produits manufacturés d'un groupe de pays représentatifs de la zone.

Taux de croissance en volume et indice de prix par zone géographique

Les taux de croissance en volume représentent l'évolution année par année du volume des échanges au prix de 1980.

Ces taux et indices sont modifiés pour être cohérents avec la comptabilité nationale aux prix de 1980.

Taux de couverture en volume par produit

Il s'agit du rapport entre le volume des exportations FAB aux prix de 1980 et le volume des importations CAF aux prix de 1980. Une augmentation de ce taux de 1 % signifie que la croissance du volume des exportations est 1 % plus forte que celle du volume des importations.

Terme de l'échange par produit

Il s'agit du rapport entre l'indice des prix des exportations (base 100 en 1980) et l'indice des prix des importations (base 100 en 1980). Une amélioration des termes de l'échange de 1 % signifie que la croissance du prix des exportations est 1 % plus forte que celle du prix des importations.

Territoire statistique de la France selon la réglementation douanière

Il inclut la France métropolitaine (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie) et la Principauté de Monaco. Il n'inclut pas les départements et territoires d'outre-mer — dont les statistiques de commerce extérieur sont présentées à part en fin de chapitre dans les tableaux 13 à 24.

Valeurs CAF et FAB

Dans les tableaux du présent chapitre (sauf tableau 1), les valeurs retenues à l'importation sont des valeurs CAF (coût de la marchandise, assurance, fret), valeur de la marchandise à son point d'entrée en France; à l'exportation la valeur est FAB (franco à bord) : c'est la valeur de la marchandise au point de sortie de France.

En ce qui concerne le tableau 1, les importations comme les exportations, sont données en valeur FAB, de manière à faire apparaître le solde exact des importations et exportations de marchandises au sens strict du terme (on passe de la valeur CAF à la valeur FAB en retranchant le coût d'acheminement de la marchandise importée de la frontière du pays producteur à la frontière française. Ce passage fait l'objet d'une évaluation annuelle de la DGDDI portant uniquement sur le niveau global).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.
Ministère du Budget, Direction générale des douanes et droits indirects.

Publications :

- Des données annuelles plus détaillées sont diffusées par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI). Citons les brochures suivantes :

— *Commentaires annuels;*
— *Résultats annuels par NGP 9 × pays;*
— *Annuaire abrégé.*

Ces résultats sont également disponibles sur microfiches.

— Banque de données, BEATRICE.

- Les aspects méthodologiques sont traités dans les documents suivants :

— *Notes Bleues* du Service de l'information du ministère de l'Économie et des Finances : document n° 21 « Les principaux termes utilisés dans la description des échanges extérieurs »;
— *Courrier des statistiques,* n° 31, juillet 1984 : « L'analyse bilatérale des échanges extérieurs »;
— Supplément au *Bulletin mensuel de statistiques,* mars 1988 : « Les indices du commerce extérieur, méthodologie, résultats »;
— *Courrier des statistiques,* n° 49, janvier 1989 : « Les indices du commerce extérieur font peau neuve »;
— « Annuaire statistique du commerce extérieur 1989 ». OSCE. Eurostat, thème 6, série A.

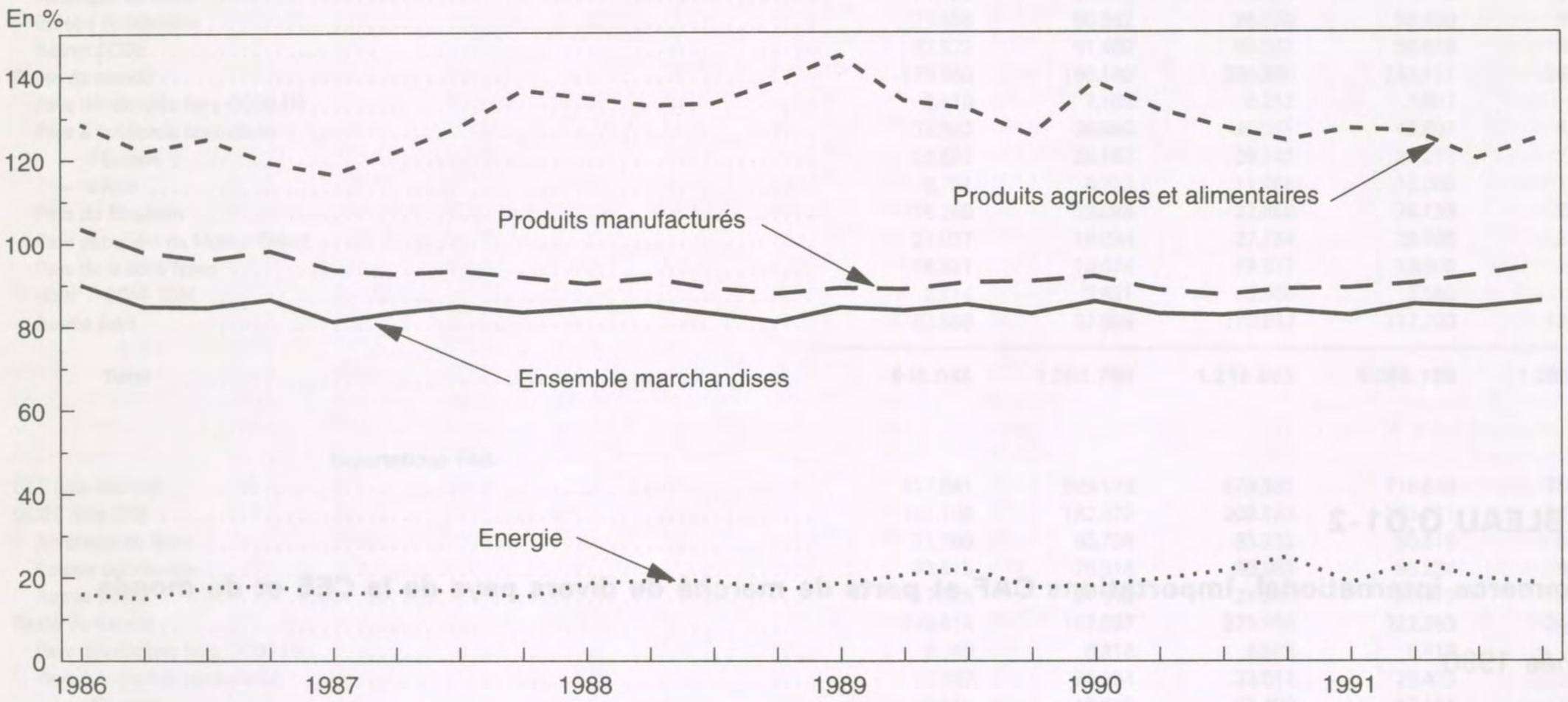
- Études relatives aux échanges extérieurs :

— *Économie et statistique,* n° 227, décembre 1989 : « L'image des produits français de grande consommation à l'étranger »;
— *Économie et statistique,* n° 228, janvier 1990 : « Le rôle de l'offre dans la dégradation du commerce extérieur français »;
— « Les entreprises importatrices et exportatrices. Résultats année 1988 », DGDDI;
— F. Milewski. Collection « Repères », éditions La Découverte : *Le commerce extérieur de la France*;
— Ministère du Commerce extérieur. Dunod, édition 1989 : « Les chiffres clés du commerce extérieur »;
— Ministère de l'agriculture, *Cahier de statistique agricole* : « Le commerce extérieur des produits des industries agricoles et alimentaires dans la CEE »;
— *INSEE-Première,* n° 49, 1989 : « Solde manufacturé et contre-choc pétrolier », Michèle Debonneuil;
— Ministère du Commerce extérieur, DRCC, bureau Analyse : « Où en est la compétitivité française ? »;
— *Économie et statistique,* n° 203, octobre 1987 : « Pourquoi la France perd des parts de marché ? »;
— *Économie et statistique,* n° 207, février 1988 : « Contrainte pétrolière et croissance française »;
— *Économie et statistique,* n^{os} 217-218, janvier-février 1989 : « La France dans la perspective du grand marché européen »;
— « La France des Entreprises », *INSEE-L'Entreprise,* novembre 1991.
— « Le commerce extérieur s'améliore en 1991 », *INSEE-Première,* n° 218, 18 août 1992.

*
* *

GRAPHIQUE O.01-1

Taux de couverture en volume des grands groupes de produits



Source : INSEE

TABLEAU O.01-1

Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB définitifs

Y compris matériel militaire

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* million de francs

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Importations FAB	725.675	766.298	870.442	930.961	863.207	920.523	1.030.466	1.187.565	1.226.613	1.251.298
Exportations FAB	632.198	722.695	850.109	906.029	863.609	888.913	997.649	1.143.223	1.177.163	1.221.108
Balance FAB-FAB	**— 93.477**	**— 43.603**	**— 20.333**	**— 24.932**	**402**	**— 31.610**	**— 32.817**	**— 44.342**	**— 49.450**	**— 30.190**
Importations CAF (1)	757.583	799.335	905.552	962.730	887.535	945.042	1.053.798	1.216.650	1.266.789	1.297.344
Exportations FAB (1)	606.094	694.580	812.993	870.873	825.255	857.781	963.748	1.102.411	1.142.183	1.200.540
Coefficient CAF-FAB (2)	95,0	95,0	95,7	96,2	96,8	96,9	96,9	96,5	96,3	96,0

(1) Hors matériel militaire
(2) Les coefficients CAF/FAB permettent d'établir, au seul niveau global, la conversion des importations CAF en importations FAB.

TABLEAU O.01-2

Commerce international. Importations CAF et parts de marché de divers pays de la CEE et du monde

Année 1990

Source : OCDE — *Unités :* Million de dollars et %

Pays exportateurs \ Pays importateurs	Allemagne (ex-RFA)	Belgique et Luxembourg	Danemark	France	Grèce	Irlande	Italie	Pays-Bas	Royaume-Uni	Espagne	Portugal	Suisse	Etats-Unis (1)	Japon
	Part de marché de chaque pays exportateur dans les importations de													
Montant total des importations CAF	**342.608**	**119.760**	**31.771**	**232.580**	**19.717**	**20.641**	**193.560**	**125.873**	**224.024**	**87.456**	**24.831**	**69.546**	**495.259**	**233.510**
Allemagne (ex-RFA)	///	24,0	22,8	19,0	20,8	8,4	21,3	25,8	15,9	16,5	14,4	33,8	5,7	4,9
Belgique et Luxembourg	7,2	///	3,3	8,8	3,7	2,2	5,1	13,9	4,5	3,1	4,2	3,6	0,9	0,7
Danemark	2,0	0,6	///	0,9	1,3	0,9	1,0	0,9	1,8	0,8	0,9	1,0	0,3	0,5
France	**11,8**	**15,9**	**5,3**	///	**8,1**	**4,6**	**14,2**	**8,1**	**9,3**	**14,7**	**11,5**	**11,1**	**2,7**	**3,2**
Grèce	0,6	0,2	0,3	0,3	///	0,1	0,9	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Irlande	0,9	0,6	0,7	0,9	0,6	///	0,7	0,9	3,6	0,7	0,4	0,6	0,4	0,3
Italie	9,4	4,5	4,1	11,6	15,4	2,6	///	3,7	5,3	10,2	10,0	10,5	2,6	2,1
Pays-Bas	10,2	17,6	5,8	5,1	6,7	4,1	5,7	///	8,3	3,7	5,8	4,1	1,0	0,5
Royaume-Uni	6,7	8,3	7,6	7,3	5,3	42,2	5,2	8,1	///	7,2	7,6	5,3	4,1	2,2
Espagne	2,4	1,3	1,1	4,7	2,0	1,2	3,0	1,5	2,4	///	14,5	1,2	0,7	0,4
Portugal	0,9	0,4	1,2	1,3	0,4	0,5	0,4	0,6	0,9	2,5	///	0,4	0,2	0,1
Total de la CEE	**52,1**	**73,4**	**52,2**	**59,8**	**64,4**	**66,7**	**57,5**	**63,8**	**52,4**	**59,6**	**69,2**	**71,7**	**18,6**	**15,0**
Suisse	4,2	1,6	2,0	2,5	1,8	0,7	4,6	1,4	3,3	1,5	2,1	///	1,1	1,7
Etats-Unis (1)	6,7	4,5	6,2	8,1	3,7	14,5	5,1	7,9	11,5	8,4	3,9	6,1	///	22,5
Japon	6,0	2,1	4,1	4,0	5,9	5,6	2,3	3,2	5,4	4,4	2,6	4,4	18,1	///

(1) Chiffres FAB pour les importations des Etats-Unis.

TABLEAU O.01-3

Commerce extérieur de la France par zone géographique

Non compris matériel militaire

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* million de francs

Zone géographique	1987	1988	1989	1990	1991
Importations CAF					
CEE (des douzes)	576.943	636.048	729.675	755.672	754.169
OCDE hors CEE	188.534	221.570	256.638	268.006	285.142
Amérique du Nord	74.126	89.248	102.534	111.740	131.026
Europe occidentale	71.486	80.862	96.070	99.450	91.821
Autres OCDE	42.922	51.460	58.033	56.816	59.295
Reste du monde	179.566	196.180	230.350	243.111	258.033
Pays développés hors OCDE (1)	6.419	7.103	8.232	7.997	7.479
Pays à économie centralisée :	33.362	36.886	41.011	42.607	44.866
— d'Europe	26.581	28.163	29.743	30.273	27.437
— d'Asie	6.781	8.723	11.268	12.088	17.429
Pays du Maghreb	18.269	19.088	22.459	26.136	28.414
Pays pétroliers du Moyen-Orient	21.037	16.034	27.734	28.768	29.198
Pays de la zone franc	16.921	19.074	19.977	19.903	18.963
dont : DOM-TOM	2.714	3.631	3.968	3.580	3.487
Autres pays	83.558	97.996	110.937	117.700	129.113
Total	**945.045**	**1.053.799**	**1.216.663**	**1.266.789**	**1.297.344**
Exportations FAB					
CEE (des douzes)	517.861	593.179	674.323	716.649	755.995
OCDE hors CEE	161.106	182.572	202.132	203.171	203.890
Amérique du Nord	71.266	82.739	83.332	80.519	89.088
Europe occidentale	72.815	78.318	90.983	95.234	83.713
Autres OCDE	17.025	21.515	27.815	27.419	31.089
Reste du monde	178.814	187.997	225.956	222.363	240.655
Pays développés hors OCDE (1)	6.240	6.816	6.989	6.412	9.210
Pays à économie centralisée :	23.997	25.864	33.011	25.425	28.094
— d'Europe	18.516	19.949	22.400	17.111	19.633
— d'Asie	5.481	5.915	10.611	7.716	8.461
Pays du Maghreb	23.272	22.575	30.214	33.937	31.488
Pays pétroliers du Moyen-Orient	15.046	14.717	18.076	19.165	21.938
Pays de la zone franc	38.650	39.683	43.397	44.393	47.741
dont : DOM-TOM	20.554	22.067	24.986	27.549	31.052
Autres pays	71.608	78.341	94.269	93.031	102.184
Total	**857.781**	**963.748**	**1.102.411**	**1.142.183**	**1.200.540**
Balance des exportations FAB et des importations CAF					
CEE (des douzes)	— 59.082	— 42.869	— 55.352	— 39.023	1.826
OCDE hors CEE	— 27.428	— 38.998	— 54.506	— 64.835	— 81.252
Amérique du Nord	— 2.860	— 6.509	— 19.202	— 31.221	— 44938
Europe occidentale	1.329	— 2.544	— 5.087	— 4.216	— 8.108
Autres OCDE	— 25.897	— 29.945	— 30.218	— 29.397	— 28.206
Reste du monde	752	— 8.183	— 4.394	— 20.748	17.378
Pays développés hors OCDE (1)	— 179	— 287	— 1.243	— 1.585	1.731
Pays à économie centralisée :	— 9.365	— 11.022	— 8.000	— 17.182	— 16.772
— d'Europe	— 8.065	— 8.210	— 7.343	— 13.162	— 7.804
— d'Asie	— 1.300	— 2.811	— 657	— 4.372	— 8.968
Pays du Maghreb	5.003	3.487	7.755	7801	3.074
Pays pétroliers du Moyen-Orient	— 5.991	— 1.317	— 9.658	— 9.603	— 7.260
Pays de la zone franc	21.729	20.609	23.420	24490	28.779
dont : DOM-TOM	17.840	18.436	21.018	23969	27.565
Autres pays	— 11.950	— 19.655	— 16.668	— 24.669	— 26.929
Balance totale	**— 87.264**	**— 90.051**	**— 114.252**	**— 124.606**	**— 96.804**

(1) Israël et République d'Afrique du Sud.

TABLEAU O.01-4

Commerce extérieur de la France par pays

Non compris matériel militaire

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unité : Million de francs

Pays (1)	Exportation FAB et importation CAF									
	1987		1988		1989		1990		1991	
	Importation	Exportation	Importation	Exportation	Importation	Exportation	Importation	Exportation	Importation	Exportation
EUROPE	**675.405**	**611.228**	**745.563**	**693.850**	**856.175**	**790.632**	**886.283**	**832.260**	**879.140**	**866.721**
dont : Belgique et Luxembourg	88.680	79.865	96.313	86.723	111.767	97.736	111.785	107.258	109.456	108.709
Pays-Bas	53.271	43.601	55.836	54.007	62.969	62.371	64.759	64.367	66.932	59.376
Allemagne (ex-RFA)	186.648	142.699	208.012	157.741	235.169	176.527	238.661	196.848	230.798	223.404
Italie	110.810	103.598	122.779	117.706	140.340	133.410	146.487	129.914	144.666	132.276
Royaume-Uni	67.179	75.513	76.899	94.291	86.874	105.302	91.831	108.063	96.752	107.385
Irlande	7.374	3.318	8.513	3.743	10.546	4.369	10.843	4.948	11.762	4.862
Danemark	8.401	7.734	8.880	7.889	10.102	8.488	11.125	9.147	11.943	11.523
Grèce	4.058	6.714	4.152	7.452	5.040	8.196	4.343	8.601	4.044	8.828
Norvège	10.808	5.378	11.749	4.127	17.278	4.155	16.333	4.979	17.395	4.644
Suède	15.684	11.830	17.670	12.593	20.170	14.850	19.537	13.566	18.644	12.208
Finlande	6.978	4.255	8.060	4.833	8.872	5.954	10.084	5.735	8.926	4.394
Suisse	23.625	36.786	26.496	40.066	29.949	46.289	31.570	48.152	30.145	44.963
Autriche	7.709	7.146	9.061	8.407	10.246	9.844	11.302	9.743	10.896	10.752
Portugal	9.283	9.329	10.275	11.854	12.623	14.906	16.210	15.029	14.293	17.835
Espagne	41.239	45.491	44.388	51.774	54.245	63.017	59.625	72.473	66.524	81.796
Andorre	92	1.691	99	1.809	93	2.108	110	2.322	90	2.279
Yougoslavie	3.195	3.390	3.605	3.650	4.179	4.673	4.937	5.873	4.632	4.407
Turquie	2.993	3.764	3.737	4.393	4.766	4.989	4.805	6.970	4.785	6.455
Union soviétique	15.348	10.483	16.746	11.580	16.743	10.957	18.204	8.086	17.140	8.160
Allemagne (ex-RDA)	2.454	2.302	2.724	2.102	3.025	4.016	2.167	1.701	—	—
Pologne	2.116	1.636	2.226	1.909	2.557	2.426	3.378	2.181	3.427	4.173
Tchécoslovaquie	1.368	1.271	1.487	1.366	1.711	1.483	1.895	1.561	2.134	2.715
Hongrie	1.576	1.314	1.740	1.328	2.186	1.652	2.225	1.628	2.362	1.792
Roumanie	3.270	693	2.816	717	2.977	852	1.948	1.323	1.790	1.478
Bulgarie	415	768	375	911	469	970	456	631	562	1.077
AFRIQUE	**51.988**	**67.664**	**54.074**	**70.771**	**59.654**	**82.350**	**65.853**	**84.725**	**65.897**	**84.164**
dont : Maroc	6.380	6.476	7.294	7.657	8.555	10.291	10.319	10.655	10.849	10.966
Algérie	8.535	11.755	8.298	9.444	9.461	12.775	10.556	14.770	11.999	12.273
Tunisie	3.354	*r* 5.041	3.496	5.475	4.444	7.147	5.260	8.512	5.567	8.249
Libye	2.850	1.452	3.260	1.723	2.973	2.264	4.144	2.056	4.679	1.883
Egypte	2.522	5.361	1.459	5.429	1.997	5.590	1.343	6.735	1.401	7.775
Soudan	120	302	198	367	228	290	166	203	114	288
Mauritanie	253	657	271	731	477	909	375	847	309	728
Mali	79	664	111	713	86	761	123	789	49	642
Burkina Faso	332	729	339	832	231	858	307	829	184	828
Niger	2.222	656	2.027	715	1.530	722	1.101	587	1.239	490
Sénégal	1.299	2.262	1.601	2.413	1.742	2.617	1.449	2.602	1.321	2.445
Guinée	161	800	273	836	402	866	319	904	275	884
Libéria	476	204	512	466	540	1.106	428	1.686	259	131
Côte-d'Ivoire	3.456	4.019	3.459	3.999	3.109	4.109	3.002	3.290	3.217	3.589
Togo	172	911	212	874	235	965	160	902	148	932
Bénin (Dahomey)	64	633	18	593	42	499	8	557	38	653
Nigéria	3.466	2.418	2.916	2.848	3.041	2.617	3.507	2.911	3.837	3.567
Cameroun	2.411	3.835	3.159	2.842	3.485	2.990	4.157	2.906	3.264	2.422
République Centrafricaine	102	355	125	371	122	435	62	362	48	305
Gabon	3.067	2.194	2.915	2.402	4.025	2.371	4.924	2.060	4.965	2.256
Congo	869	1.362	1.367	1.424	1.286	1.547	883	1.452	904	1.520
Zaïre	669	891	544	1.002	437	983	358	969	259	622
Angola	593	733	478	886	266	1.116	2.819	834	1.957	992
Djibouti	10	313	5	351	2	337	4	329	5	351
Kenya	235	804	261	842	289	1.229	286	681	329	612
Mozambique	36	259	76	274	31	275	67	181	32	241
Madagascar	739	782	694	788	697	973	570	1.138	601	788
Réunion	596	5.368	758	6.202	618	6.906	738	7.026	651	7.606
Ile Maurice	1.464	825	1.417	990	1.488	1.242	1.526	1.275	1.388	1.084
Zambie	357	86	560	202	124	137	1.043	63	800	70
Afrique du Sud (République d')	3.489	2.799	4.198	3.461	4.813	3.580	4.177	2.827	3.799	5.223

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.01-4 (suite et fin)

Commerce extérieur de la France par pays

Non compris matériel militaire

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* Million de francs

Pays (1)	Exportations FAB et importations CAF									
	1987		1988		1989		1990		1991	
	Importation	Exportation	Importation	Exportation	Importation	Exportation	Importation	Exportation	Importation	Exportation
AMERIQUE	**95.710**	**100.483**	**114.393**	**112.902**	**131.423**	**116.254**	**139.746**	**114.302**	**162.226**	**129.810**
dont : Etats-Unis	67.587	62.525	81.508	70.658	93.696	72.429	103.243	69.567	124.543	76.528
Canada	6.539	8.741	7.740	12.081	8.838	10.904	8.496	10.952	9.483	12.561
Mexique	3.999	2.105	3.655	3.226	4.169	4.644	3.950	3.890	3.612	6.038
Panama	109	560	112	375	38	466	119	465	47	447
Cuba	485	326	395	433	390	314	283	374	343	352
Bahamas	64	362	84	464	94	118	131	166	331	215
Guadeloupe	622	4.544	781	5.156	703	5.956	567	6.475	802	6.120
Martinique	974	4.464	1.014	5.176	1.010	5.469	1.178	5.761	1.058	5.890
Antilles néerlandaises	9	119	3	108	12	171	8	138	83	113
Colombie	854	1.003	831	997	1.025	954	1.152	1.066	1.300	1.047
Venezuela	616	2.189	623	2.789	875	1.531	1.281	1.662	1.308	1.502
Guyane française	93	2.959	109	1.960	150	2.448	168	4.214	143	7.213
Pérou	769	481	712	373	689	239	706	260	680	378
Brésil	7.502	5.249	9.536	4.432	10.893	4.470	9.534	3.978	9.545	4.268
Chili	1.908	765	3.135	841	3.852	1.408	3.531	1.395	3.674	1.239
Argentine	1.541	1.743	1.903	1.621	2.287	1.700	2.726	1.325	2.653	1.949
ASIE	**101.682**	**70.519**	**114.355**	**77.382**	**139.616**	**101.930**	**144.529**	**100.806**	**161.507**	**108.876**
dont : Chypre	142	501	141	530	143	1.911	140	936	147	663
Liban	139	815	211	1.054	157	1.154	146	999	181	1.679
Syrie	423	1.081	542	1.252	1.216	1.264	2.633	1.528	3.027	1.123
Irak	5.955	2.199	4.480	2.658	5.437	3.057	2.240	2.941	—	115
Iran	3.833	1.071	762	1.171	6.636	2.259	7.772	3.245	7.536	5.029
Israël	2.929	3.441	2.905	3.356	3.416	3.407	3.718	3.352	3.681	3.988
Jordanie	124	1.564	60	1.492	104	2.095	66	1.784	45	670
Arabie saoudite	7.448	6.664	9.045	6.576	12.169	6.932	15.556	7.083	18.138	9.717
Koweit	1.754	1.503	651	1.144	1.099	1.352	592	731	423	622
Qatar	76	485	113	401	104	485	130	586	157	1.183
Emirats arabes unis (3)	1.755	2.500	952	2.086	2.169	3.195	2.353	3.699	2.751	3.927
Oman	10	386	12	425	72	463	57	560	101	564
Yemen du Nord	1	390	60	347	293	578	288	655	513	419
Yemen du Sud	45	60	41	80	62	62	72	67	256	47
Pakistan	919	1.471	950	1.790	1.117	1.261	1.384	1.370	1.579	2.698
Inde	2.244	5.149	2.491	3.924	3.003	7.215	3.675	5.488	3.535	4.311
Bangladesh	161	576	246	634	361	515	530	346	735	365
Thaïlande	2.437	1.261	3.183	1.587	3.897	2.246	4.237	4.149	5.272	2.996
Indonésie	1.816	1.966	2.284	1.921	2.663	2.386	2.938	2.822	3.618	3.729
Malaysia	2.840	905	3.156	1.160	3.487	1.420	3.478	1.535	3.956	1.917
Singapour	2.824	3.504	3.980	4.091	4.411	6.204	5.204	6.204	6.363	7.323
Philippines	1.031	849	1.399	825	1.358	1.202	1.171	1.189	1.446	1.067
Chine	6.590	5.086	8.578	5.504	11.020	9.888	12.009	7.656	17.004	7.720
Corée du Sud	6.651	4.701	8.560	5.513	7.916	5.919	7.369	7.094	8.655	7.929
Japon	36.056	13.210	44.051	16.534	50.259	21.019	50.896	21.940	53.560	24.502
Taïwan	7.406	2.744	9.193	3.854	10.714	5.854	10.118	4.833	12.271	5.556
Hong-Kong	4.289	4.748	4.805	6.140	4.610	6.865	4.045	6.356	4.305	6.958
Macao	1.027	19	951	30	959	35	940	46	1.078	44
AUSTRALIE-OCEANIE et AUTRES TERRITOIRES	**7.268**	**7.020**	**8.419**	**8.675**	**9.291**	**11.248**	**6.783**	**9.912**	**6.503**	**10.743**
dont : Australie	5.695	3.262	6.242	4.462	6.345	6.132	4.824	4.734	4.620	5.856
Nouvelle-Zélande	1.170	553	1.167	519	1.429	664	1.096	745	1.115	731
Nouvelle-Calédonie	310	1.430	899	1.660	1.396	2.244	781	2.149	693	2.252
Polynésie française	41	1.575	25	1.671	32	1.581	58	1.630	30	1.538
DIVERS (4)	**12.991**	**868**	**16.995**	**167**	**20.485**	**173**	**23.436**	**199**	**22.071**	**226**
Monde	**945.045**	**857.781**	**1.053.799**	**963.748**	*p* **1.216.664**	*p* **1.102.587**	**1.266.630**	**1.142.204**	**1.297.344**	**1.200.540**

(1) Dans ce tableau, les pays sont classés selon la nomenclature de la Direction générale des Douanes et Droits indirects.
(2) Ces résultats issus de la banque de données des Douanes Beatrice sont provisoires, c'est pourquoi le total général est légèrement différent du tableau O.01-1.
(3) Emirats arabes unis : Doubaï, Abou Dhabi, Chardja.
(4) Pays non dénommés ailleurs (origines et destinations multiples), réimportations sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées.

TABLEAU O.01-5

Commerce extérieur de la France par produit (1)

Non compris matériel militaire

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* Million de francs

Produit	1987	1988	1989	1990	1991
Importations CAF					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	47.474	49.269	52.084	50.555	54.080
Produits des industries agricoles et alimentaires	71.530	79.886	88.983	88.452	94.778
Produits énergétiques	100.635	85.648	106.630	120.329	124.520
Matières premières minérales	6.673	8.089	10.098	9.114	8.519
Métaux et produits du travail des métaux	91.584	106.196	130.194	125.929	118.807
Produits chimiques et demi-produits divers	148.495	168.643	191.396	195.834	193.447
Biens d'équipements professionnels	203.167	247.195	278.243	298.135	315.445
Electroménager; électronique grand public	26.565	30.072	32.051	33.785	35.527
Equipement auto des ménages	53.005	55.840	70.810	75.247	73.705
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	39.796	48.707	57.035	56.846	58.810
Bien de consommation courante	153.243	170.143	193.682	207.842	215.291
Divers	2.875	4.110	5.456	4.720	4.414
Total	**945.045**	**1.053.799**	**1.216.663**	**1.266.788**	**1.297.344**
Exportations FAB					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	71.938	79.490	86.178	85.054	82.554
Produits des industries agricoles et alimentaires	76.266	89.005	103.129	105.071	110.606
Produits énergétiques	18.513	19.044	23.363	27.294	29.783
Matières premières minérales	1.503	1.665	1.793	1.672	1.630
Métaux et produits du travail des métaux	89.563	101.756	118.115	117.336	115.967
Produits chimiques et demi produits divers	138.856	157.173	172.694	171.825	177.143
Biens d'équipement professionnel	199.874	222.599	259.063	273.348	306.231
Electroménager; électrom. grand public	11.924	13.675	16.484	19.687	23.069
Equipement auto des ménages	73.161	63.971	74.590	80.803	82.708
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	42.577	64.377	70.606	76.455	82.958
Bien de consommation courante	128.294	143.004	166.307	175.532	181.233
Divers	5.312	7.990	10.089	8.106	6.657
Total	**857.781**	**963.748**	**1.102.411**	**1.142.183**	**1.200.540**
Balance des exportations FAB et des importations CAF					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	24.464	30.221	34.094	34.499	28.474
Produits des industries agricoles et alimentaires	4.736	9.119	14.146	16.619	15.828
Produits énergétiques	— 82.122	— 66.604	— 83.267	— 93.035	— 94.737
Matières premières minérales	— 5.170	— 6.424	— 8.305	— 7.442	— 6.890
Métaux et produits du travail des métaux	— 2.021	— 4.440	— 12.079	— 8.593	— 2.840
Produits chimiques et demi-produits divers	— 9.639	— 11.470	— 18.702	— 24.009	— 16.304
Biens d'équipement professionnel	— 3.293	— 24.596	— 19.180	— 24.787	— 9.213
Electroménager; électronique grand public	— 14.641	— 16.397	— 15.567	— 14.098	— 12.458
Equipement auto des ménages	20.156	8.131	3.780	5.556	9.003
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	2.781	15.670	13.571	19.609	24.148
Biens de consommation courante	— 24.949	— 27.139	— 27.375	— 32.310	— 34.058
Divers	2.437	3.880	4.633	3.386	2.243
Balance totale	**— 87.264**	**— 90.051**	**— 114.252**	**— 124.605**	**— 96.804**

(1) Du fait des arrondis, les lignes total ne sont pas toujours la somme exacte des lignes relatives à chaque produit.

TABLEAU O.01-6

Commerce extérieur de la France non compris matériel militaire (1) par produit et par zone géographique (2)

Année 1991

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* Million de francs

Produit	Zones géographiques										Total
	CEE à douze	OCDE hors CEE			Reste du monde						
		Amérique du Nord	Europe occidentale	Autres OCDE	Pays développés hors OCDE (3)	Pays à économie centralisée	Pays du Maghreb	Pays pétroliers du Moyen-Orient	Pays de la zone franc (4)	Autres pays	
Importations CAF											
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	27.452	2.833	1.701	1.381	1.500	2.085	2.297	237	5.498	8.830	**54.080**
Produits des industries agricoles et alimentaires	67.445	3.634	3.650	1.269	844	2.796	1.133	249	3.121	9.648	**94.778**
Produits énergétiques	27.616	5.910	12.326	1.373	331	13.147	12.211	27.640	6.048	17.054	**124.520**
Matières premières minérales	1.533	1.157	555	879	554	230	292	30	631	2.650	**8.519**
Métaux et produits du travail des métaux	84.232	6.351	9.389	1.917	1.660	4.230	260	44	2.673	5.345	**118.807**
Produits chimiques et demi-produits divers	139.439	14.380	22.374	3.684	1.027	4.201	938	474	133	4.293	**193.447**
Biens d'équipement professionnel	152.426	83.506	21.054	27.894	624	2.231	1.399	17	53	10.636	**315.445**
Electroménager, électronique grand public	17.685	951	2.018	6.704	13	2.166	36	1	1	4.860	**35.527**
Equipement auto des ménages	58.129	1.204	873	6.085	—	774	2	2	7	1.229	**73.705**
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	50.482	1.588	1.821	2.149	21	185	243	—	32	432	**58.810**
Biens de consommation courante	124.281	12.157	15.811	5.939	900	12.764	9.506	504	724	23.802	**215.291**
Divers	3.450	354	249	20	7	57	97	1	41	75	**4.414**
Total	**754.169**	**134.025**	**91.821**	**59.294**	**7.480**	**44.866**	**28.414**	**29.199**	**18.962**	**88.854**	**1.297.344**
Exportations FAB											
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	67.450	2.690	3.484	884	46	3.460	1.137	253	1.254	1.733	**82.554**
Produits des industries agricoles et alimentaires	73.972	4.793	4.377	3.584	351	2.397	2.974	2.271	6.357	7.978	**110.606**
Produits énergétiques	19.120	2.127	6.085	52	103	80	281	147	306	1.130	**29.783**
Matières premières minérales	1.280	19	169	12	8	4	30	3	39	55	**1.630**
Métaux et produits du travail des métaux	75.864	8.405	8.327	2.933	930	1.587	2.188	1.919	6.252	3.500	**115.967**
Produits chimiques et demi-produits divers	121.635	10.572	14.124	4.286	1.451	3.615	2.687	1.993	4.055	11.011	**177.143**
Biens d'équipement professionnel	145.783	43.254	18.555	9.851	4.562	10.016	9.498	8.782	12.527	39.365	**306.231**
Electroménager, électronique grand public	18.603	389	1.559	111	180	264	203	300	673	605	**23.069**
Equipement auto des ménages	63.728	1.214	4.827	924	374	1.218	2.517	1.489	2.314	2.621	**82.708**
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	59.573	4.756	3.758	342	239	1.320	2.601	1.094	2.732	4.736	**82.958**
Biens de consommation courante	103.079	10.745	18.155	8.068	965	4.122	7.359	3.688	11.203	11.462	**181.233**
Divers	5.907	123	293	42	2	7	14	—	30	176	**6.657**
Total	**755.995**	**89.087**	**83.713**	**31.089**	**9.211**	**28.090**	**31.489**	**21.939**	**47.742**	**84.372**	**1.200.540**

(1) Du fait des arrondis les lignes total ne sont pas toujours la somme exacte des lignes relatives à chaque produit.
(2) Les chiffres présentés ici ne concordent pas entièrement avec ceux des tableaux 3 et 5 par suite de la prise en compte de rectifications tardives.
(3) Israël et République d'Afrique du Sud.
(4) Y compris les DOM-TOM et la réimportation sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées.

TABLEAU O.01-7A

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume (1)

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects et INSEE — *Référence :* 1980

Produit	code (2)	1987	1988	1989	1990	1991
IMPORTATION						
Total *		115,5	123,4	134,0	140,4	143,6
Ensemble des produits manufacturés*	U 04 à U 06	130,5	143,2	158,7	166,5	166,8
NIVEAU 15 B						
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	U 01	113,2	115,0	119,3	125,0	134,4
Produits des industries agricoles et alimentaires	U 02	138,0	146,1	157,4	168,5	180,5
Produits énergétiques (hors électricité)	U 03*	81,1	80,5	82,6	85,1	90,2
Biens intermédiaires	U 04	124,0	134,5	147,5	156,7	159,0
Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique,construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	U 05 A*	117,5	132,6	149,3	156,8	154,8
Electroménager	U 05 B*	150,8	163,3	172,0	171,5	171,4
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	U 05 C*	146,9	163,7	193,2	191,3	177,2
Biens de consommation courante	U 06	142,1	155,6	169,2	179,6	184,4
Divers	U 10	101,4	120,3	141,5	154,1	174,4
NIVEAU 40 B						
Produits de l'apiculture, de la sylviculture et de la pêche	T 01	113,2	115,0	119,3	125,0	134,4
Viandes et produits laitiers	T 02	127,8	137,9	142,7	148,1	161,6
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	T 03	144,1	151,0	166,2	180,7	191,8
Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	T 04	45,3	46,8	53,1	59,1	63,7
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	83,5	82,7	84,5	86,7	91,9
Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	T 07	99,4	113,3	120,2	128,0	126,9
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	100,2	104,3	117,1	123,9	129,5
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	100,6	110,2	115,8	117,3	116,1
Produits de l'industrie du verre	T 10	142,7	153,7	179,5	184,9	181,8
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	146,1	158,4	174,9	185,6	188,5
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	164,5	191,7	212,1	229,0	241,3
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	136,1	150,6	165,8	180,6	175,0
Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	T 14*	109,1	124,9	140,0	146,1	138,2
Matériel électrique	T 15 A*	153,9	166,1	189,4	203,1	226,3
Electroménager	T 15 B*	150,8	163,3	172,0	171,5	171,4
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	T 16*	146,9	163,7	193,2	191,3	177,2
Produits textiles, articles d'habillement	T 18	147,0	156,9	172,3	184,4	192,3
Cuirs et chaussures	T 19	151,8	158,2	164,7	168,9	177,0
Bois, meubles, produits des industries diverses	T 20	120,6	134,0	143,8	150,3	144,3
Papier, carton	T 21	138,9	151,8	160,7	171,9	175,9
Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	T 22	147,4	165,1	179,3	193,3	207,0
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	162,2	174,7	193,9	206,6	210,2
Produits de la récupération	T 33	101,4	120,3	141,5	154,1	174,4

N.B.— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.01-7A (suite et fin)

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume (1)

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects et INSEE — *Référence :* 1980

Produit	code (2)	1987	1988	1989	1990	1991
EXPORTATION						
Total*		116,8	126,7	136,4	143,3	148,7
Ensemble des produits manufacturés*	U 04 à U 06	114,2	123,4	134,1	141,2	147,3
NIVEAU 15 B						
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	U 01	155,7	167,9	172,9	174,7	171,8
Produits des industries agricoles et alimentaires	U 02	124,6	136,4	147,1	156,3	166,2
Produits énergétiques (hors électricité)	U 03*	70,1	79,1	78,0	88,7	89,6
Biens intermédiaires	U 04	121,4	130,1	137,5	144,7	151,5
Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	U 05 A*	96,0	102,0	116,4	123,8	126,4
Electroménager	U 05 B*	107,7	120,8	135,8	144,8	160,4
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	U 05 C*	107,9	116,1	124,4	129,8	137,1
Biens de consommation courante	U 06	120,7	133,9	150,4	159,1	164,5
Divers	U 10	110,7	132,7	144,2	134,1	135,2
NIVEAU 40 B						
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	T 01	155,7	167,9	172,9	174,7	171,8
Viandes et produits laitiers	T 02	129,3	140,3	146,2	152,6	166,5
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	T 03	122,0	134,3	147,7	158,4	166,0
Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	T 04	77,8	128,7	76,9	63,5	64,5
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	69,8	77,0	78,0	89,8	90,7
Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	T 07	100,0	106,2	110,5	109,8	114,0
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	121,3	127,8	127,1	140,6	152,1
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	103,7	111,2	121,1	129,6	131,9
Produits de l'industrie du verre	T 10	119,9	125,0	133,0	137,3	139,2
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	141,6	154,2	162,1	166,7	172,6
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	129,2	142,3	157,7	166,4	179,2
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	91,8	101,0	116,0	134,5	138,3
Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	T 14	87,5	92,8	106,5	112,0	110,1
Matériel électrique	T 15 A*	120,8	129,3	145,3	158,4	174,0
Electroménager	T 15 B*	107,7	120,8	135,8	144,8	160,4
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	T 16*	107,9	116,1	124,4	129,8	137,1
Produits textiles, articles d'habillement	T 18	116,9	127,3	143,8	152,3	160,6
Cuirs et chaussures	T 19	114,9	121,6	136,1	130,4	130,5
Bois, meubles, produits des industries diverses	T 20	120,9	142,9	161,6	170,3	161,3
Papier, carton	T 21	155,2	171,4	186,5	197,5	216,4
Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	T 22	116,7	130,5	147,3	171,5	176,1
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	128,8	133,5	144,7	152,4	160,6
Produits de la récupération	T 33	110,7	132,7	144,2	134,1	135,2

* Champ partiellement couvert.

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale.

(2) Ce code est un regroupement de classes (niveau 100) de la NAP. Pour plus de précision, consulter le chapitre «nomenclatures» dans les pages chamois du présent annuaire.

TABLEAU O.01-7B

Indices du commerce extérieur de la France : indices des valeurs unitaires(1)

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects et INSEE — *Référence :* 1980

Produit	code (2)	1987	1988	1989	1990	1991
IMPORTATION						
Total*		**134,9**	**138,4**	**148,2**	**146,1**	**144,6**
Ensemble des produits manufacturés*	U 04 à U 06	151,5	157,1	165,2	162,2	161,7
NIVEAU 15 B						
Produits de l'agriculture, la sylviculture et de la pêche	U 01	136,0	139,6	141,9	131,9	131,3
Produits des industries agricoles et alimentaires	U 02	138,2	144,7	150,6	139,8	139,8
Produits énergétiques (hors électricité)	U 03*	81,4	69,9	84,5	92,3	90,6
Biens intermédiaires	U 04	137,3	146,1	155,2	145,9	139,8
Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines outils, instruments et matériels de précision)	U 05 A*	167,9	172,3	177,9	177,3	180,2
Electroménager	U 05 B*	158,0	158,8	165,0	165, 9	167,9
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	U 05 C*	178,8	180,9	187,5	195,6	210,9
Biens de consommation courante	U 06	154,5	156,7	164,0	165,7	167,2
Divers	U 10	111,5	134,6	153,8	120,4	99,6
NIVEAU 40 B						
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	T 01	136,0	139,6	141,9	131,9	131,3
Viandes et produits laitiers	T 02	138,9	145,4	158,3	143	139,8
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	T 03	137,8	144,3	146,7	138,3	139,9
Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	T 04	133,9	130,1	145,1	136,3	133,6
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	79,5	67,7	82,0	90,4	88,7
Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	T 07	134,2	140,3	157,6	147,5	135,7
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	108,5	125,1	140,0	115,6	104,3
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	142,8	148,2	156,9	154,8	159,2
Produits de l'industrie du verre	T 10	161,2	163,2	166,9	171,7	175,4
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	136,4	144,2	147,6	140,8	135,2
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	152,1	155,4	166,1	168,9	171,4
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	157,7	163,1	170,7	172,3	175,9
Produits de la mécanique (hors machines outils, instruments et matériels de précision)	T 14*	171,1	175,1	180,9	180,1	186,2
Matériel électrique	T 15 A*	158,0	162,9	168,2	168,7	164,3
Electroménager	T 15 B*	158,0	158,8	165,0	165,9	167,9
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	T 16*	178,8	180,9	187,5	195,6	210,9
Produits textiles, articles d'habillement	T 18	156,7	156,2	159,8	161,1	159,9
Cuirs et chaussures	T 19	165,3	165,8	176,4	178,4	178,9
Bois, meubles, produits des industries diverses	T 20	145,8	152,1	161,1	161,9	168,4
Papier, carton	T 21	160,3	169,9	184,4	175,1	164,1
Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	T 22	164,0	166,5	177,3	181,3	180,1
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	153,4	155,7	159,0	156,8	158,8
Produits de la récupération	T 33	111,5	134,6	153,8	120,4	99,6

N.B.— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.01-7B (suite et fin)

Indices du commerce extérieur de la France : indices des valeurs unitaires(1)

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects et INSEE — *Référence :* 1980

Produit	Code (2)	1987	1988	1989	1990	1991
EXPORTATION						
Total *		**148,1**	**153,6**	**162,7**	**159,9**	**158,4**
Ensemble des produits manufacturés*	U 04 à U 06	154,7	160,4	168,8	166,7	165,0
NIVEAU 15 B						
Produits de l'agriculture, la sylviculture et de la pêche	U 01	132,9	136,1	143,3	140,0	138,2
Produits des industries agricoles et alimentaires	U 02	136,2	145,1	156,0	149,7	148,2
Produits énergétiques (hors électricité)	U 03*	90,9	82,2	93,8	99,3	106,3
Biens intermédiaires	U 04	141,6	150,3	159,2	150,2	146,2
Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines outils, instruments et matériels de précision)	U 05 A*	164,5	167	172,6	175,8	178,5
Electroménager	U 05 B*	163,0	166,4	168,4	171,5	178,2
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	U 05 C*	170,1	176,8	189,4	196,8	195,1
Biens de consommation courante	U 06	162,1	162,8	168,6	168,3	167,4
Divers	U 10	105,4	132,5	158,9	132,9	114,3
NIVEAU 40 B						
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	T 01	132,9	136,1	143,3	140,0	138,2
Viandes et produits laitiers	T 02	143,3	152,7	162,9	154,0	147,3
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	T 03	131,7	140,4	152,0	147,1	148,8
Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	T 04	154,9	132,4	152,8	159,6	172,3
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	87,9	78,6	91,3	97,4	104,3
Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	T 07	129,4	143,6	161,9	145,7	135,8
Minéraux et demi-produits non ferreux	T 08	124,9	135,5	149,0	129,3	119,3
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	164,6	169,1	172,7	173,6	173,7
Produits de l'industrie du verre	T 10	160,7	170,0	177,3	176,0	178,0
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	137,8	146,6	149,9	139,7	136,4
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	174,5	176,8	188,5	191,9	196,1
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	164,9	166,4	172,0	178,7	180,5
Produits de la mécanique (hors machines outils instruments et matériels de précision)	T 14*	168,8	172,5	178,1	182,0	187,6
Matériel électrique	T 15 A*	155,2	155,3	160,8	162,9	161,7
Electroménager	T 15 B*	163,0	166,4	168,4	171,5	178,2
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	T 16*	170,1	176,8	189,4	196,8	195,1
Produits textiles, articles d'habillement	T 18	154,6	153,8	156,7	153,1	147,9
Cuirs et chaussures	T 19	177,9	183,2	187,5	189,9	191,8
Bois, meubles, produits des industries diverses	T 20	151,9	151,6	156,7	160,9	157,3
Papier, carton	T 21	158,7	163,4	174,6	169,6	162,0
Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	T 22	158,4	162,1	161,1	152,3	155,0
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	156,6	161,4	166,3	163,8	169,4
Produits de la récupération	T 33	105,4	132,5	158,9	132,9	114,3

* Champ partiellement couvert.

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale.

(2) Ce code est un regroupement de classes (niveau 100) de la NAP. Pour plus de précision, consulter le chapitre «nomenclatures» dans les pages chamois du présent annuaire.

TABLEAU O.01-8

Commerce extérieur de la France : taux de couverture (1) des importations CAF par les exportations FAB en volume (aux prix de 1980) par produit

Source : INSEE — *Unité :* %

Produit	*r* 1987	*r* 1988	r * 1989	r * 1990	* 1991
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	152,6	163,0	159,4	154,2	141,6
Produits des industries agricoles et alimentaires	107,6	114,2	115,4	115,4	114,6
Produits énergétiques	16,1	18,6	19,7	21,0	20,3
Produits manufacturés : (2)	92,8	90,0	89,7	89,1	91,6
Biens intermédiaires (3)	88,4	87,5	85,0	84,1	86,6
Biens d'équipement professionnel (2)	104,4	94,5	97,7	94,8	95,1
Electroménager, électronique grand public	34,9	33,7	39,6	43,4	47,3
Automobiles et matériel de transport terrestre (4)	130,2	125,4	117,0	123,4	140,3
Biens de consommation courante	79,5	80,8	83,0	82,6	83,0
Total (2)	**83,2**	**83,2**	**84,0**	**83,6**	**84,6**

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.
(1) Les importations étant CAF et les exportations FAB, un taux de couverture équilibré correspond à un chiffre inférieur à 100.
(2) Y compris matériel militaire.
(3) Matières premières minérales, métaux et produits du travail des métaux, produits chimiques et demi-produits divers.
(4) Equipement automobile des ménages, pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre.

TABLEAU O.01-9

Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit

Source : INSEE — Base 100 en 1980

Produit	1987	*r* 1988	r * 1989	* r 1990	* 1991
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	99,6	99,0	103,8	109,1	107,8
Produits des industries agricoles et alimentaires	98,7	97,2	100,1	102,8	101,9
Produits énergétiques	125,7	130,9	121,2	119,9	130,0
Produits manufacturés : (1)	106,2	106,0	105,0	105,6	105,0
Biens intermédiaires (2)	105,1	105,1	103,8	103,0	104,5
Biens d'équipement profession-nel (1)	106,5	105,9	105,0	107,3	107,1
Electroménager, électroniquegrand public	128,2	135,0	130,0	134,2	137,1
Automobiles et matériel detransport terrestre (3)	95,8	98,0	97,1	96,5	89,1
Biens de consommation cou-rante	105,4	104,1	103,6	102,2	101,0
Total (1)	**111,9**	**112,1**	**110,0**	**110,2**	**110,3**

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.
(1) Y compris matériel militaire.
(2) Matières premières minérales, métaux et produit du travail des métaux, produits chimiques et demi-produits divers.
(3) Equipement automobile des ménages, pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre.

TABLEAU O.01-10

Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géographique

Source : INSEE — Base 100 en 1980

	1987	1988	1989	1990	1991
IMPORTATIONS CAF					
Total des produits	**135**	**138**	**148**	**158**	**145**
CEE	146	151	161	163	158
OCDE hors CEE	138	144	151	155	143
Reste du monde	108	107	119	138	116
Produits manufacturés	**152**	**157**	**165**	**162**	**162**
CEE	155	160	167	166	166
OCDE hors CEE	149	157	166	158	157
Reste du monde	138	145	158	148	150
EXPORTATIONS FAB					
Total des produits	**148**	**154**	**163**	**160**	**158**
CEE	149	154	164	160	159
OCDE hors CEE	153	157	167	164	165
Reste du monde	142	149	159	156	152
Produits manufacturés	**155**	**161**	**169**	**167**	**165**
CEE	152	159	167	165	163
OCDE hors CEE	157	160	172	167	167
Reste du monde	160	165	172	171	169

TABLEAU O.01-11

Commerce extérieur de la France. Taux de croissance (au prix de 1980) des parts de marché des produits manufacturés français par zone géographique (1)

Source : INSEE — *Unité :* %

Zone géographique	1984	1985	1986	* 1987	* 1988	* 1989
CEE	— 1,5	— 2,2	— 1,0	— 1,7	0,7	0,2
OCDE hors CEE	6,2	— 1,2	— 14,8	— 7,3	1,1	— 2,7
Reste du monde	— 1,8	— 0,8	— 3,7	— 4,8	— 5,1	2,5

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.
(1) Y compris matériel militaire.

TABLEAU O.01-12

Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur (1)

Source : INSEE — *Unité :* %

Produit	*r* 1987	*r* 1988	r * 1989	* 1990	* 1991
Biens intermédiaires	32,1	32,7	33,7	35,1	36,1
Biens d'équipement professionnel (2)	36,5	39,3	41,2	42,4	45,7
Electroménager, électronique grand public	55,0	58,6	58,3	61,5	64,6
Automobiles et matériel de transport terrestre	35,9	36,4	38,1	38,9	39,7
Biens de consommation courante	24,8	26,1	27,4	28,5	29,3
Total (2)	**32,2**	**33,6**	**35,0**	**36,4**	**37,9**

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.
(1) voir définition.
(2) Y compris matériel militaire.

TABLEAU O.01-13

Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Valeur : millier de francs
Quantité : tonne

Pays fournisseurs et clients	1986		1987		1988		1989		1990	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
IMPORTATIONS	835.646	5.457.495	888.976	6.228.674	986.015	7.179.215	959.852	7.888.114	1.207.687	9.377.431
dont : France métropolitaine	359.616	3.567.273	387.786	4.015.040	351.299	4.647.334	320.794	5.084.227	394.277	6.130.872
Martinique	163.899	313.102	110.021	179.802	86.092	155.317	74.258	153.868	65.494	187.325
Allemagne (ex-RFA)	6.786	166.856	14.627	229.992	7.577	278.600	10.074	343.286	10.361	321.688
Etats-Unis	13.362	127.517	14.796	206.127	18.351	207.730	20.946	233.920	31.344	385.384
Italie	11.163	238.281	16.251	271.713	16.963	285.670	17.479	316.810	19.196	333.496
Japon	6.802	136.578	2.148	166.632	2.081	171.638	2.866	223.571	2.911	210.578
EXPORTATIONS	241.882	747.654	155.430	564.076	255.410	909.711	190.974	707.132	167.112	697.275
dont : France métropolitaine	171.861	541.322	103.076	375.527	168.657	613.180	134.171	494.161	127.269	514.001
Guyane	8.156	15.733	8.296	17.098	9.434	21.059	6.361	20.936	5.370	25.324
Martinique	24.253	104.060	26.488	122.994	26.389	122.675	27.436	129.589	23.292	113.731

TABLEAU O.01-14

Guadeloupe : principaux produits exportés

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantité : tonne (sauf indication contraire)
Valeur : millier de francs

Produit	1986		1987		1988		1989		1990	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Bananes fraîches	128.389	365.075	91.412	283.134	107.013	320.958	81.681	225.286	71.257	196.237
Farine de froment	16.902	47.832	15.926	46.216	15.520	45.349	*r* 15.495	*r* 44.670	13.974	42.138
Sucres	63.680	153.143	5.835	18.709	*r* 89.801	*r* 298.639	*r* 55.112	*r* 188.531	55.110	190.707
Rhum (en hl d'alcool pur)	68.142	45.811	53.768	43.937	64.531	46.813	50.024	42.822	59.306	43.467

TABLEAU O.01-15

Guyane : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Valeur : millier de francs
Quantité : tonne

Pays fournisseurs et clients	1986		1987		1988		1989		1990	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
IMPORTATIONS	231.964	2.056.558	285.934	2.371.847	386.557	3.043.940	453.944	3.618.035	499.553	4.278.284
dont : France métropolitaine	81.050	1.294.870	97.409	1.473.904	151.825	1.965.443	181.642	2.256.040	182.678	2.615.442
Guadeloupe	7.594	11.960	9.300	16.549	9.256	20.573	6.774	18.364	5.412	19.687
Martinique	22.358	36.163	15.104	32.800	15.806	41.825	11.088	38.938	13.777	47.391
Etats-Unis	1.942	93.414	3.040	102.040	2.955	98.901	3.846	161.906	3.701	152.283
Japon	1.321	86.899	915	75.951	1.502	99.477	1.368	103.477	1.313	98.041
Trinidad et Tobago	88.634	158.454	121.110	221.127	149.057	204.942	171.465	267.076	201.185	284.413
EXPORTATIONS	20.919	255.526	26.173	323.730	27.498	306.098	25.066	363.744	47.564	505.717
dont : France métropolitaine	1.625	57.621	2.242	124.340	4.210	125.719	4.084	175.619	6.600	251.086
Martinique	5.011	23.270	6.953	33.262	3.359	16.554	1.338	12.719	2.154	20.711
Etats-Unis	2.071	91.437	1.381	71.055	965	54.456	885	49.769	294	14.730
Japon	587	39.776	557	34.784	390	21.212	92	5.399	400	2.917

TABLEAU O.01-16

Guyane : principaux produits exportés

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Valeur : millier de francs
Quantité : tonne

Produit	1986		1987		1988		1989		1990	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Poissons frais	631	12.313	691	14.080	641	10.374	459	8.429	795	20.032
Crevettes	2.308	151.769	3.050	185.082	3.046	174.915	4.092	189.006	3.627	208.385
Bois bruts, équarris, sciés	10.434	17.707	15.068	26.697	15.555	29.913	9.977	18.329	12.061	24.235

TABLEAU O.01-17

Martinique : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantité : tonne
Valeur : millier de francs

Pays fournisseurs et clients	1986		1987		1988		1989		1990	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
IMPORTATIONS	1.173.568	6.065.365	1.569.431	6.707.696	1.245.806	7.705.226	1.392.687	8.387.423	1.700.349	9.680.990
dont : France métropolitaine	422.865	3.861.933	579.916	4.376.169	336.334	4.977.077	320.093	5.265.245	327.444	6.139.561
Allemagne (ex-RFA)	6.043	166.769	6.402	200.160	7.804	313.326	9.007	323.272	9.632	354.941
Arabie saoudite	—	—	34	214	137	1.055	89.189	78.966	189	1.540
Etats-Unis	25.126	148.515	20.486	145.017	22.222	186.572	15.272	219.232	36.685	232.789
Italie	12.376	248.945	12.864	249.738	16.399	293.524	15.966	333.533	15.709	307.174
Japon	2.218	157.903	2.380	168.769	2.867	218.847	2.952	244.685	2.729	206.925
Venezuela	101.861	125.768	72.620	48.061	34.887	46.679	110.952	69.696	186.210	94.942
EXPORTATIONS	457.617	1.496.352	383.807	1.163.290	426.065	1.171.423	491.888	1.289.105	566.268	1.512.147
dont : France métropolitaine	206.719	940.449	194.684	751.785	195.732	755.247	218.321	813.319	233.301	929.468
Guadeloupe	201.876	411.447	157.437	280.573	193.114	287.810	246.399	338.184	260.943	377.946
Guyane	22.956	35.470	14.428	34.888	17.785	49.091	9.740	39.667	17.741	64.758
Allemagne (ex-RFA)	8.689	57.632	5.734	64.635	2.785	30.698	2.937	34.413	2.125	22.187

TABLEAU O.01-18

Martinique : principaux produits exportés

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantité : tonne (sauf indication contraire)
Valeur : millier de francs

Produit	1986		1987		1988		1989		1990	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Bananes fraîches	177.043	719.008	170.796	556.527	174.719	559.008	188.508	572.182	220.788	606.594
Conserves d'ananas	11.646	47.864	6.706	27.733	4.695	14.491	3.760	16.838	4.239	17.634
Rhum (en hl d'alcool pur)	85.247	140.959	85.977	149.207	109.015	124.174	70.816	126.111	113.324	135.118
Produits pétroliers raffinés	181.164	299.732	135.581	162.543	181.509	181.508	200.896	201.018	246.401	239.784
Emballages en carton	8.827	21.494	4.995	12.710	4.297	11.567	*r* 6.639	*r* 19.702	2.874	42.372

TABLEAU O.01-19

Réunion : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Valeur : millier de francs
Quantité : tonne

Produit	1986		1987		1988		1989		1990	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
IMPORTATIONS	1.175.207	7.860.800	1.258.521	8.751.189	1.409.586	10.028.134	1.561.326	11.061.845	1.547.925	11.738.041
dont : France métropolitaine	278.220	5.282.251	325.681	5.939.026	344.079	6.778.216	438.249	7.502.014	449.811	8.041.975
Afrique du Sud	126.904	213.806	98.215	204.568	63.019	209.172	484	2.245	111.656	236.762
Allemagne (ex-RFA)	7.261	158.089	8.422	252.666	11.244	347.608	9.626	390.870	10.474	366.706
Bahrein	240.934	381.949	201.788	259.532	233.614	267.816	332.460	436.416	403.587	609.125
Italie	29.103	265.138	30.990	305.575	50.727	355.439	78.392	382.222	28.355	352.013
Japon	3.078	211.196	4.514	229.788	3.997	263.262	3.958	250.979	5.204	262.240
EXPORTATIONS	249.479	930.356	229.675	886.604	246.083	980.652	251.941	1.019.634	243.790	1.015.686
dont : France métropolitaine	193.416	646.764	167.359	633.303	211.268	750.750	205.861	779.584	221.501	837.314
Comores	260	6.757	166	4.692	209	6.062	283	5.358	408	7.737
Madagascar	2.120	29.232	2.540	20.308	4.462	26.633	3.525	31.891	4.292	32.205
Mayotte	1.408	27.653	1.306	27.628	2.223	42.821	1.923	43.385	2.376	42.505
Portugal	—	—	44.523	135.490	20.521	76.814	10.350	37.565	6.060	1.666
Suisse	13	9.145	9	5.492	14	7.421	19	6.908	9	4.587

TABLEAU O.01-20

Réunion : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne (sauf indication contraire)
Valeurs : millier de francs

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Produit	1986		1987		1988		1989		1990	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Sucre	211.695	693.651	184.508	663.992	156.600	566.300	211.143	766.944	201.043	739.216
Rhum (en hl d'alcool pur)	63.905	35.061	45.434	28.543	28.889	17.033	40.882	25.719	29.282	18.635
Essence de géranium-bourbon	27	18.860	14	9.871	12	7.992	13	9.144	10	4.917
Essence de vétyver	12	8.338	8	5.761	8	5.429	11	7.450	8	5.614

TABLEAU O.01-21

Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Valeur : million de francs CFP (1)
Quantité : tonne

Source : Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie

Pays fournisseurs et clients	1987		1988		1989		1990		1991	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
IMPORTATIONS	758.164	68.533	772.205	65.386	882.004	88.608	816.307	86.930	921.621	88.798
dont : France métropolitaine	80.305	36.119	86.102	31.315	102.926	39.044	101.252	41.283	95.956	40.579
Allemagne (ex-RFA)	5.365	2.751	6.410	3.343	9.045	5.252	9.272	4.965	9.009	4.275
Australie	160.624	5.167	204.041	6.719	242.898	8.082	135.330	7.388	274.710	8.602
Etats-Unis	70.505	2.604	250.669	4.340	183.696	9.187	175.383	5.218	241.653	6.189
Italie	4.731	2.409	5.230	2.259	6.688	3.166	6.434	2.922	6.518	2.792
Japon	54.297	3.200	52.492	3.427	79.820	4.716	74.893	4.226	74.313	5.125
Nouvelle-Zélande	18.010	2.029	18.616	2.340	30.085	2.912	27.288	2.891	30.589	3.322
Singapour	4.983	722	39.238	1.592	98.542	3.328	163.858	3.863	65.718	2.773
EXPORTATIONS	1.134.977	24.479	1.318.650	50.805	2.007.180	77.900	3.267.746	45.917	2.104.685	43.931
dont : France métropolitaine	47.430	10.780	52.283	19.533	55.484	28.356	34.271	12.772	43.979	14.552
Allemagne (ex-RFA)	20.088	2.117	19.563	4.779	16.693	6.658	13.132	3.186	20.080	4.095
Etats-Unis	17.407	1.842	17.582	2.502	15.069	4.851	9.446	2.213	15.999	3.040
Inde	9.953	1.098	8.501	2.330	5.441	2.233	2.757	679	5.145	1.103
Japon	958.639	4.668	1.126.374	11.752	1.811.461	22.104	2.228.103	13.547	1.677.836	11.025
Singapour	292	25	10	7	20	5	2	19	39	29
UEBL	3.608	403	4.091	878	1.228	407	2.407	579	1.897	388
Wallis et Futuna	2.625	626	2.638	661	1.766	518	1.573	632	2.231	596

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-22

Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés

Unités : Quantité : tonne (sauf indication contraire)
Valeur : million de francs CFP (1)

Source : Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie

Produit	1987		1988		1989		1990		1991	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
IMPORTATIONS										
Riz	6.872	276	7.510	374	7.139	397	7.252	372	5.897	347
Farine de froment	6.356	227	2.696	88	953	42	996	46	1.184	46
Sucres	5.100	233	5.409	281	5.576	346	6.362	397	5.842	317
Vins (hectolitres)	42.974	921	36.494	805	40.723	955	33.314	882	39.080	1.022
Ciments et clinkers	47.984	195	46.903	194	79.079	417	67.367	315	65.902	345
Combustibles minéraux solides	149.691	578	163.507	1.001	199.294	1.313	215.895	1.107	195.546	1.044
Produits pétroliers	353.963	5.776	342.208	4.622	356.755	6.157	421.700	6.932	398.846	6.914
EXPORTATIONS										
Minerai de nickel (1.000 tonnes)	993	2.687	1.094	5.164	1.805	12.691	1.933	6.390	3.135	9.734
Mattes de nickel	9.770	2.218	13.797	7.985	14.233	10.580	13.257	6.689	10.086	5.352
Fontes de nickel et ferro-nickel	117.532	13.000	133.728	33.276	126.307	49.050	126.479	26.292	111.909	26.261

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-23

Polynésie Française : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Valeurs : million de francs CFP (1)
Quantités : tonne

Source : Service des Douanes et Droits indirects de Polynésie française

Pays fournisseurs et clients	1987		1988		1989		1990		1991	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
IMPORTATIONS	555.477	90.587	564.011	87.487	569.272	91.664	543.616	91.920	576.660	93.829
dont : France métropolitaine	109.104	47.249	114.014	46.691	132.066	47.976	108.355	47.395	116.394	44.546
Allemagne (ex-RFA)	7.361	3.727	8.700	3.364	5.621	1.294	3.112	4.138	3.169	3.078
Australie	150.285	4.959	169.075	5.502	161.463	5.402	168.049	5.844	175.487	6.553
Etats-Unis	54.929	9.361	93.026	9.887	109.128	11.471	78.385	10.022	62.797	11.501
Italie	6.878	2.727	6.025	1.988	7.940	2.264	6.889	2.233	7.731	2.510
Japon	3.270	3.779	3.320	3.862	2.924	3.647	4.148	4.178	4.094	4.795
Nouvelle-Zélande	44.006	4.490	28.846	4.414	21.816	4.408	33.291	4.307	51.752	5.108
Pays-Bas	12.459	1.623	10.750	1.251	11.597	1.294	10.581	1.284	12.836	1.423
Singapour	58.029	2.282	5.745	878	4.680	1.028	14.655	1.083	21.633	1.467
Malaisie	●	●	41.989	419	29.063	360	2.627	175	2.898	281
EXPORTATIONS	18.006	9.095	8.414	8.112	9.174	10.308	10.408	11.011	20.443	13.131
dont : France métropolitaine	11.908	4.863	5.311	3.037	5.737	3.660	5.146	3.254	13.440	6.334
Etats-Unis	188	1.691	103	1.537	194	1.429	186	1.107	223	1.379
Italie	●	●	1.508	131	2.421	1.258	2.176	2.249	...	...
Nouvelle-Calédonie	519	528	375	788	305	365	335	342	454	411

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-24

Polynésie française : principaux produits importés et exportés

Unités : Quantité : tonne (sauf indication contraire)
Valeur : million de francs CFP (1)

Source : Service des Douanes et Droits indirects de Polynésie française

Produit	1987		1988		1989		1990		1991	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
IMPORTATIONS										
Riz	7.347	331	4.721	288	6.821	418	6.984	368	7.580	411
Farine de froment	14.512	408	15.410	425	15.552	565	15.751	643	15.163	536
Sucres	7.142	329	5.967	267	6.793	330	7.230	424	6.894	360
Ciments hydrauliques	106.628	1.003	113.307	1.149	97.481	1.062	95.576	1.033	99.754	1.193
Produits pétroliers	203.880	5.268	204.632	4.717	206.962	5.199	206.241	5.426	219.556	6.474
EXPORTATIONS										
Huile de coprah	9.278	327	5.817	278	6.731	317	6.739	161	8.380	277
Perles de culture (grammes nets)	407.620	2.252	447.765	2.513	622.433	3.791	...	3.758	...	4.424

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

Chapitre O.02

Balance des paiements

1. Commentaire.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Évolution des soldes de la balance des paiements.
2. Balance des paiements.
3. Règlements entre la France, la CEE, l'OCDE, l'AELE et l'OPEP.
4. Règlements entre la France, le Maghreb et les pays de la zone franc.
5. Transferts unilatéraux du secteur officiel à la CEE.
6. Règlements entre la France et divers pays. Principaux soldes.
7. Balances des paiements française et étrangères : grands soldes.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction du Trésor du ministère de l'Économie et des Finances et la Direction générale des services étrangers de la Banque de France.

1. COMMENTAIRE

Les grands traits de la balance des paiements et de son financement en 1990 (1)

11. Les grands traits

Les échanges de biens et de services ont enregistré une croissance moins vigoureuse en 1990 dans un contexte général de ralentissement de l'activité mondiale et intérieure.

L'affaiblissement de la demande des partenaires de la France, conjugué à l'appréciation du franc, a modéré l'évolution des exportations. Dans le même temps, la hausse de la facture énergétique grevait les importations de telle sorte que le taux de couverture des échanges de marchandises s'est légèrement dégradé.

Cependant, le glissement relatif du déficit des *transactions courantes* (qui demeure au niveau modeste de — 0,7 % du produit intérieur brut) est aussi bien imputable au recul de l'excédent des services qu'à la détérioration des échanges de biens.

Au financement du déficit des transactions courantes, s'ajoute celui des investissements directs, dont la croissance, particulièrement marquée en 1990, a été à l'origine des sorties nettes dégagées par la balance économique de base.

En contrepartie, il convient de souligner les importantes entrées de portefeuille — de même ampleur qu'en 1989 — et surtout une poussée exceptionnelle de l'endettement net du secteur bancaire.

111. Transactions courantes

Avec un déficit de 45,6 milliards en 1990, la balance des transactions courantes s'est dégradée de 16 milliards par rapport à l'année précédente. Cette évolution recouvre une augmentation du déficit commercial de 5,8 milliards.

112. Transferts en capital

Étant donné l'ampleur croissante des remises de dettes, liées à la crise de l'endettement des pays en développement, les opérations de remises de dettes (2) et les pertes sur cessions de créances, précédemment inscrites en transferts unilatéraux, sont désormais identifiées sous un titre spécial « transferts en capital ».

Ces transferts se sont élevés à 29,9 milliards en 1990 (5,9 en 1989). Cette évolution tient pour l'essentiel aux remises de dettes du secteur officiel, à hauteur de 23 milliards, contre 6,9 au titre du secteur bancaire.

113. Mouvements de capitaux à long terme

L'essor des entrées de capitaux à long terme, qui avait été très vif en 1989 (+ 48,0 milliards contre — 3,8 milliards en 1988), s'est poursuivi en 1990 (+ 56,4 milliards) à un rythme toutefois moins soutenu.

Les crédits commerciaux ont entraîné des entrées en légère progression d'une année à l'autre (+ 7,5 milliards après + 6,6 milliards).

Les sorties nettes au titre des opérations d'investissements directs ont quasiment doublé en 1990 par rapport à 1989 du fait de la forte croissance des investissements français à l'étranger (+ 28 %) et du recul des investissements étrangers en France (— 19 %). Le montant des investissements directs français à l'étranger s'est établi à 147,6 milliards en 1990 en progression de 32,4 milliards sur le montant atteint en 1989. Cet essor a concerné le secteur industriel et commercial (+ 24,8 milliards) et dans une moindre mesure le secteur bancaire (+ 7,6 milliards).

Les investissements étrangers en France ont atteint 49,4 milliards en nette diminution par rapport à 1989 (60,9 milliards). Cette évolution est largement imputable au recul du nombre et des montants individuels des opérations supérieures à un milliard en provenance des pays de la CEE.

Les opérations sur titres avec l'étranger ont dégagé un excédent qui s'est encore accru par rapport à 1989 (+ 156,5 milliards contre + 138,8 milliards).

114. Mouvements de capitaux à court terme

Les mouvements de capitaux à court terme se sont traduits par des sorties nettes de 11 milliards en 1990, en progression sur celles de l'année précédente (— 2,7 milliards).

Cette variation globale limitée recouvre toutefois un accroissement important des flux nets de chaque secteur :

— les opérations à court terme du secteur privé non bancaire ont été à l'origine de sorties à hauteur de 101,4 milliards contre 66,8 en 1989;

— la *position monétaire extérieure* du secteur bancaire a été une source de financement à hauteur de 149,4 milliards contre 37 milliards l'année précédente;

— les avoirs nets du secteur officiel ont enregistré une progression de 58,9 milliards après une diminution de 27,1 milliards en 1989.

12. L'évolution du financement de la balance des paiements

L'analyse de la balance des paiements doit s'effectuer dans l'environnement économique et financier qui a prévalu en 1990 : liberté totale des opérations avec l'étranger, large ouverture des opérateurs résidents sur les marchés internationaux de capitaux et perspective du marché unique au début de 1993.

Dans ce cadre, la détermination du besoin de financement vise à séparer les opérations traduisant les évolutions économiques durables de celles provenant d'un comportement financier des opérateurs à court ou moyen terme, susceptibles de se retourner très rapidement, notamment sous l'influence des variations de taux d'intérêt.

---

1. Chiffres officiels publiés au dernier trimestre de l'année 1991. Ils sont révisables.
2. Une remise de dette s'analyse à la fois comme un transfert en capital et un remboursement de prêt à l'étranger.

On peut donc regrouper les opérations en deux catégories :

● La balance économique de base :

— les transactions courantes;
— les transferts en capital;
— les prêts à l'étranger du secteur officiel;
— les crédits commerciaux (à long et à court terme);
— les investissements directs.

● Les mouvements de capitaux :

— sous forme de titres des secteurs privé, bancaire et officiel (y compris les bons du Trésor à court terme);
— les autres opérations non commerciales du secteur privé non bancaire et les ajustements;
— les prêts du secteur bancaire, à court et à long terme;
— les opérations du secteur officiel reprenant :
  — les prêts à long terme de l'étranger au secteur officiel;
  — les réserves officielles;
  — les autres avoirs nets à court terme du secteur officiel, à l'exclusion des bons du Trésor à court terme.

121. L'évolution de la balance économique de base

Au cours des deux dernières années, la progression des besoins de financement liés au déficit de la balance économique de base s'est accélérée : le déficit s'est accru de 63,5 milliards en 1990 (atteignant ainsi 171,4 milliards).

Cette croissance rapide des besoins de financement a tenu au creusement du solde négatif des transactions courantes et plus encore au récent essor des investissements directs français à l'étranger en raison des efforts d'internationalisation des entreprises résidentes. La part des investissements directs nets dans le déficit de la balance économique de base s'est ainsi élevée de 53,1 % en 1989 à 59,0 % en 1990 tandis que la contribution des transactions courantes au besoin de financement revenait de 27,4 % à 26,6 %. En effet, les flux nets enregistrés au titre d'une part des crédits commerciaux et d'autre part des opérations du secteur officiel — prêts s'ajoutant aux remises de dettes qui forment la majeure partie des transferts en capital — se sont faiblement alourdis (— 24,7 milliards après — 21,0 milliards en 1989).

L'accélération du déficit de la balance économique de base constatée en 1990 a reflété en outre le financement des exercices antérieurs : le retournement à la baisse des revenus rapatriés sur investissements directs et sur actions, et à une charge accrue des intérêts sur titres publics français versés aux non-résidents, conséquence de leurs acquisitions massives au cours des deux dernières années.

122. L'évolution des sources de financement

Les apports spontanés des *non-résidents* au cours de l'année 1990, sous forme d'acquisitions de titres ou de dépôts de francs à court terme — nets de la délocalisation associée au contournement des réserves obligatoires —, ont couvert et au-delà les besoins de financement liés au déficit de la balance économique de base. Les réserves officielles ont ainsi pu être largement augmentées.

Les achats nets des non-résidents ont porté principalement sur les valeurs du Trésor (+ 110,4 milliards en 1990 après + 102,5 milliards en 1989). Les acquisitions nettes d'obligations assimilables du Trésor (OAT) avaient prévalu en 1989. La tendance s'est inversée en 1990 et les achats de bons du Trésor (+ 59,7 milliards) l'ont emporté sur ceux d'OAT (+ 50,7 milliards).

Les opérations monétaires des non-résidents auprès du système bancaire français, principalement sous forme de dépôts de francs à court terme, ont également participé de façon significative à la couverture des besoins de financement. Le contournement de la réglementation interne relative aux réserves obligatoires a amplifié les mouvements de capitaux à court terme, tant les sorties du secteur privé non bancaire que les entrées du secteur bancaire. En revanche, l'ensemble des opérations monétaires à court terme des secteurs privé et bancaire (neutre au regard de la délocalisation des dépôts de résidents) a dégagé des entrées de capitaux de 48,0 milliards en 1990 contre des sorties de 29,8 milliards en 1989.

Les opérations sur titres et les mouvements de capitaux non commerciaux des secteurs privé et bancaire ont surfinancé en 1990 le déficit de la balance économique de base. Le secteur officiel a ainsi pu accroître ses avoirs nets de 63,8 milliards alors qu'il avait dû procéder à des prélèvements modérés l'année précédente (16,8 milliards en 1989).

2. MÉTHODOLOGIE

21. Règles de présentation et d'établissement

211. Présentation

La balance des paiements obéit aux règles de la comptabilité générale (en partie double). Un chiffre positif — inscrit en crédit — traduit une diminution des avoirs, qu'ils soient réels (exportations de biens et services), financiers ou monétaires (investissements étrangers en France, prêts accordés par des non-résidents à des résidents, ...); tandis qu'un chiffre négatif — inscrit en débit — traduit une augmentation des avoirs (importations de biens et services, investissements français à l'étranger, prêts accordés par des résidents à des non-résidents, ...).

Par conséquent, sont retracées au crédit les diminutions d'actifs et au débit les augmentations d'actifs, et ce pour toutes les catégories d'actifs.

Les opérations sont classées sous cinq titres :

— titre I. Transactions courantes;
— titre II. Les transferts en capital;
— titre III. Capitaux à long terme;
— titre IV. Capitaux à court terme;
— titre V. Ajustements.

La présence de ce dernier titre, qui permet d'établir la stricte égalité entre total des crédits et total des débits, est rendue nécessaire par le fait que les opérations

économiques et leurs contreparties monétaires sont enregistrées à partir de documents différents.

212. Établissement

La méthode suivie pour l'établissement de la balance des paiements de la France consiste dans un premier temps à recenser les règlements entre notre pays et l'extérieur et à dresser un « état des règlements ». Dans un second temps, la prise en compte des transactions sur marchandises et des décalages chronologiques existant entre la réalisation des opérations économiques et leur paiement permet de transformer l'« état des règlements » pour aboutir à une balance des paiements en termes de transactions.

Compte tenu de l'importance des échanges commerciaux par rapport au total des recettes et dépenses de la balance des paiements, et en raison de l'existence d'une statistique spécifique du commerce extérieur, les modifications apportées à l'état des règlements concernent essentiellement les marchandises et leur financement (termes de paiements).

22. Les résultats

221. Classement des agents

Les agents *résidents* sont regroupés au sein de trois secteurs :

— le secteur bancaire (ensemble des banques exerçant leur activité en France; Crédit national pour ses activités ne relevant pas du secteur public);
— le secteur officiel (Gouvernement français et ses démembrements : administrations publiques, collectivités locales et représentations à l'étranger : ambassades, consulats..., Banque de France, administration des Postes et Télécommunications, Caisse centrale de coopération économique, Crédit national pour son activité de gestionnaire des prêts et dons du gouvernement français aux gouvernements étrangers);
— le secteur privé non bancaire (agents économiques non inclus dans les deux secteurs précédents).

Pour les besoins du recensement statistique, les agents non résidents sont classés en fonction de la nature du compte ouvert à leur nom par le système bancaire français; on distingue :

— les correspondants étrangers (instituts d'émission, banques, organismes internationaux à caractère financier);
— les clients non résidents (autres agents non résidents).

222. Transactions et règlements

Les échanges entre résidents et non-résidents peuvent être saisis soit au moment de leur réalisation soit lors de leur règlement. Dans le premier cas, l'approche est dite en transactions, et dans le second cas en règlements. La première approche privilégie l'aspect économique des relations internationales. La constatation statistique se fait à partir de la connaissance de l'opération économique elle-même. La seconde approche privilégie l'aspect monétaire des relations internationales, la constatation statistique d'un échange se faisant à partir de la connaissance des flux d'actifs monétaires.

Le premier concept de balance est aujourd'hui appliqué par tous les pays membres du FMI, conformément aux recommandations de cet organisme. Il présente l'avantage de faire apparaître les flux économiques en les distinguant des termes de paiements (avances à la commande, crédits commerciaux, termaillage).

Dès 1948, la France a pu dresser à titre expérimental une balance des paiements de type économique en substituant aux règlements de marchandises les mouvements physiques de biens. Plus tard, cette méthodologie a été affinée, ce qui a rendu possible la publication en 1972, conjointement avec la balance traditionnelle en termes de règlements, d'une balance en transactions. En 1976 cette dernière est devenue la seule publication officielle. Actuellement, la quatrième édition du manuel de la balance des paiements publiée en 1978 par le FMI constitue la référence méthodologique essentielle pour l'établissement de la balance des paiements de la France.

223. Sources

La balance des paiements française est établie à partir :

— des règlements entre la France et l'étranger collectés auprès des secteurs bancaire, public et privé non bancaire;
— des données exogènes provenant de l'administration des Douanes, de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE);
— d'un modèle statistique élaboré par la Banque de France (Direction de la balance des paiements), rendant compte des écarts entre les règlements de marchandises et les chiffres du commerce extérieur.

Règlements

Sous réserve des particularités qui s'attachent à la ligne « Exportations-Importations » et aux crédits commerciaux, les montants repris dans les autres rubriques expriment, de manière générale, les règlements recensés. Ces statistiques proviennent donc des personnes morales ayant réalisé les transferts entre résidents et non-résidents. Il s'agit :

— des banques qui sont tenues de rendre compte des règlements entre résidents et non-résidents;
— de différents organismes publics habilités à engager des dépenses ou à encaisser des recettes directement de l'étranger, pour leur compte propre ou pour celui de tiers;
— d'entreprises qui détiennent des avoirs en devises à l'étranger, utilisent des procédures de règlements compensés ou effectuent avec l'étranger au titre des biens et services des règlements dont le montant excède au cours d'une année civile cinq milliards de francs et qui, en conséquence, doivent rendre compte directement des opérations ainsi effectuées.

Données exogènes

La ligne « Exportations et Importations » est établie à partir des statistiques du commerce extérieur publiées par la Direction générale des douanes et droits indirects.

Les crédits à long terme à l'exportation sont établis à partir de données fournies :

— par les banques, en ce qui concerne les crédits acheteurs;

— par la Direction générale des douanes et droits indirects pour les crédits fournisseurs.

Modèle statistique (1)

La prise en compte des « termes de paiement » — pour le passage des règlements aux transactions — est affinée au moyen d'un modèle statistique mis au point par la Banque de France. Ce modèle, fondé sur un échéancier des paiements du commerce extérieur tiré du cadre financier des déclarations en douane, permet notamment d'identifier les mouvements de termaillage. Il sert également à corriger un biais statistique systématique qui minore indûment les chiffres du commerce extérieur et des invisibles. Cette correction apparaît sous la rubrique « Autres biens et services ».

224. Unité d'évaluation

La balance des paiements est établie en francs. Toutefois, les transactions en devises sont en premier lieu comptabilisées dans la monnaie considérée et sont par la suite converties en francs sur la base du cours moyen coté officiellement le jour de l'opération.

En ce qui concerne les flux de capitaux à long terme (crédits commerciaux, prêts à l'étranger et de l'étranger) et à court terme du secteur bancaire et du secteur public, ceux-ci sont, tout d'abord, calculés en rapprochant les encours de début et de fin de période exprimés dans la devise considérée. Ils sont ensuite valorisés au cours moyen de la devise contre franc pour la période considérée (mois ou trimestre).

225. Description analytique des tableaux

Le tableau 2 (balance générale des paiements) est la reproduction de la balance annuelle publiée dans le document « Balance des paiements entre la France et l'extérieur » sous le double timbre du ministère de l'Économie et des Finances (direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers).

On remarquera que la rubrique « Exportations et importations » diffère de la grandeur correspondante donnée par les statistiques du commerce extérieur, ceci étant dû à l'introduction d'un certain nombre de termes correctifs (inclusion des départements et territoires d'outre-mer; passage du concept territorial aux concepts résidents et non-résidents; évaluation des prix FAB; élimination de certains ajustements de prix effectués par la douane et des transactions sans paiement, à l'exclusion de celles avec transfert de propriété).

3. DÉFINITIONS

Balance des paiements

La balance des paiements d'un pays est un état statistique, dressé à intervalles de temps réguliers, dont l'objet est de retracer sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée.

La balance des paiements de la France est élaborée, par délégation de la direction du Trésor, par la Banque de France (Direction générale des services étrangers - Direction de la balance des paiements).

Non-résidents

Personnes physiques :

a. Les personnes dont le centre principal d'intérêt est situé hors de France à l'exception des personnes physiques résidentes visées en *b, c* et *d* ci-dessous;

b. Les fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France (2).

Personnes morales :

a. Les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés à l'étranger, à l'exception, pour les françaises, des personnes morales résidentes énumérées en *b* ci-dessous;

b. Les ambassades, missions diplomatiques et consulats étrangers en France ainsi que les unités d'armée étrangère venant à séjourner en France;

c. Les organismes internationaux de caractère intergouvernemental installés en France.

Résidents

Personnes physiques :

a. Les personnes (françaises ou étrangères) dont le principal centre d'intérêt est situé en France (3), à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France qui restent des non-résidents quelle que soit la durée de leur mission;

b. Les fonctionnaires et militaires français en poste à l'étranger;

c. Les fonctionnaires français mis à la disposition d'une organisation internationale ou de tout autre employeur non résident;

d. Les personnes de nationalité française résidant habituellement en France et qui sont envoyées à l'étranger, quelle que soit la durée de leur mission, au titre de la coopération culturelle et technique par l'État, les établissements publics ou les organismes subventionnés par l'État à cet effet.

---

1. Ce modèle a fait l'objet d'une présentation détaillée dans les *Cahiers économiques et monétaires,* n° 14, publiés par la Banque de France en juin 1982.

2. Par « France » il faut entendre la France métropolitaine, la Principauté de Monaco, les départements d'outre-mer les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales à statut particulier de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

3. Par l'expression, « principal centre d'intérêt », il faut entendre toutes les personnes physiques ayant en France leur domicile principal, c'est-à-dire le lieu d'habitation qu'elles occupent le plus fréquemment. Les personnes physiques acquièrent la qualité de résident dès lors qu'elles sont en mesure de justifier leur installation effective en France.
Le critère de domicile principal doit toujours prévaloir sur celui du lieu de l'activité professionnelle.

Personnes morales :

a. Les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés en France, à l'exception des personnes morales non résidentes énumérées au *b* et *c* ci-dessus;

b. Les ambassades, missions diplomatiques et consulats français à l'étranger ainsi que les unités de l'armée française stationnées à l'étranger.

Transactions courantes ou paiements courants

Ce sont les postes :

IA : Marchandises (balance commerciale FAB/FAB),
IB : Services,
IC : Autres biens et services (redressement statistique global sur les postes (IA et IB), et
ID : Transferts unilatéraux (notamment transferts d'économies de travailleurs, dons du secteur privé, dépenses de coopération du secteur public, opérations avec les communautés européennes).

Mouvements de capitaux non monétaires

Ce sont des engagements à long terme (prêts, investissements) ou à court terme (crédits commerciaux).

Mouvements de capitaux monétaires

Ils retracent les variations des engagements à court terme du secteur public (réserves de change) et du système bancaire.

Position monétaire extérieure

Cela correspond aux mouvements de capitaux à court terme des secteurs bancaire et public.

Réserves internationales

Elles comprennent les droits de tirage spéciaux (DTS), les disponibilités au Fonds monétaire international et les réserves en devises.

*
* *

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Banque de France :
  Direction de la balance des paiements.
— Ministère de l'Économie et des Finances.
  Direction du Trésor.
— Fonds monétaire international (FMI).
— CEE : office statistique des Communautés européennes.

Publications :

— « La balance française des paiements en termes de transactions », *Bulletin trimestriel de la Banque de France,* n° 8, septembre 1973.
— « La Direction du Trésor et la Banque de France sont associées pour la réalisation de la Balance des paiements », *Courrier des statistiques*, n° 3, juillet 1977.
— « Manuel de la balance des paiements, 4e édition ». Fonds monétaire international, 1977.
— « La balance des paiements de la France » — *note d'information* n° 90, de septembre 1990, service de l'Information de la Banque de France.
— *Balance des paiements entre la France et l'extérieur - année ...,* document publié sous le double timbre du ministère de l'Économie et des Finances (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers). Ce document est accompagné d'une annexe : « Règlements entre la France et différents pays et zones » et « Mouvements de capitaux à long terme entre la France et l'extérieur ».
— « Balance des paiements », Eurostat. OSCE. Les balances des paiements des États membres de la CEE sont présentées dans le Bulletin de l'Eurostat, d'une part sous forme trimestrielle, d'autre part sous forme annuelle rétrospective.
— « Balance of payments statistics ». Fonds monétaire international. Publiée sous forme trimestrielle et annuelle pour tous les États membres du FMI.

TABLEAU O.02-1

Evolution des soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	*r* 1989	1990
I. TRANSACTIONS COURANTES	— 79.272	— 35.745	— 7.279	— 3.137	16.243	— 26.667	— 28.802	— 29.599	— 45.620
A. Marchandises	**— 102.136**	**— 62.561**	**— 35.927**	**— 48.178**	**— 19.132**	**— 55.506**	**— 50.399**	**— 64.257**	**— 70.337**
1. Exportations et importations	— 103.825	— 63.941	— 39.653	— 48.550	— 15.006	— 52.246	— 50.724	— 67.944	— 73.744
2. Négoce international	1.689	1.380	3.726	372	— 4.126	— 3.260	325	3.687	3.407
B. Services	**31.434**	**32.236**	**24.723**	**38.820**	**34.418**	**28.485**	**27.415**	**44.476**	**28.801**
1. Frais accessoires sur marchandises	— 8.558	— 6.126	— 12.118	— 9.486	— 8.750	— 8.807	— 6.676	— 6.000	— 4.942
2. Transports maritimes	— 2.932	— 3.337	— 3.447	— 3.021	— 884	— 480	— 2.222	— 4.889	— 4.583
3. Transports autres	139	2.680	4.690	7.534	5.852	6.464	8.468	3.125	— 2.728
4. Assurances	— 372	— 811	— 1.087	1.132	665	— 1.007	1.008	— 1.493	— 348
5. Grands travaux	12.994	12.360	11.581	11.942	6.483	7.014	4.285	4.512	6.383
6. Coopération technique	13.690	15.159	14.788	13.884	11.125	7.624	6.593	6.943	5.721
7. Travail à façon	2.111	2.307	1.950	3.846	4.724	5.232	5.307	2.734	2.666
8. Brevets et redevances	— 30.462	— 2.469	— 3.948	— 4.219	— 3.798	— 4.184	— 6.484	— 4.842	— 3.764
9. Services de gestion	4.260	3.672	6.043	5.272	7.220	7.110	3.298	5.543	4.722
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	280	— 7.309	— 13.310	— 13.956	— 3.372	— 2.451	358	2.047	— 10.110
11. Salaires et autres revenus du travail	— 2.512	— 4.128	— 6.118	— 6.245	— 4.271	— 3.188	— 2.492	— 886	— 1.404
12. Voyages	12.121	22.444	29.077	30.414	22.243	20.300	24.245	39.649	42.268
13. Services divers	— 363	— 1.215	— 997	2.579	1.070	— 1.035	— 4.782	1.865	— 1.172
14. Recettes et dépenses du Gouvernement français	3.592	— 1.610	— 2.659	— 1.498	— 4.703	— 5.005	— 4.307	— 4.972	— 5.021
15. Dépenses et recettes des gouvernements étrangers	446	619	578	642	814	898	816	1.140	1.113
C. Autres biens et services	**21.729**	**23.799**	**29.168**	**29.858**	**32.682**	**32.497**	**34.460**	**38.442**	**40.328**
D. Transferts unilatéraux	**— 30.299**	**— 29.219**	**— 25.243**	**— 23.637**	**— 31.725**	**— 32.143**	**— 40.278**	**— 48.260**	**— 44.412**
1. Secteur privé	— 12.892	— 13.176	— 8.804	— 11.632	— 12.018	— 13.807	— 14.460	— 12.167	— 14.886
a. Transferts d'économies des travailleurs	— 13.480	— 14.130	— 12.925	— 14.680	— 13.307	— 12.355	— 11.599	— 10.759	— 10.779
b. Autres opérations	588	954	4.121	3.048	1.289	— 1.452	— 2.861	— 1.408	— 4.107
2. Secteur officiel	— 17.407	— 16.043	— 16.439	— 12.005	— 19.707	— 18.336	— 25.818	— 36.093	— 29.526
II. TRANSFERT EN CAPITAL	///	///	///	///	///	///	///	— 5.851	— 29.857
III. CAPITAUX A LONG TERME	7.982	68.902	44.068	29.361	— 53.936	13.177	— 3.757	47.979	56.367
A. Crédits commerciaux	**— 29.984**	**— 26.703**	**— 18.076**	**— 9.735**	**1.707**	**9.122**	**6.635**	**6.557**	**7.501**
1. Crédits à l'exportation	— 30.835	— 26.218	— 18.161	— 9.624	2.415	9.592	6.350	5.942	7.200
a. Crédits commerciaux bancaires à l'exportation	— 26.669	— 25.584	— 22.041	— 12.310	3.572	11.519	9.498	6.827	4.940
— en francs	(— 21.863)	(— 17.283)	(— 12.527)	(— 4.511)	(7.141)	(13.926)	(12.074)	(10.053)	5.621
— en devises	(— 4.806)	(— 8.301)	(— 9.514)	(— 7.799)	(— 3.569)	(— 2.407)	(— 2.576)	(— 3.226)	(— 681)
b. Crédits fournisseurs	— 4.166	634	3.880	2.686	— 1.157	— 1.927	— 3.148	— 885	2.260
2. Crédits à l'importation	851	— 485	— 715	— 111	— 708	— 470	285	615	301
B. Investissements directs	**— 9.858**	**— 1.596**	**632**	**— 142**	**— 17.188**	**— 24.536**	**— 33.063**	**— 54.300**	**— 98.250**
1. Français à l'étranger	— 20.133	— 14.029	— 18.580	— 20.000	— 36.227	— 52.302	— 75.972	— 115.245	— 147.649
2. Etrangers en France	10.275	12.433	19.212	19.858	19.039	27.766	42.909	60.945	49.399
C. Autres investissements (secteur officiel)	**— 1.892**	**— 1.959**	**— 1.958**	**— 2.372**	**— 2.388**	**— 3.169**	**— 2.488**	**— 2.985**	**— 2.850**

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-1 (suite et fin)

Evolution des soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	*r* 1989	1990
D. Prêts	**— 2.093**	**56.623**	**2.262**	**— 16.023**	**— 48.597**	**— 679**	**— 20.260**	**— 40.120**	**— 6.490**
1. Secteur privé non bancaire	15.586	10.665	12.948	— 1.053	— 10.171	— 1.497	6.745	— 3.276	— 5.299
a. Prêts à l'étranger	— 173	— 155	— 200	115	— 81	— 388	— 243	— 308	— 3.557
b. Prêts de l'étranger	15.759	10.820	13.148	— 1.168	— 10.090	— 1.109	6.988	— 2.968	— 1.742
2. Secteur bancaire	— 19.667	*r* 16.866	3.182	16.525	5.428	29.666	— 706	— 10.754	8.699
a. Prêts en francs	— 3.013	— 578	968	408	— 1.567	— 1.901	— 42.58	748	16.783
— prêts à l'étranger	(— 2.969)	(— 549)	(1.065)	(17)	(— 2.218)	(— 4.617)	(— 6.573)	(— 5.695)	(3.601)
— prêts de l'étranger	(— 44)	(— 29)	(— 97)	(391)	(651)	(2.716)	(2.315)	(6.443)	(13.182)
b. Prêts en devises	— 16.654	17.444	2.214	16.117	6.995	31.567	3.552	— 11.502	— 8.084
— prêts à l'étranger	(— 22.296)	(— 18.561)	— 502	(10.098)	(— 5.011)	(— 7.789)	(— 10.166)	(— 2.304)	— 22.669
— prêts de l'étranger	(5.642)	(36.005)	(2.716)	(6.019)	(12.006)	(39.356)	(13.718)	(— 9.198)	(14.585)
3. Secteur officiel	6.174	29.092	— 13.868	— 31.495	— 43.854	— 28.848	— 26.299	— 26.090	— 9.890
a. Prêts à l'étranger	— 7.894	— 9.766	— 12.995	— 13.672	— 17.534	— 26.590	— 24.842	— 25.970	— 6.900
b. Prêts de l'étranger	14.068	38.858	— 873	— 17.823	— 26.320	— 2.258	— 1.457	— 120	— 2.990
E. Investissements de portefeuille	**47.623**	**42.537**	**62.008**	***r* 57.633**	**12.530**	**32.439**	**45.419**	**138.827**	**156.456**
1. Opérations de résidents sur titres étrangers	1.717	— 12.769	— 4.051	— 22.021	— 41.567	— 20.335	— 24.538	— 42.341	— 46.057
2. Opérations de non-résidents sur titres français	45.906	55.306	66.059	79.654	54.097	52.774	69.957	181.168	202.513
IV. CAPITAUX A COURT TERME	76.862	— 37.015	— 42.615	— 28.214	32.137	8.455	28.505	— 2.745	— 10.972
A. Secteur privé non bancaire	**13.947**	**— 6.752**	**— 12.592**	**17.624**	**23.191**	**13.317**	**9.077**	**— 66.831**	**— 101.403**
1. Crédits commerciaux :									
a. A l'exportation	— 1.010	— 11.893	— 12.243	— 2.719	3.280	— 7.347	— 9.214	— 8.334	— 1.035
b. A l'importation	— 2.903	2	8.130	9.974	— 2.168	16.709	10.471	12.607	5.590
2. Prêts :									
a. Prêts, avoirs et avances à l'étranger	— 3.058	2.072	— 5.887	2.309	9.928	— 8.128	— 21.363	— 45.205	— 91.388
b. Prêts, avoirs et avances de l'étranger	6.258	4.738	9.421	499	2.785	11.114	21.538	9.429	32.627
3. Autres crédits et termaillage	14.660	— 1.671	— 12.013	7.561	9.366	969	7.645	— 35.328	— 47.197
B. Secteur bancaire	**29.826**	**14.731**	**— 3.029**	**— 25.390**	**20.684**	**— 55.873**	**13.958**	**37.036**	**149.364**
1. Créances et engagements en francs :									
a. Créances	— 2.887	— 652	407	— 3.784	— 15.796	— 36.686	— 17.751	— 29.813	— 38.674
b. Engagements	— 2.539	14.637	19.648	— 7.923	7.802	33.979	43.724	89.162	214.785
2. Créances et engagements en devises :									
a. Créances	— 18.140	20.045	— 66.441	— 42.909	— 32.556	— 181.725	— 117.240	— 300.237	— 228.159
b. Engagements	53.392	— 19.299	43.357	29.226	61.234	128.559	105.225	277.924	201.412
C. Secteur officiel	**33.089**	**— 44.994**	**— 26.994**	**— 20.448**	**— 11.738**	**51.011**	**5.470**	**27.050**	**— 58.933**
1. Avoirs à court terme et à vue :									
a. Réserves officielles	21.366	— 23.100	— 30.444	— 23.035	— 8.707	15.059	30.229	3.427	— 60.400
b. Créances sur le FECOM	—	— 6.434	6.457	—	167	—	—	—	—
c. Créances sur le FMI	— 1.163	— 15.721	— 1.877	— 2.206	3.958	1.237	— 192	— 1.221	2.998
d. Droits de tirage spéciaux	1.384	3.857	— 1.465	— 2.087	— 1.887	— 14	215	161	824
e. Autres créances	— 645	— 1.956	53	926	— 346	— 5.212	— 3.571	422	2.782
2. Engagements à court terme et à vue :									
a. Envers le FECOM	— 1.176	— 6.335	—	—	—	23.515	— 23.726	—	—
b. Envers le FMI	1.269	12.157	1.878	2.603	— 5.359	— 687	1.353	2.235	— 2.457
c. Allocations de droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d. Autres	12.054	— 7.462	— 1.596	3.351	436	17.113	1.162	22.026	— 2.680
V. AJUSTEMENTS	— 5.572	3.858	5.826	1.990	5.556	5.035	4.054	— 9.784	30.082

(1) Soldes : recettes moins dépenses.

TABLEAU O.02-2

Balance des paiements

Sources : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	*r* 1989			1990		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	soldes
I. TRANSACTIONS COURANTES	**1.956.039**	**1.985.638**	**−29.599**	**2.092.062**	**2.137.682**	**−45.620**
A. Marchandises	**1.229.693**	**1.293.950**	**−64.257**	**1.284.092**	**1.354.429**	**−70.337**
1. Exportations et importations	1.087.927	1.155.871	**−67.944**	1.122.909	1.196.653	−73.744
2. Négoce international	141.766	138.079	**3.687**	161.183	157.776	3.407
B. Services	**595.994**	**551.518**	**44.476**	**668.453**	**639.652**	**28.801**
1. Frais accessoires sur marchandises	7.652	13.652	**−6.000**	10.384	15.326	−4.942
2. Transports maritimes	17.647	22.536	**−4.889**	17.354	21.937	−4.583
3. Transports autres	71.201	68.076	**3.125**	72.831	75.559	−2.728
4. Assurances	18.424	19.917	**−1.493**	22.213	22.561	−348
5. Grands travaux	8.624	4.112	**4.512**	9.633	3.250	6.383
6. Coopération technique	21.206	14.263	**6.943**	22.825	17.104	5.721
7. Travail à façon	7.853	5.119	**2.734**	10.231	7.565	2.666
8. Brevets et redevances	6.615	11.457	**−4.842**	7.501	11.265	−3.764
9. Services de gestion	12.788	7.245	**5.543**	13.158	8.436	4.722
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	246.524	244.477	**2.047**	284.118	294.228	−10.110
11. Salaires et autres revenus du travail	19.640	20.526	**−886**	20.188	21.592	−1.404
12. Voyages	103.646	63.997	**39.649**	109.924	67.656	42.268
13. Services divers	49.587	47.722	**1.865**	63.689	64.861	−1.172
14. Recettes et dépenses du gouvernement français	2.931	7.903	**−4.972**	2.760	7.781	−5.021
15. Dépenses et recettes des gouvernements étrangers	1.656	516	**1.140**	1.644	531	1.113
C. Autres biens et services	**55.483**	**17.041**	**38.442**	**58.050**	**17.722**	**40.328**
D. Transferts unilatéraux	**74.869**	**123.129**	**−48.260**	**81.467**	**125.879**	**−44.412**
1. Secteur privé	29.908	42.075	**−12.167**	34.425	49.311	−14.886
a. Transferts d'économies des travailleurs	3.449	14.208	**−10.759**	4.367	15.146	−10.779
b. Autres opérations	26.459	27.867	**−1.408**	30.058	34.165	−4.107
2. Secteur officiel	44.961	81.054	**−36.093**	47.042	76.568	−29.526
II. TRANSFERT EN CAPITAL	—	**5.851**	**−5.851**	—	**29.857**	**−29.857**
III. CAPITAUX A LONG TERME	**2.009.120**	**1.961.141**	**47.979**	**2.172.979**	**2.116.612**	**56.367**
A. Crédits commerciaux	**10.668**	**4.111**	**6.557**	**8.182**	**681**	**7.501**
1. Crédits à l'exportation	10.053	4.111	**5.942**	7.881	681	7.200
a. Crédits commerciaux bancaires à l'exportation	10.053	3.226	**6.827**	5.621	681	4.940
— en francs	(10.053)	(—)	**(10.053)**	(5.621)	(—)	(5.621)
— en devises	(—)	(3.226)	**(−3.226)**	(—)	(681)	(−681)
b. Crédits fournisseurs	—	885	**−885**	2.260	—	2.260
2. Crédits à l'importation	615	—	**615**	301	—	301
B. Investissements directs	**126.566**	**180.866**	**−54.300**	**100.000**	**198.250**	**−98.250**
1. Français à l'étranger	42.027	157.272	**−115.245**	24.275	171.924	−147.649
2. Etrangers en France	84.539	23.594	**60.945**	75.725	26.326	49.399
C. Autres investissements (secteur officiel)	**67**	**3.052**	**−2.985**	**23**	**2.873**	**−2.850**

N.B.—Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.02-2 (suite et fin)

Balance des paiements

Sources : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	*r* 1989			1990		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
D. Prêts	**80.429**	**120.549**	**— 40.120**	**95.509**	**101.999**	**— 6.490**
1. Secteur privé non bancaire	61.571	64.847	— 3.276	31.531	36.830	— 5.299
a. Prêts à l'étranger	335	643	— 308	531	4.088	— 3.557
b. Prêts de l'étranger	61.236	64.204	— 2.968	31.000	32.742	— 1.742
2. Secteur bancaire	6.443	17.197	— 10.754	31.368	22.669	8.699
a. Prêts en francs (1)	6.443	5.695	748	16.783	—	16.783
— prêts à l'étranger	(—)	(5.695)	(— 5.695)	(3.601)	(—)	(3.601)
— prêts de l'étranger	(6.443)	(—)	(6.443)	(13.182)	(—)	(13.182)
b. Prêts en devises (1)	—	11.502	— 11.502	14.585	22.669	— 8.084
— prêts à l'étranger	(—)	(2.304)	(— 2.304)	(—)	(22.669)	(— 22.669)
— prêts de l'étranger	(—)	(9.198)	(— 9.198)	(14.585)	(—)	(14.585)
3. Secteur officiel	12.415	38.505	— 26.090	32.610	42.500	— 9.890
a. Prêts à l'étranger	12.252	38.222	— 25.970	32.585	39.485	— 6.900
b. Prêts de l'étranger	163	283	— 120	25	3.015	— 2.990
E. Investissements de portefeuille	**1.791.390**	**1.652.563**	**138.827**	1.969.265	1.812.809	156.456
1. Opérations de résidents sur titres étrangers	750.739	793.080	— 42.341	**764.475**	**810.532**	**— 46.057**
2. Opérations de non-résidents sur titres français	1.040.651	859.483	181.168	1.204.790	1.002.277	202.513
IV. CAPITAUX A COURT TERME (1)	417.393	420.138	— 2.745	461.018	471.990	— 10.972
A. Secteur privé non bancaire	22.036	88.867	— 66.831	**38.217**	**139.620**	**— 101.403**
1. Crédits commerciaux	12.607	8.334	4.273	5.590	1.035	4.555
a. A l'exportation	—	8.334	— 8.334	—	1.035	— 1.035
b. A l'importation	12.607	—	12.607	5.590	—	5.590
2. Prêts	9.429	45.205	— 35.776	32.627	91.388	— 58.761
a. Prêts, avoirs et avances à l'étranger	—	45.205	— 45.205	—	91.388	— 91.388
b. Prêts, avoirs et avances de l'étranger	9.429	—	9.429	32.627	—	32.627
3. Autres crédits et termaillage	—	35.328	— 35.328	—	47.197	— 47.197
B. Secteur bancaire	**367.086**	**330.050**	**37.036**	**416.197**	**266.833**	**149.364**
1. Créances et engagements en francs	89.162	29.813	59.349	214.785	38.674	176.111
a. Créances	—	29.813	— 29.813	—	38.674	— 38.674
b. Engagements	89.162	—	89.162	214.785	—	214.785
2. Créances et engagements en devises	277.924	300.237	— 22.313	201.412	228.159	— 26.747
a. Créances	—	300.237	— 300.237	—	228.159	— 228.159
b. Engagements	277.924	—	277.924	201.412	—	201.412
C. Secteur officiel	**28.271**	**1.221**	**27.050**	**6.604**	**65.537**	**— 58.933**
1. Avoirs à court terme et à vue	4.010	1.221	2.789	6.604	60.400	— 53.796
a. Réserves officielles	3.427	—	3.427	—	60.400	— 60.400
b. Créances sur le FECOM	—	—	—	—	—	—
c. Créance sur le FMI	—	1.221	— 1.221	2.998	—	2.998
d. Droits de tirage spéciaux	161	—	161	824	—	824
e. Autres créances	422	—	422	2.782	—	2.782
2. Engagements à court terme et à vue	24.261	—	24.261	—	5.137	— 5.137
a. Envers le FECOM	—	—	—	—	—	—
b. Envers le FMI	2.235	—	2.235	—	2.457	— 2.457
c. Allocations de droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—
d. Autres	22.026	—	22.026	—	2.680	— 2.680
V. AJUSTEMENTS	—	**9.784**	**— 9.784**	**30.082**	—	**30.082**
Total général	**4.382.552**	**4.382.552**	—	**4.756.141**	**4.756.141**	—

(1) Une inscription en crédits correspond à une diminution des avoirs ou à un accroissement des engagements. Une inscription en débits correspond à un accroissement des avoirs ou à une diminution des engagements.

TABLEAU O.02-3

Règlements entre la France, la CEE, l'OCDE, l'AELE et l'OPEP
Année 1990

Sources : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titre — Poste — Rubrique	Pays membres de la CEE		OCDE		Pays membres de AELE		Pays membres de l'OPEP	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
I. REGLEMENTS DES TRANSACTIONS COURANTES	**1.016.688**	**1.119.324**	**1.649.472**	**1.743.685**	**196.908**	**177.098**	**64.704**	**90.241**
A. Marchandises	**763.111**	**838.883**	**1.091.770**	**1.169.345**	**121.153**	**125.307**	**46.786**	**75.924**
1. Exportations et importations	699.270	784.538	973.209	1.079.465	111.382	114.137	42.773	43.491
2. Négoce international	63.841	54.345	118.561	89.880	9.771	11.170	4.013	32.433
B. Services	**244.148**	**266.109**	**498.276**	**495.661**	**71.062**	**50.118**	**17.579**	**13.170**
1. Frais accessoires sur marchandises	5.381	6.557	8.975	13.574	1.577	4.243	240	370
2. Transports maritimes	6.404	7.836	12.349	14.907	1.510	1.818	348	577
3. Transports autres	24.685	22.116	43.000	37.626	5.234	4.509	2.447	2.216
4. Assurances	10.251	12.040	18.500	19.605	2.477	2.333	313	165
5. Grands travaux	1.378	808	2.842	1.215	338	170	2.713	1.050
6. Coopération technique	6.208	8.282	12.158	12.346	1.876	1.009	1.303	521
7. Travail à façon	4.926	5.497	8.501	6.379	1.086	365	279	416
8. Brevets et redevances	4.059	3.193	7.094	11.044	733	1.059	70	33
9. Services de gestion	5.867	3.899	10.476	6.436	1.386	823	426	608
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	91.557	121.422	199.573	239.175	15.592	21.017	6.114	3.621
11. Salaires et autres revenus du travail	7.714	10.568	14.690	13.554	3.896	1.017	840	2.124
12. Voyages	47.610	31.843	100.573	54.016	31.063	6.086	1.541	745
13. Services divers	27.445	29.165	57.145	61.785	4.250	5.456	832	396
14. Recettes et dépenses du gouvernement français	402	2.837	1.916	3.897	21	192	77	326
15. Dépenses et recettes des gouvernements étrangers	261	46	484	102	23	21	36	2
C. Transferts unilatéraux	**9.429**	**14.332**	**59.426**	**78.679**	**4.693**	**1.673**	**339**	**1.147**
1. Secteur privé	6.996	12.517	12.756	16.118	4.097	1.186	219	168
a. Transferts d'économies des travailleurs	2.118	7.983	4.005	8.861	1.758	190	30	30
b. Autres opérations	4.878	4.534	8.751	7.257	2.339	996	189	138
2. Secteur officiel	2.433	1.815	46.670	62.561	596	487	120	979
II. TRANSFERTS EN CAPITAL	1	6	1	6	—	—	1	1.886
III. CAPITAUX A LONG TERME	**1.234.203**	**1.206.411**	**1.900.963**	**1.875.112**	**147.607**	**122.807**	**25.205**	**26.921**
A. Crédits commerciaux bancaires à l'exportation	**1.199**	**69**	**1.321**	**378**	**397**	—	**652**	**1.700**
1. En francs	1.199	—	1.321	—	336	—	—	1.700
2. En devises	—	69	—	378	61	—	652	—
B. Investissements directs	**53.960**	**127.167**	**93.437**	**188.649**	**15.379**	**15.337**	**945**	**1.685**
1. Français à l'étranger	11.453	111.656	21.907	164.655	3.177	10.986	667	1.183
2. Etrangers en France	42.507	15.511	71.530	23.994	12.202	4.351	278	502
C. Autres investissements (secteur officiel)	—	551	**22**	**805**	—	—	—	18
D. Prêts	**24.902**	**55.698**	**43.328**	**85.597**	**5.883**	**7.005**	**10.592**	**7.420**
1. Secteur privé non bancaire	16.574	16.881	31.065	33.719	3.717	2.160	45	74
a. Prêts à l'étranger	246	899	420	1.100	106	129	28	57
b. Prêts de l'étranger	16.328	15.982	30.645	32.619	3.611	2.031	17	17
2. Secteur bancaire (2)	8.288	38.420	11.412	48.318	2.166	4.740	7.356	292
a. Prêts en francs	4.590	3.201	5.640	4.840	—	1.431	1.531	—
— prêts à l'étranger	(—)	(3.201)	(—)	(4.840)	(—)	(999)	(1.511)	(—)
— prêts de l'étranger	(4.590)	(—)	(5.640)	(—)	(—)	(432)	(20)	(—)
b. Prêts en devises	3.698	35.219	5.772	43.478	2.166	3.309	5.825	292
— prêts à l'étranger	(—)	(35.219)	(—)	(43.478)	(—)	(3.309)	(5.825)	(—)
— prêts de l'étranger	(3.698)	(—)	(5.772)	(—)	(2.166)	(—)	(—)	(292)
3. Secteur officiel	40	397	851	3.560	—	105	3.191	7.054
a. Prêts à l'étranger	19	18	827	565	—	47	3.191	7.054
b. Prêts de l'étranger	21	379	24	2.995	—	58	—	—
E. Investissements de portefeuille	**1.154.142**	**1.022.926**	**1.762.855**	**1.599.683**	**125.948**	**100.465**	**13.016**	**16.098**
1. Opérations de résidents sur titres étrangers	302.423	313.197	717.983	740.159	34.582	34.438	918	3.736
2. Opérations de non-résidents sur titres français	851.719	709.729	1.044.872	859.524	91.366	66.027	12.098	12.362
III. CAPITAUX A COURT TERME (1). Secteur privé non bancaire	**236.829**	**152.054**	**383.646**	**401.484**	**47.174**	**27.070**	**10.861**	**392**
1. Prêts, avoirs et avances à l'étranger	—	75.323	—	93.521	—	4.478	—	304
2. Prêts, avoirs et avances de l'étranger	15.409	—	23.059	—	6.628	—	1.066	—

(1) Les mouvements de capitaux à long terme du secteur bancaire et les mouvements de capitaux à court terme sont inscrits sur une base nette.

TABLEAU O.02-4

Règlements entre la France, les pays du Maghreb et de la zone franc
Année 1990

Sources : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titre — Poste — Rubrique	Pays du Maghreb		Pays de la zone Franc	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit
I. REGLEMENTS DES TRANSACTIONS COURANTES	**39.510**	**42.010**	**45.877**	**45.385**
A. Marchandises	**29.191**	**22.388**	**26.280**	**30.421**
1. Exportations et importations	26.790	19.313	22.070	16.590
2. Négoce international	2.401	3.075	4.210	13.831
B. Services	**10.116**	**12.390**	**18.634**	**9.105**
dont : 1 à 4. Services liés au commerce extérieur	3.033	3.693	3.733	2.878
5, 6. Grands travaux et coopération technique	893	82	2.559	493
7. Travail à façon	140	80	440	44
8. Brevets et redevances	38	21	65	23
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	3.249	507	3.863	730
12. Voyages	955	4.393	2.828	1.875
C. Transferts unilatéraux	**203**	**7.232**	**963**	**5.859**
1. Secteur privé	192	6.303	662	778
dont : transferts d'économies des travailleurs	24	5.930	307	93
2. Secteur officiel	11	929	301	5.081
II. TRANSFERTS EN CAPITAL	—	184	1	11.411
III. CAPITAUX A LONG TERME	**4.308**	**5.918**	**18.291**	**12.496**
A. Crédits commerciaux bancaires à l'exportation	—	**1.829**	**1.742**	—
B. Investissements directs	**215**	**343**	**367**	**1.179**
C. Autres investissements (secteur officiel)	—	**16**	—	**97**
D. Prêts	**2.456**	**2.192**	**13.914**	**9.055**
E. Investissements de portefeuille	**1.637**	**1.538**	**2.268**	**2.165**
IV. CAPITAUX A COURT TERME. Secteur privé non bancaire	**119**	**60**	**2.691**	—

TABLEAU O.02-5

Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de la CEE

Sources : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

	1988	1989	1990
Total des opérations avec la CEE	**— 13.795**	**— 21.934**	**— 15.417**
Total des recettes	**51.855**	**40.219**	**42.514**
dont : FEOGA-Orientation (1)	1.578	1.308	1.253
FEOGA-Garanties (1)	43.620	33.481	35.690
FSE (2)	2.548	1.996	2.116
FEDER (3)	2.757	2.641	2.465
Total des contributions	**65.650**	**62.153**	**57.931**
dont : Versement TVA	41.089	43.760	43.688
Versement PNB	8.637	4.172	876
Droits de douane	10.471	10.974	11.328
Cotisation sucrière	2.869	3.035	2.019
Fonds européen de développement (net)	**— 1.754**	**— 2.142**	**— 1.935**
Impôts, taxes et divers	**11**	**175**	**268**
Total des transferts unilatéraux avec la CEE et le FED (4)	**— 15.538**	**— 23.901**	**— 17.084**
Total des recettes	51.895	40.428	42.895
Total des contributions	67.433	64.329	59.979
Recettes du Gouvernement français (5)	**1.772**	**1.401**	**1.336**
Flux financiers nets avec les institutions communautaires	**— 13.766**	**— 22.500**	**— 15.748**

(1) FEOGA : Fonds Européens d'Orientation et de Garantie Agricole.
(2) FSE : Fonds Social Européen
(3) FEDER : Fonds Européen de Développement Régional.
(4) FED : Fonds Européens de Développement.
(5) Une retenue pour frais d'assiette et de perception est appliquée sur la cotisation sucrière et les droits de douanes : le produit est inscrit sur cette ligne qui relève des services et non des transferts unilatéraux. Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte ces flux pour apprécier l'impact total des relations financières avec les institutions communautaires.

TABLEAU O.02-6

Règlements entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes

Année 1990

Sources : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Pays	Transactions courantes			Capitaux à long terme				Capitaux à court terme secteur privé non bancaire
	Total	*dont :*		Total	*dont :*			
		Marchandises	Services		Crédits commerciaux bancaires à l'exportation	Investissements directs	Prêts	
CEE : Allemagne (ex-RFA)	— 53.130	— 53.799	— 536	20345	536	— 4.991	7892	— 1.256
Belgique, Luxembourg	— 36.553	— 19.626	— 17.112	21.768	45	— 6.011	309	— 56.121
Danemark	— 30.397	— 3.587	68	4.454	—	210	50	56
Espagne	8.142	8.271	877	— 18.738	41	— 15.603	— 850	387
Grèce	3.413	4.195	— 743	— 529	351	— 674	259	— 40
Irlande	— 40.130	— 3.944	— 163	— 57	74	— 34	713	— 25
Italie	— 70	— 2.542	3.100	— 6.272	79	— 4.887	— 4.248	— 1.512
Pays-Bas	— 160.027	— 15.219	— 1.880	— 17.015	1	— 16.166	— 1.612	— 4.388
Portugal	— 70.219	1.303	— 2.472	— 2.712	245	— 1.954	— 1.185	— 37
Royaume-Uni	6.518	9.373	— 3.105	25.864	— 242	— 23.074	— 32.080	3.005
Australie	— 209	— 651	459	— 1.910	50	— 333	— 31	290
Autriche	173	— 470	651	— 601	23	42	— 1.091	9
Canada	2.554	2.312	49	— 742	— 146	— 1.244	369	107
Etats-Unis	— 90.744	877	— 10.788	— 29.418	314	— 25.397	— 6.991	— 13.729
Finlande	— 1.647	— 2.085	402	3.024	15	1.952	152	453
Islande	— 9	— 30	17	80	—	— 17	— 38	66
Japon	12.549	— 1.608	13.975	11.683	48	5.718	— 3.434	365
Norvège	— 110.539	— 13.162	1.696	899	327	— 1.313	— 528	291
Nouvelle-Zélande	— 566	— 494	— 68	— 391	— 1	— 158	— 215	115
Suède	— 240	— 1.563	1.270	7.484	12	708	— 226	176
Suisse	33.072	13.156	16.908	13.914	20	— 1.330	609	1.155
Turquie	1.248	1.819	— 56	— 1.452	— 849	— 636	— 280	23
Yougoslavie	— 21	420	— 286	763	161	— 10	611	816

TABLEAU O.02-7

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international

Unité : Milliard de francs

Pays	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Belgique - Luxembourg :								
Transactions courantes	— 3,77	— 0,48	6,01	21,16	16,79	21,41	20,40	24,77
Capitaux à long terme	— 17,83	— 19,46	— 40,95	— 46,94	— 11,78	— 22,84	— 15,55	1,42
Capitaux à court terme (1)	22,06	23,95	39,35	26,95	8,72	0,46	— 17,65	— 8,11
Variation des réserves	2,79	— 5,34	— 2,06	— 2,71	— 13,66	0,62	14,80	— 5,68
Erreurs et omissions	— 3,25	1,34	— 2,35	1,54	— 0,07	0,36	— 1,99	— 12,39
Danemark :								
Transactions courantes	— 8,96	— 14,31	— 24,86	— 31,1	— 18,04	— 7,46	— 5,69	8,39
Capitaux à long terme	18,79	16,60	38,97	21,78	49,01	14,19	— 24,18	33,03
Capitaux à court terme (1)	4,32	— 0,17	2,29	— 2,41	— 4,77	4,80	7,70	— 8,58
Variation des réserves	— 10,48	3,21	— 13,68	13,71	— 26,71	— 7,84	24,38	— 18,37
Erreurs et omissions	— 3,67	— 5,33	— 2,72	— 1,97	0,52	— 3,69	— 2,21	— 14,47
France :								
Transactions courantes	— 39,37	— 7,66	— 0,31	16,83	— 26,72	— 20,87	— 24,49	— 53,77
Capitaux à long terme	70,98	45,58	34,56	— 51,75	13,29	1,05	50,06	16,26
Capitaux à court terme (1)	— 2,58	— 19,26	— 15,46	39,15	— 41,74	13,73	— 28,97	80,62
Variation des réserves	— 31,75	— 24,35	— 21,38	— 9,82	50,06	0,57	15,78	— 64,39
Erreurs et omissions	2,73	5,68	2,61	5,59	5,12	5,52	— 12,38	21,28
Allemagne (ex-RFA) (2) :								
Transactions courantes	40,16	82,76	151,58	275,52	276,07	299,22	363,03	254,84
Capitaux à long terme (3)	— 24,54	— 59,51	— 41,24	101,61	— 76,52	— 295,34	— 80,71	— 222,17
Capitaux à court terme (1) (3)	— 29,8	— 53,48	— 131	— 377,96	— 73,39	— 130,58	— 387,97	— 98,89
Variation des réserves	9,37	9,88	— 8	— 10,67	— 122,32	109,79	67,69	— 29,73
Erreurs et omissions	4,80	20,36	28,66	11,50	— 3,85	16,92	37,96	95,95
Grèce :								
Transactions courantes	— 15,07	— 15,72	— 27,14	— 14,24	— 8,36	— 4,45	— 16,29	— 20,57
Capitaux à long terme	16,08	15,49	24,85	14,90	8,34	8,57	12,38	16,20
Capitaux à court terme (1)	2,14	3,49	1,42	1,78	3,53	2,48	5,17	5,59
Variation des réserves	— 0,76	— 1,14	1,27	— 1,87	— 4,84	— 6,84	2,18	— 0,22
Erreurs et omissions	— 2,39	— 2,11	— 0,4	— 0,57	1,34	0,24	— 3,43	— 1,01
Irlande (4) :								
Transactions courantes	— 9,29	— 9,07	— 6,2	— 4,72	2,24	3,84	3,34	7,80
Capitaux à long terme (4)	7,58	6,99	7,50	7,27	4,97	— 1,55	— 7,75	— 16,34
Capitaux à court terme (1) (4)	5,77	3,57	2,62	5,08	— 1,19	2,75	— 2,26	5,97
Variation des réserves	— 1,43	0,38	— 0,43	0,66	— 5,32	— 3,53	5,98	— 4,08
Erreurs et omissions	— 2,63	— 1,87	— 3,5	— 8,3	— 0,7	— 1,5	0,70	6,66
Italie :								
Transactions courantes	14,20	— 18,45	— 28,27	27,82	— 7,44	— 36,68	— 69,34	— 69,27
Capitaux à long terme	3,64	11,03	18,89	— 26,19	18,30	44,15	96,98	118,24
Capitaux à court terme (1)	29,85	5,52	— 19,19	27,71	37,12	47,72	59,65	93,50
Variation des réserves	— 44,29	— 23,1	66,82	— 16,91	— 32,67	— 44,48	— 71,02	— 56,63
Erreurs et omissions	— 3,38	24,99	— 38,25	— 12,42	— 15,3	— 10,71	— 16,28	— 85,84
Pays-Bas :								
Transactions courantes	37,44	55,31	37,65	27,98	23,00	40,94	61,18	56,54
Capitaux à long terme	— 21,96	— 36,07	— 19,1	— 51,88	— 16,17	8,04	30,13	— 39,75
Capitaux à court terme (1) (5)	— 8,07	— 14,03	— 4,04	35,92	12,80	— 15,71	— 64,49	5,85
Variation des réserves	1,74	— 0,34	— 6,75	2,67	— 17,2	— 9,69	— 2,86	— 1,51
Erreurs et omissions	— 9,14	— 4,88	— 7,75	— 14,69	— 2,43	— 23,58	— 23,95	— 21,13
Royaume-Uni :								
Transactions courantes	50,14	34,13	56,80	20,58	— 34,89	— 165,37	— 225,48	— 133,44
Capitaux à long terme	— 124,23	— 202,95	— 144,87	— 153,34	153,90	— 33	— 165,23	23,26
Capitaux à court terme (1)	56,25	4,66	55,98	104,70	— 135,65	125,34	212,32	80,42
Variation des réserves	9,20	93,78	28,08	— 43,83	33,67	11,38	103,57	6,25
Erreurs et omissions	8,65	70,38	4,01	71,88	— 17,03	61,64	74,81	23,51

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.02-7 (suite et fin)

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international — *Unité :* Milliard de francs

Pays	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Espagne :								
Transactions courantes	— 20,93	17,64	25,62	27,46	— 1,4	— 22,54	— 69,75	— 91,58
Capitaux à long terme	23,79	28,61	— 12,33	— 11,32	55,85	57,25	107,69	104,68
Capitaux à court terme (1)	6,73	14,40	— 16,58	— 0,05	29,69	29,81	9,33	49,44
Variation des réserves	2,02	— 42,1	20,44	— 16,23	— 76,37	— 50,13	— 30,09	— 37,91
Erreurs et omissions	— 11,61	— 18,55	— 17,15	0,14	— 7,76	— 14,39	— 17,18	— 24,62
Portugal :								
Transactions courantes	— 7,65	— 4,49	3,68	7,92	2,70	— 6,35	0,98	— 0,76
Capitaux à long terme	9,47	10,05	8,54	— 3,48	0,66	4,66	17,84	14,76
Capitaux à court terme (1)	— 1,99	— 2,05	— 1,51	1,76	3,47	— 2,91	7,71	— 5,47
Variation des réserves	4,44	— 0,03	— 8,17	0,77	— 10,68	— 5,16	— 29,69	— 19,29
Erreurs et omissions	— 4,26	— 3,48	— 2,55	— 6,97	3,85	9,77	3,17	10,75
Suisse (6) :								
Transactions courantes	9,23	53,68	54,27	32,23	37,78	52,68	51,31	37,86
Capitaux à long terme	— 19,71	— 34,47	— 63,22	24,62	— 26,42	— 111,45	— 71,55	— 22,64
Capitaux à court terme (1)	— 24,3	— 16,46	— 2,15	— 46,51	— 22,04	23,97	22,95	— 29,11
Variation des réserves	— 2,93	— 12,93	— 11	— 7,57	— 19,26	14,45	— 9,04	— 6,62
Erreurs et omissions	37,70	10,17	22,09	— 2,78	29,95	20,35	6,34	20,51
Canada :								
Transactions courantes (7)	16,79	19,00	8,34	— 49,42	— 49,23	— 66,94	— 111,52	— 102,45
Capitaux à long terme	— 2,49	17,96	9,18	74,25	45,68	59,64	127,02	87,55
Capitaux à court terme (1)	19,58	— 3,23	23,05	— 8,05	38,08	73,48	10,14	47,79
Variation des réserves	— 3,42	7,57	0,66	— 3,32	— 20,09	— 45,02	— 1,87	— 3,4
Erreurs et omissions	— 30,45	— 41,29	— 41,22	— 13,47	— 14,44	— 21,16	— 23,77	— 29,48
Etats-Unis :								
Transactions courantes	— 306,22	— 865,08	— 1.098,44	— 1.007,19	— 962,91	— 752,77	— 678,59	— 501,84
Capitaux à long terme	— 60,89	261,65	703,72	566,97	345,74	556,85	534,01	— 18,84
Capitaux à court terme (1)	249,29	372,11	268,30	96,41	315,80	34,25	135,19	18,95
Variation des réserves	30,87	— 6,29	— 52,11	233,96	341,77	216,06	— 108,02	155,14
Erreurs et omissions	86,96	237,62	178,54	109,85	— 40,39	— 54,39	117,39	346,59
Japon :								
Transactions courantes	158,52	305,87	441,80	594,47	523,05	474,23	363,60	195,32
Capitaux à long terme	— 142,75	— 437,04	— 568,4	— 914,8	— 805,31	— 697,49	— 598,2	— 289,04
Capitaux à court terme (1)	— 19,74	117,45	87,43	405,87	532,61	303,03	292,40	171,74
Variation des réserves	— 11,81	— 18,53	5,21	— 102,78	— 228,05	— 98,41	81,41	35,88
Erreurs et omissions	15,78	32,25	33,96	17,25	— 22,3	18,65	— 139,21	— 113,92

N.B. — Le poste erreurs et omissions est relativement élevé pour certains pays (notamment Suisse, Etats-Unis et Royaume-Uni). Selon une étude de l'OCDE (Perspectives économiques de l'OCDE n° 34, décembre 1983), ce phénomène s'explique en majeure partie par les difficultés d'enregistrement, dans les transactions courantes, des opérations invisibles, principalement opérations de services et revenus d'investissements.
(1) Non compris la variation des réserves.
(2) Y compris Berlin-Ouest; les relations avec la République démocratique allemande sont exclues de la balance; sont exclus également les biens et services reçus ou fournis gratuitement par les troupes étrangères stationnées en RFA.
(3) Les crédits commerciaux, qu'elle qu'en soit l'échéance, sont classés dans les capitaux à court terme.
(4) Les créances et engagements à long terme du secteur bancaire sont classés dans les capitaux à court terme.
(5) Le solde de la majeure partie des crédits commerciaux à court terme du secteur privé est inclus dans le poste Erreurs et ommissions .
(6) La Banque des règlements internationaux est traitée comme un organisme non résident jusqu'en 1984. A partir de 1985, les organisations internationales sont considérées comme résidents suisses.
(7) Les flux de biens et services militaires, ainsi que les transferts unilatéraux, au titre de l'OTAN, sont exclus.

P

Administration et vie publique

Chapitre P.01

Justice et police judiciaire

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Activité des juridictions civiles, procédures au fond.
2. Répartition des affaires civiles nouvelles selon la nature juridique des demandes. Procédures au fond. Juridictions de première instance.
3. Infractions constatées par les services de police et de gendarmerie.
4. Activité des parquets et officiers du Ministère public.
5. Activité des juges d'instruction.
6. Condamnations portées au casier judiciaire pour crimes, délits et contraventions de 5e classe.
7. Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative.
8. Administration pénitentiaire.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique.

1. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques de la justice sont obtenues en sous-produits de la gestion administrative des affaires et des personnes en charge de la protection judiciaire de la jeunesse et de l'Administration pénitentiaire.

L'organisation judiciaire de la France, modifiée par l'ordonnance du 22 décembre 1958, est construite autour de trois grands principes : hiérarchisation des juridictions, différenciation des juridictions de droit commun et d'exception, enfin, séparation des pouvoirs.

La hiérarchie des juridictions permet aux justiciables d'attaquer devant les tribunaux hiérarchiquement supérieurs les décisions rendues en premier ressort. Tribunal suprême de l'ordre judiciaire, la Cour de cassation exerce un contrôle de légalité en examinant des décisions rendues en dernier ressort par des juridictions inférieures, tandis que les cours d'appel examinent à nouveau les faits relatifs à des affaires jugées par des tribunaux du premier degré et portées devant elles par voie d'appel.

Dans l'ordre judiciaire, l'action des juridictions de droit commun : Cour de cassation, cours d'appel, tribunaux de grande instance et d'instance, est complétée par celle de juridictions spécialisées (dites juridictions d'exception) de nature civile : tribunaux de commerce, tribunaux des affaires de sécurité sociale, juges de l'expropriation, conseils de prud'hommes, tribunaux paritaires de baux ruraux, ou de nature pénale : tribunaux pour enfants, tribunaux maritimes commerciaux.

Le Ministère public exerce des attributions administratives et judiciaires. En matière pénale, il reçoit les plaintes, dénonciations et procès-verbaux et apprécie la suite à leur donner; il exerce l'action publique, procède ou fait procéder à tous les actes nécessaires à la recherche et à la poursuite des infractions à la loi pénale; il requiert l'application de la loi et assure l'exécution des décisions de justice. En matière civile, il doit représenter autrui dans les cas définis par la loi; en dehors de ces cas, il peut agir pour la défense de l'ordre public à l'occasion des faits qui portent atteinte à celui-ci, ou présenter ses observations sur l'application de la loi dans des affaires dans lesquelles il estime devoir intervenir.

L'exercice de la police judiciaire

Les services de la gendarmerie nationale et de la police nationale (police urbaine, police judiciaire, renseignements généraux, police de l'air et des frontières, surveillance du territoire) constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (y compris les tentatives).

Les faits sont consignés dans des procès-verbaux transmis à l'autorité judiciaire et leur comptage permet l'établissement des statistiques de la criminalité et de la délinquance constatées.

En sont exclues les infractions relevées par les services du ministère du Budget (Douanes et Services fiscaux et Répression des fraudes).

Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à la totalité des crimes et délits effectivement commis (cette différence entre criminalité apparente et criminalité réelle à sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).

La répartition par nature des crimes et délits constatés n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels.

Il s'agit en effet de faits constatés et non de jugements qui seuls peuvent en définir la qualification juridique. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées suivant la nomenclature utilisée dans la statistique pénale des jugements.

À titre indicatif figure une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis au cours de l'enquête des indices suffisants pour laisser présumer qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

La protection judiciaire de la jeunesse

Une des missions du ministère de la Justice est d'assurer la prise en charge sous mandat judiciaire des mineurs délinquants (ordonnance du 2 février 1945) et en danger (art. 375 du Code civil). La direction de la protection judiciaire de la jeunesse dispose, pour remplir cette mission, de deux grands secteurs d'activité :

— le secteur public, composé d'établissements et services en régie directe;

— le secteur privé, constitué d'établissements et services habilités par le ministère de la Justice à recevoir des jeunes confiés par décision judiciaire et gérés par des associations relevant de la loi de 1901.

2. DÉFINITIONS

Administration pénitentiaire

L'administration pénitentiaire est chargée essentiellement d'assurer l'exécution des décisions judiciaires ordonnant la mise en détention (condamnés définitivement jugés ou prévenus en attente d'un jugement définitif, détenus dans les établissements pénitentiaires) ou soumettant à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières (condamnés traités en milieu ouvert). Elle a également vocation à préparer la réinsertion sociale de la population pénale au sein de la société.

Les condamnés sont répartis entre les établissements, compte tenu notamment de leurs sexe, âge, situation pénale, antécédents, santé physique et mentale, aptitude, ainsi que du régime pénitentiaire dont ils relèvent, lui-même modulé selon leur personnalité : certains condamnés sont admis au régime de semi-liberté pour exercer une activité professionnelle, recevoir un enseignement ou subir un traitement médical; en revanche, des quartiers de sécurité renforcée permettent, au sein des maisons centrales, d'isoler des détenus particulièrement dangereux.

Sont principalement traités en milieu ouvert, sous le contrôle du juge de l'application des peines et des « comités de probation et d'assistance aux libérés »,

d'une part les probationnaires, c'est-à-dire des condamnés à une peine assortie d'un sursis avec mise à l'épreuve qui doivent pendant une période allant de trois à cinq ans se soumettre à un ensemble d'obligations ayant pour but d'individualiser la sanction et de lutter contre les causes qui ont conduit le sujet à la délinquance, et d'autre part les libérés conditionnels, condamnés présentant des gages sérieux de réadaptation sociale leur permettant d'obtenir une libération anticipée tout en étant soumis à des mesures destinées à favoriser et à contrôler leur réinsertion.

Conseils de prud'hommes

Il y en a 281. Ils statuent sur les différends individuels nés à l'occasion d'un conflit de travail.

Cours d'assises

Il y en a 99. Elles connaissent des crimes définis par la loi.

Crimes et délits constatés en France

Une nouvelle nomenclature des infractions a été mise en place au 1er janvier 1988, afin de prendre en compte les modifications de structure, l'apparition de nouvelles formes de délinquance, la raréfaction ou la dépénalisation de certains types de délits. Les faits constatés sont retenus en raison des infractions qu'ils sont présumés constituer, mais leur qualification peut être modifiée par l'autorité judiciaire, ce qui est un motif de divergence entre les statistiques d'origine policière et d'origine judiciaire.

Juges de l'expropriation

Il y en a 99. Ils fixent, à défaut d'accord amiable, les indemnités dues à la suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

Juridictions administratives

Elles comprennent le Conseil d'État, la Cour des comptes, les chambres régionales des comptes et les tribunaux administratifs.

Juridictions civiles et commerciales

Ce sont la Cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux d'instance et tribunaux de grande instance, les tribunaux de commerce, les conseils de prud'hommes, les tribunaux paritaires des baux ruraux, les commissions de la sécurité sociale.

Juridictions pénales et de la jeunesse

Ce sont la Cour de cassation, les cours d'assises, les tribunaux correctionnels, les tribunaux de police, les tribunaux maritimes et commerciaux et les tribunaux pour enfants.

Population pénale en milieu fermé, en milieu ouvert

La population pénale en milieu fermé comprend l'ensemble des détenus (prévenus et condamnés). En milieu ouvert, elle comprend l'ensemble des probationnaires (condamnés à un sursis avec mise à l'épreuve) et des libérés conditionnels et certains interdits de séjour.

Structures de protection de la jeunesse

Elles assurent d'une part les fonctions d'accueil, d'orientation et de consultation, en liaison étroite avec les juges des enfants, et mènent d'autre part l'action éducative avec pour objectif principal d'aider les mineurs qui leur sont confiés par décision judiciaire à devenir des adultes autonomes et responsables. La priorité est donnée pour ce faire au maintien des mineurs dans leur milieu naturel et par conséquent à l'action éducative en milieu ouvert.

Tribunaux des affaires de sécurité sociale

Il y en a 110. Ils connaissent des différends auxquels donne lieu l'application des législations et réglementations de sécurité sociale et de mutualité agricole.

Tribunaux de commerce

Il y en a 229. Ils connaissent des différends commerciaux; à défaut de ces juridictions, les affaires viennent devant les tribunaux de grande instance.

Tribunaux pour enfants

Il y en a 129. Juridictions de la jeunesse, à la fois de nature pénale lorsqu'elles jugent les infractions commises par des mineurs, et de nature civile lorsqu'elles prennent des mesures judiciaires de protection de la jeunesse.

Tribunaux de grande instance

Il y en a 181. Ils connaissent en matière civile de toutes les affaires ne relevant pas expressément d'une autre juridiction.

Au plan pénal, statuant en matière correctionnelle, ils connaissent des infractions qualifiées délits.

Tribunaux d'instance

Il y en a 473. Ils connaissent notamment, en matière civile, de toutes les actions personnelles ou mobilières, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 13.000 F et à charge d'appel jusqu'à 30.000 F.

Au plan pénal, siégeant en matière de police, ils connaissent des infractions qualifiées contraventions.

Tribunaux maritimes et commerciaux

Il y en a 14. Ils jugent certaines infractions relatives à la marine marchande.

Tribunaux paritaires des baux ruraux

Il y en a 413. Ils connaissent des différends nés de l'exécution de baux ruraux.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de la Justice.
— Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique.

Publications :

Annuaire statistique de la Justice, La Documentation française (annuel).

Rapport annuel de l'éducation surveillée.

Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire.

Rapport annuel de la Cour de cassation.

Aspect de la criminalité et de la délinquance constatée en France, La Documentation française (annuel).

« Situation de la population incarcérée au 1er janvier 1991 », ministère de la Justice, direction de l'Administration pénitentiaire, *Note de conjoncture,* n° 107, juin 1991.

« La population des prisons en France : une évolution aléatoire ? », ministère de la Justice, direction de l'Administration pénitentiaire, *Travaux et Documents,* n° 41, octobre 1991.

*
* *

TABLEAU P.01-1

Activité des juridictions civiles, procédures au fond.

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1986	1987	1988	1989	1990
Juridictions de première instance :					
Total des affaires nouvelles	**1.363.643**	**1.422.711**	...	...	...
Tribunaux de grande instance y compris TPBR (1)	427.404	432.496	450.112	470.357	488.680
Tribunaux d'instance y compris TPBR (1)	421.956	450.509	476.514	508.510	537.649
Tribunaux de commerce	274.238	281.076	...	...	275.651
Conseils de prud'hommes	144.033	142.991	145.522	151.161	152.955
Tribunaux des affaires de sécurité sociale	96.012	115.639	108.487	109.434	...
Total des affaires terminées	**1.367.183**	**1.426.887**	...	...	**1.498.632**
Tribunaux de grande instance	435.077	435.143	454.710	460.022	463.075
dont : Divorces et séparations de corps prononcés (2)	112.950	111.000	110.936	110.105	109.739
Tribunaux d'instance y compris TPBR (1)	411.010	449.981	449.772	479.007	506.154
Tribunaux de commerce	277.071	287.328	...	...	283.135
Conseils de prud'hommes	150.961	150.580	147.733	148.970	145.935
Tribunaux des affaires de sécurité sociale	93.064	103.855	109.573	112.749	100.333
Juridictions de recours :					
Cour de cassation :					
Affaires nouvelles	16.431	18.467	17.667	19.977	19.395
Affaires terminées	12.985	18.126	16.482	19.255	18.613
dont : Cassation	2.801	3.434	3.209	3.517	3.602
Cour d'appel :					
Affaires nouvelles	146.745	148.441	153.509	161.406	167.803
Affaires terminées	142.533	149.464	158.271	163.973	169.010
Décisions au fond	**104.266**	**107.589**	**113.778**	**118.169**	**115.533**
Confirmation totale ou partielle	76.544	81.452	85.730	90.078	88.536
Infirmation	27.722	26.137	28.048	28.091	26.997
Autres décisions	38.267	41.875	44.493	45.804	53.477

(1) Service civil et tutelles majeurs.
(2) Métropole uniquement.

TABLEAU P.01-2

Répartition des affaires civiles nouvelles selon la nature juridique des demandes. Procédures au fond. Juridictions de première instance

Source : Ministère de la Justice — *Unités :* Nombre et %

	1988	1989	1990
Tribunaux de grande instance	450.112	470.357	488.680
Tribunaux d'instance y compris TPBR (1)	476.514	508.510	537.649
Conseils de prud'hommes	145.522	151.161	152.955
Total	**1.072.148**	**1.130.028**	**1.179.284**
Droit des personnes	7,0	7,2	7,4
Droit de la famille	27,5	27,1	27,2
dont : Demandes en divorces et séparations de corps	15,3	14,8	14,7
Droit des affaires	4,5	4,5	5,2
Droit des contrats	32,5	32,9	31,6
Droit de la responsabilité	4,2	3,9	3,5
Biens. Propriété littéraire et artistique	2,8	2,8	2,9
Relations du travail et protection sociale	15,1	14,6	14,7
Autre et non déterminée	6,4	7,0	7,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Service civil et tutelles majeurs.

TABLEAU P.01-3

Infractions constatées (1) par les services de Police et de Gendarmerie (métropole)

Source : Ministère de l'Intérieur (direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité :* infraction, sauf indication contraire

	1986	1987	1988	1989	1990
Infractions contre les personnes (2)	**107.812**	**105.304**	**122.646**	**132.321**	**134.352**
dont : Homicides crapuleux	276	257	395	375	428
Homicides non crapuleux et infanticides	1.998	1.901	2.082	2.065	1.980
Coups et blessures suivis de mort	675	210	268	233	212
Coups et blessures de nature délictuelle	35.874	35.753	42.244	46.804	48.765
Viols	2.937	3.196	3.776	4.342	4.582
Proxénétisme	1.224	1.343	1.199	1.033	992
Infractions contre la famille et l'enfant (3)	33.029	31.248	27.495	29.192	29.410
Infractions contre la paix publique et l'Etat (4)	**351.562**	**364.846**	**369.727**	**403.743**	**446.216**
Outrages et violences à dépositaires de l'autorité	20.915	21.504	22.443	23.368	22.355
Attentats par explosifs contre biens publics ou privés	822	799	458	424	455
Incendies de biens publics ou privés	9.612	8.909	9.657	11.149	12.001
Autres destructions et dégradations	201.020	205.925	204.218	227.354	265.599
Trafic de stupéfiants			6.408	7.123	7.509
Toxicomanie	(5) 49.086	(5) 49.521	39.692	41.703	47.304
Délits à la police des étrangers	32.274	37.510	34.945	39.223	37.133
Autres infractions à la police générale	37.833	40.678	51.906	53.399	53.860
Infractions astucieuses contre les biens	**607.140**	**571.974**	**568.638**	**548.354**	**551.810**
Fausse monnaie	2.614	3.995	2.168	1.167	664
Détournements et escroqueries	92.310	105.075	87.058	86.114	89.893
Délinquance économique et financière (6)	60.193	49.440	50.705	45.847	47.527
Chèques sans provision	240.134	214.260	186.865	181.287	166.873
Autres utilisations frauduleuses de chèques	167.439	154.035	173.891	182.326	195.177
Infractions à la législation sur les chèques	///	///	34.891	22.486	21.667
Faux et contrefaçons (7)	44.450	45.169	33.060	29.127	30.009
Autres infractions contre les biens (8)	**2.121.525**	**2.028.608**	**2.016.781**	**2.126.973**	**2.305.600**
dont : Vols à main armée	7.730	6.508	6.806	7.523	8.669
Vols contre des femmes sur la voie publique	22.846	21.580	22.445	22.679	24.950
Vols contre d'autres personnes sur la voie publique	15.144	15.905	17.570	19.473	22.738
Cambriolages	401.970	367.004	361.396	370.606	389.676
Vols d'automobiles	261.013	244.585	234.268	245.657	294.194
Vols de véhicules motorisés à deux roues	131.539	124.151	126.241	134.027	139.300
Vols à la roulotte	652.488	624.584	675.032	700.743	766.452
Autres délits (9)	**104.150**	**100.238**	**54.902**	**55.051**	**54.734**
Total des crimes et des délits (sauf circulation routière)	**3.292.189**	**3.170.970**	**3.132.694**	**3.266.442**	**3.492.712**
Total des personnes mises en cause (sauf circulation routière) :					
Nombre de Français mis en cause	678.462	645.686	645.269	637.362	626.178
Nombre d'étrangers mis en cause	130.597	130.070	124.887	131.528	127.983
Nombre d'hommes majeurs	578.974	555.353	550.534	551.070	536.134
Nombre d'hommes mineurs	78.554	82.341	81.391	83.980	87.802
Nombre de femmes majeures	139.584	126.933	127.479	123.518	119.443
Nombre de femmes mineures	11.947	11.129	10.752	10.322	10.482

(1) On rappelle que la qualification définitive de l'infraction est énoncée par le jugement : les statistiques de police judiciaire sont établies à partir des crimes ou délits, commis ou tentés, que les faits bruts sont présumés constituer et ne peuvent donc que différer des statistiques des juridictions pénales.
(2) Cette rubrique ne comprend pas le trafic et l'usage de stupéfiants (classés en infraction contre la paix publique et l'Etat), ni les avortements illégaux (très peu nombreux, ils sont regroupés avec les autres infractions à la police générale); par contre les menaces de mort ou chantage pour extorsion de fonds (classés auparavant avec les infractions contre les biens) sont intégrées dans ce poste.
(3) Non compris les avortements illégaux.
(4) Le trafic et l'usage de stupéfiants sont intégrés dans ce poste alors que la fausse monnaie et l'utilisation frauduleuse de moyens de paiement sont reclassées dans les infractions astucieuses contre les biens.
(5) Avant 1988 les rubriques « trafic de stupéfiants et toxicomanie » étaient regroupées.
(6) Non compris les fraudes alimentaires comptabilisées avec les autres infractions à la police générale.
(7) Y compris les faux en écritures et les faux moyens de paiement bancaires et postaux.
(8) Non compris les menaces de mort ou chantage pour extorsion de fonds.
(9) Ce poste recouvrait un certain nombre de délits qui ont été isolés dans la nouvelle nomenclature et qu'il est impossible de reclasser sauf à les estimer.

TABLEAU P.01-4

Activité des parquets et des officiers du Ministère public

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1986	1987	1988	1989	1990
LE PARQUET					
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**6.485**	**5.353**	**5.073**	**5.188**	**5.244**
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux orientés dans l'année	**6.248**	**5.138**	**4.826**	**4.903**	**4.942**
Classés sans suite	4.296	3.724	3.606	3.640	3.748
Communiqués aux juges d'instruction	61	59	57	56	54
Communiqués aux juges des enfants	52	47	41	46	45
Portés directement à l'audience des tribunaux correctionnels par le Ministère public	556	472	440	449	447
Renvoyés devant le tribunal de police	306	165	122	156	158
Transmis à un officier du Ministère public pour attribution	409	218	158	171	140
Transmis à un autre parquet pour attribution	568	453	401	385	350
L'OFFICIER DU MINISTERE PUBLIC					
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**12.019**	**11.824**	**11.492**	**11.636**	**13.261**
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux orientés dans l'année	**11.502**	**10.774**	**11.477**	**10.310**	**12.842**
Classés sans suite	1.209	1.157	6.204	1.063	1.556
Amende forfaitaire majorée	8.200	7.745	3.881	7.487	9.453
Renvoyés devant le tribunal de police	1.918	1.682	1.224	1.584	1.669
Renvoyés à un autre officier du Ministère public ou à un parquet pour attribution	175	190	158	176	164

TABLEAU P.01-5

Activité des juges d'instruction

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1989	1990
Affaires nouvelles	54.820	53.352
dont : Affaires relatives à des crimes	5.370	5.725
Affaires terminées	52.180	50.277
dont : Affaires terminées sans inculpé	10.254	9.751
Inculpés	76.485	73.649
Contrôles judiciaires	19.411	19.435
Mandats de dépôts	31.124	29.317
Ordonnances de clôture de l'instruction	52.180	50.277
dont : Non-lieu	12.141	11.988
Renvoi devant la cour d'assises	1.641	1.809
Renvoi devant le tribunal correctionnel	32.116	29.583
Jonction, dessaisissement, incompétence	3.897	4.430
Durée moyenne de l'instruction (en mois)	11,4	12,6
dont : Affaires relatives à des crimes	13,9	14,7

TABLEAU P.01-6

Condamnations portées au casier judiciaire pour crimes, délits et contraventions de 5e classe

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1986	(1) 1987	(1) r 1988	(1) p 1989	(1) p 1990
Crimes	**2.725**	**2.547**	**2.578**	**2.714**	**2.608**
Condamnés majeurs	2.529	2.357	2.578	2.557	2.470
Condamnés mineurs	196	190	180	157	138
Délits	**599.773**	**481.406**	**316.718**	**442.057**	**472.081**
Condamnés majeurs	545.015	439.409	299.942	346.150	436.812
Condamnés mineurs	54.758	41.997	16.776	28.838	35.269
Contraventions de 5e classe	**113.829**	**102.766**	**36.150**	**95.907**	**108.557**
Condamnés majeurs	110.789	100.603	35.400	94.092	106.309
Condamnés mineurs	3.040	2.163	750	1.815	2.248
Total des condamnations	**716.327**	**586.719**	**355.626**	**540.678**	**583.246**
Répartition selon la nature de l'infraction :					
Atteintes à la personne	113.906	102.378	58.152	92.788	100.187
Atteintes aux biens	249.641	190.057	98.436	158.001	169.127
Infractions à la circulation routière et aux transports	176.706	147.628	113.896	164.068	167.243
Infractions à la législation économique et financière	87.417	69.173	35.178	49.506	63.711
Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	17.507	15.011	8.231	14.949	16.756
Atteintes à la sûreté publique	31.195	23.197	16.518	25.079	27.865
Atteintes à la santé	18.664	20.731	17.361	20.105	20.843
Atteintes à l'ordre public général	20.802	18.255	7.721	15.332	17.151
Autres infractions	489	289	133	250	363
Répartition selon la nature de la décision :					
Peine privative de liberté	**311.245**	**300.856**	**221.811**	**304.041**	**317.459**
Réclusion et détention criminelles	1.749	1.662	1.845	1.941	1.869
Emprisonnement ferme ou assorti du sursis partiel	132.134	122.728	84.670	99.811	104.707
Emprisonnement assorti du sursis total	177.362	176.466	135.296	202.289	210.883
Amende	**307.940**	**211.214**	**97.668**	**178.431**	**194.666**
Peine de substitution	**47.762**	**36.763**	**21.410**	**31.681**	**37.948**
Travail d'intérêt général	7.068	6.254	2.908	5.086	5.759
Autres	40.694	30.509	18.502	26.595	32.189
Mesure éducative	**33.565**	**25.510**	**10.827**	**18.906**	**22.298**
Dispense de peine	**15.815**	**12.376**	**3.910**	**7.619**	**10.875**
Répartition selon le sexe des condamnés :					
Hommes	616.458	509.592	318.481	477.991	510.619
Femmes	99.869	77.127	37.145	62.687	72.627
Répartition selon l'âge des condamnés :					
Moins de 18 ans	57.994	44.350	17.706	30.810	37.655
De 18 à moins de 25 ans	251.507	196.147	114.167	173.843	183.235
De 25 à moins de 40 ans	288.664	240.211	151.791	225.520	240.874
De 40 à moins de 60 ans	105.767	94.663	64.492	98.929	108.468
60 ans et plus	12.395	11.348	7.470	11.576	13.014

(1) Le volume des condamnations portées au casier judicaire en 1987, 1988 et 1989 est affecté par la loi d'amnistie présidentielle promulguée le 20 juillet 1988.

TABLEAU P.01-7

Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1986	1987	1988
Total des jeunes suivis au 31 décembre sur décisions des juridictions de la jeunesse	**122.605**	**123.341**	**123.825**
Répartition selon le secteur :			
Secteur public	34.490	35.220	34.091
Secteur associatif habilité	88.115	88.121	89.734
Répartition selon le sexe :			
Garçons	70.984	71.309	70.694
Filles	51.621	52.032	53.131
Répartition selon l'âge :			
Moins de 10 ans	39.192	40.816	44.388
De 10 ans à moins de 13 ans	18.470	17.947	17.839
De 13 ans à moins de 16 ans	29.355	28.295	27.525
De 16 ans à moins de 18 ans	29.614	29.844	28.614
18 ans et plus	5.974	6.439	5.459
Répartition suivant la nature juridique :			
Mineurs délinquants	12.097	12.423	10.538
Mineurs en danger	106.857	107.251	109.373
Jeunes majeurs	3.651	3.667	3.914

TABLEAU P.01-8

Administration pénitentiaire

Source : Ministère de la justice (Statistique manuelle de l'administration pénitentiaire) — *Unité :* Nombre

	1986	1987	1988	1989	1990
Population incarcérée en établissement pénitentiaire au 31 décembre	**49.112**	**50.874**	**46.515**	**45.420**	**49.083**
Répartition selon le sexe :					
Hommes	47.149	48.750	44.477	43.400	47.077
Femmes	1.963	2.124	2.038	2.020	2.006
Répartition selon la nationalité (1) :					
Français	34.532	36.087	32.339	30.887	32.817
Etrangers	13.123	13.191	12.575	12.937	14.259
Apatrides et non renseignée	39	50	67	89	84
Répartition selon la catégorie pénale :					
Prévenus	21.967	20.839	20.224	20.580	19.864
Condamnés	26.961	29.890	26.155	24.631	29.080
Détenus soumis à la contrainte par corps	184	145	136	209	139
Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction	**26.961**	**29.890**	**26.155**	**24.631**	**29.080**
Infractions contre les personnes	8.358	8.360	7.948	7.806	8.830
Infractions contre les biens	13.832	14.277	10.952	9.488	11.278
Infractions contre la paix publique et l'Etat	1.344	1.623	1.627	943	2.292
Autres infractions	3.427	5.630	5.628	6.394	6.680
Répartition des condamnés selon la nature de la peine	**26.961**	**29.890**	**26.155**	**24.631**	**29.080**
Moins de 3 mois d'emprisonnement	1.440	1.757	953	1.173	1.555
De 3 mois à moins d'1 an d'emprisonnement	6.851	7.942	5.963	5.819	7.628
De 1 à moins de 3 ans d'emprisonnement	7.862	8.350	6.663	5.913	7.564
De 3 à moins de 5 ans d'emprisonnement	3.074	3.677	3.907	3.084	3.248
5 ans d'emprisonnement et plus	1.196	1.551	2.006	2.058	2.288
Réclusion ou détention criminelles à temps	6.130	6.172	6.229	6.135	6.322
Réclusion ou détention criminelles à perpétuité	408	441	434	449	475
Population en milieu ouvert au 31 décembre	**86.136**	**98.173**	**72.941**	**92.337**	**105.814**
Probationnaires	73.822	82.347	61.239	...	...
Libérés conditionnels	5.222	6.323	5.519	...	...
Personnes effectuant un travail d'intérêt général (2)	5.316	7.474	3.840	...	...
Autres (3)	1.776	2.029	2.343	...	...

(1) Métropole uniquement.
(2) Cf. loi du 10 juin 1983 et décret n° 83-1152 du 23 décembre 1983.
(3) Personnes suivies au titre du contrôle judiciaire, assujettis au service national et interdits de séjour pris en charge par l'administration pénitentiaire.

Chapitre P.02

Finances publiques

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. L'exécution des lois de finances.
2. Financement du solde d'exécution budgétaire.
3. Dette publique de l'État et gérée par l'État.
4. Prélèvements obligatoires rapportés au produit intérieur brut total.
5. Prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés.
6. Dépenses du budget général.
7. Impôts directs par nature d'impôt. Versements effectués ou rôles émis.
8. Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu.
9. Impôt sur le revenu des personnes physiques. Évolution au plan national.
10. Collectivités publiques locales : opérations de fonctionnement.
11. Collectivités publiques locales : opérations d'investissement.
12. Situation financière des départements sauf Paris.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Statistiques financières » de l'INSEE, la Direction générale des Impôts et la Direction de la Comptabilité publique du ministère du Budget.

1. MÉTHODOLOGIE

L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

Comptabilité de gestion et comptabilité d'exercice

L'exécution des lois de finances est d'abord examinée ici dans l'optique d'une comptabilité de gestion (comptabilité des opérations exécutées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année étudiée, quel que soit l'exercice budgétaire d'inscription de ces opérations); ainsi se trouvent décrites pour chaque année des opérations relatives à l'exercice courant, à l'exercice précédent (période complémentaire) et à l'exercice suivant (dépenses anticipées). Dans le cadre de chaque gestion annuelle, apparaît un solde de l'exécution des lois de finances (signe moins dans le cas d'un excédent des dépenses sur les recettes, signe plus dans le cas contraire) qui est couvert par les diverses opérations de trésorerie (dettes à moyen ou long terme, bons du Trésor, opérations diverses relatives à la dette publique, opérations avec les correspondants du Trésor et divers tiers, encaisses et effets, bons du Trésor en comptes courants, concours de la Banque de France, etc.).

C'est au contraire dans l'optique de la comptabilité d'exercice que sont analysées en détail les dépenses et les recettes effectuées en exécution de chaque budget annuel.

Les tableaux sont tous tirés de la SROT (situation résumée des opérations du Trésor) établie par la direction de la Comptabilité publique et publiée mensuellement au *Journal officiel*.

Impôts directs

Les impôts directs sont divisés en deux groupes :

— les impôts directs perçus au profit du budget général, qui comprennent les impôts établis par voie de rôles (impôt sur le revenu principalement) et d'autres impôts versés spontanément, comme l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires;

— les impôts directs locaux perçus au profit des régions, des départements, des communes et de divers établissements ou fonds, qui sont établis par voie de rôles et qui comprennent les taxes foncières, la taxe d'habitation, la taxe professionnelle et diverses taxes annexes.

Les finances des collectivités locales

Les tableaux correspondant regroupent les opérations budgétaires effectives (c'est-à-dire après élimination des écritures comptables d'ordre) des collectivités publiques locales de la métropole et des départements d'outre-mer (communes, départements, groupements de collectivités et établissements locaux à comptabilité distincte).

2. DÉFINITIONS

Budget par nature des charges

La présentation par nature des charges du budget général est établie à partir de la présentation administrative du budget de l'État. Elle distingue pour les dépenses de fonctionnement des services : les dépenses de rémunérations et celles de matériel. En ce qui concerne les dépenses d'intervention, on a les interventions sociales (concours à divers régimes de sécurité sociale, allocations aux adultes handicapés, fonds national de solidarité, anciens combattants), économiques (emploi, logement, subventions à la SNCF) et diverses (subventions aux collectivités locales, actions culturelles et éducatives, formation professionnelle).

Collectivités locales

Elles comprennent les communes, les départements et les régions qui sont devenues collectivités territoriales depuis la loi du 2 mars 1982. Les communes peuvent se regrouper volontairement ou transférer une partie de leurs compétences et activités à un établissement public qui peut être une communauté urbaine, un district ou un syndicat. En 1986, une nouvelle étape de décentralisation des compétences de l'État intervient en faveur des collectivités locales. Deux nouvelles dotations d'équipement sont créées : la dotation régionale d'équipement scolaire et la dotation départementale d'équipement des collèges.

Comptes spéciaux du Trésor

Comptes distincts du budget général, retraçant des dépenses et des recettes de l'État entre lesquelles on veut établir un lien, soit que l'on veuille affecter certaines recettes à la couverture de certaines dépenses (comptes d'affectation spéciale), soit que l'on veuille faire apparaître une sorte de bilan entre des opérations qui sont en étroite corrélation (comptes de prêts par exemple).

Dépenses de fonctionnement

Elles comprennent les dépenses de personnel, l'achat de fournitures indispensables, les frais financiers...

Dépenses d'investissement

Elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, bâtiments, travaux d'infrastructure ainsi que le remboursement de la dette.

Dette publique

Ensemble des dettes de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis.

Impôts directs et indirects

Distinction traditionnelle qui classe les impôts selon qu'ils sont supportés par les agents qui les paient (impôt sur le revenu) ou au contraire répercutés par ceux-ci dans les prix des produits qu'ils vendent et finalement supportés par le consommateur final (TVA).

Loi de finances

● Initiale. Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État.

● Rectificative (appelée aussi « collectif »). Loi modifiant en cours d'exercice les dispositions de la loi de finances initiale de l'année.

● De règlement. Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant, par des lois de finances rectificatives.

Opérations

À caractère définitif. Opérations effectuées sans espoir de récupération des sommes en jeu. Exemple : paiement de traitement ou de pension, investissement routier.

À caractère temporaire. Prêt, avance et toute opération analogue dans laquelle la dépense devra été récupérée au bout d'un certain temps.

Prélèvements obligatoires

C'est l'ensemble des impôts perçus par l'État y compris ceux reversés aux collectivités locales ou à la Communauté économique européenne, ainsi que les cotisations sociales effectives versées par les assurés ou leurs employeurs afin d'acquérir ou de maintenir des droits et prestations. Le taux des prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements obligatoires au PIB.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

● Ministère du Budget :
  — Direction générale des Impôts.
  — Direction de la Comptabilité publique.

● Ministère de l'Économie et des Finances — INSEE.

Publications :

Revue mensuelle *Statistiques et études financières,* ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction de la Prévision);

Notes bleues, ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (hebdomadaire);

Rapport du conseil des Impôts (annuel);

La situation du Trésor et de la Dette publique (annuel). Direction de la Comptabilité publique;

Annuaire statistique de la Direction générale des Impôts;

Renseignements statistiques relatifs aux Impôts directs (annuel). Direction générale des Impôts;

Statistiques financières des collectivités locales (annuel). Direction de la Comptabilité publique;

Rapport annuel du conseil de Direction du Fonds de Développement économique et social.

*
* *

TABLEAU P.02-1

L'exécution des lois de finances

Source : Loi de règlement. Ministère des finances.

Unité : Million de francs

	1986	1987	1988	1989	(1) 1990
Opérations définitives. Budget général :					
Dépenses	1.114.582	1.123.254	1.153.559	1.212.683	1.281.924
Recettes	963.052	1.010.897	1.046.682	1.126.938	1.185.522
Solde	**— 151.530**	**— 112.357**	**— 106.877**	**— 85.745**	**— 96.402**
Comptes d'affectation spéciale (opérations définitives) :					
Dépenses	15.496	78.091	24.355	11.616	12.321
Recettes	16.079	78.263	24.783	12.185	14.407
Solde	**583**	**172**	**428**	**569**	**2.086**
Ensemble des opérations définitives					
Dépenses	1.130.078	1.201.345	1.177.914	1.224.299	1.294.245
Recettes	979.131	1.089.160	1.071.465	1.139.123	1.199.929
Solde	**— 150.947**	**— 112.185**	**— 106.449**	**— 85.176**	**— 94.316**
Opérations temporaires (solde)	**3.677**	**— 25.678**	**6.691**	**— 17.253**	**— 3.416**
Solde général d'exécution (hors FMI)	**— 147.270**	**— 137.863**	**— 99.758**	**— 102.429**	**— 97.732**
Solde général d'exécution (hors FMI et hors Fonds de stabilisation des changes)	**— 141.089**	**— 120.058**	**— 114.696**	**— 100.388**	**— 93.151**

(1) Remboursements et dégrèvements fiscaux 1990 : 189.440 millions de francs.

TABLEAU P.02-2

Financement du solde d'exécution budgétaire

Au 31 décembre

Source : Direction de la Comptabilité publique

Unité : Milliard de francs

	1986	1987	1988	1989	1990
Solde en exercice (hors FMI)	**— 147,27**	**— 137,86**	**— 99,76**	**— 102,43**	**— 97,73**
Solde en gestion (hors FMI)	**— 135,36**	**— 101,82**	**— 116,21**	**— 107,65**	**— 111,49**
Emissions nettes d'emprunts à long terme	**109,60**	**41,68**	**58,30**	**64,90**	**80,30**
Emissions en valeur nominale	137,20	93,68	109,10	130,30	137,73
Amortissements (1) et pertes en trésorerie	— 27,60	— 52,00	— 50,80	— 65,40	— 57,43
Emprunts à court terme (2)	— 13,42	— 0,18	— 0,05	0,02	— 0,01
Bons en compte courant	33,27	64,08	15,54	70,00	29,93
Répartition par durée :					
BTAN 5 ans	—	64,10	53,20	74,80	61,00
BTAN 2 ans	—	47,20	10,80	0,80	— 6,40
BTF	—	28,50	2,50	4,80	— 19,50
Anciens bons	—	— 75,70	— 51,00	— 10,30	— 5,17
Bons sur formules	— 1,60	— 0,41	— 0,53	— 1,65	— 1,78
Dépôts des correspondants et des particuliers	— 13,29	32,59	— 2,00	11,36	20,23
Opérations avec la Banque de France	**16,59**	**— 52,98**	**48,06**	**— 42,99**	**12,48**
Compte courant	14,89	— 64,20	47,67	— 34,97	2,83
Concours au Trésor	1,70	11,22	0,39	— 8,02	9,65
Opérations diverses	4,21	17,04	— 3,10	6,06	— 29,66
Total	**135,36**	**101,81**	**116,22**	**107,65**	**111,49**

(1) Amortissement de la dette à long terme de l'Etat + des engagements de l'Etat et de la dette prise en charge par l'Etat.
(2) Emprunt obligatoire 1983.

TABLEAU P.02-3

Dette publique de l'Etat et gérée par l'Etat

Situation en fin d'année

Source : Direction de la Comptabilité publique.

Unité : Million de francs

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Dette à moyen et long terme	**424.891**	**481.094**	**562.568**	**689.819**	**796.229**	**898.092**
Dette intérieure	424.747	480.931	562.389	*r* 619.640	796.056	897.902
dont : effets des indexations (1)	7.603	5 594	3.758	1.051	1.995	...
Dette extérieure	144	163	179	179	173	190
Dette à cours terme	**410.201**	**436.702**	**501.856**	**520.197**	**592.228**	**618.410**
Bons sur formules	36.242	34.640	34.227	33.697	32.047	30.266
Bons en compte courant	337.070	370.342	434.427	449.968	519.976	549.905
Bons détenus par les organismes non bancaires	14.569	38.164	81.734	115.888	131.607	194.262
Bons détenus par les Correspondants	161.535	174.046	172.582	182.256	203.551	192.970
dont : CDC	161.478	171.728	167.337	176.576	198.671	187.146
Bons détenus par le système bancaire	160.966	158.132	180.111	151.824	184.818	162.673
Bons souscrits par des organismes financiers étrangers ou internationaux (2)	36.889	31.720	33.202	36.532	40.205	38.239
Dépôt des correspondants	**274.527**	**261.159**	**293.751**	**291.745**	**303.102**	**323.334**
Endettement vis-à-vis de la Banque de France	**— 55.141**	**— 89.111**	**— 91.533**	**— 43.477**	**— 86.471**	**—73.990**
Divers (3)	**13.201**	**14.199**	**15.046**	**16.496**	**17.083**	**16.523**
Total	**1.067.679**	**1.104.043**	**1.281.688**	**1.474.780**	**1.622.171**	**1.782.369**

(1) Ces effets d'indexation concernent les emprunts suivants : 4,5 % 1952; 4,5 % 1973; 8,8 % 1977. Compte tenu du mode de l'amortissement global à l'échéance de l'emprunt 7 % 1973, la revalorisation induite par le jeu de l'indexation dont il est assorti n'est pas comptabilisée dans ce tableau (sur la base du dernier coupon payé, elle s'élèverait à 46,8 milliards de francs).
(2) Parmi ces bons se retrouvent les contreparties, d'une part d'une fraction de la quote-part française au Fonds monétaire international exigible en France, d'autre part de souscriptions de la France au capital ou aux ressources d'autres organismes internationaux.
(3) Monnaies divisionnaires (jusqu'en 1979, *Source :* Rapport annuel du CNC).

TABLEAU P.02-4

Prélèvements obligatoires rapportés au produit intérieur brut total (1)

Source : Rapport sur les comptes de la Nation 1990
Rapport économique et financier 1991 et 1992

Unité : %

	1988	1989	1990	1991	1992
Prélèvements destinés aux organismes de Sécurité sociale	**19,8**	**20,0**	**20,2**	**20,3**	**20,5**
dont : Cotisations sociales	19,0	19,2	19,4	19,2	19,3
Impôts	0,8	0,8	0,8	1,1	1,2
Impôts hors Sécurité sociale	**24,1**	**23,8**	**23,6**	**23,5**	**23,3**
dont (2) : Etat	16,8	16,6	16,4	16,0	15,9
Collectivités locales	5,9	5,9	6,0	6,1	6,1
CEE	1,2	1,1	0,9	1,2	1,2
Total	**43,9**	**43,8**	**43,8**	**43,8**	**43,8**
Produit intérieur brut total (en milliards de francs)	**5.723,2**	**6.136,1**	**6.484,1**	**6.764,4**	**7.106,6**

(1) Chiffres non consolidés.
(2) Cette décomposition ne prend pas en compte les prélèvements destinés aux organismes divers d'administration centrale qui représentent selon les années 0,2 à 0,3 point du PIB.

TABLEAU P.02-5

Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés

Source : OCDE — *Unité :* % du PIB

	1986	1987	1988	1989	(1) 1990
Suède	53,0	56,1	55,5	56,1	57,7
Belgique	47,1	47,2	46,1	44,3	...
Pays-Bas	45,8	48,5	48,4	46,0	45,4
Danemark	50,8	51,5	51,1	49,9	48,1
France	**44,0**	**44,5**	**43,9**	**43,8**	**43,8**
Italie	36,1	36,3	37,0	37,8	39,5
Royaume-Uni	37,6	37,0	37,0	36,5	36,8
Allemagne	37,6	37,7	37,4	38,1	37,7
Etats-Unis	28,9	30,2	29,8	30,1	...
Japon	28,4	29,7	30,3	30,6	...
Moyenne CEE	40,1	40,5	40,6	39,9	...
PIB (en milliards de francs)	5.069,3	5.336,7	5.723,2	6.136,1	6.484,1

(1) Chiffres provisoires.

TABLEAU P.02-6

Les dépenses du budget général (1)

Source : Journal officiel. Loi de règlement — *Unité :* Million de francs

	1986	1987	1988	1989	1990
Dépenses ordinaires :					
Dette publique	101.647	107.938	114.611	133.567	150.938
Pouvoirs publics	2.904	2.969	3.122	3.262	3.492
Rémunérations et charges sociales	297.723	297.417	308.411	323.455	339.738
dont : civiles	240.213	239.415	249.488	262.864	277.110
Pensions	102.190	108.185	111.219	117.688	123.184
Subventions de fonctionnement	28.363	28.696	30.005	32.225	34.777
Matériel, entretien et charges diverses de fonctionnement	54.811	61.027	63.809	64.724	68.030
Interventions économiques	138.048	131.205	109.722	111.068	111.339
Interventions sociales	151.799	153.903	159.940	167.684	164.852
Autres interventions	67.103	82.486	88.567	89.693	96.510
Total dépenses ordinaires	**944.588**	**973.826**	**989.406**	**1.043.368**	**1.092.860**
Dépenses en capital :					
Investissements civils directs	46.539	18.098	25.922	28.912	35.616
Subventions d'investissements civils	52.517	51.633	53.493	55.292	57.972
Réparations des dommages de guerre	7	3	4	2	2
Equipement militaire	70.931	79.694	84.734	85.109	95.474
Total dépenses en capital	**169.994**	**149.428**	**164.153**	**169.314**	**189.064**
Total du budget général	**114.582**	**1.123.524**	**1.153.559**	**1.212.682**	**1.281.924**

(1) Y compris Fonds de stabilisation des changes.

TABLEAU P.02-7

Impôts directs par nature d'impôts (1) . Versements effectués ou rôles émis

Source : Direction générale des Impôts — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989	1990	1991
IMPÔTS DIRECTS D'ETAT					
Impôts sur les revenus	**234.122**	**231.558**	**238.928**	**280.306**	**299.159**
Rôles établis au titre de l'année précédente	214.632	214.977	223.337	257.701	278.193
Rôles établis au titre des années antérieures	19.490	16.581	15.591	22.605	20.966
Impôts sur les sociétés	130.548	148.348	165.330	179.060	167.591
Impôts divers	**27.985**	**28.794**	**31.394**	**34.318**	**34.956**
Versements de la taxe sur les salaires (taux normaux et majorés)	27.412	28.259	30.940	33.064	34.520
Autres impôts	573	535	454	1.254	1.436
Produits divers du budget (2)	889	331	479	780	488
Total des impôts directs d'Etat	**393.544**	**409.031**	**436.131**	**494.464**	**503.194**
IMPÔTS DIRECTS LOCAUX					
Taxes principales (3)	**144.503**	**152.988**	**170.792**	**188.096**	**208.358**
Taxe foncière sur les propriétés bâties	34.901	37.968	42.200	45.945	50.701
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	6.964	6.942	7.452	7.698	7.850
Taxe d'habitation	38.137	38.849	44.022	47.343	51.847
Taxe professionnelle	64.501	68.229	77.118	87.111	97.960
Taxes additionnelles et redevances perçues au profit des départements des communes, groupements de communes ou de divers établissements ou fonds (2)	22.549	24.309	18.558	20.628	20.444
Sommes revenant à l'Etat sur les impôts directs locaux	11.281	11.988	12.964	14.559	16.884
Total des impôts directs locaux	**178.333**	**189.285**	**202.314**	**223.283**	**245.686**
Total impôts directs	**571.877**	**598.316**	**638.445**	**717.747**	**748.880**

(1) Y compris les départements d'outre-mer.
(2) Y compris les sommes revenant à l'Etat sur prélèvement social exceptionnel de 1% (revenus de 1987 à 1990), contribution sociale de 0,4% (revenus de 1985 à 1988), contribution sociale généralisée (revenus de 1990).
(3) non compris les sommes revenant à l'Etat .

TABLEAU P.02-8

Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu
Répartition par tranche d'imposition (1)

Année 1990

Source : Direction générale des impôts — *Unité :* Millier de francs

Tranches de revenu net imposable (en F)	Total des revenus		Charges (2)		Revenus nets globaux		Nombre de contribuables	
	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables
0 à 40.009	13.131.963	227.060.446	2.575.311	49.632.189	10.556.652	177.428.257	286.073	8.831.712
40.010 à 50.009	54.283.083	66.159.363	1.421.350	4.586.351	52.861.733	61.573.012	1.172.256	1.373.728
50.010 à 60.009	76.737.723	76.087.131	2.540.956	3.895.652	74.196.767	72.191.479	1.346.917	1.319.308
60.010 à 70.009	94.804.852	56.076.702	3.576.144	2.170.111	91.228.708	53.906.591	1.404.357	834.027
70.010 à 80.009	97.045.210	37.397.216	3.624.279	916.577	93.420.931	36.480.639	1.249.018	489.163
80.010 à 90.009	88.020.438	24.514.064	1.959.392	325.126	86.061.046	24.188.938	1.010.108	285.224
90.010 à 100.009	100.680.883	20.248.402	1.864.065	207.171	96.816.818	20.041.231	1.040.891	211.875
100.010 à 125.009	241.532.841	25.139.891	4.159.520	239.287	237.373.321	24.900.604	2.122.608	226.883
125.010 à 150.009	203.328.243	6.607.114	3.267.131	71.120	200.061.112	6.535.994	1.464.188	48.834
150.010 à 200.009	271.293.035	2.539.578	4.235.516	47.103	267.057.519	2.492.475	1.558.630	14.915
200.010 à 250.009	148.522.731	762.304	2.285.012	19.303	146.237.719	743.001	659.381	3.382
250.010 à 500.009	244.028.314	437.740	4.162.046	18.726	239.866.268	419.014	731.851	1.413
Plus de 500.009	164.592.880	41.871	3.871.424	8.785	160.721.456	33.086	174.625	43
Total	**1.798.002.196**	**543.071.822**	**39.542.146**	**62.137.501**	**1.756.460.050**	**480.934.321**	**14.220.903**	**13.640.507**

(1) Situation des rôles émis au 31 mars 1990
(2) Ensemble des charges, déficits et abattements.

TABLEAU P.02-9

Impôt sur le revenu des personnes physiques. Evolution au plan national

Source : Direction générale des Impôts — *Unité :* Millier de francs

Année des revenus (1)	1987	1988	1989	1.990
Revenus nets globaux :				
imposables	1.452.938.489	1.528.482.124	1.636.797.198	1.758.460.050
non imposables	416.610.279	438.889.449	452.037.051	480.934.321
Nombre de contribuables :				
imposables	13.242.134	13.409.347	13.800.042	14.220.903
non imposables	12.775.734	13.218.989	13.334.626	13.640.507
Montant de l'impôt net	211.907.087	226.638.949	252.859.608	275.667.381

(1) Les chiffres correspondant à la situation des rôles émis au 31 mars de l'année n + 2.

TABLEAU P.02-10

Collectivités publiques locales : opérations de fonctionnement

Exercice 1987

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité :* Million de francs

	Communes sans Paris	Commune de Paris	Départements	Régions	Syndicats et districts	Régies	Autres établissements et services	**Total**
Recettes réelles								
Produits d'exploitation et domaniaux	20.533	2.404	1.769	24	7.677	6.405	13.185	**51.997**
Transferts reçus	68.745	5.635	44.764	6.597	13.041	997	9.149	**148.928**
Impôts indirects	7.571	1.126	25.717	8.616	1.667	—	—	**44.697**
Impôts directs	108.617	7.411	45.198	6.728	6.462	—	—	**174.416**
Produits financiers	2.717	480	372	546	1.882	62	102	**6.161**
Autres produits	429	38	119	13	2.024	862	4.133	**7.618**
Total	**208.612**	**17.094**	**117.939**	**22.524**	**32.753**	**8.326**	**26.569**	**433.817**
Dépenses réelles								
Fournitures et services	31.917	1.932	7.262	289	4.545	3.560	5.824	**55.329**
Frais de personnel	76.364	6.139	11.740	573	4.548	2.508	9.157	**111.029**
Participations et contingents, allocations et subventions	36.221	5.793	63.573	9.231	5.995	85	3.127	**124.025**
Frais financiers	27.312	625	9.202	1.691	9.556	588	2.868	**51.842**
Autres charges	9.220	515	2.897	136	1.995	949	3.084	**18.796**
Total (1)	**179.597**	**15.002**	**94.597**	**12.493**	**26.229**	**7.346**	**23.879**	**359.143**
Excédent de produits affectés à l'autofinancement	**29.015**	**2.092**	**23.342**	**10.031**	**6.524**	**980**	**2.690**	**74.674**

(1) Données inférieures à la somme des lignes : le montant des travaux d'investissement effectués en régie a été déduit du seul total des dépenses, sa ventilation entre les différentes rubriques de charges ne pouvant être déterminée.

TABLEAU P.02-11

Collectivités publiques locales : opérations d'investissement

Exercice 1987

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité :* Million de francs

	Communes sans Paris	Commune de Paris	Départements	Régions	Syndicats et districts	Régies	Autres établissements et services annexes	**Total**
Recettes réelles								
Subventions	24.116	1.434	6.925	1.952	10.368	447	2.752	**47.994**
Emprunts	46.368	563	12.435	3.230	12.555	339	4.689	**80.179**
Autres recettes	10.591	1.003	2.775	(1) 1767	5.488	576	1.955	**24.155**
Total	**81.075**	**3.000**	**22.135**	**6.949**	**28.411**	**1.362**	**9.396**	**152.328**
Autofinancement brut	29.015	2.092	23.342	10.031	6.524	980	2.690	**74.674**
Dépenses réelles								
Investissements directs	67.522	3.366	20.235	3.085	20.669	1.184	7.908	**123.969**
Investissements indirects	39.039	1.755	25.025	12.873	13.089	716	4.174	**96.671**
Total	**106.561**	**5.121**	**45.260**	**15.958**	**33.758**	**1.900**	**12.082**	**220.640**

(1) Dont 950 millions de francs de recettes à caractère fiscal de la Région Ile-de-France imputés directement en section d'investissement .

TABLEAU P.02-12

Situation financière des départements, sauf Paris

A la clôture de l'exercice 1987

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité :* Millier de francs

A - OPERATIONS DE LA SECTION INVESTISSEMENT	Débit			Crédit		
	Départements de la métropole sans Paris	Départements d'outre-mer	**Total**	Départements de la métropole sans Paris	Départements d'outre-mer	**Total**
Capitaux propres	**12.682.876**	**468.132**	**13.151.008**	**27.882.095**	**945.706**	**28.827.801**
Dotation	35.804	762	**36.566**	2.105.051	326.000	**2.431.051**
Réserves, excédents	171.590	45	**171.635**	10.931.284	227.734	**11.159.018**
Frais extraordinaires	12.398.352	467.325	**12.865.677**	10.144.914	41.725	**10.186.639**
Participations à des travaux d'équipement	64.954	—	**64.954**	4.699.221	350.247	**5.049.468**
Provisions pour pertes et charges	12.176	—	**12.176**	1.625	—	**1.625**
Capitaux extérieurs	**11.139.647**	**408.176**	**11.547.823**	**13.640.344**	**1.036.321**	**14.676.665**
Emprunts et dettes à long et moyen terme	8.736.676	387.741	**9.124.417**	11.446.275	988.524	**12.434.799**
Dettes à long et moyen terme (sans réception de fond)	2.402.971	20.435	**2.423.406**	2.194.069	47.797	**2.241.866**
Valeurs immobilisées	**21.080.689**	**1.254.573**	**22.335.262**	**2.065.477**	**106.012**	**2.171.489**
Immobilisations	2.496.368	227.204	**2.723.572**	533.977	2.184	**536.161**
Immobilisations en cours	16.693.236	932.319	**17.625.555**	120.355	9.254	**129.609**
Immobilisations sinistrées	87	—	**87**	31.801	—	**31.801**
Prêts, avances et créances à long et moyen terme	1.578.677	84.994	**1.663.671**	1.010.679	68.554	**1.079.233**
Titres et valeurs	186.724	10.056	**196.780**	335.079	26.020	**361.099**
Dépôts et cautionnement	2.403	—	**2.403**	327	—	**327**
Affectations	119.518	—	**119.518**	29.421	—	**29.421**
Stocks. Denrées et fournitures	3.676	—	**3.676**	3.838	—	**3.838**
Total	**44.903.212**	**2.130.881**	**47.034.093**	**43.587.916**	**2.088.039**	**45.675.955**

TABLEAU P.02-12 (suite et fin)

Situation financière des départements, sauf Paris

A la clôture de l'exercice 1987

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité :* Millier de francs

B — OPERATIONS DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	Débit			Crédit		
	Départements de la métropole sans Paris	Départements d'outre-mer	**Total**	Départements de la métropole sans Paris	Départements d'outre-mer	**Total**
Produits par nature				**Charges par nature**		
Produits de l'exploitation	1.301.204	79.345	**1.380.549**	Denrées et fournitures	2.030.055	161.494	**2.191.549**
Produits domaniaux	368.216	12.040	**380.256**	Frais de personnel	10.442.730	900.594	**11.343.324**
Produits financiers	309.678	62.095	**371.773**	Impôts et taxes	78.283	3.047	**81.330**
Remboursements, subventions, participations	20.046.263	565.700	**20.611.963**	Travaux et services extérieurs	4.882.275	125.567	**5.007.842**
Dotations versées par l'Etat	17.370.471	2.542.140	**19.912.611**	Participations et prestations au bénéfice de tiers	43.930.228	1.833.360	**45.763.588**
Impôts indirects	23.674.814	690.252	**24.365.066**	Allocations, subventions	12.865.370	442.746	**13.308.116**
Impôts directs	44.649.529	547.908	**45.197.437**	Frais de gestion générale et de transport	2.170.878	80.058	**2.250.936**
Travaux équipements en régie, réductions de charges	68.884	7.891	**76.775**	Frais financiers	8.856.575	344.408	**9.200.983**
Produits exceptionnels	68.917	904	**69.821**	Dotations aux comptes d'amortissements et de provisions	10.203.853	33.191	**10.237.044**
				Charges exceptionnelles	168.300	23.836	**192.136**
				Résultats ordinaires			
Résultats antérieurs				Charges sur exercices antérieurs	51.679	—	**51.679**
				Titres annulés ou admis en non-valeur	148.087	10.653	**158.740**
				Prélèvements sur recettes de fonctionnement	10.964.817	225.434	**11.190.251**
Produits sur exercices antérieurs	10.241	—	**10.241**				
Mandats annulés ou atteints par la déchéance	36.154	1.647	**37.801**	Total des charges	106.793.130	4.184.388	**110.977.518**
Prélèvement sur recettes de fonctionnement	—	—	—	Excédent de fonctionnement	1.111.241	325.534	**1.436.775**
Total général	**107.904.371**	**4.509.922**	**112.414.293**	**Total général**	**107.904.371**	**4.509.922**	**112.414.293**

INDEX ALPHABÉTIQUE

(Avec numéro du chapitre et des tableaux correspondants)

A

ABATTAGE I04 1, 2, 4
ABSENTEISME (SELON QUALIFICATION) C02 8
ACCIDENT
AVION L05 10
CHEMIN DE FER L01 7
MER L04 10
RATP L01 9
ROUTE L02 11, 12
ACCIDENT DU TRAVAIL C02 4, 5, 6
PRESTATION VERSEE C04 3
ACIER ..... K02 3 A 6
ACTIFS
AGRICOLES I01 4
MONETAIRES N01 9
POPULATION C01 1, 18
ACTIONS (VOIR AUSSI OBLIGATIONS) ..... N02 1 A 5, 7
COURS N02 5, 6, 7
EMISSION N02 1, 2
TAUX DE RENDEMENT N02 6, 7
ACTIVITE G02 3, 4, 5, 7, 9, 10, 12A
TAUX D'- C01 2, 19
ADMINISTRATION PENITENTIAIRE P01 8
AERODROME (VOIR AEROPORT)
AERONAUTIQUE K08 5, 6
AERONEF L05 3, 4
AEROPORT ..... L05 8 A 10
AGE
MOYEN DES MERES B02 8
POPULATION PAR - B01 1, 2, 3, 5, 11
AGENCE DE VOYAGES E03 1
AGENT DE L'ETAT
EFFECTIFS C01 9, 10
REMUNERATION (TAUX DE -) ..... C03 17 A 19
AGGLOMERATION A01 5, 7
AGREGATS
COMPTABILITE NATIONALE ..... G01 ET G03
MONETAIRES N015
PAR HABITANT G01 8, 11
PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL G01 7
AGRICULTURE I01
COMMERCE EXTERIEUR I01 22
COMPTES DE LA BRANCHE I01 23, 24
INDICES DE PRIX AGRICOLES H03 1, 2
AGRO-ALIMENTAIRE I04
AIDE SOCIALE
BENEFICIAIRES C04 10
DEPENSES D'- C04 9
ALCOOL (PRODUCTION) I04 14, 15, 16
ALIMENTAIRES (PRODUITS -) I04 12, 13
ALIMENTATION
DEPENSES D'- ..... D01 1 A 3
INDICE DES PRIX H01 2, 3, 4
PRIX H02 1
PRODUCTION (VOIR IAA)
ALIMENTATION POUR ANIMAUX
INDICES DE PRIX H03 3
PRODUCTION I04 10, 11
ALLOCATION
CHOMAGE (BENEFICIAIRES ET MONTANTS) C04 20
FAMILIALE (BENEFICIAIRES ET MONTANTS) C04 13
LOGEMENT ..... C04 4, 13 ET 14
ALUMINIUM K03 2, 3
AMEUBLEMENT
INDICES DE PRIX ..... H01 3 ET H03 4B
INDUSTRIE DE L'- K10 1, 3
AMIANTE (PRODUCTION) K11 2
ANIMATEUR SPORTIF ET SOCIO-EDUCATIF E04 1, 4
ANIMAUX
INDICES DE PRIX DES PRODUITS - H03 1
PRODUCTION ANIMALE I01 21, 22, 24
APPAREIL PRODUCTIF G02
APPRENTI F01 1, 16
AQUACULTURE MARINE I03 6
ARCHEOLOGIE E02 10
ARMEE (EFFECTIFS) C01 7
ART E02
ARTICLE DE BUREAU K11 5
ARTICLE DE SPORT K11 5, 6
ARTICLE DE VOYAGE ET DE CHASSE (EN CUIR) K09 9
ASSURANCES M04
CAPITALISATION ..... M04 3 A 4, 7
DOMMAGES ..... M04 1, 3 A 6, 8
MALADIE C04 7
VIE ..... M04 1, 3 A 5, 7
AUDIOVISUEL (RECETTE DU SERVICE PUBLIC) E01 6
AUTOBUS, AUTOCAR L02 5
PRODUCTION K08
AUTOFINANCEMENT (TAUX D'-) ..... G01 9 ET G03 5
AUTOMOBILE
ACHAT ..... D01 1 A 3
COMMERCE ET REPARATION ..... M03 1 A 4
CONSTRUCTION ..... K08 1, 2 ET K01 2
IMMATRICULATION L02 5, 6
INDICES DE PRIX H01 3, 6
AVIATION CIVILE (SECURITE) L05
AVION (VOIR AUSSI AERONEF) ..... L05 3, 4 ET K08 5, 6

B

BACCALAUREAT F01 13, 15
BALANCE COMMERCIALE O01
BALANCE DES PAIEMENTS O02
COMPARAISONS INTERNATIONALES O02 7
BALANCE DU COMMERCE EXTERIEUR O01 1, 3, 5
BANQUE N01 1
BATEAU
COMMERCE L04 4
CONSTRUCTION NAVALE K08 3, 4
FLUVIAL L03 4
PECHE I03 1
PLAISANCE ..... K11 5, 6 ET E05
BATIMENT (GENIE CIVIL ET AGRICOLE) K12
AGRICOLE K12 8
AUTRE QUE LOGEMENT K12 8
DONNEES GENERALES K12 1, 2
INDUSTRIEL K12 8
TRAVAUX PUBLICS K12
BENEFICE REEL (ENTREPRISES AU -) G02 13
BESOIN DE FINANCEMENT (VOIR CAPACITE DE FINANCEMENT)
BIBLIOTHEQUE E02 8, 15
BIENS CONSOMMES ..... D01 1 A 3
BIENS DURABLES
CONSOMMATION, EQUIPEMENT D01 2, 3
ELECTROMENAGER K07 5
BIENS CULTURELS E02 21
BIENS DE CONSOMMATION COURANTE (INDICES DE PRIX DE VENTE INDUSTRIELS) H03 4B
BIENS INTERMEDIAIRES (INDICES DE PRIX DE VENTE INDUSTRIELS) H03 4B
BIERE I04 14, 16
BIJOUTERIE K11 5
BILAN (VOIR AUSSI AU MOT PRINCIPAL)
BANQUE DE FRANCE N01 4
DES ENTREPRISES G02 15
DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT N01 3
TOURISTIQUE (AVEC L'ETRANGER) E03 10

BOIS I02, K10
BILAN DE LA MATIERE BOIS I02 12
EXPLOITATION FORESTIERE ..... I02 7, 8, 9 ET I01 6
PAPIERS, IMPRIMERIE K10 1, 2
PRODUCTION I02 6, 12
BOISEMENT I02 4
BOISSON
CONSOMMATION DES MENAGES ..... D01 1 ET 3
INDICES DE PRIX H01 3
PRIX DE DETAIL H02 1
PRODUCTION ..... I04 14 A 17
BONS DU TRESOR P02 2, 3
EN PORTEFEUILLE N01 9
BONNETERIE K09 2, 3
BOURSE N02
BRANCHE (VOIR AU MOT PRINCIPAL)
BREVETS D'INVENTION F03 1, 2, 3, 6, 7
PAR SECTEUR F03 3
PAYS ETRANGERS F03 6
REDEVANCE F03 6, 7
BUDGET P02 6
MENAGES D01 9
BUREAU D'ETUDES ET DE CONSEILS ..... M02 5 A 7
BUREAU DE POSTE L06 3

C

CACAO I04 13
CAFE (BRULERIE ET TORREFACTION) I04 12
CAISSE D'EPARGNE N01 13
CAMIONS
PARC ET IMMATRICULATION DE - L02 6
PRODUCTION DE - K08 2
CAMPING-CARAVANING E03 3
CAOUTCHOUC K11 1, 2
CAPACITE DE FINANCEMENT ..... G01 7 ET G03 5
CAPACITE DE PRODUCTION (TAUX D'UTILISATION) G03 1, 3
CAPITAL DES ENTREPRISES G02 15
CAPITALISATION BOURSIERE N02 2
CAPITAUX
COURT TERME ..... O02 1 A 3
LONG TERME ..... O02 1 A 4
CARTON K10 4, 6
CASSETTE E02 15, 16
CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (CSP)
FAMILLE PAR - B04 5
POPULATION PAR - B01 10, 11
PROPRIETAIRES-LOCATAIRES PAR - D02 9
RESIDENCES PRINCIPALES SELON LE CONFORT ET LA - D02 3
REVENUS PAR - C03 11, 20, 21
CEE (VOIR AUSSI PAYS ETRANGERS)
EFFECTIFS ANIMAUX I01 14
EXPLOITATIONS AGRICOLES I01 2
PRODUCTION AGRICOLE I01 14
REGLEMENTS ENTRE LA FRANCE ET LA - O02 3
CENTRALE ELECTRIQUE J04 2, 4
CENTRE CULTUREL E02 8, 9
CENTRE D'ENTRAINEMENT ET DE FORMATION E04 15B
CENTRE DE LOISIRS ET DE VACANCES ..... E04 2, 3, 5 A 7
CENTRE POMPIDOU E02 8, 9
CEREALES
PRODUCTION DE - I01 14, 15, 22, 24
TRAVAIL DU GRAIN I04 10, 11
CHAMBRES
D'HOTEL E03 2
D'HOTES E03 3
CHAMBRES A AIR K11 2, 3
CHAMPAGNE (PRODUCTION) I04 14, 16
CHANGE (TAUX DE -) G03 8
CHANTIER
DU BTP SELON LE TYPE D'OUVRAGE K12 3, 4
NAVAL K08 3, 4
CHARBON J02
BILAN DE L'ENERGIE J01 1
EFFECTIF J02 5
IMPORTATION J02 1, 3
CHARCUTERIE (FABRICATION) I04 3
CHASSE E05 10
PLAN DE - A02 5
CHAUFFAGE DES LOGEMENTS D02 4
CHAUSSURE (INDUSTRIE DE LA -) K09 6, 10
CHEMIN DE FER ET MATERIEL FERROVIAIRE ..... K08 ET L01 4
CHEPTEL I01 14, 20, 22
CHEQUES POSTAUX (TARIF) H02 4
CHERCHEUR F02 3, 8
CHIFFRE D'AFFAIRE
COMMERCE M01 4
A L'EXPORTATION (INDUSTRIE) K01 2
A L'EXPORTATION G02 13
ENTREPRISES G02 13
PAR ACTIVITE (INDICE) G02 17A, 17B, 17C
CHIMIE DE BASE K05 3, 4
CHOCOLATERIE I04 12, 13, 19
CHOMAGE C01 3A, 3B
ALLOCATIONS (BENEFICIAIRES ET MONTANTS) C04 20
INDEMNISATION C04 20
PAR SEXE ET AGE C01 3A, 3B
CHOMEURS C01 1
CIDRE (PRODUCTION) ..... I04 14 A 16
CIMENT K04 2
CINEMA E02 17, 18
CIRCULATION ROUTIERE (ACCIDENT) L02
CLASSES
NOMBRE DE F01 4, 7
PREPARATOIRES AUX GRANDES ECOLES F01 22, 24
SUPERIEURES F01 24
CLUB SPORTIF ..... E04 9 A 12
CODEVI N02 1
COLLECTIVITE LOCALE (BUDGET) P02 10, 11
COLLECTIVITE TERRITORIALE
DISPONIBILITE MONETAIRE N01 14
EFFECTIFS C01 21
LOGEMENT ..... D02 ET K11
POPULATION ..... A01, B01 ET B04 3
SUPERFICIE A01
COLLEGE (ELEVES SELON LE SEXE) F01 7
COLONIE DE VACANCES (VOIR CENTRE DE VACANCES)
COMBUSTIBLES (MINERAUX SOLIDES) ..... J01 ET J02 4, 8
COMITE D'ENTREPRISE C02 9
COMITE D'HYGIENE (ETABLISSEMENT AYANT UN -) C02 1, 12
COMMERCE
DE DETAIL ..... M01 4 A 7 ET 9
DE GROS M01 4, 8
JURIDICTIONS COMMERCIALES P01 1
COMMERCE EXTERIEUR O01
PAR PAYS O01 4
PAR PRODUIT O01 5, 6, 7A, 7B, 9, 12
PAR ZONE O01 3, 6, 11
PRODUITS AGRICOLES I01 22
PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES I04 19A, 19B
PRODUITS DE LA PECHE I03 4, 5
PRODUITS FORESTIERS I02 11, 12
COMMERCE INTERIEUR M01
COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (VOIR CEE)
COMMUNE
DU LITTORAL (POLLUTION PENDANT LA SAISON ESTIVALE) A02 16
POPULATION A01 5, 7, 9, 10, 11
COMMUNICATION E01
AUTRE MOYEN DE - L06 10
D'ENTREPRISE L06 11
COMPTABILITE NATIONALE G01
COMPTE D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES G02 14
COMPTE DE L'ENSEMBLE DES REGIMES C04 1
AGRICULTURE I01 23, 24
COMPTE ET LIVRET (VOIR BANQUE)
COMPTE EXCEPTIONNEL DES ENTREPRISES G02 14
COMPTE FINANCIER DES ENTREPRISES G02 14
CONCENTRATION DES ENTREPRISES G02 16
CONDAMNATION P01 6
CONDITIONS DE TRAVAIL ET RELATIONS PROFESSIONNELLES C02
CONFLITS DU TRAVAIL C02 1, 7
CONFORT DES LOGEMENTS D02 3
CONSERVES (PRODUCTION) I04 1, 3, 8, 9
CONSOMMATION
ALIMENTAIRE D01 1A, 1B, 3
D'ELECTRICITE (COMPARAISONS INTERNATIONALES) J04 10
D'ELECTRICITE J04 1, 6, 10
D'ENERGIE PAR PAYS J01 9, 10
D'ENERGIE PAR SECTEUR J01 1, 6
D'ENERGIE PAR TYPE D'ENERGIE J01 4
DE CHARBON J02 1, 4, 7, 8
DE GAZ J05 1, 3, 6, 7
DE PETROLE (COMPARAISONS INTERNATIONALES) J03 7
DE PRODUITS PETROLIERS J03 5, 7, 8
DES MENAGES ..... D01 1 A 5

ET MODES DE VIE DES MENAGES D01
FINALE G01 1, 2, 7, 10
MEDICALE D03 1
CONSTRUCTION K12
AERONAUTIQUE K08 5, 6
COMPARAISONS INTERNATIONALES K12 11
ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE K07 3
INDICE DU COUT DE LA - H03 5
MATERIAUX DE - K04 1, 2
MECANIQUE K07 1, 2
NAVALE K08 3, 4
CONTRAVENTION P01 6
CORPS GRAS ..... H01 3, H02 1 ET I04 12, 13
COURRIER L06 5
TRANSPORT DU - L06 4
COURS (OR ET DEVISES) G03 8
COURSES DE CHEVAUX E05 1, 2
COUT
ANNUEL DU LOGEMENT D02 8
CONSTRUCTION (INDICE DU -) H03 5
MAIN D'OEUVRE ..... C03 20 A 22
SALARIAL G03 4
CREANCE N01 9
CREATIONS D'ENTREPRISES G02 6, 7
SERVICES RENDUS AUX ENTREPRISES M02 3
CREDIT
INTERNE N01 10
AGRICOLE I01 12
CREANCES SUR L'ECONOMIE ..... N01 9 ET 10
CREDIT-BAIL ..... M02 9 A 12
ETABLISSEMENT DE - N01 2, 3
LOGEMENT K12 13
CREMES GLACEES, GLACES ET SORBETS (PRODUCTION) I04 5, 7
CRIME P01 3
CUIR (INDUSTRIE DU -) ..... K09 6 A 9
CULTURE E02
CULTURES AGRICOLES INDUSTRIELLES I01 16, 24

D

DECES ..... B02 1, 12, 21 A 24
PAR CAUSES D03 11, 13, 14
PRESTATIONS SOCIALES VERSEES C04 7
DEFAILLANCES D'ENTREPRISES G02 8
COMMERCE M01 2
DELEGUES DU PERSONNEL C02 10
DELINQUANT P01 7
DELIT CONSTATE ..... P01 3 ET 6
DEMANDE D'EMPLOI (VOIR CHOMAGE) C01 16, 17
DENSITE DE POPULATION A01 2, 5, 6, 7, 9
DEPARTEMENT A01
POPULATION ..... A01 3, 5 ET B01 5
SITUATION FINANCIERE P02 12
SUPERFICIE A01 5
DEPARTEMENT D'OUTRE-MER (DOM)
ACTIFS C01 18
BUREAU DE POSTE L06 3
CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'AGRICULTURE I01 27
CHOMAGE C01 19
COMMERCE EXTERIEUR ..... O01 13 A 20
COMPTABILITE NATIONALE G01 11
DEMOGRAPHIE B02 21
ELECTRICITE J04 8
EPARGNE ..... N01 14 ET 15
EXPLOITATIONS AGRICOLES I01 25
EXPLOITATIONS FORESTIERES I02 9
INDICES DE PRIX H01 11
MENAGES B04 6, 7
MONNAIE, CREDIT N01 14
PLAISANCE (IMMATRICULATION) E05 7
POPULATION B01 6, 13, 14
SITUATION FINANCIERE P02 12
SUPERFICIE FORESTIERE I02 3
TRANSPORT AERIEN L05 6
TRANSPORT MARITIME L04 8
UTILISATION DU TERRITOIRE I01 26
DEPENSE
DE L'ETAT POUR L'AGRICULTURE I01 13
POUR L'EMPLOI C01 20
SANTE D03 1, 2
DEPOLLUTION A02 14
DEPOT
A VUE ..... N01 6 ET 7
LEGAL E02 11
DESSINS ET MODELES F03 5
DETTE PUBLIQUE P02 3
DEVISES (COURS DES -) N02 8
DIPLOME F01 14, 18, 28
ANIMATEUR E04 1, 4
DIRECTEUR E04 4
DISQUE E02 15, 16
DISQUE COMPACT E05 9
DIVORCE B02 1, 3, 17
DONNEES DEMOGRAPHIQUES (COMPARAISONS INTERNATIONALES) B02 17
DROIT DE TIRAGE SPECIAL (DTS) G03 8
DUREE D'ECOUTE (RADIO ET TELEVISION) E01 10
DUREE DU TRAVAIL (PAR SECTEUR) C02 2

E

EAU
CONSOMMATION, POLLUTION A02 11, 13
DE BOISSON (PRODUCTION) I04 14, 17
ECHANGES EXTERIEURS G03 6
ECOLES
MATERNELLES ET PRIMAIRES F01 4
SUPERIEURES F01 25
ECONOMIES D'ENERGIE (PAR SECTEUR) J01 7
ECU G03 8
EDF-GDF (VOIR ELECTRICITE ET GAZ)
EDITION K10 7
INDUSTRIE DE L'- K10 7
LIVRES ..... E02 12 A 14
PRESSE (CHIFFRES CLES) E01 1
EDUCATEURS ET CADRES SPORTIFS (BREVET D'ETAT) E04 14
EDUCATION F01
BUDGET F01 31, 32
EFFECTIF (VOIR AUSSI SALARIE)
AGENTS DE L'ETAT C01 9, 10
DES ENTREPRISES G02 13
PAR BRANCHE D'ACTIVITE ..... C03 5, 6A ET 6B
ELECTIONS AUX COMITES D'ENTREPRISES C02 9
ELECTRICITE J04
BILAN DE L'ENERGIE J01 1
CONSOMMATION DES MENAGES D01 3
TARIFS A PARIS H02 3
ELEVES ..... F01 1, 3 A 12
DE TERMINALE F01 12
PAR ORIGINE SOCIALE F01 11, 12, 26, 27
EMPLOI
BIENS ET SERVICES G01 1, 2, 10
DU TEMPS D01 10A, 10B
INTERIEUR K01 1
ENDETTEMENT INTERIEUR N01 8
ENERGIE
BILAN J01
COMPARAISONS INTERNATIONALES J01 8 11
ECONOMIES D'- J01 7
GRANDEURS CARACTERISTIQUES J01 2
INDICES DE PRIX ..... H01 2, 3 ET H03 3, 4B
PRIMAIRE J01 1, 3
PRIX H02 1, 2, 3
ENFANT
LEGITIME ..... B02 1, 4 A 7
NATUREL B02 4, 5, 7
ENGRAIS I01 9
INDICE DE PRIX H03 3
ENSEIGNANTS F01 30
ENSEIGNEMENT (VOIR AUSSI SPORT ETUDES) F01
AGRICOLE F01 17
ART, MUSIQUE, HISTOIRE DE L'ART E02 20
DIFFERENTS NIVEAUX ..... F01 5, 6, 8 A 10, 29
SANITAIRE ET SOCIAL F01 18
SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE F01 27
SUPERIEUR F01 22, 28
ENTREPRISES
ARTISANALES G02 21
ASSURANCES M04 1
DE L'INDUSTRIE G02 2
DES SERVICES G02 2
DU COMMERCE G02 2

FORME JURIDIQUE G02 5, 7, 9, 11, 21
NOMBRE D'- G02 1, 13
REPARTITION DES - ..... G02 9 A 12B
SELON REGIME FISCAL G02 11, 12A, 12B
TRANSPORT ROUTIER L02 1, 2
ENTREPRISES INDUSTRIELLES
PAR SECTEUR K01 5A
TAILLE D'ENTREPRISES K01 5B
ENVIRONNEMENT A02
DEPENSE A02 20
EPARGNE ..... N01 5, 9, 13 A 15
BRUTE G01 7
TAUX D'- G01 9
EPURATION A02 14
EQUIPEMENT
CULTUREL E02
DE LOISIR E03 9
ELECTROMENAGER K07 5
INDICES DE PRIX DE VENTE INDUSTRIELS H03 4B
MENAGES (PAR CSP) D01 4
MENAGES (TAUX D'-) D01 8
MENAGES D01 4, 5
SANITAIRE D03 8
TOURISTIQUE E03 2, 3
ESPACES NATURELS A02 2
ESPECES DE VERTEBRES (ETAT DES -) A02 4
ESPERANCE DE VIE ..... B02 3, 15 A 17
ETABLISSEMENTS
COMMERCIAUX M01 1
DE CREDIT N01 2
EMPLOYEURS (SERVICES RENDUS AUX ENTREPRISES) M02 2
ENSEIGNEMENT F01 7, 17
HOSPITALIERS (EQUIPEMENT ET ACTIVITE) D03 6, 8
SANITAIRES D03 7
TOURISME E03 2, 3
ETAT
DEPENSES P02 1, 6
RECETTES P02 1, 7
ETAT MATRIMONIAL ..... B01 2, 3 ET B02 9, 10, 12
ETAT-CIVIL B02
ETRANGERS B03
PAR ACTIVITE ECONOMIQUE B03 4
PAR AGE B03 2
PAR CSP B03 3
FAMILLE B03 5
FECONDITE B02 7
NAISSANCE D'- B02 7
NATIONALITES B03 1, 2, 3, 5
PERMANENTS B02 19, 20
SALARIES ..... B02 18 ET B03 3, 4
PAR SEXE B03 2, 4
VACANCES A L'- E03 4, 6
ETUDIANTS ..... F01 1, 22 A 27
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION ..... G01 7 ET G03 5
EXCEDENT NATUREL ..... B02 1, 21 A 24
EXPLOITATION
COMPTE D'- G02 14
AGRICOLE ..... I01 1 A 3, 25
FORESTIERE I02 7, 8, 9
EXPORTATIONS (VOIR AUSSI COMMERCE EXTERIEUR)
COMPTABILITE NATIONALE ..... G01 1, 2, 10 ET G03 6
EXPOSITION ARTISTIQUE E02 6, 8, 9

F

FACTEURS DE PRODUCTION G03 1
PAR GRANDES BRANCHES G03 3
FAILLITE (VOIR DEFAILLANCES D'ENTREPRISES)
FAMILLES
CSP B04 5
NOMBRE D'ENFANTS B04 5
FBCF (VOIR AUSSI INVESTISSEMENT) K01 6
COMPTABILITE NATIONALE G01 1, 2, 7, 10
FECONDITE B02 2
FEDERATION SPORTIVE ..... E04 8 A 13
FEMME (EFFECTIFS FEMININS DE L'ETAT) C01 11
FER K02
FERROVIAIRE
MATERIEL - K08 1, 2
TRANSPORT - L01
FILM
CINEMA E02 17, 18
TELEVISION E01 11
FILS ET FIBRES ARTIFICIELS ET SYNTHETIQUES K09 1
FINANCES
MARCHE FINANCIER N02
PUBLIQUES P02
FIOUL J03 4
FLOTTE
AERIENNE L05 3
COMMERCE L04 4
FLUVIALE L03 4
PECHE I03 1
PLAISANCE E05 5
FONCTIONNAIRE
TRAITEMENT, REMUNERATION ..... C03 17 A 21
FONDERIE K06 2
ET TRAVAIL DES METAUX K06
FONTE K02 5
FORET I02
FORMATION F01
PROFESSIONNELLE CONTINUE F01 19, 20
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (VOIR FBCF)
FORME JURIDIQUE (ENTREPRISES SUIVANT LEUR -) G02 5, 9
FOUILLES ARCHEOLOGIQUES E02 10
FRAIS DE PERSONNEL (ENTREPRISE) G02 14
FRANCE TELECOM L06
COMPTE FINANCIER L06 12
TARIFS H02 5
FRUITS
CONSERVES I04 8, 9
CONSOMMATION DES MENAGES D01 1, 3
INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET DE GROS H03 1, 2
PRIX, INDICES DE PRIX ..... H01 3 ET H02 1
PRODUCTION I01 14, 18, 22, 24

G

GAINS SALARIAUX C03 8
GANT K09 9
GAZ J05
BILAN DE L'ENERGIE J01 1
COMPARAISONS INTERNATIONALES J05 5, 6, 7, 8
DE FRANCE (EFFECTIF) J05 4
TARIFS A PARIS H02 2
GAZODUC (TRANSPORT DU GAZ) J05 2
GITES RURAUX E03 3
GRAIN I04 10, 11
GRANDE SURFACE (COMMERCE) M01 1
GREVE (VOIR CONFLIT DU TRAVAIL)
GROUPE D'ENTREPRISES ..... G02 18 A 20
GROUPEMENT AGRICOLE EXPLOITATION EN COMMUN (GAEC) I01 11
GUICHET BANCAIRE N01 1

H

HABILLEMENT
DEPENSES DES MENAGES D01 1
INDICES DE PRIX ..... H01 3 ET H03 4B
INDUSTRIE DE L'- K09 4, 5
HABITATION
CONSTRUCTION K12
INDICES DE PRIX H01 3, 4
HANDICAPES
ALLOCATIONS AUX - C04 9, 10
ETABLISSEMENTS POUR - D03 8
HEBERGEMENT E03 3
HELICOPTERE L05 4
HIPPISME E05 1, 2
HIPPODROMES (RECETTES) E05 3
HORLOGERIE K07 2
HOPITAUX
ETABLISSEMENTS D03 7
EQUIPEMENTS D03 8
HOTEL
HOTELLERIE E03 2
INDICES DE PRIX H01 3, 8, 9
SALARIES M03 1, 4

HOUILLERES
EFFECTIF ... J02 5
PRODUCTION ... J02 2
HYDRAULIQUE (ELECTRICITE) ... J04 1, 2, 3
HYPERMARCHE ... M01 1

I

IPPINEA ... H03 3
ILLEGITIMITE ... B02 4, 5, 7
IMMATRICULATION
AUTOMOBILE ... L02 6
DE VEHICULES ... L02 5, 6
IMMEUBLE ... D02 5
IMPORTATIONS (VOIR AUSSI COMMERCE EXTERIEUR)
COMPTABILITE NATIONALE ... G01 1, 2, 10 ET G03 6
IMPOT ... P02 7, 8
SUR LE REVENU ... P02 8, 9
IMPRIMERIE ... K10 7
INCAPACITE DE TRAVAIL ... C02 8
INDICATEURS
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ... G03 7
ECONOMIQUES ... G03 1
MENAGES ... G03 5
SOCIETES NON FINANCIERES ... G03 5
INDICE
BOURSIER ... N02 4, 5
COMMERCE EXTERIEUR (VALEUR) ... O01 7B, 10
COMMERCE EXTERIEUR (VOLUME) ... O01 7A
COUT DE LA CONSTRUCTION ... H03 5
DE CHIFFRES D'AFFAIRES PAR ACTIVITE ... G02 17A, 17B, 17C
DE PEUPLEMENT ... D02 6
DE PRODUCTION INDUSTRIELLE ... G03 1
DES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES ... C03 19
PRIX AGRICOLES A LA PRODUCTION ... H03 1
PRIX ... H01 ET H03
INDICE DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS
HORS IAA ... H03 4B
IAA ... H03 4A
INDICES DE PRIX DES PRODUITS INDUSTRIELS NECESSAIRES AUX EXPLOITATIONS AGRICOLES (VOIR IPPINEA)
INDICES DE PRIX A LA CONSOMMATION ... H01
PAYS ETRANGERS ... H01 1
INDUSTRIE
DIVERSE ... K11
DONNEES GENERALES ... K01
EVOLUTION PAR BRANCHE ... K01 1
INDICES DE PRIX INDUSTRIELS ... H03 3, 4A, 4B
PHARMACEUTIQUE ... K05 7, 8
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES ... I04
INFLATION (INDICE DE PRIX) ... H01
INFORMATION ... E01
INFORMATIQUE
ETUDES ET SERVICES ... M02 5 ET 8
PARC D'ORDINATEURS ... K07 4
INFRACTION CONSTATEE ... P01 3
INGENIERIE ... M02 5 A 7
INSERTION PROFESSIONNELLE ... F01 21
INSTITUTEUR ... F01 30
INSTITUTION FINANCIERE ... N01 2
INSTRUMENTS DE MUSIQUE ... K11 5
INTERET (TAUX D'-) ... N01 12
INTERMEDIAIRE DU COMMERCE ... M01 8
INVALIDITE (PRESTATIONS D'-) ... C04 7
INVESTISSEMENT
COMPTABILITE NATIONALE (FBCF) ... G01 1, 2, 7
CREDIT-BAIL ... M02 9 A 12
DES ENTREPRISES ... G02 13
DES SOCIETES (TAUX D'-) ... G01 9
IMMATERIEL ... K01 8
INDUSTRIEL ... K01 6, 11
LOGEMENT ... K12 11 A 13
PAR SECTEUR ... K01 7
PRODUCTIF ... K01 9, 6, 11

J

JEUNESSE
ET SPORTS ... E04
JURIDICTION DE LA - ... P01 7
JEUX ... K11 5
D'ARGENT ... E05 3
JOUET ... K11 5
JOURNAUX ... E01 2 A 4
JOURNEES DE VACANCES ... E03 4, 7, 8
JUGES D'INSTRUCTION (ACTIVITE) ... P01 5
JURIDICTION CIVILE (ACTIVITE) ... P01 1 ET 2
JUS DE FRUITS (PRODUCTION) ... I04 14, 17
JUSTICE ... P01

L

LAIT
CONSOMMATION DES MENAGES ... D01 1, 3
PRODUCTION ... I04 5, 6
LANDAU ... K11 6
LEGUMES
CONSERVES ... I04 8, 9, 19
CONSOMMATION DES MENAGES ... D01 1, 3
INDICE PRIX A LA PRODUCTION ET PRIX DE GROS ... H03 1, 2
INDICES DE PRIX ... H01 3
PRIX ... H02 1
PRODUCTION ... I01 14, 18, 22, 24
LICENCE SPORTIVE ... E04 8
LIEU D'ACHAT (COMMERCE) ... M01 5
LIGNES
AERIENNES ... L05 6
ELECTRIQUES ... J04 5
INSTALLATIONS SNCF ... L01 2
LITTORAL (POLLUTION DU -) ... A02 15, 16, 17
LIVRE (EDITION, VENTES) ... E02 11 A 14
LOCATAIRE ... D02 2
LOGEMENT ... D02
ANCIENNETE ... D02 5
AUTORISE ... K12 5 A 8, 10
BUDGET DES MENAGES ... D01 1, 2
COMMENCE ... K12 9
CONFORT ... D02 3
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION ... H03 5
NEUF ... K12 4, 12 A14
NOMBRE DE PERSONNES PAR LOGEMENT ET PAR PIECE ... D02 7
PRETS AU - ... K12 13
VACANT ... D02 1
VENTES-STOCKS ... K12 14
LOI DE FINANCE (EXECUTION) ... P02 1, 2
LOISIRS ... E04 ET E05
CENTRE DE ... E04 5 A 7
SPORTS ... E04
LOTERIE NATIONALE (LOTO) ... E05 4
LOYERS ET CHARGES (INDICES DE PRIX) ... H01 2, 3
LYCEE (ELEVES SELON LE SEXE) ... F01 7

M

MACHINE AGRICOLE ... I01 8 ET K06 1 A 3
INDICES DE PRIX ... H03 3, 4B
MACHINE OUTIL ... K07 1, 2
INDICES DE PRIX ... H03 3, 4B
MAGNETOSCOPE ... E05 9
MAISON
FAMILIALE DE VACANCES ... E03 3
INDIVIDUELLE ... D02 5
MALADIE
PROFESSIONNELLE ... C02 3
ASSURANCE ... C04 7
LONGUE ... D03 10
MANDATS POSTAUX ... L06 6, 7
TARIFS ... H02 4
MARCHANDISE
PAR AIR ... L05 5, 6, 9, 10
TRAFIC FERROVIAIRE ... L01 5, 6
TRAFIC MARITIME ... L04 5, 6
MARCHE
FINANCIER, BOURSE ... N02
PARTS DE - ... O01 2
MARIAGE ... B02 1, 9 A 11, 21
MARIN-PECHEUR ... I03 2
MARINE DE COMMERCE ... L04
MAROQUINERIE ... K09 9
MARQUE DEPOSEE ... F03 4

MASSE SALARIALE C03 5
MATERIAUX DE CONSTRUCTION K04 1, 2
MATERIEL
DE TRANSPORT TERRESTRE, CONSTRUCTION NAVALE ET AERONAUTIQUE K08
FERROVIAIRE L01 3
MATERIEL AGRICOLE ..... I01 8 ET K06 3
MATERNITE (PRESTATIONS DE -) C04 7, 13, 14
MATIERE PLASTIQUE K11 1, 4
MECANIQUE K07 1, 2
MEDECIN D03 3A, 3B, 4
MEDIAS E01
MENAGE B04
AGE B04 4
DOM B04 6, 7
EQUIPEMENT D01 4, 5
NOMBRE DE PERSONNE B04 2
POPULATION DES - B04 3
REVENU C03 1
TYPE B04 4
MER
INTERVENTIONS ET ACCIDENTS EN - E05 8
PRODUITS DE LA - I03 3, 5
QUALITE DES EAUX DE - A02 15, 16, 17
METAUX
PRECIEUX K03 2, 3
TRAVAIL DES - K06 1, 3
METEOROLOGIE (CLIMATOLOGIE) A02 1
MICRO-ONDES D01 4
MILITAIRES DU CONTINGENT C01 1
MINERAIS
DE FER ET SIDERURGIE K02
METAUX ET DEMI-PRODUITS NON FERREUX K03
METAUX FERREUX K02 1
MINERAUX DIVERS ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION K04
MINIMUM VIEILLESSE C04 19
MINISTERES (EMPLOYES DES) C01 9, 11
MINITEL (VOIR AUSSI VIDEOTEX) L06 10
TARIFS H02 5
MONNAIE, CREDIT, EPARGNE N01
MONUMENTS HISTORIQUES ..... E02 1 A 3
MORT-NES B02 1, 4
MORTALITE ..... B02 2, 13 A 17, 21 A 24
CAUSES DE DECES D03 11, 13, 14
INFANTILE ..... B02 2, 13, 17, 21 A 23
TABLES DE - B02 15, 16
TAUX DE - ..... B02 2, 13, 14, 17, 21 A 24
MOTOCYCLE (PRODUCTION) K08 1, 2
MOUVEMENT DE LA POPULATION B02
MOUVEMENT ECONOMIQUE G03
MUSEE ..... E02 5 A 7

N

NAISSANCES B02 1, 8
NATALITE ..... B02 2, 17, 21 A 24
NATIONALITE (VOIR AUSSI ETRANGER) ..... B02 7, 10, 17 ET B03
ACQUISITION, PERTE B03 6, 7
DONNEES DEMOGRAPHIQUES B02 7, 17
NAISSANCE B02 7
NAVALE ET AERONAUTIQUE (CONSTRUCTION) K08
NAVIGATION DE PLAISANCE (IMMATRICULATION) E05 6, 7
NES-VIVANTS ..... B02 4 A 7, 21 A 24
NON SALARIE C01 1
NUCLEAIRE (ELECTRICITE -) J04 1, 2, 3, 9
NUPTIALITE B02 2, 3, 17, 21

O

OBLIGATIONS (VOIR AUSSI ACTIONS) ..... N02 1 A 4, 6, 7
OLEAGINEUX I01 14
OPERATIONS DES NON RESIDENTS N01 11
OR (COURS DE L'-) N02 8
ORDINATEURS (PARC) K07 4
ORDURES MENAGERES (TRAITEMENT DES -) A02 18

P

PAIEMENTS (BALANCE DES -) O02 1, 2, 7
PAPIER ET CARTON K10 4, 6
PARACHIMIE K05 5, 6
PARC
AUTOMOBILE (DES MENAGES) D01 3
BATEAUX FLUVIAUX L03
DE VEHICULES DE TRANSPORTS L02 7
PARCS NATURELS NATIONAUX A02 2
PARQUETS ET OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC P01 4
PARTICIPATION ETRANGERE (INDUSTRIE) K01 12
PARTS DE MARCHE
COMMERCE EXTERIEUR O01 11
PAR PAYS O01 2
PASSAGERS (VOIR VOYAGEURS)
PATE A PAPIER ..... K10 4 A 6
PATRIMOINE (PROTECTION) E02 1, 20
PAYS ETRANGERS (VOIR AUSSI CEE)
AGRICULTURE I01 2, 14
ASSURANCES ..... M04 9 A 11
COMPTABILITE NATIONALE G01 12, 13
POPULATION, SUPERFICIE, DENSITE A01 2
PRODUCTION INDUSTRIELLE K01 4
RECHERCHE-DEVELOPPEMENT F02 4
TRAFIC AERIEN L05 10
TRAFIC MARITIME L04 7
PEAUX (COLLECTE DE -) K09 7
PECHE
LOISIR E05 10
MARITIME I03
PENETRATION ETRANGERE (COMMERCE EXTERIEUR) O01 12
PENSION DE VIEILLESSE ..... C04 15 A 18
PEPINIERE I02 5
PERFORMANCE DES ENTREPRISES G02 17A, 17B, 17C
PERSONNEL
DE LA MARINE DE COMMERCE L04 3
HOSPITALIER (EFFECTIFS) D03 5
NAVIGANT ET A TERRE L03 2
SANITAIRE ET SOCIAL D03 5, 6
TRANSPORTS ARIENS L05 1, 2
PETROLE J03
BILAN DE L'ENERGIE J01 1
PRODUCTION J03 1, 6, 9
PHARMACIE
INDICES DE PRIX DE DETAIL DES SPECIALITES VENDUES EN - ... H01 5
PRODUCTION K05 8
PHONOGRAMME E02 15, 16
PIB
CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE DU - G03 2
TAUX DE CROISSANCE ..... G01 14 ET G03 1
PIECES (NOMBRE PAR LOGEMENT) D02 5
PLACEMENTS D'ASSURANCES (REPARTITION) M04 12
PLAISANCE E05 6, 7
PLANCHE A VOILE (EQUIPEMENT DES MENAGES) ..... K11 6 ET E03 9
PLATS CUISINES (PRODUCTION) I04 8, 9
PLOMB K03 2, 3
PNEUMATIQUE (PRODUCTION) K11 3
POISSON
CONSERVES DE - I04 8, 9
ESPECES DEBARQUEES I03 3
INDICES DE PRIX ..... H01 3 ET H02 1
POLLUTION
ATMOSPHERIQUE ..... A02 6 A 91
DE LA MER A02 15, 16, 17
DES EAUX CONTINENTALES A02 10
INDUSTRIELLE DE L'EAU A02 12
LUTTE CONTRE LA - A02 10
PAR SECTEUR ..... A02 7 A 9
POMPES-COMPRESSEURS K07 2
POPULATION ..... A01 ET B01 A B04
PAR AGE B01 1, 2, 3, 5, 11
DES COMMUNES A01 6
COMPARAISONS INTERNATIONALES B01 4
PAR CSP B01 10, 11
DES DEPARTEMENTS A01 3
DES DOM B01 6, 13, 14
ETAT MATRIMONIAL B01 2, 3
MOUVEMENT MIGRATOIRE B02
MOUVEMENT NATUREL B02
NON REINTEGREE B04 3
DES PAYS ETRANGERS A01 2

PENALE P01 8
DES REGIONS A01 3, 5
REINTEGREE B04 3
RESIDENTE OCCUPEE C01 5
PAR SEXE B01 1, 2, 3, 5, 10, 11
DES TOM ..... A01 4 ET B01 7
URBAINE - RURALE A01 8, 11
DES VILLES ET DES AGGLOMERATIONS A01 5, 7
POPULATION ACTIVE ..... B01 8, 9, 12 ET C01
PAR ACTIVITE B01 12
PAR STATUT B01 8, 9
POPULATION AGRICOLE FAMILIALE I01 5
POPULATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE ..... F01 1 A 3, 5, 8 A 10, 16 A 18, 20, 22 A 25
PORTS MARITIMES
MONDIAUX L04 9
TRAFIC DES - L04 6
POSTE L06
EFFECTIF L06 1
TARIFS H02 4
POUSSETTE K11 6
PRATIQUES CULTURELLES E02 22
PRECIPITATIONS A02 1
PRELEVEMENTS
OBLIGATOIRES (TAUX DE) G03 5
OBLIGATOIRES P02 4, 5
SUPPLEMENTAIRES E05 1, 2
PREMIER DEGRE ..... F01 3 A 5
PRERETRAITE (BENEFICIAIRES ET MONTANTS) C04 20
PRESSE ..... E01 2 A 4 ET K10 7
PRESTATIONS
FAMILIALES ..... C04 11 A 14
MALADIES C04 8
SOCIALES C04 2, 3, 4
VERSEES PAR L'ENSEMBLE DES REGIMES C04 7
VIEILLESSE (BENEFICIAIRES ET MONTANTS) C04 18
PRETS ..... N01 9 ET 10
AU LOGEMENT K12 13
PRIME D'ASSURANCE ..... M04 3 ET 4
PRIX
A LA CONSOMMATION (INDICES DES -) H01
AGRICOLES (INDICES) H03 1
COMMERCE EXTERIEUR G03 4
DE DETAIL (VOIR AUSSI COUT) H02
DE GROS ALIMENTAIRES (INDICES) H03 2
DE VENTE INDUSTRIELS (INDICES) H03
TERRES AGRICOLES I01 7
PRODUCTION (VOIR AUSSI AU MOT PRINCIPAL)
AGRICOLE ..... I01 14 A 21
AGRO-ALIMENTAIRE ..... I04 1 A 18
CAPACITE DE - G03 3
ENERGIE J01 1, 3, 8
FORESTIERE I02 6, 8, 9, 10, 12
INDICES DES PRIX A LA - H03
INDUSTRIELLE ..... K01 3, 4 ET G03 1
PRODUCTIVITE G03 1, 3
PRODUIT
COMMERCE EXTERIEUR PAR O01 5, 6, 7, 9, 12
PETROLIER (IMPORTATON) J03 1, 2
PETROLIER (PAR NATURE) J03 4
PRODUIT INTERIEUR BRUT (VOIR PIB)
PRODUITS ENERGETIQUES (INDICES DE PRIX DE VENTE INDUSTRIELS DES -) H03 4B
PRODUITS MANUFACTURES (INDICES DE PRIX) H01 2, 3, 4
PROFESSEUR F01 30
PROFESSIONS
DE SANTE (EFFECTIF ET DENSITE) D03 3A, 3B
SOCIALES D03 6
PROGRAMME DE TELEVISION (VOIR TELEVISION)
PROPRIETAIRE D02 2
PROPRIETE INDUSTRIELLE F03
PROTECTION SOCIALE C04 2, 4
EN EUROPE (DEPENSES) C04 5
EN EUROPE (RECETTES) C04 6
PUISSANCE (DES CENTRALES ELECTRIQUES) J04 2

R

RADIO ..... E01 8 A 10
DUREE D'ECOUTE QUOTIDIENNE E01 10
RAFFINERIE PETROLIERE J03 3
RATIOS (COMPTABILITE NATIONALE) ..... G01 9 ET G03 5
RATP L01 8, 9
TARIFS H02 8
REASSURANCE DOMMAGES M04 8
RECHERCHE (PAR BRANCHE) F02 7, 8
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT
DEPENSE F02 1, 2, 5, 6, 7
ENTREPRISES F02 5
FINANCEMENT F02 2
PAYS ETRANGERS F02 4
TECHNOLOGIQUE F02
RECUPERATION A02 19
REDEVANCE TELEVISION E01 5, 6
REGION
DONNEES DEMOGRAPHIQUES ..... A01 ET B03
POPULATION, SUPERFICIE, DENSITE A01 5
REGLEMENT
PAR PAYS O02 6
PAR ZONE O02 3, 4
REGLEMENT JUDICIAIRE (VOIR ENTREPRISE-DEFAILLANCE)
RELATIONS PROFESSIONNELLES C02 1
REMEMBREMENT I01 10
REMONTEES MECANIQUES ..... M03 1 A 4
REMUNERATION
EPARGNE N01 13
VOIR SALAIRE G03 5
REPARATION (SERVICES DE -) ..... M03 1 A 4
REPAS (VOIR AUSSI RESTAURANT)
A L'EXTERIEUR D01 6, 7
RER (VOIR RESEAU EXPRESS REGIONAL)
RESEAU
METRO L01 8, 9
ROUTIER L02 4
TELE-INFORMATIQUE L06 11
RESEAU EXPRESS REGIONAL (RER) L01 8, 9
RESERVES
CHARBON J02 6
GAZ J05 5
NATURELLES A02 2
PETROLE J03 6
RESIDENCE PRINCIPALE, SECONDAIRE D02 1, 2, 3, 5, 7
RESSOURCES (BIENS ET SERVICES) G01 1, 2, 10
RESTAURANTS
INDICES DE PRIX H01 3, 7
SALARIES M03 1, 4
RESULTAT (COMPTE DE -) G02 14
RETRAITE ..... C04 15 A 17
REVENU C03 1, 4
COMPLEMENT DE - C04 13, 14
DISPONIBLE ..... G01 5, 6, 7 ET G03 5
ET SALAIRE C03
FISCAL ..... C03 2 A 4
IMPOSABLE P02 8, 9
IMPOT SUR LE - P02 8, 9
REVENU MINIMUM D'INSERTION (RMI) ..... C04 21 A 23

S

SALAIRE ..... C03 5, 6A, 6B, 15 ET G03 4
ANNUEL ..... C03 6A, 6B, 15, 16 ET 17
PAR DECILES C03 14
TAUX DE - ..... C03 10 A 13, 17
SALAIRE MINIMUM (VOIR SMIC)
SALARIES (VOIR AUSSI AU MOT PRINCIPAL) C01 1, 6
COMMERCE M01 3
DANS LES ENTREPRISES D'ASSURANCE M04 2
DES ENTREPRISES DE SERVICE M02 1
SANTE D03
CONSOMMATION DES MENAGES ..... D01 1 ET 2
ENSEIGNEMENT DES METIERS DE LA - F01 18
SERVICE DE - (INDICES DE PRIX) H01 2, 3
SCIERIE I02 7, 10
SCOLARISATION (TAUX) F01 2
SECOND CYCLE
GENERAL ET TECHNOLOGIQUE F01 10
PROFESSIONNEL F01 9
SECOND DEGRE ..... F01 6 A 8, 11, 14
SECTEUR
D'ENTREPRISES (SERVICES RENDUS AUX ENTREPRISES) M02 4
GROUPES D'ENTREPRISES ..... G02 18 A 21
SECTIONS SPORTIVES ..... E04 9 A 13
SECURITE SOCIALE C04 2
SEJOURS DE VACANCES E03 4, 6, 7, 8

SERVICES
CONSOMMATION DES MENAGES D01 1, 2
INDICES DE PRIX ..... H01 2, 3, 4, 7 A 9
PRIX ET TARIFS H02
SERVICES MARCHANDS
A DESTINATION DES MENAGES M03
RENDUS PRINCIPALEMENT AUX ENTREPRISES M02
SEXE (POPULATION PAR -) B01 1, 2, 3, 5, 10, 11
SIDA D03 12
SIDERURGIE (PRODUCTION) ..... K02 3 A 5
SITES INSCRITS ET CLASSES A02 3
SITUATION FINANCIERE (COLLECTIVITES LOCALES) ..... P02 10 A 12
SIVP F01 21
SMIC C03 7, G03 4
SNCF
EFFECTIFS, RECETTES, INVESTISSEMENTS L01 1
INDICES DU NIVEAU TARIFAIRE H01 10
TARIFS H02 6
SOCIETES
ASSURANCES M04 1
ET QUASI-SOCIETES G01 1, 5
FINANCIERES N01 2
SOINS PERSONNELS (PRIX DE DETAIL) H02 1
SORTIES DU SYSTEME EDUCATIF F01 29
SOUS-TRAITANCE K01 10
SPORT E04
DE HAUT NIVEAU E04 16
ETUDES E04 15A
STAGE D'INSERTION A LA VIE PROFESSIONNELLE (VOIR SIVP)
STATUT
FONCTION PUBLIQUE (EFFECTIF PAR -) C01 10
OCCUPATION DES LOGEMENTS D02 2, 6
STOCKAGE DU GAZ J05 1, 5
STRUCTURE
DE LA CONSOMMATION DES MENAGES D01 9
DE LA POPULATION B01
INDUSTRIELLE K01 2
SUCRE
CONSOMMATION DES MENAGES D01 3
PRODUCTION I04 12, 13
SUPERFICIE
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES I01 1, 2, 25
FORESTIERE I02 1, 2, 3
PAYS ETRANGERS A01 2
REGION A01 5
TERRITOIRES D'OUTRE MER A01 6
ZONES NATURELLES, PROTEGEES A02 2
SUPERMARCHES M01 1
SYNDICAT C02 10, 11
ELECTIONS AUX COMITES D'ENTREPRISES C02 9

T

TABAC (PRODUCTION) I04 18
TAILLE (ENTREPRISE ET ETABLISSEMENT) G02 3, 4, 10
TARIFS
SERVICES PUBLICS H02
SNCF (INDICES DE PRIX) H01 10
INDICES DE PRIX H01 2
TAUX (VOIR AUSSI AU MOT PRINCIPAL)
ACTIVITE PAR SEXE ET AGE C01 2
AUTOFINANCEMENT ..... G01 9 ET G03 6
CHOMAGE C01 4
DE COUVERTURE ..... O01 8 ET G03 6
DE CROISSANCE DU PIB G03 1, 2
DEPART EN VACANCES E03 4, 5, 7
EPARGNE DES MENAGES ..... G01 7, 9 ET G03 5
INDEPENDANCE ENERGETIQUE J01 5, 11
INTERET N01 12
INVESTISSEMENT DES SOCIETES NON FINANCIERES G03 5
MORTALITE INFANTILE ..... B02 2, 13, 14, 21 A 23
NATALITE B02 2
NUPTIALITE B02 2, 3, 11, 17, 21
PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES G01 9
REPRODUCTION B02 3
REUSSITE AU BACCALAUREAT F01 15
SALAIRE OUVRIER G03 4
SALAIRE ..... C03 10 A 13, 17
UTILISATION DES CAPACITES PRODUCTIVES G03 3
TAXE P02
TAXIS (TARIFS A PARIS) H02 7
TELECOMMUNICATIONS L06
TARIFS H02 5
TELEINFORMATIQUE L06 11
TELEPHONE L06 9, 13
TARIFS H02 5
TRAFIC INTERNATIONAL L06 13
TELETEL L06 10
TELEVISION E01 5, 7
ACHAT DES MENAGES D01 2, 3
CONSTRUCTION K07 3, 5
DUREE D'ECOUTE QUOTIDIENNE E01 10
REDEVANCE E01 5, 6
TAUX D'EQUIPEMENT DES MENAGES D01 4, 5
TEMPERATURE A02 1
TEMPS PARTIEL
ACTIFS C01 8A, 8B
TAUX DE C01 8B
TERME DE L'ECHANGE (COMMERCE EXTERIEUR) ..... O01 6 ET G03 6
TERRES ARABLES I01 6, 26
TERRES LABOURABLES I01 7
TERRITOIRE A01
TERRITOIRES D'OUTRE-MER
COMMERCE EXTERIEUR ..... O01 21 A 24
CONSTRUCTION K12 10
DEMOGRAPHIE ..... B02 22 A 24
INDICES DE PRIX H01 12
MONNAIE N01 16
SUPERFICIE, POPULATION ..... A01 4 ET B01 7
TRANSPORT AERIEN L05 6
TEXTILE
ARTIFICIEL ET SYNTHETIQUE ..... K09 1 A 3
ET CUIRS K09
INDICES DE PRIX H01 3
INDUSTRIE K09 2, 3
THEATRE E02 19
TIRAGE (PRESSE) E01 1
TITRE DE LA PRESSE (VOIR EDITION)
TOUR EIFFEL (ENTREES) E02 4
TOURISME E03
TOURISTES ETRANGERS (DEPENSES) E03 11
TRACTEURS
AGRICOLES I01 8
CONSTRUCTION DE - K07 1, 2
IMMATRICULATION DE - L02 6
INDICES DE PRIX DES - H03 3
ROUTIERS K08 3
TRAFIC
AERIEN ..... L05 6 A 10
FLUVIAL L03 5, 6
MARCHANDISES PAR FER L01 5, 6
MARITIME L04
PORTUAIRE L04 7
POSTAL L06 5
ROUTIER (MARCHANDISE ET VOYAGEURS) L02 1, 2, 8 A10
TELEPHONIQUE L06 11
VOYAGEURS PAR FER L01 4
TRAINS L01
TRAITEMENT (FONCTION PUBLIQUE) C03 16, 20, 21
TRANSACTIONS N02 3
COURANTES ..... O02 1 A 4
TRANSFERTS SOCIAUX C04
TRANSFERTS UNILATERAUX O02 5
TRANSPAC L06 11
TRANSPORTS
AERIENS (DOM) L05 6
AERIENS (EFFECTIF DU PERSONNEL) L05 1, 2
AERIENS (ENTREPRISE) L05 1
AERIENS (TOM) L05 6
AERIENS L05
FERROVIAIRES L01
FLUVIAUX L03 1
GAZ J05 2
INDICES DE PRIX H01 3, 4
MARITIMES (AUXILIAIRES DE -) L04 2
MARITIMES (DOM) L04 8
MARITIMES (ENTREPRISES) L04 1
MARITIMES L04
NAVIGATION INTERIEURE L03
ROUTIERS (DE MARCHANDISES) L02 1, 8
ROUTIERS L02
TERRESTRES (CONSTRUCTION DE MATERIEL) K08 1, 2
TERRESTRES ET FLUVIAUX (AUXILIAIRES DE -) L02 3
URBAINS ET ROUTIERS DE VOYAGEURS L02 2

URBAINS RATP L01 8
TARIF ..... H02 6 A 8
TRAVAIL
DES METAUX K06 1, 3
DUREE DU - C02 2
MARCHE DU - C01 15
MECANIQUE DU BOIS K10 1, 2
TEMPORAIRE, INTERIMAIRE C01 12, 13, 14
TRAVAILLEURS ..... B02 18 A 20
SAISONNIERS B02 18
TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (VOIR TUC)
TRAVAUX PUBLICS K12 1, 2
TRAVAUX PUBLICS ET BATIMENT K12
TUC F01 21

U

UNIVERSITES F01 23, 26
UTILISATION DU SOL
FORET ..... I02 1 A 4
REPARTITION TERRITORIALE ..... A01 1 ET I01 6
UTILISATION DU TERRITOIRE I01 6, 26

V

VACANCES E03
CENTRE DE - E04 2, 3
TAUX DE DEPART ..... E03 4 A 8
VALEUR AJOUTEE
PAR BRANCHE ..... G01 3, 7, G03 1 ET K01 1
TAUX DE CROISSANCE G01 4
VALEUR MOBILIERE N02 1, 3
ENTREPRISE D'ASSURANCES M04 12
VALEUR VENALE DES TERRES AGRICOLES I01 7
VANNERIE, BROSSERIE K11 5
VEGETAUX
INDICES DE PRIX H03 1
PRODUCTIONS DE - I01 15, 16, 24
VEHICULES
AUTOMOBILES (PRODUCTION) K08 2
INDICES DE PRIX H01 3, 6
PARC DES - L06 2, 7
UTILITAIRES (IMMATRICULATIONS) L02 6
VENTES (COMMERCE) ..... M01 6 ET 7
VERRE K05 1, 2
VIANDE
CONSOMMATION DES MENAGES D01 1, 3
PRIX DE DETAIL, INDICE DE PRIX ..... H01 3 ET H02 1
PRODUCTION ..... I04 1 A 4
VIDEOTEX L06 10
VIEILLESSE (PENSION) ..... C04 15 A 17
VILLAGE DE VACANCES E03 3
VILLE
POLLUTION DE L'AIR DES - A02 6
POPULATION A01 5, 7
VIN
CONSOMMATION DES MENAGES D01 1, 3
INDICES DE PRIX ..... H01 3 ET H02 1
PRODUCTION ..... I01 17 ET I04 14 A 16
VOIES NAVIGABLES L03
VOLAILLES (ABATTAGE) I04 4
VOYAGES E03 1
VOYAGEURS
PAR AIR L05 5, 6, 8, 10, 11
PAR FER L01 4
PAR MER L04 5
PAR ROUTE L02 10
TRANSPORTS ROUTIERS DE L02 2, 10

Z

ZINC K03 2, 3
ZONE NATURELLE A02 2
ZONE DE PEUPLEMENT INDUSTRIEL OU URBAIN (ZPIU) A01 12

PRINCIPAUX ORGANISMES PUBLICS À COMPÉTENCE STATISTIQUE NATIONALE

(Mise à jour : mi-1992)

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
AGRICULTURE ET FORÊT (Ministère).....	Direction des Affaires économiques et financières. Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) : 4, avenue de Saint-Mandé. 75570 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 43 44 46 33.	AGRESTE, la statistique agricole : — données : les premiers résultats; — données chiffrées : agro-alimentaire et agriculture; — conjoncture : générale et spécialisée *(mensuel)*; — séries : « Le bulletin » (papier et microfiche) et « Aviculture » *(mensuel)*; — analyse et étude : « Cahiers » *(trimestriel)* et « Études » (papier et microfiche); — graph-agri : annuaire de graphiques agricoles *(annuel)*; — annuaire de statistique agricole : sous forme de quatre tomes de données chiffrées. Statistiques forestières *(annuel)*. Enquête annuelle d'entreprise exploitation forestière et scierie. Production de bois et sciage *(annuel)*.
	Service des haras, des courses et de l'équitation : 14, avenue de la Grande-Armée. 75017 PARIS. Tél. : (1) 44 09 24 00.	
	Office national des forêts : 2, avenue de Saint-Mandé. 75012 PARIS. Tél. : (1) 40 19 58 00.	Rapport annuel de gestion.
	Direction de l'Espace rural et de la Forêt (Inventaire forestier national) : 1 *ter*, avenue de Lowendal. 75007 PARIS. Tél. : (1) 49 55 49 55.	Inventaire forestier national. Résultats départementaux. Fonds forestier national. Rapport *(annuel)*.
ÉCONOMIE, FINANCES ET BUDGET (Ministère).	Direction de la prévision : Bâtiment B. Télédoc 684. 139, rue de Bercy. 75012 PARIS. Tél. : (1) 40 04 04 04.	Économie et Prévision *(irrégulier)*.
	Commission des comptes et budgets économiques de la Nation : 35-37, rue Boissy-d'Anglas. 75008 PARIS. Tél. : (1) 42 97 20 00.	Rapport sur les comptes de la Nation *[annuel]*(1).
	Direction de la Communication : Bâtiment B Gare 536. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 40 04 04 04.	Notes bleues. Statistiques et études financières : — série rouge *(irrégulier)*.
	Direction du Trésor : 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 40 04 04 04.	Balance des paiements de la France *[annuel]*(2). Rapport du Fonds de développement économique et social *[annuel]*(3).

(1) Disponible pour le public; « INSEE - Résultats, comptes et indicateurs économiques » et « INSEE - Études » (2 volumes).

(2) Publié en commun avec la Banque de France; dans la série rouge de la publication *Statistiques et études financières,* on trouvera les résultats trimestriels de la balance des paiements.

(3) Le document paraît également dans *Statistiques et études financières.*

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
Économie, Finances et Budget (Ministère) *[suite]*.	Direction générale des douanes et droits indirects (sous-direction des statistiques et de l'informatique) : 8, rue de la Tour-des-Dames. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : (1) 42 80 67 22.	Commentaires annuels. Statistiques du commerce extérieur : — résultats mensuels; — résultats trimestriels et annuels; — importations-exportations en NGP *(annuel)*; — résultats régionalisés *(annuel)*. Statistiques du commerce extérieur : abrégé *(annuel)*. Tableau général des transports *(annuel)*. Le transport du commerce extérieur *(annuel)*.
	Direction de la Comptabilité publique : 192, rue Saint-Honoré. 75056 PARIS-RP. Tél. : (1) 42 60 33 00. et 139, rue de Bercy. 75573 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 40 04 04 04.	Compte de la dette publique *(annuel)*. Les finances du secteur public local : — communes, départements, régions et établissements publics locaux (2 tomes); — hôpitaux publics; — organismes d'HLM et sociétés d'économie mixte à participations locales; — communes de moins de 10 000 habitants. Informations financières sur les départements et les grandes communes.
	Direction générale des impôts : 139, rue de Bercy. 75574 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 40 04 04 04.	Les renseignements statistiques relatifs aux impôts sont publiés annuellement dans le périodique Statistiques et études financière, série rouge : — impôts sur le revenu; — bénéfices industriels et commerciaux; — statistiques de la Direction générale des Impôts.
	Direction générale de l'INSEE : 18, boulevard Adolphe-Pinard. 75675 PARIS CEDEX 14. Tél. : (1) 41 17 50 50.	Économie et statistique *(mensuel)*. Tendances de la conjoncture *(mensuel)*. Bulletin mensuel de statistique. INSEE résultats. INSEE première. INSEE méthodes. INSEE études. Annales d'économie et statistique.
	Observatoire économique de Paris : Tour Gamma A. 195, rue de Bercy. 75582 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 43 41 71 41.	
• *Cour des comptes*	13, rue Cambon. 75100 PARIS RP. Tél. : (1) 42 98 95 00.	Cour des comptes : rapport au Président de la République *[annuel]* (1).
• *Impôts (Conseil des)*	*Même adresse.* Tél. : (1) 42 98 97 95.	Conseil des impôts : rapport au Président de la République *[annuel]* (1).
• *Commission de contrôle des assurances.*	54, rue de Châteaudun. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : (1) 42 81 91 55.	Entreprises d'assurance et de capitalisation [rapport annuel] (2). — Tome 1 : Résultats comptables; — Tome 2 : Évolution du marché.
Éducation nationale et Culture (Ministère).	Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) : 142, rue du Bac. 75007 PARIS. Tél. : (1) 49 55 10 10. et 58, boulevard du Lycée. 92170 VANVES. Tél. : (1) 40 65 65 40.	Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation (1992) *(annuel)*.

(1) *JORF*, édition « Documents administratifs ».
(2) Ce document paraît également dans *Statistiques et études financières*.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉDUCATION NATIONALE ET CULTURE (Ministère) *[suite].*	Sous-direction des enquêtes statistiques et des études (SDESE) : 58, boulevard du Lycée. 92170 VANVES. Tél. : (1) 40 65 65 40.	Éducation et formation *(trimestriel).* Notes d'informations *(hebdomadaire).* Tableaux statistiques : 1° Série jaune : maternelles, élémentaires, spéciales; 2° Série verte : secondaire; 3° Série orange : technique et formation professionnelle; 4° Série rose : supérieur (universités et grandes écoles); 5° Série blanche : études, enquêtes diverses et ponctuelles *(hebdomadaire).* L'état de l'école *(annuel).* Vade-mecum statistique *(annuel).*
	Service juridique et technique de l'information. Bureau de la statistique : 69, rue de Varenne. 75700 PARIS. Tél. : (1) 42 75 87 14 et (1) 42 75 80 00.	Presse et statistiques. Bulletin de documentation statistique *(annuel).*
	Information sur les enseignements et les professions (Office national) [ONISEP] : 46-50, rue Albert. 75635 PARIS CEDEX 13. Tél. : (1) 40 77 60 00.	
	Direction des Archives de France : 60, rue des Francs-Bourgeois. 75141 PARIS CEDEX 03. Tél. : (1) 40 27 60 00.	La gazette des archives *(trimestriel).*
	Direction des musées de France : 6, rue des Pyramides. 75041 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 40 15 73 00.	La lettre des musées de France *(trimestriel).*
	Direction du patrimoine : 3, rue de Valois. 75001 PARIS. Tél. : (1) 40 15 80 00.	
	Direction du livre et de la lecture : 27, avenue de l'Opéra. 75001 PARIS. Tél. : (1) 40 15 73 00.	Lettres (plusieurs numéros par an).
	Direction de la musique et de la danse : 53, rue Saint-Dominique. 75007 PARIS. Tél. : (1) 40 15 80 00.	Mesures (plusieurs numéros par an).
	Département études et prospective : 2, rue Jean-Lantier. 75001 PARIS. Tél. : (1) 40 15 73 00.	Chiffres clés de la culture *(annuel).* Développement culturel *(trimestriel).*
	Muséum national d'histoire naturelle : 57, rue Cuvier. 75231 PARIS CEDEX 05. Tél. : (1) 40 79 30 00.	
ENVIRONNEMENT (Ministère).....	Direction de la nature et des paysages; Direction de l'eau; Direction de la prévention des pollutions et des risques : 14, boulevard du Général-Leclerc. 92524 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40 81 21 22.	État de l'environnement *(annuel).* Données économiques de l'environnement *(annuel).* Annuaire de la qualité des eaux. Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (résultats semestriels). État de l'assainissement des zones littorales. Composantes industrielles de la pollution des eaux *(annuel).* État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce *(annuel).*

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
Environnement (Ministère) *[suite]*..	Institut français de l'Environnement (IFEN) : 17, rue des Huguenots 45000 ORLÉANS. Tél. : 38 79 78 78.	
	Conseil supérieur de la pêche : 134, avenue de Malakoff. 75016 PARIS. Tél. : (1) 45 01 20 20.	
Équipement, Logement et Transports (Ministère).	Service technique de l'urbanisme : 64, rue de la Fédération. 75015 PARIS. Tél. : (1) 45 67 35 36.	Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme *(annuel).*
	Direction de la construction : 92055 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 04. Tél. : (1) 40 81 21 22.	Statistiques de la construction *(mensuel).*
	Direction des affaires économiques et internationales. Sous-direction des actions statistiques : L'Arche de la Défense. 95055 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 04. Tél. : (1) 40 81 21 22.	Statistiques et études générales *(irrégulier).* Notes vertes économiques : 3 séries : — tableau de bord (4 numéros); — conjoncture (4 numéros); — informations rapides (supplément à tableau de bord et conjoncture).
	Observatoire économique et statistique des transports (OEST) : 55, rue Brillat-Savarin. 75658 PARIS CEDEX 13. Tél. : (1) 45 89 89 27.	Bulletin mensuel de statistiques. Note de conjoncture *(mensuelle).* Mémento de statistiques des transports *(annuel).* Enquête annuelle d'entreprise : — transports routiers de marchandises; — transports routiers et urbains de voyageurs; — transports aériens; — transports maritimes; — auxiliaires des transports terrestres; — transports fluviaux pour compte d'autrui; — auxiliaires des transports maritimes. Les accidents corporels de la circulation routière *(annuel).* Fichier central des automobiles. Parc et immatriculation *(annuel).* Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises *(annuel).* SITRAM (système d'information sur les transports de marchandises) : banque de données *(trimestriel* et *annuel).* — Résultats généraux : trafic intérieur, trafic international. Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes *(annuel).*
	Direction de la météorologie nationale : 77, rue de Sèvres. 92104 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX. Tél. : (1) 46 04 91 51.	
	Service central d'exploitation de la météorologie : 42, avenue Gustave-Coriolis. 31057 TOULOUSE CEDEX. Tél. : 61 07 80 80.	
● *Aviation civile*.....	Direction générale de l'Aviation civile.	Bulletin statistique de la DGAC (*mensuel* et *annuel).*

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT ET TRANSPORTS (Ministère) *[suite]*.	Service des transports aériens (bureau des statistiques et de la documentation) : 143, rue Blomet. 75015 PARIS. Tél. : (1) 40 45 89 80.	
• *Routes*.....	Direction de la sécurité et de la circulation routière : Arche de la Défense, Paroi Sud. 92055 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 04. Tél. : (1) 40 81 21 22 et (1) 45 49 61 62.	Accidents corporels de la circulation routière *(annuel)*. Circulation, accidents : données de base *(annuel)*. Flash mensuel circulation sécurité.
	Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA) : 46, avenue Aristide-Briand. BP 100. 92223 BAGNEUX CEDEX. Tél. : (1) 46 11 31 31.	
• *Mer (Secrétariat d'État)*.....	Direction de la flotte de commerce (bureau des études économiques et statistiques) : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 42 73 55 05.	Statistiques de la flotte de commerce *(trimestriel* et *annuel)*.
	Direction des pêches maritimes et des cultures marines : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 42 73 55 05.	Statistiques des pêches maritimes *(annuel)*.
	Direction des ports et de la navigation maritimes : Bureau de la plaisance. 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 42 73 55 05.	Bulletin mensuel de statistiques des ports maritimes de commerce. Résultats de l'exploitation des ports maritimes - statistiques *(annuel)*. Statistiques plaisance *(annuel)*.
	Centre administratif des affaires maritimes : BP 130. 27, quai Solidor. 35408 SAINT-MALO CEDEX. Tél. : 99 81 78 78.	Statistiques maritimes françaises *(trimestriel)*. La plaisance en quelques chiffres *(annuel)*.
FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORMES ADMINISTRATIVES (Ministère).	Direction générale de l'administration et de la fonction publique (bureau des statistiques) : 32, rue de Babylone. 75007 PARIS. Tél. : (1) 42 75 80 00.	
INDUSTRIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR (Ministère).	Délégation à l'information et à la communication : 101, rue de Grenelle. 75700 PARIS. Tél. : (1) 43 19 36 36.	L'industrie française *(annuel)*. Chiffres clés des matières premières minérales non énergétiques *(annuel)*.
• *Industrie*.....	Direction générale de l'industrie - Service des statistiques industrielles (SESSI) : 85, boulevard du Montparnasse. 75270 PARIS CEDEX 06. Tél. : (1) 43 19 36 36.	Bulletin mensuel de statistique industrielle. Annuaire de statistique industrielle. Chiffres clés de l'industrie *(annuel)*. Enquête annuelle de branche. Ingénierie, études et conseils. Enquêtes de branches [industrielles] *(trimestriel* et *annuel)*. Enquête annuelle d'entreprise : — premiers résultats; — résultats provisoires; — résultats définitifs (4 vol.). L'industrie et les régions *(annuel)*. L'implantation étrangère dans l'industrie *(annuel)*. Les consommations d'énergie dans l'industrie *(annuel)*.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
INDUSTRIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR (Ministère) *[suite].*	Direction générale de l'industrie : 30-32, rue Guersant. 75833 PARIS CEDEX 17. Tél. : (1) 45 72 85 85.	Rapport annuel sur l'activité des industries du textile et de l'habillement. Fascicules « Les sociétés de service et conseil en informatique » *(annuel).*
	Service des industries de base et des biens intermédiaires (SIBBI). Sous-direction des chantiers navals : 30-32, rue Guersant. 75833 PARIS CEDEX 17. Tél. : (1) 45 72 85 85.	Statistiques de construction navale *(trimestriel).*
	Institut national de la propriété industrielle : 26 *bis*, rue de Leningrad. 75800 PARIS CEDEX 08. Tél. : (1) 42 94 52 52.	Bulletin officiel de la propriété industrielle *(hebdomadaire et trimestriel).*
• *Énergie*	Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) : Observatoire de l'Énergie. 99, rue de Grenelle. 75700 PARIS CEDEX 07. Tél. : (1) 43 19 32 84.	Le tableau de bord de l'énergie *(mensuel).* Les chiffres clés de l'énergie *(annuel).* Tableau des consommations d'énergie en France *(annuel).* Bilans de l'énergie *(annuel)*
	Direction du gaz, de l'électricité et du charbon, DIGEC : 99, rue de Grenelle. 75700 PARIS. Tél. : (1) 43 19 44 45.	Statistiques de l'industrie gazière en France *[annuel]*(1). Production et distribution de l'énergie électrique en France *[annuel]*(2).
	Direction des hydrocarbures : 3-5, rue Barbet-de-Jouy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 43 19 36 36.	Activité de l'industrie pétrolière *(annuel).*
	Service de la conservation des gisements d'hydrocarbures : 366, avenue Napoléon-Bonaparte. 92501 RUEIL MALMAISON CEDEX. Tél. : (1) 47 49 27 75.	Rapport annuel (recherches et production d'hydrocarbures en France).
• *Tourisme*	Direction des industries touristiques (bureau des statistiques) : 2, rue Linois. 75740 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 44 37 36 00.	Collection de l'économie du tourisme. Les cahiers de l'observatoire. Annuaire statistique du tourisme. Memento du tourisme 12e *(annuel).*
• *Commerce et Artisanat*	Direction du commerce intérieur (commission des comptes commerciaux de la nation) : 41, quai Branly. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 50 71 11.	Comptes commerciaux de la Nation — INSEE résultats. La France des commerces *(annuel).*
• *École des mines*	60, boulevard Saint-Michel. 75006 PARIS. Tél. : (1) 42 34 91 01.	
INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE (Ministère).	Direction générale de la police nationale. Direction centrale de la police judiciaire : 1 *bis*, place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : (1) 42 60 35 55 et (1) 42 66 28 30.	Aspects de la criminalité en France d'après les statistiques de la police judiciaire *(annuel).*

(1) Statistiques rassemblées par le Service technique et économique du gaz.
(2) Statistiques rassemblées par le Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
Intérieur et Sécurité publique (Ministère) *[suite].*	Direction générale des collectivités locales (mission d'études et de statistiques) : 2, place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : (1) 42 60 35 35 et (1) 42 66 28 30.	Collection décentralisation. Série budget des collectivités locales *(annuel),* 4 vol. Série démocratie locale. Guide pratique de l'élu.
	Direction de la sécurité civile : 18, rue Ernest-Cognacq. 92300 LEVALLOIS PERRET. Tél. : (1) 47 58 11 86.	Statistiques des interventions de sapeurs-pompiers *(annuel).*
Jeunesse et Sports (Ministère)	Direction de l'administration et des services extérieurs (DASE) [bureau de l'informatique et des statistiques] : 78, rue Olivier-de-Serres. 75739 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 40 45 90 00.	Statistiques jeunesse et sports. Licences sportives et sections de clubs *(annuel).* Objectifs jeunesse et sports *(trimestriel).*
Justice (Ministère).....	Direction de l'administration générale et de l'équipement (division de la statistique) : 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 44 77 60 60.	Annuaire statistique de la justice. Bulletin statistique de la justice *(trimestriel).* Études statistiques *(irrégulier).*
	Direction de l'administration pénitentiaire (service des études et de l'organisation) : 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 44 77 60 60.	Rapport annuel de l'administration pénitentiaire. Rapport annuel de la Cour de cassation à M. le garde des Sceaux.
	Direction de l'éducation surveillée : 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 44 77 60 60.	Rapport annuel de l'éducation surveillée. Annales de Vaucresson *(annuel).*
Plan (Secrétariat d'État au).....	Commissariat général du Plan : 18, rue de Martignac. 75007 PARIS. Tél. : (1) 45 56 51 00.	Rapport annuel d'exécution (1). Rapports des commissions du Plan (2).
• *Revenus et coûts (Centre d'études des) [CERC].*	3, boulevard de La Tour-Maubourg. 75007 PARIS. Tél. : (1) 47 53 89 63.	Documents du CERC *(trimestriel).*
Postes et Télécommunications (Ministère).	Direction générale de la Poste (direction des programmes et des affaires financières) : 20, avenue de Ségur. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 64 22 22.	Statistique annuelle du service des télécommunications. Rapport sur la situation de la caisse nationale d'épargne *(annuel).* Les chiffres clés de la Poste.
	Direction générale de France Télécom (direction des programmes et des affaires financières) : 6, place d'Alleray. 75015 PARIS. Tél. : (1) 44 44 84 05.	
	Agence comptable centrale : 20, avenue de Ségur. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 64 22 22.	Rapport sur la gestion financière et la marche des services pendant l'année 19... *(annuel).*
Recherche et Technologie (Ministère)	Mission de synthèse et de planification. Analyse du potentiel national de recherche et développement. 1, rue Descartes. 75231 PARIS CEDEX 05. Tél. : (1) 46 34 35 35.	Compte satellite de la recherche, Séries 1984-1985 et 1986. Méthodologie base 1980. N° 1-1989. Plan triennal pour la recherche et le développement technologique [1986-1988] (3). La recherche publique, rapport statistique 1990.

(1) Publié en annexe à l'exécution de la loi de finances.
(2) IX[e] Plan (1984-1988), X[e] Plan (1989-1992).
(3) Publié en collaboration avec le commissariat général du Plan.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
SANTÉ ET ACTION HUMANITAIRE; AFFAIRES SOCIALES ET INTÉGRATION (Ministères).	Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) : 1, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 40 56 60 00.	Informations rapides. Solidarité. Santé. Études statistiques *(bimestriel).* Revue française des Affaires sociales. Annuaire des statistiques sanitaires et sociales. Comptes nationaux de la santé *(annuel)* [publication conjointe entre « INSEE Résultats » et « Économie et santé »]. Comptes de la protection sociale. Annuaire statistique « Vieillesse ». Fichier national des établissements sanitaires et sociaux.
• *Santé et recherche médicale (Institut national) [INSERM].*	101, rue de Tolbiac. 75654 PARIS CEDEX 13. Tél. : (1) 44 23 60 60.	Statistiques des causes médicales de décès *(annuel).* Statistiques médicales des établissements psychiatriques *(annuel).* Rapport sur l'état de santé de la population française *(annuel).* Revue française des affaires sociales *(trimestriel).*
• *Démographie (Institut national d'études démographiques)[INED].*	27, rue du Commandeur. 75675 PARIS CEDEX 14. Tél. : (1) 43 20 13 45.	Population et sociétés *(mensuel).* Population *(bimestriel).*
• *Offices des migrations internationales (OMI).*	44, rue Bargue. 75732 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 45 66 26 00.	ONISTATS : Annuaire des migrations : — I : flux des travailleurs; — II : entrée et structure des familles; — III : réinsertion au pays d'origine.
TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE (Ministère).	1, place de Fontenoy. 75007 PARIS. Tél. : (1) 40 56 60 00.	Bulletin mensuel de statistiques du travail. Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an). Travail et emploi *(trimestriel).* Tableaux statistiques sur le travail et l'emploi. Comptes de l'emploi, données physico-financières 1973-1980, édition 1982, 1980-1982, édition 1984, 1983-1985, édition 1987. Statistiques nationales d'accidents du travail *(annuel* avec rétrospective sur trois années).
• *Études et recherches sur les qualifications CEREQ (Centre).*	9, rue Sextius-Michel. 75015 PARIS. Tél. : (1) 45 75 62 63.	Répertoire français des emplois [publication en « cahiers » pouvant comprendre plusieurs volumes. 16 cahiers déjà parus] (1). Formation-emploi *[trimestriel]* (1). Statistique de la formation professionnelle continue financée par les entreprises *[annuel]* (1). CEREQ-BREF [Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation] *(bimestriel).* « Études » *(irrégulier).* Avenirs *(mensuel).*

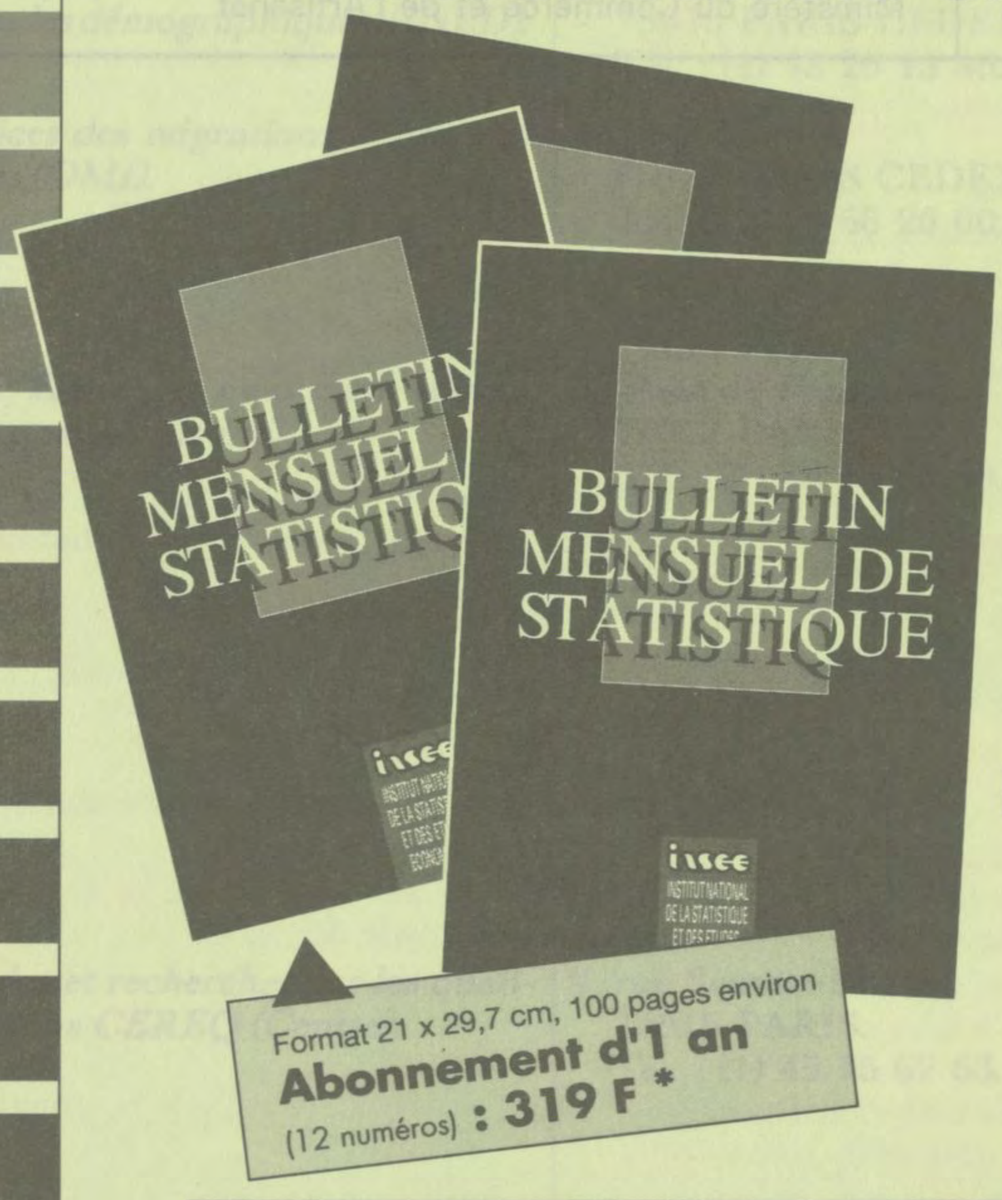
(1) Publié par La Documentation française, 29 et 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 40 15 70 00.

LISTE DES MINISTÈRES
AU 2 OCTOBRE 1992

Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture
Ministère des Affaires étrangères
Ministère de la Fonction publique et des Réformes administratives
Ministère de la Justice
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique
Ministère de la Défense
Ministère de l'Économie et des Finances
Ministère du Budget
Ministère de l'Environnement
Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports
Ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle
Ministère de l'Agriculture et du Développement rural
Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration
Ministère de la Santé et de l'Action humanitaire
Ministère des Départements et Territoires d'outre-mer
Ministère de la Recherche et de l'Espace
Ministère des Postes et Télécommunications
Ministère de la Jeunesse et des Sports
Ministère des Affaires européennes
Ministère de la Coopération et du Développement
Ministère du Commerce et de l'Artisanat

LE BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Chaque mois les dernières informations sur le détail des indices et des 5000 séries chiffrées que l'INSEE calcule en permanence.



Format 21 x 29,7 cm, 100 pages environ

Abonnement d'1 an
(12 numéros) **: 319 F ***

- ❑ *DES STATISTIQUES HEBDOMADAIRES MENSUELLES, TRIMESTRIELLES ET RETROSPECTIVES*
- ❑ *DES SERIES NATIONALES ET INTERNATIONALES*

BON DE COMMANDE

A RETOURNER A INSEE CNGP · AMIENS BP 2718 · 80040 AMIENS CEDEX

❑ Veuillez enregistrer mon abonnement au **"BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE"** pour 1 an (12 numéros)

* Edition sur papier :
- ❑ **France : 319 F**
- ❑ **Etranger : 399 F**
- ❑ **Etranger (par avion) : 524 F**

* Edition sur microfiche :
- ❑ **France : 162 F**
- ❑ **Etranger : 203 F**
- ❑ **Etranger (par avion) : 323 F**

Nom ou Raison sociale : _____
Adresse : _____
Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋
Commune : _____
Pays : _____

Ci-joint mon règlement à l'ordre de l'INSEE
Date : _____ Signature :

MAI 92

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

AUTRES ORGANISMES

Artisanat

Assemblée permanente des chambres des métiers
Direction des relations publiques et des services généraux
12, avenue Marceau - 75008 Paris
Tél. : (1) 47 23 61 55

Assurance

Caisse nationale de prévoyance (CNP)
56, rue de Lille - 75007 Paris
Tél. : (1) 40 49 88 88

Audiovisuel

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)
Tour Mirabeau - 39-43 quai André-Citroën - 75739 Paris Cedex 15
Tél. : (1) 40 58 38 00

Télédiffusion de France
21-27, rue Barbès - 92542 Montrouge
Tél. : (1) 49 65 10 00

Radio-France
116, avenue du Président-Kennedy - 75786 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 42 30 22 22

Radio-France internationale
116, avenue du Président-Kennedy - 75016 Paris
Tél. : (1) 42 30 22 22

Télévision française 1 (TF1)
17, rue de l'Arrivée - 75737 Paris Cedex 15
Tél. : (1) 42 75 12 34

France 2
22, avenue Montaigne - 75387 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44 21 42 42

France 3
116, avenue du Président-Kennedy - 75790 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 42 30 24 24

Radio-télévision française d'Outre-mer (RFO)
5, avenue du Recteur-Poincaré - 75016 Paris
Tél. : (1) 45 24 71 00

La Sept
50, avenue Théophile-Gautier - 75016 Paris
Tél. : (1) 44 14 77 77

Société française de production et de création audiovisuelles (SFP)
36, rue des Alouettes - 75935 Paris Cedex 19
Tél. (1) 40 03 50 00

Service de la redevance de l'audiovisuel
46, rue d'Amsterdam - 75009 Paris
Tél. : (1) 42 85 11 11

Médiamétrie
55-63, rue Anatole-France - 92503 Levallois-Perret
Tél. : (1) 47 58 97 58

Institut national de l'audiovisuel (INA)
4, avenue de l'Europe - 94366 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : (1) 49 83 20 00

Bâtiment, travaux publics

Fédération nationale du bâtiment
93, avenue Kléber - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 47 20 10 20 et 47 20 88 00

Fédération nationale des travaux publics
3, rue de Berri - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 63 11 44

Caoutchouc et matières plastiques

Syndicat national du caoutchouc et des plastiques
60, rue Auber - 94408 Vitry-sur-Seine Cedex
Tél. : (1) 46 71 91 22

Fédération de la Plasturgie
65, rue de Prony - 75854 Paris Cedex 17
Tél. : (1) 47 63 12 59

Chambre syndicale des industries transformatrices de fibres techniques (CSFT)
10, rue de la Pépinière - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 22 12 34 et 45 22 11 77

Charbon

Charbonnages de France
Tour Albert-I[er], 65, avenue de Colmar
92500 Rueil-Malmaison
Tél. : (1) 47 52 92 52

Chimie de base

Union des industries chimiques
Cedex 5 - 92080 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 78 50 00

Construction aéronautique

Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS)
4, rue Galilée - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 44 43 17 00

Construction électrique et électronique

Fédération des industries électriques et électroniques
11, rue Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 45 05 70 70

Construction mécanique

Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP)
Cedex 72-92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 67 17

Syndicat général des fabricants d'outillage mécanique (SGOM)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 64 52

Syndicat des fabricants d'outillage et de produits à base de diamant (SYFODIA)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 64 52

Syndicat national des fabricants de matériel de soudage (SMS)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 67 17

Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA)
19, rue Jacques-Bingen - 75017 Paris
Tél. : (1) 47 66 02 20

Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie (SNCT)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 62 70

Association française des industries de la robinetterie (AFIR)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 62 95

Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéraulique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 62 92

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 62 79

Syndicat des constructeurs de compresseurs
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 62 79

Syndicat des constructeurs de turbines hydrauliques, conduites forcées et vannes
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 62 79

Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYSTEMEL)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 62 79

Association française des constructeurs de pompes
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 62 85

Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 63 11

Syndicat des constructeurs de machines pour les industries agro-alimentaires (SYMA)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 63 63

Syndicat des constructeurs de matériel de génie chimique (SYMAGEC)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 63 63

Union des constructeurs de matériel textile de France (UCMTF)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 63 45

Union nationale des industries de machines pour chaussures, tannerie et maroquinerie
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 63 11

Syndicat des constructeurs de machines pour les industries du papier, du carton et des arts graphiques (SCIPAG)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 63 50 et 47 17 63 51

Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 60 22

Chambre syndicale nationale de la mécanique de haute précision
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 63 95

Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 63 27 et 47 17 63 36

Syndicat des constructeurs de matériel pour mines et travaux souterrains
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 60 22

Chambre française de l'horlogerie et des techniques microtechniques
34, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 61 95 22

Syndicat du pesage et comptage
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 63 79

Chambre syndicale des fabricants et négociants d'appareils de laboratoire
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 60 22

Chambre syndicale des fabricants de matériel et produits pour l'art dentaire
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 60 22

Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 63 88

Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 64 01

Syndicat général des industries du matériel photographique et cinématographique substandard, vidéo et industries connexes
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 64 01

Syndicat des fabricants du mobilier métallique
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 60 22

Construction navale

Chambre syndicale des constructeurs de navires
47, rue de Monceau - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 61 99 11

Culture, loisirs et sports

Centre national de la cinématographie (CNC)
12, rue de Lubeck - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 44 34 34 40

Syndicat national de l'édition (SNE)
35, rue Grégoire-de-Tours - 75006 Paris
Tél. : (1) 43 29 75 75

La Française des jeux
5-7, rue Beffroy - 92523 Neuilly-sur-Seine
Tél. : (1) 46 41 35 35

Bibliothèque nationale
58, rue de Richelieu - 75084 Paris Cedex 02
Tél. : (1) 47 03 81 26

Électricité

Électricité de France - Direction de la production et du transport (Département statistique)
6, rue de Messine - 75008 Paris
Tél. : (1) 40 42 22 22

Emploi

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)
77, rue de Miromesnil - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 94 43 00

Énergie

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME)
27, rue Louis-Vicat - 75015 Paris
Tél. : (1) 47 65 20 00

Centre d'étude et de recherche économiques sur l'énergie (CEREN)
89, rue de Miromesnil - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 63 11 91

Finance et bourse

Banque de France
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75001 Paris
Tél. : (1) 42 92 42 92

Conseil national du crédit
1, rue de la Vrillière - 75001 Paris
Tél. : (1) 42 61 56 72

Caisse des dépôts et consignations
56, rue de Lille - 75007 Paris
Tél. : (1) 40 49 56 78

Commission bancaire
73, rue de Richelieu - 75002 Paris
Tél. : (1) 42 92 42 92

Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance
5, rue Masseran - 75007 Paris
Tél. : (1) 45 67 55 27

Commission des opérations de bourse
Tour du pont Mirabeau - 39-43, Quai André-Citroën
75739 Paris Cedex 15
Tél. : (1) 45 78 33 33

Caisse centrale de la coopérative économique
35-37, rue Boissy-d'Anglas - 75008 Paris
Tél. : (1) 40 06 31 31

Fonderie et travail des métaux

Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes
2, rue de Bassano - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 47 23 55 50

Syndicat national des entreprises d'application des revêtements et traitements de surfaces (SATS)
Cedex 72 - 92038 Paris la Défense
Tél. : (1) 47 17 64 33

Syndicat national du découpage et de l'emboutissage (SNDE)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 64 10

Syndicat national du décolletage (SNDE)
2, avenue de Châtillon - 74300 Cluses
Tél. : 50 98 07 68

Syndicat national de l'estampage et de la forge
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 60 22

Syndicat national du matriçage de laiton et de métaux non ferreux
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 63 95

Chambre syndicale de la boulonnerie et de la visserie forgées (CSBVF)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 64 32

Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 64 10

Syndicat des industries mécaniques
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 67 60 00

Syndicat de l'outillage à main et des machines électroportatives (SOMMEP)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 64 59

Syndicat des fabricants de quincaillerie (SNFQ)
16, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 63 62 50 et 45 63 20 75

Syndicat national des fabricants d'articles galvanisés et étamés (SAGE)
39, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16

Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM)
Cedex 72 - 92038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 60 22

Chambre syndicale des industries des métaux et de la coutellerie
Place Charles-de-Gaulle - 52800 Nogent-en-Bassigny
Tél. : 25 31 85 20

Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers
13, rue Terrasse - 63300 Thiers
Tél. : 73 80 03 76

Gaz

Gaz de France - Direction des services économiques et commerciaux
23, rue Philibert-Delorme - 75840 Paris Cedex 17
Tél. : (1) 47 54 20 20

Imprimerie, presse, édition

Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques
115, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : (1) 43 34 21 15

Syndicat national de l'édition
35, rue Grégoire-de-Tours - 75279 Paris Cedex 06
Tél. : (1) 43 29 75 75

Industries agricoles et alimentaires

Association des brasseurs de France
25, boulevard Malesherbes - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 66 29 27

Association nationale de la meunerie française
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : (1) 43 59 45 80

Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14

Association professionnelle des fabricants de compléments pour l'alimentation animale (AFCA)
41 *bis*, boulevard Latour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. : (1) 47 05 56 04

Bureau national interprofessionnel de l'Armagnac
Place de la Liberté, BP 3 - 32800 Eauze
Tél. : 62 09 82 33

Bureau national interprofessionnel des Calvados, eaux-de-vie de cidre et de poiré
30, rue de l'Oratoire - 14005 Caen Cedex
Tél. : 31 86 03 21

Bureau national interprofessionnel du Cognac
Allées du Champ-de-Mars, BP 18 - 16101 Cognac Cedex
Tél. : 45 35 60 00

Bureau national interprofessionnel du pruneau
2, rue des Magnolias - 47305 Villeneuve-sur-Lot
Tél. : 53 70 44 77

Chambre syndicale de la malterie française
22, rue Lavoisier - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 66 28 74

Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : (1) 46 37 23 01

Chambre syndicale des centres agréés d'abattage et de conditionnement de produits en basse-cour (Chasyca) - Syndicat national des abattoirs de volailles (Synavol)
20, rue de l'Arcade - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 66 25 94

Chambre syndicale des eaux minérales
10, rue Clément-Marot - 75008 Paris
Tél. : (1) 47 20 31 10

Chambre syndicale des fabricants d'aliments préparés pour chiens, chats, oiseaux et autres animaux familiers (Facco)
10, rue de la Paix - 75002 Paris
Tél. : (1) 42 61 32 30

Chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 47 20 70 66

Chambre syndicale des torréfacteurs de cafés de France
10, rue de Rome - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 22 30 73

Comité français de la semoulerie industrielle
48, avenue Victor-Hugo - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 45 00 88 54

Comité interprofessionnel des vins de Champagne
5, rue Henri-Martin, BP 135 - 51204 Epernay
Tél. : 26 54 47 20

Confédération française de la conserve
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : (1) 43 21 38 21

Conseil national des vins aromatisés
116, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 94 17 10

Fédération des industries condimentaires de France
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 22 56 05

Fédération française des industries charcutières
3, rue Anatole-de-la-Forge - 75017 Paris
Tél. : (1) 42 27 22 26

Fédération nationale de l'industrie laitière
140, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 62 96 60

Fédération nationale de la coopération bétail et viandes (FNCBV)
8, rue Armand-Moisant - 75015 Paris
Tél. : (1) 43 22 40 20

Fédération nationale des boissons
49, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. : (1) 45 87 21 41

Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC)
129, boulevard Saint-Germain - 75279 Paris Cedex 06
Tél. : (1) 43 29 87 02

Fédération nationale des coopératives laitières
34, rue Godot-de-Mauroy - 75009 Paris
Tél. : (1) 47 42 24 31

Fédération nationale des huileries métropolitaines
12, avenue George-V - 75008 Paris
Tél. : (1) 40 69 48 48

Fédération nationale des producteurs de rhum
4, rue A.-Houssaye - 75008 Paris
Tél. : (1) 43 59 41 47

Fédération nationale des syndicats de confituriers et de conserveurs de fruits
3, rue de Logelbach - 75847 Paris Cedex 17
Tél. : (1) 42 27 77 12

Groupement interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et des industries de transformation
29, rue du Général-Foy - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 94 41 80

Intersyndicale des fabricants d'aliments d'allaitement
28, rue Pierre-Lescot - 75001 Paris
Tél. : (1) 42 36 22 93

L'Alliance 7
194, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : (1) 42 60 30 12

Office national interprofessionnel des céréales
21, avenue Bosquet - 75007 Paris
Tél. : (1) 45 55 92 04

Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS)
232, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : (1) 42 86 32 00

Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)
53, Quai d'Orsay - 75347 Paris Cedex 07
Tél. : (1) 45 56 61 50

Société avicole des Trois-Vallées
Porte de Chammay - 53300 Ambrières-les-Vallées
Tél. : 43 04 92 10

Société nationale interprofessionnelle de la tomate
Hameau Les jardins neufs, 54, chemin de Bonaventure - 84000 Avignon
Tél. : 90 86 64 39

Syndicat de la rizerie française
7, square Gabriel-Fauré - 75017 Paris
Tél. : (1) 46 22 93 75

Syndicat des eaux de source
11, rue de la Jarry - 94300 Vincennes
Tél. : (1) 43 65 51 18

Syndicat des fabricants de chicorée de France
84, rue François-Herbo - 59310 Orchies
Tél. : 20 61 64 74

Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France
23, rue d'Artois - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 63 95 44

Syndicat des producteurs de levure, aliment de France
140, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 62 96 60

Syndicat des protéines et corps gras animaux
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : (1) 46 37 31 57

Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : (1) 46 37 22 06

Syndicat national des boissons rafraîchissantes
10, rue Clément-Marot - 75008 Paris
Tél. : (1) 47 20 31 10

Syndicat national des déshydrateurs de France
45, rue de Richelieu - 75001 Paris
Tél. : (1) 42 61 72 94

Syndicat national des fabricants de bouillons et potages
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 22 56 05

Syndicat national des fabricants de liqueurs
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 22 29 84

Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés
51-53, rue Fondary - 75015 Paris
Tél. : (1) 45 79 10 49

Syndicat national des fabricants de sirops
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 22 29 84

Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau
75, avenue Kléber - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 45 53 87 30

Syndicat national des fabricants de sucre de France
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 47 23 61 56

Syndicat national des fabricants de produits frais (Syndifrais)
37, rue du Général-Foy - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 93 45 39

Syndicat national des fabricants de vinaigres
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 22 28 15

Syndicat national des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées
51-53, rue Fondary - 75739 Paris Cedex 15
Tél. : (1) 45 79 10 49

Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA)
41 *bis*, boulevard Latour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. : (1) 45 55 71 06

Syndicat national des industries cidricoles
44, rue d'Alésia - 75014 Paris
Tél. : (1) 43 21 38 21

Syndicat national des triturateurs conditionneurs de poivres et épices
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 22 28 15

Syndicat national du commerce de porcs
1, rue de la Corderie, centre 384 - 94596 Rungis Cedex
Tél. : (1) 46 86 58 20

Union des semouliers de maïs
149, Bourse de Commerce - 75040 Paris Cedex 01
Tél. : (1) 42 36 30 43

Union des SICA de transformation des pulpes de betteraves (USICA)
43-45, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 94 41 00

Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés
4, place d'Estienne-d'Orves - 75009 Paris
Tél. : (1) 48 78 51 00

Union nationale des producteurs et distributeurs de jus de fruits et de légumes, de nectars et de boissons aux fruits
10, rue de Liège - 75009 Paris
Tél. : (1) 48 74 31 16

Union syndicale des producteurs de sucre et de rhum de la Réunion
46, rue de la Bourdonnais, BP 57 - 97462 Saint-Denis
Tél. : (19) 262 21 67 00

Industrie du bois et de l'ameublement

Fédération nationale du bois
1, place André-Malraux - 75001 Paris
Tél. : (1) 42 60 30 27

Confédération nationale des industries du bois (CNIB)
36, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 61 00 90

Fédération des industries lourdes du bois (FILB)
30, avenue Marceau - 75008 Paris
Tél. : (1) 47 20 17 32 et 39

Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA)
28 *bis*, avenue Daumesnil - 75012 Paris
Tél. : (1) 46 28 68 61

Chambre syndicale nationale de la literie
6, avenue du Coq - 75009 Paris
Tél. : (1) 42 85 44 33

Industrie du cuir et de la chaussure

Conseil national du cuir
109, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 Paris
Tél. : (1) 43 59 05 69

Industries diverses

Fédération nationale de la musique
62, rue Blanche - 75009 Paris
Tél. : (1) 48 74 09 29

Industrie du verre

Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
3, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 65 60 02

Fédération des cristalleries et verreries d'art à la main
32, rue de Paradis - 75010 Paris
Tél. : (1) 47 70 26 42 et 47 70 76 02

Ingénierie

Bureau Véritas
17 *bis*, place des reflets, La Défense 2 - 92450 Courbevoie
Tél. : (1) 42 91 52 91

Matériaux de construction

Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM)
3, rue Alfred-Roll, BP 83 - 75 828 Paris Cedex 17
Tél. : (1) 44 01 47 01

Syndicat national des fabricants de ciments et de chaux
41, avenue de Friedland - 75008 Paris
Tél. : (1) 43 59 08 93

Confédération des industries céramiques de France (pour les argiles, kaolin, feldspath, carreaux, produits réfractaires, sanitaires, faïence, porcelaine)
44, rue Copernic - 75116 Paris
Tél. : (1) 45 00 18 56

Fédération des fabricants de tuiles et briques de France
17, rue Letellier - 75015 Paris
Tél. : (1) 45 78 65 00

Matériel de transport terrestre

Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle (SIEPAC)
79, rue Jean-Jacques-Rousseau - 92158 Suresnes Cedex
Tél. : (1) 46 97 00 56

Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles
2, rue de Presbourg - 75008 Paris
Tél. : (1) 47 23 54 05

Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel roulant de chemin de fer
12, rue Bixio - 75007 Paris
Tél. : (1) 45 56 13 53 et 47 05 84 62

Fédération des industries d'équipements de véhicule
79, rue Jean-Jacques-Rousseau - 92158 Suresnes Cedex
Tél. : (1) 46 97 00 56

Minerais de fer et sidérurgie

Chambre professionnelle des statistiques de l'acier
1, rue Paul-Cézanne - 75008 Paris
Tél. : (1) 49 53 70 00

Syndicat national du tréfilage de l'acier (FFA)
25, rue d'Astorg - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 66 66 65

Syndicat national du laminage à froid du feuillard d'acier (FFA)
25, rue d'Astorg - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 66 67 52

Syndicat national du profilage
25, rue d'Astorg - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 66 67 52

Minerais, métaux et demi-produits non ferreux

Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 63 02 66

Association française interprofessionnelle du cadmium
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : (1) 40 74 02 99

Chambre syndicale des fabricants de pinces et outils en carbures métalliques durs
Cedex 72 - 92 038 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 17 60 23

Syndicat général des affineurs de France
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 63 72 32

Minéraux divers

Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux non ferreux
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 63 02 66

Parachimie et industrie parachimique

Union des industries chimiques
Cedex 5 - 92030 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 78 50 00

Syndicat national de l'industrie pharmaceutique
88, rue de la Faisanderie - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 45 03 21 01

Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette
8, place du Général-Catroux - 75017 Paris
Tél. : (1) 47 66 51 01

Association des industries des savons et des détergents (AISD)
Cedex 5 - 92080 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 47 60 00

Pâtes, papiers, carton

Centre technique de l'industrie des papiers, cartons et celluloses
BP 251 - 38044 Grenoble
Tél. : 76 44 82 36

Fédération nationale des transformateurs de papier
42, rue Galilée - 75116 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 47 23 75 52

Fédération française du cartonnage
15, rue de l'Abbé-Grégoire - 75006 Paris
Tél. : (1) 45 44 13 37

Pêche

Comité central des armateurs de France (CCAF)
73, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 65 36 04

Comité central des pêches maritimes
51, rue Salvador-Allende - 92027 Nanterre Cedex
Tél. : (1) 47 75 01 01

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines (FIOM)
11, boulevard de Sébastopol - 75001 Paris
Tél. : (1) 42 33 51 60

Pétrole

Comité professionnel du pétrole, tour Corosa
3, rue E. et A.-Peugeot - 92500 Rueil-Malmaison
Tél. : (1) 47 08 94 84

Union des chambres syndicales de l'industrie pétrolière (UCSIP)
16, avenue Kléber - 75116 Paris
Tél. : (1) 42 02 11 20

Institut français du pétrole (IFP)
104, avenue du Bois-Préau - 92506 Rueil-Malmaison
Tél. : (1) 47 49 02 14

Elf-Aquitaine
Tour-Elf - 92080 Paris La Défense
Tél. : (1) 47 76 44 21

Santé-transferts sociaux

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)
66, avenue du Maine - 75694 Paris Cedex 14
Tél. : (1) 42 79 30 30

Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)
23, rue Daviel - 75634 Paris Cedex 13
Tél. : (1) 45 65 52 52

Mutualité sociale agricole
8-10, rue d'Astorg - 75413 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44 56 77 77

Textiles artificiels et synthétiques

Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques
37-39, rue de Neuilly - BP 249 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : (1) 47 56 31 00

Textiles et habillement

Bureau intersyndical d'études de l'industrie textile (BIEIT)
8, rue de Hanovre - 75002 Paris
Tél. : (1) 47 42 61 14

Bureau de Lyon (soierie)
55, montée de Choulans - 69323 Lyon Cedex 05
Tél. : 78 42 29 53

Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL)
40, rue Eugène-Jacquet - Sac Postal n° 15
59708 Marcq en Baroeul
Tél. : 20 89 72 14

Syndicat général des fabricants de ficelles, cordages, sacs et tissus à usage industriel (FILCORSAC)
27, boulevard Malesherbes - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 66 28 05

Syndicat français des enducteurs, calandreurs et fabricants de revêtements de sols et murs
21, rue du Général-Foy - 75008 Paris
Tél. : (1) 45 22 18 44

Groupement des industries des rubans, tissus élastiques et passementerie
17, rue de l'apprentissage - 42000 Saint-Étienne
Tél. : 77 32 41 41

Syndicat général de la filterie française
40, rue Eugène-Jacquet - 59700 Marcq en Baroeul
Tél. : 20 89 75 10

Fédération nationale des syndicats patronaux de la branche teintures et apprêts
12, rue d'Anjou - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 66 11 11

Transport

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)
Direction du contrôle de gestion
88, rue Saint-Lazare - 75436 Paris Cedex 09
Tél. : (1) 42 85 60 00

Régie autonome des transports parisiens (RATP)
Département commercial
53 *ter,* quai des Grands-Augustins - 75006 Paris
Tél. : (1) 40 46 41 41

Office national de la navigation
18, quai d'Austerlitz - 75013 Paris
Tél. : (1) 44 23 82 07

Comité central des armateurs de France (CCAF)
73, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tél. : (1) 42 65 36 04

Office national de la navigation intérieure
2, boulevard de La Tour-Maubourg - 75343 Paris Cedex 07
Tél. : (1) 49 55 60 00

Divers

Journal officiel
26, rue Desaix - 75725 Paris Cedex 15
Tél. : (1) 40 58 75 00

Conseil économique et social
1, avenue d'Iéna - 75775 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 47 23 72 34

Organismes internationaux

Banque internationale pour la reconstruction et le développement
66, avenue d'Iéna - 75116 Paris
Tél. : (1) 40 69 30 00

Bureau international du travail
1, rue Miollis, 75015 Paris
Tél. : (1) 45 68 32 50

Organisation de l'aviation civile internationale
3 *bis*, villa Émile-Bergnat - 92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : (1) 46 37 96 96

Union internationale des chemins de fer
14-16, rue Jean-Rey, 75015 Paris
Tél. : (1) 42 73 01 20

International

Organisation des Nations-Unies (ONU)
Statistical office - New-York - NY 10017
Tél. : (212) 754 45 79

Office statistique des communautés européennes (OSCE)
L - 2920 - Luxembourg
Tél. : (352) 4301 - 4567

288, boulevard Saint-Germain - 75007 Paris
Tél. : (1) 40 63 40 99

Organisation de coopération et de développement économique
2, rue André-Pascal - 75775 Paris Cedex 16
Tél. : (1) 45 24 82 00

Fonds monétaire international (FMI)
Bureau européen à Paris
66, avenue d'Iéna - 75116 Paris
Tél. : (1) 40 69 30 70

Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques
Avenue E. van Nieuwenhuysen - BP 1160 Bruxelles
Tél. : (02) 675 74 55

ETC 91

POUR ENSEIGNER OU S'INITIER A LA COMPTABILITÉ NATIONALE ET S'EXERCER A LA MACROÉCONOMIE

Pour apprendre et travailler sur des cas concrets

LE BILAN DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN 1991 :

• La synthèse du rapport sur les comptes de la nation 1991

LES PRINCIPAUX TABLEAUX ET RÉSULTATS
(TEE, TOF, TES, COMPTES DES SECTEURS INSTITUTIONNELS)

UNE APPROCHE PÉDAGOGIQUE :

• Des exemples concrets d'utilisation des chiffres
• Un lexique des définitions
• Un index



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

BON DE COMMANDE A RETOURNER A LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'INSEE

❑ Je souhaite recevoir ___ exemplaire(s) de l'ouvrage **"ETC 91" Série INSEE-RÉSULTATS,** format 21 x 29,7 ; 160 pages ; au prix unitaire de **84 F**

+ participation aux frais d'envoi :
• France : **10 F** par envoi
• Etranger : **20 F** par exemplaire

Nom, Prénom _____
Société _____
Adresse complète _____
_____
_____

Ci-joint un chèque de ___ FF à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

LES PÉRIODIQUES

INSEE RESULTATS

Les données détaillées des enquêtes et opérations statistiques de l'INSEE.
INSEE RESULTATS
est articulé en 5 thèmes : . Economie générale
. Démographie-société . Consommation-modes de vie
. Système productif . Emploi-revenus.
Il est possible de s'abonner à un, plusieurs ou tous les thèmes.

Abonnement INSEE RESULTATS
Economie générale (20 numéros)
France : 1 406 F - Etranger : 1 758 F - Etranger avion : 2 008 F

Démographie-Société (7 numéros)
France : 492 F - Etranger : 615 F - Etranger avion : 703 F

Consommation-Modes de vie (15 numéros)
France : 1 054 F - Etranger : 1 319 F - Etranger avion : 1 506 F

Système productif (15 numéros)
France : 1 054 F - Etranger : 1 319 F - Etranger avion : 1 506 F

Emploi-revenus (13 numéros)
France : 914 F - Etranger : 1 139 F - Etranger avion : 1 302 F

Ensemble des 5 thèmes (70 numéros)
France : 4 920 F - Etranger : 6 150 F - Etranger avion : 7 029 F

Abonnement sur microfiches INSEE RESULTATS
(ensemble des thèmes)
France : 2 174 F - Etranger : 2 718 F - Etranger avion : 3 573 F

INSEE PREMIERE

En 4 pages, la primeur des données et conclusions essentielles tirées des travaux de l'INSEE sur les thèmes qui font l'actualité

Abonnement (60 numéros)
France : 468 F - Etranger : 585 F - Etranger avion : 745 F

INSEE METHODES

La méthodologie des travaux de l'INSEE et les modèles.
Vente exclusive au numéro dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE.

ECONOMIE ET STATISTIQUE

Revue centrale de l'INSEE, ses articles traitent de sujets couvrant un vaste champ de la réalité sociale et économique de notre pays sans oublier la dimension européenne.

Abonnement 1 an (10 numéros)
Edition sur papier : France : 410 F - Etranger : 513 F
Etranger avion : 628 F

ANNALES D'ECONOMIE ET DE STATISTIQUE

Des travaux originaux de recherche théorique ou appliquée dans les domaines de l'économie, de l'économétrie et de la statistique.

Abonnement 1 an (4 numéros)
Edition sur papier : France : 420 F - Etranger : 525 F
Etranger avion : 565 F
Pour les particuliers : Abonnement 1 an (4 numéros)
France : 153 F - Etranger : 191 F - Etranger avion : 231 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez noter mon abonnement aux publications suivantes :

INSEE PREMIERE ..... ❑
INSEE RESULTATS :
- Economie générale ..... ❑
- Démographie - Société ..... ❑
- Consommation - Modes de vie ..... ❑
- Système productif ..... ❑
- Emploi - revenus ..... ❑
- Tous thèmes ..... ❑

INSEE RESULTATS (sur microfiches, tous thèmes) .... ❑
ECONOMIE ET STATISTIQUE ..... ❑
ANNALES D'ECONOMIE ET DE STATISTIQUE ..... ❑

Ci-joint un chèque de ..... FF*
**pour l'étranger libellé en FF..*
(Total des abonnements) à l'ordre de l'Insee :

Date : Signature :

A retourner à : INSEE - CNGP
BP 2718 80027 AMIENS Cedex

Nom, Prénom

Société

Activité

Adresse complète

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

TARIF 1993

LES PUBLICATIONS

LA CONJONCTURE

TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Cahier 1 : les résultats des enquêtes de conjoncture, les indicateurs conjoncturels quantitatifs (600 séries) ;
Cahier 2 : vingt années de la vie économique française retraçées sous forme de graphiques à partir des données des comptes nationaux trimestriels.

Abonnement 2 an : 8 numéros + suppléments
France : 654 F - Etranger : 818 F - Etranger avion : 903 F
l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE comprend la NOTE DE CONJONCTURE

INFORMATIONS RAPIDES

Dans les meilleurs délais, la mise à jour de l'information conjoncturelle.

Abonnement 1 an : France : 1 614 F - Etranger : 2 018 F
Etranger avion : 2 503 F

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Cinq mille séries hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles concernant l'ensemble de la vie économique et sociale.

Abonnement 1 an : (12 numéros)
Edition sur papier : France : 335 F - Etranger : 419 F
Etranger avion : 544 F
Edition sur microfiche : France : 170 F - Etranger : 213 F
Etranger avion : 338 F

NOTE DE CONJONCTURE

Une analyse de la situation et des perspectives de l'économie française.

Abonnement 1 an : (3 numéros + 2 points conjoncturels)
France : 161 F - Etranger : 201 F - Etranger avion : 246 F

NOTE DE CONJONCTURE INTERNATIONALE

Le panorama de la conjoncture mondiale présenté par la Direction de la Prévision.

Abonnement 1 an : (3 numéros)
France : 122 F - Etranger : 153 F - Etranger avion : 208 F

CONJONCTURE IN FRANCE

Synthèse en anglais à destination de l'étranger.

Abonnement 1 an : (2 numéros)
France : 43 F - Etranger : 54 F - Etranger avion : 65 F

L'INFORMATION SUR L'INFORMATION

BLOC-NOTES

de INSEE Info Service

Pour mieux connaître l'information statistique, des repères documentaires sur les problèmes économiques du moment.

Abonnement 1 an : (11 numéros)
France : 154 F - Etranger : 193 F - Etranger avion : 308 F

INSEE INFOS

Chaque mois, sous forme de brèves, une vitrine des produits de diffusion de l'INSEE.

Abonnement gratuit

INSEE NEWS, LA CARTA DEL INSEE, LA LETTRE DE L'INSEE

A destination des lecteurs étrangers, en anglais, en espagnol et en français, une chronique bi-annuelle des principaux titres et travaux de l'INSEE.

Abonnement gratuit

COURRIER DES STATISTIQUES

Quatre fois par an, une vue d'ensemble de la vie du système statistique français.

Abonnement 1 an : (4 numéros)
France : 131 F - Etranger : 164 F - Etranger avion : 229 F

SCRIBECO

Une revue bibliographique reflet du fond documentaire de l'INSEE.

Abonnement 1 an : (6 numéros)
France : 636F- Etranger : 795 F - Etranger avion : 865 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez noter mon abonnement aux publications suivantes :

LA CONJONCTURE
TENDANCES DE LA CONJONCTURE ..... ❑
INFORMATIONS RAPIDES ..... ❑
BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE ..... ❑
NOTE DE CONJONCTURE ..... ❑
NOTE DE CONJONCTURE INTERNATIONALE ..... ❑
CONJONCTURE IN FRANCE ..... ❑
L'INFORMATION SUR L'INFORMATION
BLOC NOTES DE INSEE INFO SERVICE ..... ❑
INSEE INFOS ..... ❑
INSEE NEWS ..... ❑
LA CARTA DEL INSEE ..... ❑
COURRIER DES STATISTIQUES ..... ❑
SCRIBECO ..... ❑

Je souhaite recevoir le catalogue des publications de l'INSEE

Ci-joint un chèque de ..... FF*

**pour l'étranger libellé en FF..*

(Total des abonnements) à l'ordre de l'Insee :

Date : Signature :

A retourner à : INSEE - CNGP
BP 2718 80027 AMIENS Cedex

Nom, Prénom _____

Société _____

Activité _____

Adresse complète _____

_____

L'INSEE DANS VOTRE RÉGION

VOUS Y TROUVEREZ :

- Service d'information.
- Publications de l'INSEE.
- Adresses des entreprises et établissements (SIRENE).
- Accès au fond documentaire et aux banques de données de l'INSEE.
- Travaux à la demande...



POUR EN SAVOIR PLUS

consultez l' INSEE dans votre région ou :

TAPEZ
36.15 OU 36.16
CODE INSEE

ALSACE
Cité administrative, rue de l'Hôpital Militaire,
67084 STRASBOURG CEDEX
Tél. : 88 52 40 40
Tél. : Indices courants 88 22 43 53

AQUITAINE
33, rue de Saget, 33076 BORDEAUX CEDEX
Tél. : Indices courants 56 91 84 90
Tél. : Autres informations 56 91 89 90

AUVERGNE
3, place Charles de Gaulle, BP 120,
63403 CHAMALIERES CEDEX
Tél. : 73 31 82 82
Tél. : Indices courants 73 31 82 99

BOURGOGNE
2, rue Hoche,
21000 DIJON
Tél. : 80 40 67 48
Tél. : Indices courants 80 40 67 40

BRETAGNE
Immeuble "Le Colbert",
36 place du Colombier,
BP 17, 35031 RENNES CEDEX
Tél. : Indices courants 99 29 33 66
Tél. : Autres informations 99 35 15 00

CENTRE
43, avenue de Paris, BP 6719,
45000 ORLÉANS CEDEX 2
Tél. : Indices courants 36 68 18 28
Tél. : Autres informations 38 54 54 65

CHAMPAGNE-ARDENNE
1, rue de l'Arbalète, 51079 REIMS CEDEX
Tél. : 26 48 42 80

CORSE
1, résidence du Parc Belvédère, BP 306,
20176 AJACCIO CEDEX
Tél. : 95 50 44 50
Tél. : Indices courants 95 50 44 55

FRANCHE-COMTÉ
Immeuble "Le Major", 83, rue de Dole,
BP 1997, 25042 BESANCON CEDEX
Tél. : Indices courants 81 52 03 33
Tél. : Autres informations 81 52 42 20

LANGUEDOC-ROUSSILLON
274, allée Henri II de Montmorency,
"Le Polygone", 34064 MONTPELLIER CEDEX
Tél. : Indices courants 67 64 64 53
Tél. : Autres informations 67 64 31 95

LIMOUSIN
Adresse postale : 29, rue Beyrand,
87031 LIMOGES CEDEX
Accueil : 50, avenue Garibaldi,
87031 LIMOGES CEDEX
Tél. : Indices courants 55 32 99 09
Tél. : Autres informations 55 79 26 25

LORRAINE
15, rue du Général Hulot,
BP 3846,
54029 NANCY CEDEX
Tél. : 83 91 85 85
Tél. : Indices courants 83 27 21 21

MIDI-PYRÉNÉES
36, rue des 36 ponts,
31054 TOULOUSE CEDEX
Tél. : 61 36 61 13
Tél. : Indices courants 61 25 42 67

NORD-PAS-DE-CALAIS
10-12 boulevard Vauban,
59800 LILLE
Tél. : 20 30 89 87
Tél. : Indices courants 20 63 97 36

BASSE-NORMANDIE
93-95 rue de Géôle,
14000 CAEN CEDEX
Tél. : 31 85 35 70
Tél. : Indices courants 31 23 87 00

HAUTE-NORMANDIE
8,quai de la Bourse,
76037 ROUEN CEDEX
Tél. : 35 52 49 94
Tél. : Indices courants 35 98 41 10

ILE-DE-FRANCE
OEP, Tour "Gamma A", 195, rue de Bercy,
75582 PARIS CEDEX 12
Tél. : Indices courants (1) 43 45 70 75
Tél. : Réévaluation et indexation (1) 43 45 72 31
Tél. : Autres informations (1) 43 45 73 74

PAYS DE LA LOIRE
105, rue des français libres,
BP 2189, 44204 NANTES CEDEX 02
Tél. : 40 41 75 75
Tél. : Autres informations 40 41 79 80

PICARDIE
1, rue Vincent Auriol,
80040 AMIENS CEDEX
Tél. : 22 91 39 39
Tél. : Indices courants 22 91 91 91

POITOU-CHARENTES
3,rue du Puygarreau,
86020 POITIERS CEDEX
Tél. : 49 88 38 71 et 72
Tél. : Indices courants 49 88 38 70

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
17 rue Menpenti,
13387 MARSEILLE CEDEX 10
Tél. : Indices courants 91 78 01 95
Tél. : Autres informations 91 83 00 22

RHÔNE-ALPES
165, rue Garibaldi, BP 3196,
69401 LYON CEDEX 03,
(Cité administrative de la Part-Dieu)
Tél. : 78 63 23 33
Tél. : Indices courants 78 63 22 01/04
Tél. : Autres informations 78 63 22 02/03

AUTRES POINTS D'INFORMATION ET VENTE INSEE

ANTILLES-GUYANE
INSEE : Direction Inter-Régionale
Tour Secid, 7ème étage,
Place de la rénovation, BP 863,
97175 POINTE-A-PITRE CEDEX
Tél. : 19. 590 91 59 80

GUADELOUPE
INSEE / Service Régional
Rue Paul Lacavé, BP 96 97102 BASSE-TERRE
Tél. : 19. 590 81 42 50

GUYANE
INSEE : Service Régional
1, rue Maillard Dumesle, BP 6017,
97306 CAYENNE CEDEX
Tél. : 19. 594 31 56 03

MARTINIQUE
INSEE : Service Régional
Pointe de Jaham,
lotissement des glycines, BP 7212
97233 SCHOELCHER CEDEX
Tél. : 19. 596 61 61 49

RÉUNION
INSEE : Observatoire Régional
15, rue de l'école, 97490 SAINTE-CLOTILDE
Tél. : 19. 262 29 52 70

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Département Édition-Promotion
18, bd Adolphe Pinard
75675 Paris Cedex 14 - FRANCE

Tél. : (1) 41 17 50 50
Fax : (1) 41 17 66 66
Télex : 204 924 F INSEE

Achevé d'imprimer - Février 1993

IMPRIMERIE NATIONALE 27, rue de la Convention, 75732 PARIS CEDEX 15 - N° d'ordre : 1 172134 T △

Le Directeur de la publication : P. CHAMPSAUR, directeur général de l'INSEE

INSEE

ET LES SERVICES STATISTIQUES DES MINISTÈRES

Prix : 580 F

ISBN 2-11-066011-2

ASF 096

6148209

9 782110 660114